



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: avis juridiques

Part I: Juridical notices

Partie II: lois et règlements

Part II: Laws and Regulations

(Voir sommaire en dernière page)

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 30 septembre 1972

Québec, Saturday, September 30, 1972

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

L'Éditeur officiel du Québec, CHARLES-HENRI DUBÉ, Québec Official Publisher

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
REÇU LE
10 OCT 1972
DU QUÉBEC

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre \$20; du 1er avril au 31 décembre, \$15 et du 1er juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; la deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-0

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883 — 1-52-0

AVIS JURIDIQUES

JURIDICAL NOTICES

Associations coopératives

Cooperative Associations

Association coopérative d'habitation de St-Félicien

Association coopérative d'habitation de St-Félicien

(Loi des associations coopératives)

(Cooperative Associations Act)

Avis est donné que l'association coopérative « Association coopérative d'habitation de St-Félicien », dont le siège social était situé à St-Félicien, dans le district électoral de Roberval, a été dissoute le 12 septembre 1972, et ce conformément aux dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Notice is given that the "Association coopérative d'habitation de St-Félicien", whose head office was located in St. Félicien, in the electoral District of Roberval, was dissolved on September 12, 1972, in conformity with the provisions of the Cooperative Associations Act and the Winding-up Act.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,

ALBERT JESSOP, Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

48151-o

ALBERT JESSOP.

48151

Association coopérative d'aqueduc de St-Dominique-du-Rosaire

Association coopérative d'aqueduc de St-Dominique-du-Rosaire

(Loi des associations coopératives)

(Cooperative Associations Act)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative d'aqueduc de St-Dominique-du-Rosaire ».

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative d'aqueduc de St-Dominique-du-Rosaire".

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Dominique-du-Rosaire, Québec, dans le district électoral d'Abitibi-Est.

The head office of this cooperative association is situated at St. Dominique-du-Rosaire, Québec, in the electoral District of Abitibi-East.

Le sous-ministre associé des Institutions financières, compagnies et coopératives,

ALBERT JESSOP, Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

48218-o

ALBERT JESSOP.

48218

Changement de nom — Loi du Demandes

Change of name — Act Applications

Marie Eva Artemiew

Marie Eva Artemiew

Avis est donné que Marie Eva Artemiew demeurant au 74 King Edward, à Ville Lemoyne, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander que son nom soit changé en celui de Eva Mary Melech.

Notice is given that Marie Eva Artemiew, residing at 74 King Edward, in the Town of Lemoyne, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to ask that her name be changed to that of Eva Mary Melech.

Le procureur de la requérante,
MARCEL PAQUETTE.

MARCEL PAQUETTE, Attorney for the petitioner.

48033-38-2-o

48033-38-2

Yvon Tonietto et al

Yvon Tonietto et al

Avis est donné que Yvon Tonietto, chiropraticien, résidant au 7781 de l'Acadie, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom de famille en celui de Arseneault. Ledit changement bénéficiera aussi à son épouse Lucette ainsi qu'à ses deux enfants Ève Béatrice Miriam et Joseph Sylvain.

Notice is given that Yvon Tonietto, chiropractor, residing at 7781 de l'Acadie, Montreal, will apply to the Minister of Justice in order to obtain a decree allowing him to change his family name to that of Arseneault. The said change will also benefit his wife Lucette and his two children, Ève Béatrice Miriam and Joseph Sylvain.

Le procureur du requérant,
ROBERT LOULOU, avocat.

ROBERT LOULOU, Lawyer, Attorney for the petitioner.

48036-38-2-o

48036-38-2

Joseph Rémi Constant Croteau

Avis est donné que Joseph Rémi Constant Croteau chiropraticien domicilié et résidant au 1657 est, boulevard St-Joseph, Montréal, présentera une requête au ministre de la Justice afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Daniel Constant.

Les personnes suivantes seront affectées par ce changement de patronyme, savoir celui de Constant, son épouse: Dame Yvette Verville-Croteau, ses enfants mineurs, Joseph Yves Sylvain, Marie Laure Sylvie et Martin Marcel Joseph Croteau, tous de la susdite adresse.

Le procureur du requérant,

48035-38-2-o

JEAN G. DESMEULES, Notaire.

Norman Lawrence Weigensberg

Avis est donné qu'une demande de changement de nom sera faite en vertu de la Loi du changement de nom, Eliz. 13-14, chapitre 77, requérant le changement de nom suivant: Norman Lawrence Weigensberg, marchand d'automobiles, 155, boulevard Deguire, appartement 915, Saint-Laurent, Québec, en celui de Norman Lawrence Weigen, ledit changement de nom devant aussi concerner son épouse, Marilyn D. Titleman, aussi domiciliée au 155, boulevard Deguire, appartement 915, Saint-Laurent, district de Montréal, Québec.

Montréal, 11 septembre 1972.

Le procureur du requérant,

48037-38-2

JACK B. BOBROVE, C.R.

Napoléon Leblanc

Avis est donné que Napoléon Leblanc, aide-machiniste domicilié au 1855, rue du Havre, app. 704, Montréal, district de Montréal s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom pour celui de Paul Leblanc.

Montréal, le 1er jour de septembre 1972.

Le requérant,

48079-38-2-o

NAPOLÉON LEBLANC.

Mario Bernard

Avis est donné que Mario Bernard, chimiste, domicilié au 409, rue Denison ouest, Granby, P.Q. s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Ralph Mario Bernard.

Les procureurs du requérant,

ARSENAULT, POUSSARD

48103-38-2

& LAGACÉ, avocats.

Georges Moffat

Avis est par les présentes donné que Georges Moffat, infirmier, résidant et domicilié à 487 Basswood Road, à Beaufort, district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec un décret changeant son nom en celui de Georges Moffatt duquel changement bénéficiera aussi son épouse née Alice Desnoyers, résidant et domiciliée à l'adresse ci-haut mentionnée.

Les procureurs du demandeur,

48082-38-2-o

ASSELIN, GUÉRIN, & LUPIEN.

Joseph Rémi Constant Croteau

Notice is given that Joseph Rémi Constant Croteau, chiropractor, domiciled and residing at 1657 St. Joseph Boulevard East, Montreal, will present a petition to the Minister of Justice in order to obtain an order allowing him to change his name to that of Daniel Constant.

The following persons will be affected by this change of family name, namely that of Constant, his wife: Mrs. Yvette Verville-Croteau, his minor children, Joseph Yves Sylvain, Marie Laure Sylvie and Martin Marcel Joseph Croteau, all of the aforesaid address.

JEAN G. DESMEULES, Notary,

48035-38-2

Attorney for the petitioner.

Norman Lawrence Weigensberg

Notice is hereby given that an application will be made under the Change of Name Act, 13-14 Eliz., chapter 77, requesting the following change of name: Norman Lawrence Weigensberg, car dealer, 155 Deguire Boulevard, Apartment 915, St-Laurent, Québec to Norman Lawrence Weigen, which said change will also affect his wife, Marilyn D. Titleman, also domiciled at 155 Deguire Boulevard, Apartment 915, St-Laurent, District of Montreal, Québec.

Montreal, September 11, 1972.

JACK B. BOBROVE, Q.C.,

48037-38-2-o

Attorney for the applicant.

Napoléon Leblanc

Notice is given that Napoléon Leblanc, machinist helper domiciled at 1855 du Havre Street, Apt. 704, Montreal, District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain an order changing his name to Paul Leblanc.

Montreal, this 1st day of September, 1972.

NAPOLÉON LEBLANC,

48079-38-2-o

Petitioner.

Mario Bernard

Notice is given that Mario Bernard, chemist, domiciled at 409 Denison Street West, Granby, P.Q., will apply to the Minister of Justice in order to obtain a decree allowing him to change his name to that of Ralph Mario Bernard.

ARSENAULT, POUSSARD

& LAGACÉ, lawyers,

48103-38-2-o

Attorneys for the petitioner.

Georges Moffat

Notice is hereby given that Georges Moffat, orderly, residing and domiciled at 487 Basswood Road, Beaufort, district of Montreal, will ask the Lieutenant-Governor in Council for the Province of Québec, for an order changing his name to Georges Moffatt, which change will profit his wife born Alice Desnoyers, residing and domiciled at the above mentioned address.

ASSELIN, GUÉRIN & LUPIEN,

48082-38-2-o

Attorneys for Petitioner.

Joseph Marius Rolland Beaudoin

Avis est donné que Joseph Marius Rolland Beaudoin, surveillant en campagne, de la ville d'Île Perrot Nord, district de Montréal, et y résidant au 1288, boulevard Perrot, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Marius Rolland-Jolley. Ledit changement de nom devra aussi s'appliquer à son épouse, née Shirley Maxine Stairs, et ses enfants mineurs, Mary Faith et Joseph Kirk, de la même adresse.

Les procureurs du requérant,
HUBSCHER & MORRIS.

48034-38-2

Joseph Marius Rolland Beaudoin

Notice is hereby given that Joseph Marius Rolland Beaudoin, field supervisor, of the City of Île Perrot North, District of Montreal, and therein residing at 1288 Perrot Boulevard, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Joseph Marius Rolland-Jolley. Such change will also benefit his wife, born Shirley Maxine Stairs and his minor children Mary Faith and Joseph Kirk, of the same address.

HUBSCHER & MORRIS,
Attorneys for the petitioner.

48034-38-2-0

Diane Gauthier

Avis est par les présentes donné que Diane Gauthier, artiste peintre, résidant et domiciliée au 3210, Forest Hill, Appartement 1104, ville et District de Montréal, s'adressera au Ministre de la justice, à l'expiration des trente (30) jours suivant la dernière publication du présent avis, pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Véronnic Gauthier.

Montréal, ce 14e jour de septembre 1972.

Les procureurs de la requérante,
POULIOT, MERCURE,
LEBEL & PRUD'HOMME.

48150-39-2-0

Diane Gauthier

Notice is hereby given that Diane Gauthier, Artist, domiciled at 3210 Forest Hill, Apartment 1104, City and District of Montreal, will apply to the Minister of Justice, at the expiration of the thirty (30) days following the last publication of this notice, for an order changing her name to Véronnic Gauthier.

Montreal, this 14th day of September, 1972.

POULIOT, MERCURE,
LEBEL & PRUD'HOMME,
Attorneys for the Petitioner.

48150-39-2-0

Marie Elmiere Laetitia Brunelle

Marie Elmiere Laetitia Brunelle, infirmière, domiciliée et résidant au 1459 boul. St-Joseph est, Montréal, district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Liliane Lalonde.

Le nom d'aucune autre personne ne sera changé à la suite de cette requête.

Montréal, le 21 septembre 1972.

Le procureur de la requérante,
ME GUY BOIVIN, *avocat,*

48204-39-2-0

Marie Elmiere Laetitia Brunelle

Notice is given that Marie Elmiere Laetitia Brunelle, nurse, domiciled and residing at 1459 St-Joseph Blvd., East, Montreal, District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order allowing her to change her name to that of Liliane Lalonde.

No other person's name will be changed following this petition.

Montreal, September 21, 1972.

ME GUY BOIVIN, *Lawyer,*
Attorney for the Petitioner.

48204-39-2-0

Louis Mendelovich

Louis Mendelovich, gérant, résidant au 5893, avenue Centennial, en la cité de Côte-Saint-Luc, district de Montréal, donne avis que conformément à la Loi, il s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom « Louis Mendelovich », en celui de « Louis Mendell » et conséquemment le nom de son épouse « Ruth Mendelovich » née Goldberg en celui de « Ruth Mendell » et celui de son fils « Leonard Samuel Mendelovich » en celui de « Leonard Samuel Mendell », tous résidant au 5893, avenue Centennial, Côte-Saint-Luc, district de Montréal, et ce à toutes fins légales.

Les procureurs du requérant,
SPECTOR, SPIEGEL & KRAVETZ.

48216-39-2

Louis Mendelovich

Notice is hereby given that Louis Mendelovich, Manager, residing at 5893 Centennial Avenue, in the City of Côte St. Luc, District of Montreal, will apply, according to law, to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name from "Louis Mendelovich" to that of "Louis Mendell" and consequently the name of his wife "Ruth Mendelovich" née Goldberg to that of "Ruth Mendell" and that of his son "Leonard Samuel Mendelovich" to that of "Leonard Samuel Mendell", all residing at 5893 Centennial Avenue, Côte St. Luc, District of Montreal; same to avail for all legal purposes.

SPECTOR, SPIEGEL & KRAVETZ,
Attorneys for Petitioner.

48216-39-2-0

Arnold Avram

Arnold Avram, teneur de livres, 660, avenue Kildare, app. 1210, côte Saint-Luc, Québec, donne avis qu'il présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Arnold Abrams; ledit changement de nom devra aussi concerner son épouse, Dame Lucia Avram.

Montréal, 14 septembre 1972.

Le procureur du requérant,
BENJAMIN SHULMAN, C.R.

48217-39-2

Arnold Avram

Noticé is hereby given that Arnold Avram, bookkeeper, of 660 Kildare Ave., Apt. 1210, Côte St. Luc, Québec, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council to change his name to Arnold Abrams, which change will also benefit his wife, Dame Lucia Avram.

Montreal, September 14, 1972.

BENJAMIN SHULMAN, Q.C.,
Attorney for the Applicant.

48217-39-2-o

Chartes — demandes d'abandon de

Charters — Applications for Surrender of

All-Weather Sales Corporation

Avis est donné que la compagnie « All-Weather Sales Corporation » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 15^e jour de septembre 1972.

Le secrétaire,
HENRI CASTONGUAY.

48158-o

All-Weather Sales Corporation

Notice is hereby given that "All-Weather Sales Corporation", incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of September 1972.

HENRI CASTONGUAY,
Secretary.

48158-o

Gainor Investment Corporation

Avis est donné que la compagnie « Gainor Investment Corporation », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 15^e jour de septembre 1972.

Le secrétaire,
ROSE FRANKSON.

48160-o

Gainor Investment Corporation

Notice is hereby given that "Gainor Investment Corporation", incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of September 1972.

ROSE FRANKSON,
Secretary.

48160-o

**Adrien Cholette Itée
Adrien Cholette Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Adrien Cholette Itée — Adrien Cholette Ltd. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Salaberry-de-Valleyfield, ce 29^e jour d'août 1972.

Les procureurs de la compagnie,
48115-o MELOCHE, BLANCHARD & LAFONTAINE.

**Adrien Cholette Itée
Adrien Cholette Ltd.**

Notice is given that "Adrien Cholette Itée — Adrien Cholette Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Salaberry-de-Valleyfield, 29th day of August 1972.

MELOCHE, BLANCHARD & LAFONTAINE,
48115-o *Attorneys for the company.*

Gratien Dufour inc.

Avis est donné que la compagnie « Gratien Dufour inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
48117-o ME FRANÇOIS RAINVILLE, notaire.

Gratien Dufour inc.

Notice is given that "Gratien Dufour inc." will apply to Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province for leave to surrender its charter.

ME FRANÇOIS RAINVILLE, Notary,
48117-o *Attorney for the company.*

André Fortin Station Service Inc.

Avis est donné que la compagnie « André Fortin Station Service Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Laval, le 1er jour de juin 1972.

Le procureur de la compagnie,
48159-0 ME JEAN-MARC RICHER, *notaire.*

André Fortin Station Service Inc.

Notice is given that "André Fortin Station Service Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Laval, the 1st day of June 1972.

48159 ME JEAN-MARC RICHER, *Notary,*
Attorney for the company.

Robert Dufault Itée

Avis est par la présente donné que « Robert Dufault Itée », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 14e jour de septembre 1972.

Les procureurs de la requérante,
ARCHAMBAULT, FALARDEAU & LAPIERRE.
538 Cherrier, Montréal 132. 48116-0

Robert Dufault Itée

Notice is given that "Robert Dufault Itée", company duly incorporated under the Companies Act and having its principal business office in Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Montreal, this 14th day of September 1972.

ARCHAMBAULT, FALARDEAU & LAPIERRE,
Petitioner's solicitors.
538 Cherrier, Montreal 132. 48116-0

Les Entreprises de l'Orme Itée

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises de l'Orme Itée », de ville St-Georges, comté de Beauce, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Ville St-Georges, le 13e jour de septembre 1972.

Le procureur de la compagnie,
48118-0 CLAUDE GUERTIN, *notaire.*

Les Entreprises de l'Orme Itée

Notice is given that "Les Entreprises de l'Orme Itée" from the town of St-Georges, County of Beauce, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

St-Georges, this 13th day of September 1972.

48118-0 CLAUDE GUERTIN, *Notary,*
Attorney for the company.

**Lantic Petroleum Inc.
Les Pétroles Lantic inc.**

Prenez avis que la compagnie « Lantic Petroleum Inc. — Pétroles Lantic inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 14 septembre 1972.

Le procureur de la compagnie,
48121-0 JEAN-GUY CLÉMENT.

**Lantic Petroleum Inc.
Les Pétroles Lantic inc.**

Notice is hereby given that "Lantic Petroleum Inc. — Pétroles Lantic inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, September 14, 1972.

48121-0 JEAN-GUY CLÉMENT,
Attorney for the company.

Meriot Itée

Avis est donné que la compagnie « Meriot Itée » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
48123-0 KENNETH JOSEPH HELAL.

Meriot Itée

Notice is given that "Meriot Itée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

48123-0 KENNETH JOSEPH HELAL,
Attorney for the company.

Québec Store Inc.

Avis est donné que la compagnie « Québec Store Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
48124-0 CYRILLE DELAGE, *notaire.*

Québec Store Inc.

Notice is given that "Québec Store Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

48124 CYRILLE DELAGE, *Notary,*
Attorney for the company.

Les Amusements Nap. Côté inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Amusements Nap. Côté inc. », constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Québec, dans le district de Québec, province de Québec, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 14 septembre 1972.

Les procureurs de la compagnie,

L'HEUREUX, PHILIPPON, GARNEAU,
TOURIGNY & ST-ARNAUD.

48114-o

Les Amusements Nap. Côté inc.

Notice is given that "Les Amusements Nap. Côté inc.", incorporated under the Companies Act, having its head office in Québec City, in the District of Québec, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, September 14, 1972.

L'HEUREUX, PHILIPPON, GARNEAU,
TOURIGNY & ST-ARNAUD,
Attorneys of the company.

48114-o

Les Épiceries Coronet Ltée

Avis est par les présentes donné que « Les Épiceries Coronet Ltée », compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de ladite loi.

Donné à Montréal, ce 18e jour de septembre 1972.

Les procureurs de la compagnie,

GEOFFRION & PRUD'HOMME.

48119-o

Coronet Groceries Ltd.

Notice is hereby given that "Coronet Groceries Ltd.", company incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Dated at Montreal, this 18th day of September, 1972.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
Attorneys for the company.

48119-o

Franchel Inc.

Avis est donné que « Franchel Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 17 juillet 1972.

Les procureurs de la requérante,

ARCHAMBAULT, FALARDEAU & LAPIERRE.

538 Cherrier, Montréal 132, P.Q. 48120-o

Franchel Inc.

Notice is given that "Franchel Inc.", a company duly incorporated under the Companies Act and having its principal place of business in Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, in accordance with the provisions of the Companies Act.

Montreal, July 17, 1972.

ARCHAMBAULT, FALARDEAU & LAPIERRE,
Attorneys for the petitioners.

538 Cherrier, Montreal 132, P.Q. 48120-o

Laurentian Realty Corporation

Avis est par les présentes donné que « Laurentian Realty Corporation » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 16e jour d'août 1972.

Le secrétaire,

SIDNEY HORWITZ.

48122-o

Laurentian Realty Corporation

Notice is hereby given that "Laurentian Realty Corporation" a corporation under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 16th day of August, 1972.

SIDNEY HORWITZ,

Secretary.

48122-o

Garage F. & M. Fortin Inc.

Avis est donné que la compagnie « Garage F. & M. Fortin Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Laval, le 1er juin 1972.

Le procureur de la compagnie,

Me JEAN-MARC RICHER, notaire.

48161-o

Garage F. & M. Fortin Inc.

Notice is given that "Garage F. & M. Fortin Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Laval, June 1, 1972.

Me JEAN-MARC RICHER, Notary,
Attorney for the company.

48161

Sanders Holdings Ltd.

La compagnie « Sanders Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et l'annulation d'icelle à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer. Montréal, 12 septembre 1972.

Le président,
AGNES BARRY..

48125

Sanders Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Sanders Holdings Ltd.", a corporation constituted under the Companies Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, September 12, 1972.

AGNES BARRY,
President.

48125-o

Trans-National Filtration Industries Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Trans-National Filtration Industries Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Les procureurs de la requérante,
48126-o YANOFSKY, KAHN, BRULL & STRAUBER.

Trans-National Filtration Industries Ltd.

Notice is hereby given that "Trans-National Filtration Industries Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

YANOFSKY, KAHN, BRULL & STRAUBER,
48126-o *Attorneys for petitioner.*

Virball Electric Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Virball Electric Co. Ltd. » une corporation incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
48127-o LIONEL EYMARD, *avocat.*

Virball Electric Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Virball Electric Co. Ltd." a company incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office at Montreal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

LIONEL EYMARD, *lawyer,*
48127-o *Attorney for the company.*

Uni-Vers Distribution Inc.

Avis est par les présentes donné que « Uni-Vers Distribution Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Rivière-du-Loup, ce 7 juin 1972.
Les procureurs de la compagnie,
48163-o LEBEL, PELLETIER, RIOUX & BOSSÉ.

Uni-Vers Distribution Inc.

Notice is hereby given that "Uni-Vers Distribution Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Rivière-du-Loup, June 7, 1972.
LEBEL, PELLETIER, RIOUX
& BOSSÉ,
48163-o *Attorneys for the company.*

Sode-Aire 3 Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Sode-Aire 3 Inc. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Québec, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 11e jour de septembre 1972.

Le secrétaire,
48173-o JOSEPH H. PORTEOUS.

Sode-Aire 3 Inc.

Notice is hereby given that "Sode-Aire 3 Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Given at Montreal, Québec, this 11th day of September, 1972.

JOSEPH H. PORTEOUS,
48173-o *Secretary.*

Morin Fourrures Inc.

Avis est donné que la compagnie « Morin Fourrures Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Saint-Jean, le 19 septembre 1972.

48162-o

Le procureur,
SERGE RAYMOND, notaire.

Morin Fourrures Inc.

Notice is hereby given that "Morin Fourrures Inc." will request from the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives permission to surrender its charter.

St. John, September 19, 1972.

48162-o

SERGE RAYMOND, Notary,
Legal Adviser.

**Les Industries Fanny inc.
Fanny Industries Inc.**

La compagnie « Les Industries Fanny inc.—Fanny Industries Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Sillery, au numéro 2368, chemin du Foulon, Québec.

48174-o

Le secrétaire,
PAUL-ANDRÉ CARRIER.
717416

**Les Industries Fanny inc.
Fanny Industries Inc.**

Notice is given that "Les Industries Fanny inc.—Fanny Industries Inc." has transferred its head office from Sillery, to 2368 du Foulon Road, Québec.

48174-o

PAUL-ANDRÉ CARRIER,
Secretary.
717416

Eastern Slate Inc.

Avis est donné que la compagnie « Eastern Slate Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

48175-o

Le procureur de la compagnie,
ME BERNARD E. BLANCHARD.

Eastern Slate Inc.

Notice is given that "Eastern Slate Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

48175

ME BERNARD E. BLANCHARD,
Attorney for the company.

Développement Vallée Verte Inc.

Avis est par les présentes donné que « Développement Vallée Verte Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la Cité de Montréal, P.Q., s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

48176-o

Le procureur de la compagnie,
R. BRABANDER.

Green Valley Development Inc.

Notice is hereby given that "Green Valley Development Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

48176-o

R. BRABANDER,
Attorney for the company.

Haas Machinery and Supplies Company Limited

Avis est par les présentes donné que « Haas Machinery and Supplies Company Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 13^e jour de septembre 1972.

48182-o

(Signé) *Le secrétaire,*
JAMES STRATON.

Haas Machinery and Supplies Company Limited

Notice is hereby given that "Haas Machinery and Supplies Company Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 13th day of September, 1972.

48182-o

(Signed) JAMES STRATON,
Secretary.

The Northern Gaspé Pulpwood Co.

Avis est donné que la compagnie « The Northern Gaspé Pulpwood Co. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

48184-o

Le procureur de la compagnie,
JEAN-CHARLES ROUSSEAU, notaire.

The Northern Gaspé Pulpwood Co.

Notice is given that "The Northern Gaspé Pulpwood Co." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

48184-o

JEAN-CHARLES ROUSSEAU, notary,
Attorney for the company.

**Les Industries Parick Inc.
Parick Industries Inc.**

**Parick Industries Inc.
Les Industries Parick Inc.**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Les Industries Parick Inc. — Parick Industries Inc. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Laval, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de ladite loi des compagnies.

Notice is hereby given that: "Parick Industries Inc. — Les Industries Parick Inc." a corporation incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office in the City of Laval, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the said Companies Act.

Donné à Montréal, ce 14e jour d'août 1972.
(Sceau) *Le secrétaire,*
48183-o JACQUES BERGEVIN.

Given at Montreal, this 14th day of August, 1972.
(Seal) JACQUES BERGEVIN,
48183-o *Secretary.*

La Société civile de Placements Itée

La Société civile de Placements Itée

Avis est par les présentes donné que la compagnie: « La Société civile de Placements Itée » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de ladite Loi des compagnies.

Notice is hereby given that "La Société civile de Placements Itée" a corporation incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the said Companies Act.

Donné à Montréal, ce 12e jour de septembre 1972.
(Sceau) *Le secrétaire,*
48185-o JACQUES BERGEVIN.

Given at Montreal, this 12th day of September, 1972.
(Seal) JACQUES BERGEVIN,
48185-o *Secretary.*

Échos-Vedettes Inc.

Échos-Vedettes Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies « Échos-Vedettes Inc. » s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, que son annulation soit dirigée et qu'une date soit fixée à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Under the provisions of the Companies Act, "Échos Vedettes Inc." hereby gives notice that it will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montréal, P.Q., ce 6e jour de septembre 1972.
Le secrétaire,
48195-o GILBERTE FINELLI.

Montreal, P.Q., this 6th day of September, 1972.
GILBERTE FINELLI,
48195-o *Secretary.*

Les Agences de Distribution de Québec Inc.

Les Agences de Distribution de Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies « Les Agences de Distribution de Québec Inc. » s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, que son annulation soit dirigée et qu'une date soit fixée à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Under the provisions of the Companies Act, "Les Agences de Distribution de Québec Inc." hereby gives notice that it will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montréal, P.Q., ce 6e jour de septembre 1972.
La secrétaire,
48196-o GILBERTE FINELLI.

Montreal, P.Q., this 6th day of September, 1972.
GILBERTE FINELLI,
48196-o *Secretary.*

Sièges sociaux

Head Offices

Baril et frère Itée

Baril et frère Itée

Avis est donné que la compagnie « Baril et frère Itée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du vingt-deuxième jour de janvier mil neuf cent soixante-cinq

Notice is given that "Baril et frère Itée", incorporated under Part I of the Companies Act, on the twenty-second day of January, one thousand nine hundred and sixty-five (1965) and having its head office in the City

(1965) et ayant son siège social dans la Ville de Laval où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 148 de la rue Quintal, l'a transporté au numéro 140 de la rue Montée du Moulin, à Ville de Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce vingt-deuxième jour du mois d'août mil neuf cent soixante-douze (1972).

DANIEL MANSEAU, *notaire*.

48129-0

147-65

Rose Electric Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Rose Electric Ltd. » constituée en corporation selon la première partie de la Loi des compagnies, en date du 7 décembre 1971, et ayant son siège social dans la Ville de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 3534 ouest, rue Notre-Dame, l'a transporté au numéro 3641 rue Lafontaine, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Boucherville, ce vingt-neuvième jour de juin mil neuf cent soixante-douze.

Le secrétaire,
ROLAND GAUTHIER.

48131-0

716674

Habitations Thibodo et associés inc.

Avis est donné que la compagnie « Habitations Thibodo et associés inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26^e jour de mai, 1970, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 4209 de la rue Isabella, l'a transporté au numéro 5491 de la rue Victoria, Suite 226.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1^{er} jour de septembre 1972.

Le secrétaire-trésorier,
P. THIBODEAU.

(Seau)

48132-0

2277-70

Mattan Realities Ltd. Les Immeubles Mattan Itée

La compagnie « Mattan Realities Ltd.—Les Immeubles Mattan Itée », constituée en corporation par lettres patentes le 28^e jour de janvier 1972, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé au 1, place Ville Marie, suite 3635, donne avis qu'elle l'a transporté au 1255, rue University, suite 509, ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme son siège social.

Montréal, ce 11^e jour de juillet 1972.

Le secrétaire-trésorier,
CAROLE BURACK.

48134

720562

of Laval where its office was located until today at 148 Quintal Street, has transferred it to 140 Montée du Moulin Street, in the City of Laval.

Upon, from and after this notice, the said office will be considered by the Company as being its head office.

Given in Montreal, this twenty-second day of August, one thousand nine hundred and seventy-two (1972).

DANIEL MANSEAU, *Notary*.

48129

147-65

Rose Electric Ltd.

Notice is given that "Rose Electric Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act on December 7, 1971, and having its head office in the City of Montreal, where its office was situated until today at number 3534 Notre-Dame Street West, has transferred said office to number 3641 Lafontaine Street, Montreal.

From the date of this notice, the company will consider said office as being its head office.

Boucherville, this twenty-ninth day of June, one thousand nine hundred and seventy-two.

ROLAND GAUTHIER,
Secretary.

48131

716674

Habitations Thibodo et associés inc.

Notice is given that "Habitations Thibodo et associés inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of May, 1970, and having its head office in the City of Montreal, where its office was located until today at 4209 Isabella Street, has transferred it to 5491 Victoria Street, Suite 226.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 1st day of September, 1972.

P. THIBODEAU,
Secretary-Treasurer.

(Seal)

48132

2277-70

Mattan Realities Ltd. Les Immeubles Mattan Itée

Notice is hereby given that "Mattan Realities Ltd.—Les Immeubles Mattan Itée", incorporated by letters patent on the 28th day of January, 1972, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, has moved it to 1255 University Street, Suite 509, City and District of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 11th day of July 1972.

CAROLE BURACK,
Secretary-Treasurer.

48134-0

720562

Brault Assurances inc.

Avis est donné que la compagnie « Brault Assurances inc. » constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 29 mars 1972 et ayant son siège social à Cowansville, y a établi son siège social au numéro 404, rue Sud.

À compter de la date du présent avis, l'adresse ci-dessus est considérée par la compagnie comme étant l'endroit de son siège social.

Donné à Cowansville, le 27 juillet 1972.

Le secrétaire,
JEAN-LOUIS BRAULT.
48128-o 721703

Marché d'Alimentation Éclair inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Marché d'Alimentation Éclair inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes portant la date du 5 mai 1972 et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau principal au 3558 rue Bélair, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 1er jour d'août 1972.

Le président,
JACQUES SPENARD.
(Sceau) 48133-o 722428

Vacair Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Vacair Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes portant la date du 4 mai 1972 et ayant son siège social en la ville de Laval, a établi son bureau principal à 10 Place Capri, Duvernay, Ville de Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 4e jour de mai 1972.

Le président,
PIERRE PLANTE.
(Sceau) 48135-o 722406

Viking Draperies Ltd.

La compagnie « Viking Draperies Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 21 octobre, 1968, et ayant son siège social à 7250 rue Clark, en la ville de Montréal, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé, donne avis qu'elle l'a transporté à 1401 ouest Legendre, en la ville de Montréal, district de Montréal.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 21e jour de juin 1972.

Le secrétaire,
JUDITH COHEN.
48136-o 4769-68

Brault Assurances inc.

Notice is given that "Brault Assurances inc." incorporated by letters patent issued on the twenty-ninth day of March 1972, and having its head office in the City of Cowansville, has established its head office at 404 South Street.

Upon, from and after the date of this notice, the foregoing address is considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Cowansville, this July 27, 1972.

JEAN-LOUIS BRAULT,
Secretary.
48128-o 721703

Marché d'Alimentation Éclair inc.

Notice is hereby given that the company "Marché d'Alimentation Éclair inc.", incorporated in the Province of Québec, under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing the date of May 5th, 1972, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 3558 Belair Street, in Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, this 1st day of August 1972.

(Seal) JACQUES SPENARD,
President.
48133-o 722428

Vacair Inc.

Notice is hereby given that the company "Vacair Inc.", incorporated in the Province of Québec, under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing the date of May 4, 1972, and having its head office in the City of Laval, has established its office at 10 Place Capri, Duvernay City of Laval.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, this 4th day of May, 1972.

(Seal) PIERRE PLANTE,
President.
48135-o 722406

Viking Draperies Ltd.

Notice is hereby given that "Viking Draperies Ltd.", incorporated by Part I of the Companies Act on the 21st day of October, 1968, and having its head office in the City of Montreal, Québec, where its office was situated up to to-day at 7250 Clark Street, has moved it to 1401 Legendre West, Montreal, Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 21st day of June, 1972.

JUDITH COHEN,
Secretary.
48136-o 4769-68

Camping Unique inc.

Avis est donné que la compagnie « Camping Unique inc. », constituée en corporation, selon la première partie de la Loi des compagnies, en date du septième jour de septembre, 1971, a établi son bureau principal à Dunham, district de Bedford, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Dunham, ce 11 juillet, 1972.

Le président,
RAOUL MORIN.

48130-o

714569

Mercerie Bouchard & Théroux inc.

Avis est donné que la compagnie « Mercerie Bouchard & Théroux inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 mai 1972, et ayant son bureau principal dans la ville de Sorel, district de Richelieu, a établi son bureau au numéro 87, rue Charlotte.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sorel, ce 6 juin 1972.

Le président,
ALFRED BOUCHARD.

48178-o

72-2351

Construction Sweet Home inc.

Avis est donné que la compagnie « Construction Sweet Home inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17^e jour de mai 1961, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 4209 de la rue Isabella, l'a transporté au numéro 5491 de la rue Victoria, Suite 226.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1^{er} jour de septembre 1972.

(Sceau)

Le secrétaire-trésorier,
PAMPHILE THIBODEAU.

48227-o

12870-61

Camping Unique inc.

Notice is given that "Camping Unique inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, on the seventh day of September 1971, has established its head office at Dunham, district of Bedford, province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Dunham, this July 11, 1972.

RAOUL MORIN,
President.

48130-o

714569

Mercerie Bouchard & Théroux inc.

Notice is given that "Mercerie Bouchard & Théroux inc." incorporated by letters patent bearing date the 26th day of May, 1972, and having its head office in the City of Sorel, district of Richelieu, has established its office at number 87 Charlotte Street.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Sorel, June 6, 1972.

ALFRED BOUCHARD,
President.

48178

72-2351

Construction Sweet Home inc.

Notice is given that "Construction Sweet Home inc." incorporated by letters patent bearing date the 17th day of May, 1961, and having its head office in the City of Montreal, where its office was situated until today at 4209 Isabella Street, has transferred it to 5491 Victoria Street, Suite 226.

From the date of this notice, the said office will be considered by the Company as being its head office.

Québec, this 1st day of September, 1972.

(Sceau)

PAMPHILE THIBODEAU,
Secretary-Treasurer.

48227

12870-61

**Divers
Compagnies****Association des Étudiants en Médecine
de l'Université de Montréal**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 7 septembre 1972, les règlements généraux (incluant un article augmentant le nombre des administrateurs de 3 à 14) de l'« Association des Étudiants en Médecine de l'Université de Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

48138-o

3698-69

**Miscellaneous
Companies****Association des Étudiants en Médecine
de l'Université de Montréal**

Notice is given that subject to section 84, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved, on September 7, 1972, the general by-laws (including a section increasing the number of directors from 3 to 14) of the "Association des Étudiants en Médecine de l'Université de Montréal", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

48138

3698-69

A & W Restaurant (Trois-Rivières) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de la compagnie « A & W Walk-In (Trois-Rivières) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de juin 1968, changeant son nom en celui de « A & W Restaurant (Trois-Rivières) Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

48137-o 2164-68

C.I.D.D. Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 43, de la « Corporation Immobilière Denault-Des Rosiers Itée », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de décembre 1969, changeant son nom en celui de « C.I.D.D. Itée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

48139-o 5753-69

Club Bois Verts de St-Hilarion inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 29 août 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club Bois Verts de St-Hilarion inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

48140-o 717356

La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 8 août 1972, il a approuvé les règlements généraux de « La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

48141-o 2467-48

Gestion Histart inc.

La compagnie « Gestion Histart inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
RICHARD NADEAU.

48142-o 723232

**Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited
(No personal liability)**

La compagnie « Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited » (No personal liability) donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
A. J. FORTENS.

48143 11802-57

A & W Restaurant (Trois-Rivières) Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of the company "A & W Walk-In (Trois-Rivières) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 18th day of June, 1968, changing its name into that of "A & W Restaurant (Trois-Rivières) Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

48137-o 2164-68

C.I.D.D. Itée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 43, of the "Corporation Immobilière Denault-Des Rosiers Itée", incorporated by letters patent dated the 1st day of December, 1969, changing its name into that of "C.I.D.D. Itée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

48139-o 5753-69

Club Bois Verts de St-Hilarion inc.

Notice is given that on August 29, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the "Club Bois Verts de St-Hilarion inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

48140 717356

La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec

Notice is given that on August 8, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

48141 2467-48

Gestion Histart inc.

Notice is given that "Gestion Histart inc." has increased the number of its directors from 3 to 5.

RICHARD NADEAU,
Secretary.

48142 723232

**Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited
(No personal liability)**

Notice is given that "Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited" (No personal liability) has changed the number of its directors from 5 to 3.

A. J. FORTENS,
Secretary-Treasurer.

48143-o 11802-57

Ligue des Citoyens de Lac St-Charles incorporée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 21 août 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Ligue des Citoyens de Lac St-Charles incorporée », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

48144-o 716627

Michel Lauzon & Associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Michel Lauzon inc. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de mars 1963, changeant son nom en celui de « Michel Lauzon & Associés inc. ».

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

48145-o 945-63

**Recreation Project "80" Inc.
Projet de Loisirs « 80 » inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 6 septembre 1972, les règlements généraux (incluant un article augmentant le nombre des administrateurs de 5 à 6) de la corporation « Recreation Project "80" Inc.—Projet de Loisirs « 80 » inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

48147-o 2329-70

**Service des Loisirs St-Louis-de-Montfort
de Laval**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84 il a approuvé le 21 juillet 1972, les règlements numéros 1 à 41 (incluant un article augmentant le nombre des administrateurs de 4 à 9) de la corporation « Service des Loisirs St-Louis-de-Montfort de Laval », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

48149-o 714525

**Capitol International Pictures Ltd.
Les Films Internationaux Capitol Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 14, de la compagnie « De Vimy Pictures Inc. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour d'octobre 1971, changeant son nom en celui de « Capitol International Pictures Ltd.—Les Films Internationaux Capitol Itée ».

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

48164-o 715276

Ligue des Citoyens de Lac St-Charles incorporée

Notice is given that on August 21, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general bylaws of the "Ligue des Citoyens de Lac St-Charles incorporée", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

48144 716627

Michel Lauzon & Associés inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "Michel Lauzon inc.", incorporated by letters patent dated the 8th day of March, 1963, changing its name into that of "Michel Lauzon & Associés inc.".

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

48145-o 945-63

**Recreation Project "80" Inc.
Projet de Loisirs « 80 » inc.**

Notice is given that, subject to section 84, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved, on September 6, 1972, the general bylaws (including a section increasing the number of directors from 5 to 6) of "Recreation Project "80" Inc.—Projet de Loisirs « 80 » inc.", pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

48147 2329-70

**Service des Loisirs St-Louis-de-Montfort
de Laval**

Notice is given that subject to section 84, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives on July 21, 1972, approved by-laws numbers 1 to 41 (including a section increasing the number of directors from 4 to 9) of the "Service des Loisirs St-Louis-de-Montfort de Laval", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

48149 714525

**Capitol International Pictures Ltd.
Les Films Internationaux Capitol Itée**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 14, of the company "De Vimy Pictures Inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of October, 1971, changing its name into that of "Capitol International Pictures Ltd.—Les Films Internationaux Capitol Itée".

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

48164-o 715276

Mini Farm Developers Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de la compagnie « H.A. Krauspe Ltd. — H.A. Krauspe ltée », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de mars 1967, changeant son nom en celui de « Mini Farm Developers Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

48146-o 1387-67

Rebico Investments Inc.

La compagnie « Rebico Investments Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
EVE HAUSER.

48148 714419

**National Intercom (1966) Ltd.
La Cie Nationale d'Intercommunication
(1966) Itée**

La compagnie « National Intercom (1966) Ltd.— La Cie Nationale d'Intercommunication (1966) Itée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
3370-66

48165-o

Le Comité Paroissial de Cloutier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 14 juillet 1972, il a approuvé le règlement d'emprunt numéro 2 de la corporation « Le Comité Paroissial de Cloutier inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

48167-o 7205-60

Litho Plate Service Inc.

La compagnie « Litho Plate Service Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
HANNE DE ROSA.

48168-o 10160-60

**Mouvement National des Québécois (Fédération
des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec)**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de « La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de mars 1948, changeant son nom en celui de « Mouvement National des Québécois (Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec) ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

48213-o 2467-48

Mini Farm Developers Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of the company "H.A. Krauspe Ltd.—H.A. Krauspe ltée", incorporated by letters patent dated the 30th day of March, 1967, changing its name into that of "Mini Farm Developers Ltd."

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

48146-o 1387-67

Rebico Investments Inc.

Notice is given that "Rebico Investments Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

EVE HAUSER,
Secretary.

48148-o 714419

**National Intercom (1966) Ltd.
La Cie Nationale d'Intercommunication
(1966) Itée**

Notice is given that "National Intercom (1966) Ltd.— La Cie Nationale d'Intercommunication (1966) Itée" has increased the number of its directors from 3 to 4.

Secretary.
3370-66

48165

Le Comité Paroissial de Cloutier inc.

Notice is given that on July 14, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved loan by-law number 2 of "Le Comité Paroissial de Cloutier inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

48167 7205-60

Litho Plate Service Inc.

Notice is given that "Litho Plate Service Inc." has changed the number of its directors from 4 to 5.

HANNE DE ROSA,
Secretary.

48168-o 10160-60

**Mouvement National des Québécois (Fédération
des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec)**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of "La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec", incorporated by letters patent dated the 5th day of March, 1948, changing its name into that of "Mouvement National des Québécois (Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec)".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

48213-o 2467-48

Club Moto-Neige Aigle Noir d'East Angus inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 août 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club Moto-Neige Aigle Noir d'East Angus inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

48166-o

3006-70

J. H. Maxwell Mfg. Inc.

La compagnie « J. H. Maxwell Mfg. Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
GILLES SAURIOL.

48169

495-70

**The Osisko Rouyn Exploration Company Limited
(No personal liability)**

La compagnie « The Osisko Rouyn Exploration Company Limited » (No personal liability) donne avis qu'elle a diminué de 5 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire-trésorier,
T. J. RAPPELL.

48170

1419-26

Unic-Pant Inc.

La compagnie « Unic-Pant Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
ROBERT RIVARD.

48172-o

716027

**Service d'Accueil aux Voyageurs
et aux Immigrants**

La corporation « Service d'Accueil aux Voyageurs et aux Immigrants » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 15 à 13.

Le secrétaire,
DANIEL MORRIS.

48177-o

13837-56

Club Moto-Neige Aigle Noir d'East Angus inc.

Notice is given that on August 18, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Club Moto-Neige Aigle Noir d'East Angus inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

48166

3006-70

J. H. Maxwell Mfg. Inc.

Notice is given that "J. H. Maxwell Mfg. Inc." has changed the number of its directors from 4 to 5.

GILLES SAURIOL,
Secretary.

48169-o

495-70

**The Osisko Rouyn Exploration Company Limited
(No personal liability)**

Notice is given that "The Osisko Rouyn Exploration Company Limited" (No personal liability) has changed the number of its directors from 5 to 3.

T. J. RAPPELL,
Secretary-Treasurer.

48170-o

1419-26

Unic-Pant Inc.

Notice is given that "Unic-Pant Inc." has decreased the number of its directors from 4 to 3.

ROBERT RIVARD,
Secretary-Treasurer.

48172

716027

**Service d'Accueil aux Voyageurs
et aux Immigrants**

Notice is given that "Service d'Accueil aux Voyageurs et aux Immigrants" has decreased the number of its directors from 15 to 13.

DANIEL MORRIS,
Secretary.

48177

13837-56

Demande à la Législature**Le Séminaire de Sainte-Thérèse
concernant la fondation des bourses d'étude
Curé Louis Aldéric Desjardins**

Le séminaire de Sainte-Thérèse s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec au cours de la prochaine session pour faire adopter une loi modifiant les clauses de la fondation des bourses d'études curé Louis Aldéric Desjardins.

Le 21 août 1972.

Les procureurs de la pétitionnaire,

47799-36-4-o

GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Application to Legislature**The Seminary of St. Thérèse
in relation to the foundation
of the Curé Louis Aldéric Desjardins Scholarships**

Notice is given that Seminary of St. Thérèse will apply to the National Assembly of Québec at the next session for the adoption of an act to modify the terms of the Foundation of the Curé Louis Aldéric Desjardins Scholarships.

The 21st, of August 1972.

47799-36-4-o

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
Attorneys for the petitioner.

Liquidation — Loi de la

Winding — Up Act

**Entreprises Cossette inc.
Cossette Enterprises Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Entreprises Cossette inc.— Cossette Enterprises Inc. » constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 12 septembre 1959, avec siège social à Québec, a été dissoute le 25 avril 1972, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

48212-o

15147-59

**Entreprises Cossette inc.
Cossette Enterprises Inc.**

Notice is given that "Entreprises Cossette inc.— Cossette Enterprises Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated September 12, 1959, with head office in Québec, was dissolved on April 25, 1972, pursuant to the Winding-Up Act.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

48212

15147-59

**Syndicat coop agricole de beurrerie centrale
du Petit Saguenay**

(Loi des syndicats coopératifs)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du « Syndicat coop agricole de beurrerie centrale de Petit Saguenay », tenue à Petit Saguenay, dans le district électoral de Chicoutimi, le 18 août 1972, il a été résolu que les affaires de ce syndicat coopératif soient liquidées et que ledit syndicat soit dissous, ce en vertu des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Vital Côté, Adrien Gagné et Maurice Dufour soient nommés liquidateurs.

*Le sous-ministre associé des Institutions
financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.*

48152-o

**Syndicat coop agricole de beurrerie centrale
du Petit Saguenay**

(Cooperative Syndicates Act)

Notice is given that at a special general meeting of the members of the "Syndicat coop agricole de beurrerie centrale de Petit Saguenay", held at Petit Saguenay, in the electoral District of Chicoutimi, on August 18, 1972, it was resolved that the affairs of this cooperative syndicate be wound up and that the said syndicate be dissolved, pursuant to the provisions of the Québec Cooperative Syndicates Act and the Winding-up Act, and that Messrs. Vital Côté, Adrien Gagné and Maurice Dufour be appointed liquidators.

*ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

48152

**Avis d'annulation de
lettres patentes**

**Lettres Patent
Notice of annulment**

Boutique Underfashions Inc.

Boutique Underfashions Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à: « Boutique Underfashions Inc. », constituée en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 2 février 1967.

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1967 à 1972.

b) et qu'en conséquence, faute par elle d'avoir fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la loi et de payer les droits exigibles dans les 60 jours de la publication dudit avis, il entend procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Québec, le 13 septembre 1972.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

48111-o

460-67

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice to: "Boutique Underfashions Inc." incorporated, under Part I of the Companies Act, by letters patent dated February 2, 1967.

(a) that it has failed to file a return, as prescribed by section 4 of the Companies Information Act (Chapter 273), for the years 1967 to 1972;

(b) that it is his intention, therefore, upon the expiry of 60 days from the date of publication of this notice, to annul the charter of the said Company, pursuant to sections 24 and 25 of the Companies Act.

Québec, September 13, 1972.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

48111

460-67

Lettres patentes annulées**Letters Patent Annulled****Constantin Transport Inc.**

Attendu que toutes les formalités prévues à l'article 24 de la Loi des compagnies ont été accomplies en date du 31 juillet 1972 en vue de l'annulation de la charte de la compagnie sus-mentionnée,

Attendu que ladite compagnie n'a toujours pas satisfait aux exigences de la loi concernant ses rapports annuels,

En conséquence, le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives annule la charte de « Constantin Transport Inc. », constituée en corporation par lettres patentes sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies en date du 11 février 1969 à compter de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis de la présente annulation.

Québec, le 20 septembre 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

48111-o

Constantin Transport Inc.

Whereas all formalities stipulated in section 24 of the Companies Act have been complied with as of July 31, 1972, with a view to the annulment of the charter of the above-mentioned company,

Whereas the said company has not yet complied with the requirements of the law as regards its annual returns,

Therefore, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives annuls the charter of "Constantin Transport Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated February 11, 1969, to take effect upon the publication of a notice of the present annulment in the *Québec Official Gazette*.

Québec, September 20, 1972.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

48111

**Compagnies étrangères
Permis****Extra-Provincial Companies
Licenses****Probe Mines Limited****Probe Mines Limited**

La compagnie « Probe Mines Limited » donne avis qu'elle a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Michel Blouin, 612, rue Saint-Jacques, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est au 612, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*
FERNAND LALONDE.

48111

4-72

Notice is given that "Probe Mines Limited" has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Québec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceeding against the said company, is Mr. Michel Blouin, 612 St. James Street, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at 612 St. James Street, Montreal, judicial District of Montreal.

FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

48111-o

4-72

Glen Copper Mines Limited**Glen Copper Mines Limited**

La compagnie « Glen Copper Mines Limited » donne avis qu'elle a été autorisée à vendre, ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. John J. Pepper, avocat et conseil en Loi de la reine, 1, place Ville Marie, suite 1015, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est au 1015, côte Beaver Hall, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*
FERNAND LALONDE.

48111

3-72

Notice is given that "Glen Copper Mines Limited" has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Québec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceeding against the said company, is Mr. John J. Pepper, Advocate and Queen's Counsel, 1 Place Ville Marie, Suite 1015, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at 1015 Côte Beaver Hall, Montreal, judicial District of Montreal.

FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

48111-o

3-72

Mandarin Mines Limited

La compagnie « Mandarin Mines Limited » donne avis qu'elle a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Robert-J. Lafleur, de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est au 360 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.*

48111

2-72

Mandarin Mines Limited

Notice is given that "Mandarin Mines Limited" has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Québec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. Robert-J. Lafleur, of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at 360 St. James Street West, Montreal, judicial District of Montreal.

*FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

48111-o

2-72

Lettres patentes

**Mines Mougeon
(Libre de responsabilité personnelle)
Mougeon Mines
(No personal liability)**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes en date du 4^e jour d'août 1972, constituant en corporation: Paul Fugère, médecin, 1110, Bougainville, Louis-Robert Pelchat, garagiste, 1603, Pépin, tous deux de Québec, et Marcel Turgeon, avocat, 100, Jean-Charles Cantin, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Mines Mougeon » (Libre de responsabilité personnelle) — « Mougeon Mines » (No personal liability), avec un capital total de \$1,000,000, divisé en 1,000,000 d'actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

48111-o

724344

**La compagnie minière Claude limitée
(Libre de responsabilité personnelle)
Claude Mining Company Limited
(No personal liability)**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes en date du 11^e jour de juillet 1972, constituant en corporation: Yves Gervais, commerçant, 87, 1^{re} Avenue ouest, Paul Descarreaux, arpenteur-géomètre, 271, 3^e Rue est, et Jean Lacroix, rentier, 83, 1^{re} Avenue ouest, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « La compagnie

Letters Patent

**Mines Mougeon
(Libre de responsabilité personnelle)
Mougeon Mines
(No personal liability)**

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of August, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Fugère, physician, 1110 Bougainville, Louis-Robert Pelchat, garage operator, 1603 Pépin, both of Québec, and Marcel Turgeon, lawyer, 100 Jean-Charles Cantin, St. Félix-du-Cap-Rouge, for the following purposes:

To explore or prospect for mines and minerals, under the name of "Mines Mougeon" (Libre de responsabilité personnelle) — "Mougeon Mines" (No personal liability), with a total capital stock of \$1,000,000, divided into 1,000,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial District of Québec.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

48111

724344

**La compagnie minière Claude limitée
(Libre de responsabilité personnelle)
Claude Mining Company Limited
(No personal liability)**

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Gervais, merchant, 87 - 1st Avenue West, Paul Descarreaux, land-surveyor, 271 - 3rd Street East, and Jean Lacroix, annuitant, 83 - 1st Avenue West, all three of Amos, for the following purposes:

To explore or prospect for mines and minerals, under the name of "La compagnie minière Claude limitée"

minière Claude limitée » (Libre de responsabilité personnelle) — « Claude Mining Company Limited » (No personal liability), avec un capital divisé en 200,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 271, 3e Rue est, Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

48111-0

723876

(Libre de responsabilité personnelle) — "Claude Mining Company Limited" (No personal liability), with a capital stock divided into 200,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at 271 - 3rd Street East, Amos, judicial District of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

48111

723876

Régie de l'électricité et du gaz

Electricity and Gas Board

Gas du Québec, inc.

Avis public est donné par les présentes que « Gaz du Québec, inc. », a demandé à la Régie de l'Électricité et du Gaz de l'autoriser d'emprunter au moyen de billets à ordre payables à demande à un taux d'intérêt n'excédant pas 9½% par an de Northern and Central Gas Corporation Limited des sommes ne dépassant pas \$2,500,000. Le produit net de ces emprunts doit servir à rencontrer les frais de construction du gazoduc de transport de gaz qui a été autorisé par l'Ordonnance G-74 de ladite Régie en date du 26 mai 1972.

Toute personne désirant obtenir copie de la demande ou ayant des représentations à faire au sujet de ladite demande, devra s'adresser à la Régie de l'Électricité et du Gaz, 2100, rue Drummond, Montréal 107, dans les sept (7) jours de la date de publication des présentes.

Montréal, ce 21e jour de septembre 1972.

Gas du Québec, inc.

Le secrétaire,

C. ANTAKI.

48210-0

Gas Métropolitain, inc.

Avis public est donné par les présentes que « Gaz Métropolitain, inc. », a demandé à la Régie de l'Électricité et du Gaz d'autoriser l'émission, la mise en circulation et la vente à Northern and Central Gas Corporation Limited de \$13,200,000 d'obligations première hypothèque portant intérêt au taux de 8½% par année, échéant le 15 décembre 1992 et payables en devises des États-Unis d'Amérique. Le produit net de l'émission doit servir au remboursement d'emprunts dus à Northern and Central Gas Corporation Limited et pour les dépenses futures en immobilisations.

Toute personne désirant obtenir copie de la demande ou ayant des représentations à faire au sujet de ladite demande, devra s'adresser à la Régie de l'Électricité et du Gaz, 2100, rue Drummond, Montréal 107, dans les quinze (15) jours de la date de publication des présentes.

Montréal, ce 21e jour de septembre 1972.

Gas Métropolitain, inc.

Le secrétaire,

C. ANTAKI.

48211-0

Gas du Québec, inc.

Public notice is hereby given that application has been made to the Electricity and Gas Board by "Gaz du Québec, inc.", for authorization to borrow by means of promissory notes payable on demand, bearing interest at a rate not exceeding 9½% from Northern and Central Gas Corporation Limited, amounts not exceeding \$2,500,000. The net proceeds of the said loans will be used to meet the costs of construction of the gas transmission pipeline authorized by Order G-74 of the said Board, dated May 26, 1972.

Any person desiring to obtain a copy of the application or desiring to make representations in respect thereof should communicate with the Electricity and Gas Board, 2100 Drummond Street, Montreal 107, Québec, within seven (7) days of the publication of this notice.

Montreal, this 21st day of September, 1972.

Gas du Québec, inc.

C. ANTAKI,

Secretary.

48210-0

Gas Métropolitain, inc.

Public notice is hereby given that application has been made to the Electricity and Gas Board by "Gaz Métropolitain, inc.", for authorization to issue, put into circulation and sell to Northern and Central Gas Corporation Limited \$13,200,000 First Mortgage Bonds bearing interest at the rate of 8½% per annum payable in U.S. funds maturing on December 15, 1992. The net proceeds of the issue will be used to repay loans due to Northern and Central Gas Corporation Limited and to finance future capital expenditures.

Any person desiring to obtain a copy of the application or desiring to make representations in respect thereof should communicate with the Electricity and Gas Board, 2100 Drummond Street, Montreal 107, Québec, within fifteen (15) days of the publication of this notice.

Montreal, this 21st day of September, 1972.

Gas Métropolitain, inc.

C. ANTAKI,

Secretary.

48211-0

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Village du Bassin de Chambly

Cadastre officiel du village du Bassin de Chambly, municipalité de la ville de Chambly, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 107-34, 107-49 à 107-51 sont remis en vigueur en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 30 août 1972.

48192-o

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Paroisse de St-Henri de Mascouche

Cadastre officiel de la paroisse de St-Henri de Mascouche, municipalité de la paroisse de la Plaine, division d'enregistrement de L'Assomption.

Avis est par la présente donné que les lots 1120-1 et 1121-1 à 1121-8 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code Civil.
Québec, le 15 septembre 1972.

48192-o

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Paroisse de Pointe-Claire

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire, municipalité de la cité de Beaconsfield, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 12-374, 12-402 à 12-417 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 13 septembre 1972.

48192-o

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Paroisse de Saint-Sauveur

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, municipalité de la ville de Mont-Gabriel, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que le lot 537-2-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 6 septembre 1972.

48192-o

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, municipalité de la ville de Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que le lot 767-2-2 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 6 septembre 1972.

48192-o

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Village du Bassin de Chambly

Official cadastre of village of Bassin de Chambly, municipality of the town of Chambly, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 107-34, 107-49 to 107-51 are reinstated in virtue of Article 2174A of the Civil Code.
Québec, August 30, 1972.

48192-o

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Parish of St-Henri de Mascouche

Official cadastre of the parish of St-Henri de Mascouche, municipality of the parish of La Plaine, registration division of L'Assomption.

Notice is hereby given that lots 1120-1 and 1121-1 to 1121-8 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.
Quebec, September 15, 1972.

48192-o

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Parish of Pointe-Claire

Official cadastre of the parish of Pointe-Claire, municipality of the city of Beaconsfield, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 12-374, 12-402 to 12-417 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.
Québec, September 13, 1972.

48192-o

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Parish of Saint-Sauveur

Official cadastre of the parish of Saint-Sauveur, municipality of the town of Mont-Gabriel, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lot 537-2-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.
Québec, September 6, 1972.

48192-o

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Parish of Sainte-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Sainte-Thérèse de Blainville, municipality of the town of Blainville, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lot 767-2-2 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.
Québec, September 6, 1972.

48192-o

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Canton de Warwick

Cadastre officiel du canton de Warwick, municipalité de la paroisse de Saint-Albert de Warwick, division d'enregistrement d'Arthabaska.

Avis est par la présente donné que les lots 869-14 et 869-15 du Rang VIII sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 septembre 1972.

48192-0

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Township of Warwick

Official cadastre of township of Warwick, municipality of the parish of Saint-Albert de Warwick, registration division of Arthabaska.

Notice is hereby given that lots 869-14 and 869-15 of Range VIII are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, September 5, 1972.

48192-0

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

Ministère des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193 et ses amendements), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de toute corporation de cité ou ville, même si elle n'est pas régie par ladite loi, octroyer des lettres patentes pour remplacer en totalité ou en partie les dispositions de sa charte par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU QUE le conseil de la cité de Farnham, par sa requête datée du 29 mai 1972, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en y remplaçant l'article 35 du chapitre 93 des lois de 1956-57, par la disposition correspondante de la Loi des cités et villes;

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2418-72, du 15 août 1972, Nous accordons la requête du conseil de la cité de Farnham, datée du 29 mai 1972, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, que la charte de la cité de Farnham soit modifiée en remplaçant l'article 35 du chapitre 93 des lois de 1956-57, par la disposition correspondante de la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193 et ses amendements).

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS pursuant to section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 193 and its amendments), it is enacted that the Lieutenant-Governor in Council may, upon the petition of the council of any city or town corporation, even if the latter is not governed by this Act, grant letters patent to replace in whole or in part the provisions of its charter by those of the Cities and Towns Act corresponding thereto;

WHEREAS the Council of the City of Farnham, by its petition dated May 29, 1972, requested that letters patent be issued in its favour for the purpose of amending its charter by replacing section 35 of Chapter 93 of the Statutes of 1956-57, by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act;

WHEREAS all the formalities prescribed bylaw have been complied with;

WHEREAS it is deemed expedient to comply with this request.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2418-72, dated August 15, 1972, We grant the petition of the City of Farnham, dated May 29, 1972, and We do hereby declare and order, by the present letters patent which will come into force upon the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, that the charter of the City of Farnham be modified by replacing section 35 of Chapter 93 of the Statutes of 1956-57, by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act, the whole in conformity with the provisions of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 193 and its amendments).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Libro: 1536
Folio: 42

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.
48157-0

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À Tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971) édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil peut délivrer des lettres patentes pour constituer en municipalité toute partie du territoire du Québec qui n'est pas comprise dans une municipalité de cité, de ville, de village ou de campagne et où, de l'opinion du ministre des affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, une municipalité de ville ou de campagne;

ATTENDU QUE cette partie du territoire du comté de Saguenay décrite à la description officielle du ministère des terres et forêts du 21 juillet 1972 est un territoire non organisé au point de vue municipal;

ATTENDU QUE, de l'opinion du ministre des affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, pour cettedite partie du territoire, une municipalité de ville ou de campagne;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu de délivrer des lettres patentes pour constituer cettedite partie de territoire en une municipalité distincte sous le nom de « Municipalité de Rivière-Pentecôte »;

ATTENDU QU'il y a lieu que ladite municipalité de Rivière-Pentecôte soit régie par le Code municipal.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2420-72, du 15 août 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter du jour de leur

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this fifteenth day of August in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

Libro: 1536
Folio: 42

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.
48157

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of the Act respecting municipal organization of certain territories (chapter 54 of the Statutes of 1971) stipulates that the Lieutenant-Governor in Council may issue letters patent to constitute as a municipality any part of the territory of the Province of Québec not comprised in a city, town, village or country municipality when, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute a town or country municipality;

WHEREAS that part of the territory of the County of Saguenay described in the official description of the Department of Lands and Forests of July 21, 1972, is an unorganized territory from the municipal point of view;

WHEREAS, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute, for this said part of the territory, a town or country municipality;

WHEREAS it is now expedient to issue letters patent constituting this said part of territory into a distinct municipality under the name of "Municipality of Rivière-Pentecôte";

WHEREAS it is expedient that the said Municipality of Rivière-Pentecôte be governed by the Municipal Code.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2420-72 of August 15, 1972, We have decreed and ordered and by these letters patent which will come into force upon the date of their publication in the

publication dans la *Gazette officielle du Québec*, décrétions et ordonnons que le territoire décrit à la description officielle du ministère des terres et forêts, datée du 21 juillet 1972, comprenant un territoire non organisé au point de vue municipal du comté de Saguenay soit constitué en une municipalité distincte, en vertu de l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971), sous le nom « Municipalité de Rivière-Pentecôte ». La description de ce dit territoire est la suivante:

Un territoire comprenant les cantons de Cannon et de Fitzpatrick, une partie des cantons de Royer et de Grenier, une partie du comté municipal de Saguenay non divisée en canton ainsi que les chemins, routes, files, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du coin nord-ouest du canton de Fitzpatrick; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: une ligne droite joignant le coin nord-ouest dudit canton au coin nord-ouest du canton de Grenier; partie de la ligne nord dudit canton jusqu'à sa rencontre avec une ligne droite de direction S. 52° 30' O. et originant au point d'insertion de la rive gauche de la rivière Dominique avec le prolongement de la ligne sud de la concession forestière « canton de Leneuf numéro 1 »; en suivant les limites actuelles de la ville de Port-Cartier, une ligne droite dans une direction sud astronomique jusqu'à la ligne médiane de la rivière Vachon et la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'à son embouchure; dans le golfe Saint-Laurent, une ligne droite dans une direction est astronomique jusqu'à sa rencontre avec une ligne irrégulière parallèle et distante de deux (2) milles de la rive nord-ouest dudit golfe; ladite ligne irrégulière dans une direction sud-ouest jusqu'à sa rencontre avec une ligne droite de direction S. 25° 00' E. et originant à l'extrémité de la ligne médiane de la rivière Petit Mai à son embouchure; ladite ligne droite; en suivant les limites actuelles du village de Baie-Trinité, la ligne médiane de la rivière Petit Mai en remontant son cours jusqu'à sa rencontre avec une ligne droite de direction N. 50° 00' E. et originant au poteau 15 M sur la ligne séparative des cantons de Royer et de De Monts tel qu'il existait en 1954; ladite ligne de direction N. 50° 00' E. jusqu'audit poteau; puis laissant les limites actuelles du village de Baie-Trinité, partie de la ligne séparative des cantons de Royer et de De Monts en allant vers l'ouest et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Trinité; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et contournant par la gauche toutes les files jusqu'au prolongement de la ligne nord dudit canton jusqu'à la ligne ouest du canton de Fitzpatrick; enfin; la ligne ouest dudit canton jusqu'au point de départ;

lesquelles limites définissent un territoire ne possédant pas d'organisation municipale locale distincte, dans le comté municipal de Saguenay, à être érigé en municipalité sous le nom de Rivière-Pentecôte.

QUE ladite municipalité de Rivière-Pentecôte, soit régie par le Code municipal.

Québec Official Gazette, decree and order that the territory described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated July 21, 1972, comprising an unorganized territory, from the municipal point of view, of the County of Saguenay, be constituted into a distinct municipality, pursuant to section 2 of the Act respecting municipal organization of certain territories (chapter 54 of the Statutes of 1971), under the name of "Municipality of Rivière-Pentecôte". The description of the said territory is as follows:

A territory comprising the Townships of Cannon and Fitzpatrick, a part of the Townships of Royer and Grenier, a part of the Municipal County of Saguenay undivided into townships and the roads, routes, islands, lakes, water-courses or parts of the latter, the whole enclosed in the boundaries hereinafter described, to wit:

starting from the northwest corner of the Township of Fitzpatrick; thence, successively, the following lines and demarcations: a straight line joining the northwest corner of the said Township to the northwest corner of the Township of Grenier; part of the north line of the said Township to its meeting with a straight line in a S. 52° 30' W. direction and starting at the point of intersection of the left bank of Dominique River with the prolongation of the south line of the forestry concession "Township of Leneuf number 1"; following the present boundaries of the Town of Port-Cartier, a straight line in a southerly astronomical direction to the median line of Vachon River and following the median line of the said river downstream to its mouth; in the Gulf of St. Lawrence, a straight line in an easterly astronomical direction to its meeting with an irregular line parallel to and two (2) miles distant from the northwest shore of the said Gulf; the said irregular line in a southwesterly direction to its meeting with a straight line in a S. 25° 00' E. direction and starting at the extremity of the median line of Petit Mai River at its mouth; the said straight line; following the present boundaries of the Village of Baie-Trinité, following the median line of Petit Mai River upstream to its meeting with a straight line in a N. 50° 00' E. direction and starting at post 15 M on the dividing line of the Townships of Royer and De Monts as it stood in 1954; the said line N. 50° 00' E. direction to the said post; then leaving the present boundaries of the Village of Baie-Trinité, part of the dividing line of the Townships of Royer and De Monts towards the west and its prolongation to the median line of Trinité River; the median line of the said river upstream and contouring all the islands on the left to the prolongation of the north line of the said Township to the west line of the Township of Fitzpatrick; lastly; the west line of the said Township to the starting point;

which boundaries describe a territory having no distinct local municipal organization, in the Municipal County of Saguenay, to be erected into a municipality under the name of Rivière-Pentecôte.

THAT the said Municipality of Rivière-Pentecôte be governed by the Municipal Code.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Libro: 1536, Folio: 41.
Le sous-procureur général adjoint,
 JEAN ALARIE.
 48157-o

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this fifteenth day of August in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

Libro: 1536, Folio: 41.
Assistant Deputy Attorney General.
 JEAN ALARIE,
 48157

Syndicats professionnels

Professional Syndicates

Syndicat des Professeurs de l'Université du Québec à Chicoutimi

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 juillet 1972, il a autorisé le changement de nom de « L'Association des Professeurs de l'Université du Québec à Chicoutimi inc. », dont la constitution a été autorisée le 29 janvier 1970, avec siège social à Chicoutimi, en celui de « Syndicat des Professeurs de l'Université du Québec à Chicoutimi », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
 FERNAND LALONDE.
 48171-o 1-70

Syndicat des Professeurs de l'Université du Québec à Chicoutimi

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that on July 10, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the change of name of "L'Association des Professeurs de l'Université du Québec à Chicoutimi inc.", whose constitution was authorized on January 29, 1970, with its head office in Chicoutimi, to that of "Syndicat des Professeurs de l'Université du Québec à Chicoutimi", pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 48171 1-70

Renseignements sur les compagnies

Companies Information Act

Révocation de dissolution

Revocation of Dissolution

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, en vertu du paragraphe a) de l'article 5f de la Loi des renseignements sur les compagnies, qu'il a jugé à propos de faire droit à la demande d'intéressés faite dans les délais légaux à l'effet de révoquer la dissolution de « The Blue Ribbon Bedding Company of Canada Ltd. », effectuée le 20 mai 1972, en vertu de ladite loi et qu'il révoque la dissolution de ladite compagnie.

En conséquence, ladite compagnie est censée n'avoir jamais été dissoute en vertu de ladite loi, sans préjudice aux droits acquis par toute personne entre la dissolution et la révocation.

Le directeur du service des compagnies,
 PIERRE DESJARDINS.
 48111-o

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice pursuant to paragraph (a) of section 5f of the Companies Information Act, that he deemed it advisable to grant the petition of the interested parties made within the legal time limit, praying to revoke the dissolution of "The Blue Ribbon Bedding Company of Canada, Ltd.", carried out on May 20th, 1972, pursuant to the said Act and that he revokes the dissolution of the said company.

Consequently, the said company is considered as having never been dissolved under the said Act, without prejudice to the rights acquired by any person between the dissolution and the revocation.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.
 48111-o

Révocation de dissolution

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, en vertu du paragraphe a) de l'article 5f de la Loi des renseignements sur les compagnies, qu'il a jugé à propos de faire droit à la demande d'intéressés faite dans les délais légaux à l'effet de révoquer la dissolution de

Arnold Farms Limited, effectuée le 15 juillet 1972.

Marcel Beauchamp Ltée, effectuée le 26 août 1972.

Bella Vista Development Corporation, effectuée le 22 juillet 1972.

Central Public Meat Market Inc., effectuée le 26 août 1972.

C. Roland Champeau Ltée, effectuée le 12 août 1972.

S. Kroch & Sons Inc., effectuée le 15 juillet 1972.

Machinery Equipment & Supply Co. Ltd., effectuée le 15 juillet 1972.

Power Survey and Equipment Limited, effectuée le 15 juillet 1972.

South Shore Paper Box Company Limited, effectuée le 15 juillet 1972.

en vertu de ladite loi et qu'il révoque la dissolution desdites compagnies.

En conséquence, lesdites compagnies sont censées n'avoir jamais été dissoutes en vertu de ladite loi, sans préjudice aux droits acquis par toute personne entre la dissolution et la révocation.

Le directeur du service des compagnies,

48111-0

PIERRE DESJARDINS.

Revocation of Dissolution

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice, pursuant to paragraph (a) of section 5f of the Companies Information Act, that he deemed it advisable to grant the petition of the interested parties made within the legal time limit, praying to revoke the dissolution of

Arnold Farms Limited, carried out on July 15th, 1972.

Marcel Beauchamp Ltée, carried out on August 26th, 1972.

Bella Vista Development Corporation, carried out on July 22nd, 1972.

Central Public Meat Market Inc., carried out on August 26th, 1972.

C. Roland Champeau Ltée, carried out on August 12th, 1972.

S. Kroch & Sons Inc., carried out on July 15th, 1972.

Machinery Equipment & Supply Co. Ltd., carried out on July 15th, 1972.

Power Survey and Equipment Limited, carried out on July 15th, 1972.

South Shore Paper Box Company Limited, carried out on July 15th, 1972.

pursuant to the said Act and that he revokes the dissolution of the said companies.

Consequently, the said companies are considered as having never been dissolved under the said Act, without prejudice to the rights acquired by any person between the dissolution and the revocation.

PIERRE DESJARDINS,

48111-0

Director of the Companies Service.

**Ministère des institutions
financières, compagnies et
coopératives
Compagnies de fidéicommis**

**Department of Financial
Institutions, Companies and
Cooperatives
Trust Companies**

Compagnie de fiducie Morguard*Avis d'enregistrement*

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la Loi des compagnies de fidéicommis, il a accordé à la « Compagnie de fiducie Morguard », compagnie constituée par lettres patentes émises le 10 mars 1972 sous l'autorité de la Loi des compagnies fiduciaires du Canada et dont le siège social est à Suite 2001, Toronto-Dominion Centre, Toronto, Ontario, un certificat d'enregistrement lui permettant d'effectuer des affaires de fidéicommis dans la province à compter du 1er juillet 1972.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est à 604, 3 Place Ville-Marie, Montréal et son agent principal est Me Robert S. Carswell, dont le bureau est à 1, Place Ville-Marie, suite 700, Montréal.

*Le sous-ministre associé des Institutions
financières, compagnies et coopératives,*

48111-0

ALBERT JESSOP.

Morguard Trust Company*Notice of Registration*

Notice is given that under the Trust Companies Act (Québec), a certificate of registration has been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Morguard Trust Company", a company incorporated by letters patent issued March 10, 1972, under the authority of the Trust Companies Act (Canada) and whose head office is at Suite 2001, Toronto-Dominion Centre, Toronto, Ontario, authorizing the company to carry on trust business in the province of Québec as from July 1, 1972.

The head office of the company in the province is situated at 604 - 3 Place Ville-Marie, Montreal and the chief agent for the company is Robert S. Carswell whose office is at 1, Place Ville-Marie, Suite 700, Montreal.

ALBERT JESSOP,

*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

48111-0

Soumissions — Demandes de

Tenders — Requests for

**P paroisse de Contrecoeur
Comté de Verchères**

**Parish of Contrecoeur
County of Verchères**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Marie Jacques, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Coin Legendre et Jean Ducharme, Contrecoeur, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 18 octobre 1972, pour l'achat de \$340,500 d'obligations de la paroisse de Contrecoeur, comté de Verchères, datées du 1er novembre 1972 et remboursables en série du 1er novembre 1973 au 1er novembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1972.

Tableau d'amortissement — \$340,500 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er novembre 1973.....	\$ 7,500
1er novembre 1974.....	8,000
1er novembre 1975.....	9,000
1er novembre 1976.....	10,000
1er novembre 1977.....	10,000
1er novembre 1978.....	11,000
1er novembre 1979.....	12,000
1er novembre 1980.....	13,000
1er novembre 1981.....	13,000
1er novembre 1982.....	15,000
1er novembre 1983.....	16,000
1er novembre 1984.....	18,000
1er novembre 1985.....	19,000
1er novembre 1986.....	20,000
1er novembre 1987.....	22,000
1er novembre 1988.....	23,000
1er novembre 1989.....	25,000
1er novembre 1990.....	27,000
1er novembre 1991.....	30,000
1er novembre 1992.....	32,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Marie Jacques, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, Corner of Legendre and Jean-Ducharme, Contrecoeur, County of Verchères, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, October 18, 1972, for the purchase of a bond issue of \$340,500 for the Parish of Contrecoeur, County of Verchères, dated November 1, 1972, and redeemable serially from November 1, 1973 to November 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from November 1, 1972.

Redemption table — \$340,500 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
November 1, 1973.....	\$ 7,500
November 1, 1974.....	8,000
November 1, 1975.....	9,000
November 1, 1976.....	10,000
November 1, 1977.....	10,000
November 1, 1978.....	11,000
November 1, 1979.....	12,000
November 1, 1980.....	13,000
November 1, 1981.....	13,000
November 1, 1982.....	15,000
November 1, 1983.....	16,000
November 1, 1984.....	18,000
November 1, 1985.....	19,000
November 1, 1986.....	20,000
November 1, 1987.....	22,000
November 1, 1988.....	23,000
November 1, 1989.....	25,000
November 1, 1990.....	27,000
November 1, 1991.....	30,000
November 1, 1992.....	32,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an

pour un montant inférieur à \$32,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er novembre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Contrecoeur.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$32,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de Contrecoeur s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er novembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements Nos: 215 — \$11,200 — aqueduc et égouts; 216 — \$19,200 — aqueduc, égouts et voirie; 219 — \$310,100 — aqueduc, égouts et voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue à 8 heures du soir mercredi le 18 octobre 1972, Hôtel de ville, coin Legendre et Jean Ducharme, paroisse de Contrecoeur, comté de Verchères, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Contrecoeur (Comté de Verchères), ce 21 septembre 1972.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-MARIE JACQUES.

Hôtel de Ville, Coin Legendre et Jean Ducharme,
Contrecoeur, (Verchères), P.Q.

Téléphone: 786-2340, code 514.

48197-0

Paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné L.-A. Bombardier, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 4264, rue St-Félix, St-Félix-du-Cap-Rouge, comté de Québec, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 16 octobre 1972, pour l'achat de \$475,500 d'obligations de la paroisse de St-Félix-du-Cap-Rouge, comté de Québec, datées du 1er novembre 1972 et remboursables en série

amount less than \$32,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of November 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Contrecoeur.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$32,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Parish of Contrecoeur agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after November 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-laws Nos: 215 — \$11,200 — aqueduct and sewers; 216 — \$19,200 — aqueduct, sewers and roads; 219 — \$310,100 — aqueduct, sewers and roads.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held at 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, October 18, 1972, at the Town Hall, Corner of Legendre and Jean-Ducharme, Parish of Contrecoeur, County of Verchères, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Contrecoeur (County of Verchères), September 21, 1972.

JEAN-MARIE JACQUES,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Corner of Legendre and Jean-Ducharme,
Contrecoeur, (Verchères), P.Q.

Telephone: 786-2340, code 514.

48197

Parish of St. Félix-du-Cap-Rouge
County of Québec

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, L.-A. Bombardier, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 4264 St. Félix Street, St. Félix-du-Cap-Rouge, County of Québec, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, October 16, 1972, for the purchase of a bond issue of \$475,500 for the Parish of St. Félix-du-Cap-Rouge, County of Québec, dated November 1, 1972, and redeemable serially from November 1, 1973

du 1er novembre 1973 au 1er novembre 1992 inclusive-ment, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1972.

Tableau d'amortissement — \$475,500 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1973	\$ 6,500
1er novembre 1974	7,000
1er novembre 1975	7,000
1er novembre 1976	7,500
1er novembre 1977	7,500
1er novembre 1978	9,000
1er novembre 1979	10,000
1er novembre 1980	11,000
1er novembre 1981	11,500
1er novembre 1982	12,500
1er novembre 1983	6,500
1er novembre 1984	7,000
1er novembre 1985	7,500
1er novembre 1986	7,500
1er novembre 1987	9,500
1er novembre 1988	9,500
1er novembre 1989	10,000
1er novembre 1990	11,500
1er novembre 1991	12,500
1er novembre 1992	304,500

to November 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from November 1, 1972.

Redemption table — \$475,500 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1973	\$ 6,500
November 1, 1974	7,000
November 1, 1975	7,000
November 1, 1976	7,500
November 1, 1977	7,500
November 1, 1978	9,000
November 1, 1979	10,000
November 1, 1980	11,000
November 1, 1981	11,500
November 1, 1982	12,500
November 1, 1983	6,500
November 1, 1984	7,000
November 1, 1985	7,500
November 1, 1986	7,500
November 1, 1987	9,500
November 1, 1988	9,500
November 1, 1989	10,000
November 1, 1990	11,500
November 1, 1991	12,500
November 1, 1992	304,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$28,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er novembre 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er novembre 1992 au montant de \$304,500 comprend un solde de \$291,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$28,500, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of November 1, 2012 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of November 1, 1992 in the amount of \$304,500 includes a balance of \$291,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>	<i>Year</i>	<i>Capital</i>
1er novembre 1993.....	\$ 6,000	November 1, 1993.....	\$ 6,000
1er novembre 1994.....	6,500	November 1, 1994.....	6,500
1er novembre 1995.....	7,000	November 1, 1995.....	7,000
1er novembre 1996.....	7,500	November 1, 1996.....	7,500
1er novembre 1997.....	8,500	November 1, 1997.....	8,500
1er novembre 1998.....	9,500	November 1, 1998.....	9,500
1er novembre 1999.....	10,000	November 1, 1999.....	10,000
1er novembre 2000.....	10,500	November 1, 2000.....	10,500
1er novembre 2001.....	11,500	November 1, 2001.....	11,500
1er novembre 2002.....	12,500	November 1, 2002.....	12,500
1er novembre 2003.....	13,500	November 1, 2003.....	13,500
1er novembre 2004.....	15,000	November 1, 2004.....	15,000
1er novembre 2005.....	16,000	November 1, 2005.....	16,000
1er novembre 2006.....	17,500	November 1, 2006.....	17,500
1er novembre 2007.....	18,500	November 1, 2007.....	18,500
1er novembre 2008.....	20,500	November 1, 2008.....	20,500
1er novembre 2009.....	22,000	November 1, 2009.....	22,000
1er novembre 2010.....	24,000	November 1, 2010.....	24,000
1er novembre 2011.....	26,000	November 1, 2011.....	26,000
1er novembre 2012.....	28,500	November 1, 2012.....	28,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Foy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$304,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de St-Félix-du-Cap-Rouge s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er novembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 203 — \$226,900 — aqueduc, égouts et voirie; 205 — \$10,000 — aqueduc, égouts et voirie; 208 — \$20,500 — voirie; 209 — \$178,100 — aqueduc et égouts; 230 — \$40,000 — achat de machinerie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 16 octobre 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 4264, rue St-Félix, St-Félix-du-Cap-Rouge, comté de Québec, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Félix-du-Cap-Rouge (Comté de Québec), ce 21 septembre 1972.

Le secrétaire-trésorier,
L.-A. BOMBARDIER.

Hôtel de Ville, 4264, rue St-Félix,
St-Félix-du-Cap-Rouge (comté de Québec), P.Q.
Téléphone: 651-1225, code 418. 48156-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Ste. Foy.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$304,500 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Parish of St. Félix-du-Cap-Rouge agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after November 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 203 — \$226,900 — aqueduct, sewers and roads; 205 — \$10,000 — aqueduct, sewers and roads; 208 — \$20,500 — roads; 209 — \$178,100 — aqueduct and sewers; 230 — \$40,000 — purchase of machinery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, October 16, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 4264 St. Félix Street, St. Félix-du-Cap-Rouge, County of Québec, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Félix-du-Cap-Rouge (County of Québec), September 21, 1972.

L.-A. BOMBARDIER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 4264 St. Félix Street,
St. Félix-du-Cap-Rouge (County of Québec), P.Q.
Telephone: 651-1225, code 418. 48156

La Commission scolaire régionale du Cuivre

Siège Social: 235 est, rue Perreault,
Ville de Rouyn, (Rouyn-Noranda), P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mozart Rioux, directeur-général, jusqu'à 5 heures 30 de l'après-midi, Bureau administratif, 235 est, rue Perreault, Case postale 908 (Rouyn), Ville de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École polyvalente d'Iberville, 275, Avenue Forbes, Ville de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, P.Q., lundi, le 16 octobre 1972, pour l'achat de \$980,000 d'obligations de la commission scolaire régionale du Cuivre, datées du 1er novembre 1972 et remboursables en série du 1er novembre 1973 au 1er novembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1972.

Tableau d'amortissement — \$980,000 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er novembre 1973	\$21,000
1er novembre 1974	23,000
1er novembre 1975	25,000
1er novembre 1976	27,000
1er novembre 1977	29,000
1er novembre 1978	31,000
1er novembre 1979	34,000
1er novembre 1980	37,000
1er novembre 1981	40,000
1er novembre 1982	43,000
1er novembre 1983	46,000
1er novembre 1984	50,000
1er novembre 1985	54,000
1er novembre 1986	58,000
1er novembre 1987	63,000
1er novembre 1988	68,000
1er novembre 1989	73,000
1er novembre 1990	79,000
1er novembre 1991	86,000
1er novembre 1992	93,000

La commission scolaire régionale du Cuivre, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

The Cuivre Regional School Board

Head Office: 235 Perreault Street East, City of Rouyn,
(Rouyn-Noranda), P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mozart Rioux, Director General, until 5.30 o'clock, p.m., at the Administration Office, 235 Perreault Street East, Post Office Box 908 (Rouyn), City of Rouyn, County of Rouyn-Noranda, P.Q., and thereafter until 8.00 o'clock, p.m., at the Iberville Polyvalent School, 275 Forbes Avenue, City of Rouyn, County of Rouyn-Noranda, P.Q., on Monday, October 16, 1972, for the purchase of a bond issue of \$980,000 for the Du Cuivre Regional School Board, dated November 1, 1972 and redeemable serially from November 1, 1973 to November 1, 1992 inclusive, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from November 1, 1972.

Redemption table — \$980,000 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
November 1, 1973	\$21,000
November 1, 1974	23,000
November 1, 1975	25,000
November 1, 1976	27,000
November 1, 1977	29,000
November 1, 1978	31,000
November 1, 1979	34,000
November 1, 1980	37,000
November 1, 1981	40,000
November 1, 1982	43,000
November 1, 1983	46,000
November 1, 1984	50,000
November 1, 1985	54,000
November 1, 1986	58,000
November 1, 1987	63,000
November 1, 1988	68,000
November 1, 1989	73,000
November 1, 1990	79,000
November 1, 1991	86,000
November 1, 1992	93,000

The Du Cuivre Regional School Board, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sums sufficient to pay off the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$93,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er novembre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rouyn.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$93,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale du Cuivre s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er novembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution suivante: 13 mars 1972 — \$980,000 — dépenses d'immobilisations.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue à 8 heures du soir, lundi, le 16 octobre 1972, École Polyvalente d'Iberville, 275, Avenue Forbes, Ville de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rouyn (Comté de Rouyn-Noranda), ce 21 septembre 1972.

Le directeur-général,

MOZART RIOUX.

Bureau administratif, 235 est, rue Perreault,

Case postale 908 (Rouyn),

Rouyn (Rouyn-Noranda), P.Q.

Téléphone: 762-0861, code 819.

48187-0

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$93,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of November 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Rouyn.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$93,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Du Cuivre Regional School Board agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after November 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolution: March 13, 1972 — \$980,000 — capital expenditure.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held at 8:00 o'clock, p.m., on Monday, October 16, 1972, at the Iberville Polyvalent School, 275 Forbes Avenue, City of Rouyn, County of Rouyn-Noranda, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rouyn (County of Rouyn-Noranda), September 21, 1972.

MOZART RIOUX,

Director General.

Administration Office, 235 Perreault Street East,

Post Office Box 908 (Rouyn),

Rouyn, (Rouyn-Noranda), P.Q.

Telephone: 762-0861, code 819.

48187

Ville de Bromptonville
Comté de Richmond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Aimé Benoit, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 133, rue Laval, Bromptonville, comté de Richmond, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 17 octobre 1972, pour l'achat de \$108,500 d'obligations de la ville de Bromptonville, comté de Richmond, datées du 1er novembre 1972 et remboursables en série du 1er novembre 1973 au 1er novembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1972.

Tableau d'amortissement — \$108,500 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1973	\$ 2,500
1er novembre 1974	2,500
1er novembre 1975	3,000
1er novembre 1976	3,000
1er novembre 1977	3,000
1er novembre 1978	3,500
1er novembre 1979	3,500
1er novembre 1980	4,000
1er novembre 1981	4,500
1er novembre 1982	4,500
1er novembre 1983	5,000
1er novembre 1984	5,500
1er novembre 1985	6,000
1er novembre 1986	6,500
1er novembre 1987	7,000
1er novembre 1988	7,500
1er novembre 1989	8,000
1er novembre 1990	9,000
1er novembre 1991	9,500
1er novembre 1992	10,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$10,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant

Town of Bromptonville
County of Richmond

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Aimé Benoit, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 133 Laval Street, Bromptonville, County of Richmond, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Tuesday, October 17, 1972, for the purchase of a bond issue of \$108,500 for the Town of Bromptonville, County of Richmond, dated November 1, 1972, and redeemable serially from November 1, 1973 to November 1, 1992, inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from November 1, 1972.

Redemption table — \$108,500 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1973	\$ 2,500
November 1, 1974	2,500
November 1, 1975	3,000
November 1, 1976	3,000
November 1, 1977	3,000
November 1, 1978	3,500
November 1, 1979	3,500
November 1, 1980	4,000
November 1, 1981	4,500
November 1, 1982	4,500
November 1, 1983	5,000
November 1, 1984	5,500
November 1, 1985	6,000
November 1, 1986	6,500
November 1, 1987	7,000
November 1, 1988	7,500
November 1, 1989	8,000
November 1, 1990	9,000
November 1, 1991	9,500
November 1, 1992	10,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$10,500 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into

compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er novembre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$10,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Bromptonville s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er novembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 340 — \$53,000 — construction d'un garage municipal; 342 — \$37,500 — aqueduc, égouts et voirie; 345 — \$18,000 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 17 octobre 1972, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 133, rue Laval, Bromptonville, comté de Richmond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bromptonville (Comté de Richmond), ce 21 septembre 1972.

Le secrétaire-trésorier,
AIMÉ BENOIT.

Hôtel de Ville, 133, rue Laval,
Bromptonville (Richmond), P.Q.
Téléphone: 846-2788, code 819.

48155-0

Ville de Murdochville
Comté de Gaspé-Nord

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Michel Roy, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Case postale 1120, Ville de Murdochville, comté de Gaspé-Nord, P.Q., jusqu'à 7 heures du soir, mardi, le 17 octobre 1972, pour l'achat de \$745,000 d'obligations de la ville de Murdochville, comté de Gaspé-Nord, datées du 1er novembre 1972 et remboursables en série du 1er novembre 1973 au 1er novembre 1992 inclusivement, avec

account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of November 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$10,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Bromptonville agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after November 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following bylaws: 340 — \$53,000 — construction of a municipal garage; 342 — \$37,500 — aqueduct, sewers and roads; 345 — \$18,000 — roads.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or at one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, October 17, 1972, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 133 Laval Street, Bromptonville, County of Richmond, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bromptonville (County of Richmond), September 21, 1972.

AIMÉ BENOIT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 133 Laval Street,
Bromptonville (Richmond), P.Q.
Telephone: 846-2788, code 819.

48155

Town of Murdochville
County of Gaspé-North

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Michel Roy, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, Post Office Box 1120, Town of Murdochville, County of Gaspé-North, P.Q., until 7:00 o'clock, p.m., on Tuesday, October 17, 1972, for the purchase of a bond issue of \$745,000 for the Town of Murdochville, County of Gaspé-North, dated November 1, 1972 and redeemable serially from November 1, 1973 to November 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of

intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1972.

not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from November 1, 1972.

Tableau d'amortissement — \$745,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1973.....	\$ 10,000
1er novembre 1974.....	11,000
1er novembre 1975.....	12,000
1er novembre 1976.....	13,000
1er novembre 1977.....	14,000
1er novembre 1978.....	14,000
1er novembre 1979.....	17,000
1er novembre 1980.....	18,000
1er novembre 1981.....	19,000
1er novembre 1982.....	20,000
1er novembre 1983.....	22,000
1er novembre 1984.....	24,000
1er novembre 1985.....	26,000
1er novembre 1986.....	27,000
1er novembre 1987.....	30,000
1er novembre 1988.....	32,000
1er novembre 1989.....	35,000
1er novembre 1990.....	38,000
1er novembre 1991.....	41,000
1er novembre 1992.....	322,000

Redemption table — \$745,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1973.....	\$ 10,000
November 1, 1974.....	11,000
November 1, 1975.....	12,000
November 1, 1976.....	13,000
November 1, 1977.....	14,000
November 1, 1978.....	14,000
November 1, 1979.....	17,000
November 1, 1980.....	18,000
November 1, 1981.....	19,000
November 1, 1982.....	20,000
November 1, 1983.....	22,000
November 1, 1984.....	24,000
November 1, 1985.....	26,000
November 1, 1986.....	27,000
November 1, 1987.....	30,000
November 1, 1988.....	32,000
November 1, 1989.....	35,000
November 1, 1990.....	38,000
November 1, 1991.....	41,000
November 1, 1992.....	322,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$65,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er novembre 1997 de la partie renouvelable ci-après indiqués.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er novembre 1992 au montant de \$322,000 comprend un solde de \$278,000 renouvelable pour une période additionnelle de 5 ans, et échéant comme suit:

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$65,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of November 1, 1997 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of November 1, 1992 in the amount of \$322,000 includes a balance of \$278,000 renewable for an additional 5-year period, maturing as follows:

Année	Capital
1er novembre 1993.....	\$48,000
1er novembre 1994.....	51,000
1er novembre 1995.....	55,000
1er novembre 1996.....	59,000
1er novembre 1997.....	65,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Murdochville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$322,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Murdochville s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er novembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 110 — \$625,000 — aqueduc et égouts; 112 — \$60,000 — construction d'une station de pompage; 115 — \$60,000 — usine d'épuration.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenu à 7 heures du soir, mardi, le 17 octobre 1972, Hôtel de Ville, Case postale 1120, Ville de Murdochville, comté de Gaspé-Nord, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Murdochville (Comté de Gaspé-Nord), ce 21 septembre 1972.

Le secrétaire trésorier,
MICHEL ROY.

Hôtel de Ville, Case postale 1120,
Ville de Murdochville (Gaspé-Nord), P.Q.
Téléphone: 784-2536, code 418. 48154-0

Ville de Longueuil
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Gauthier, greffier, Hôtel de Ville, 100 ouest, rue St-Charles, Longueuil, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 16 octobre 1972, pour l'achat de \$5,030,000 d'obligations de la ville de Longueuil, comté de Chambly, datées du 1er novembre 1972 et remboursables en série du 1er novembre 1973 au 1er

Year	Capital
November 1, 1993.....	\$48,000
November 1, 1994.....	51,000
November 1, 1995.....	55,000
November 1, 1996.....	59,000
November 1, 1997.....	65,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Murdochville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$322,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Murdochville agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after November 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following bylaws: 110 — \$625,000 — aqueduct and sewers; 112 — \$60,000 — construction of a pumping station; 115 — \$60,000 — filtering plant.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 7:00 o'clock, p.m., on Tuesday, October 17, 1972, at the Town Hall, Post Office Box 1120, Town of Murdochville, County of Gaspé-North, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Murdochville (County of Gaspé-North), September 21, 1972.

MICHEL ROY,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Post Office Box 1120,
Murdochville (Gaspé-North), P.Q.
Telephone: 784-2536, code 418. 48154

City of Longueuil
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Claude Gauthier, City Clerk, at the City Hall, 100 St. Charles Street West, Longueuil, County of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, October 16, 1972, for the purchase of a bond issue of \$5,030,000 for the City of Longueuil, County of Chambly, dated November 1, 1972 and redeemable serially from November 1, 1973 to November 1, 1992 inclusive,

novembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1972.

with interest at a rate of not less than 7% nor more than 8%, payable semiannually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from November 1, 1972.

Tableau d'amortissement — \$5,030,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1973	\$172,000
1er novembre 1974	185,000
1er novembre 1975	204,000
1er novembre 1976	217,000
1er novembre 1977	235,000
1er novembre 1978	252,000
1er novembre 1979	274,000
1er novembre 1980	293,000
1er novembre 1981	319,000
1er novembre 1982	344,000
1er novembre 1983	176,000
1er novembre 1984	189,000
1er novembre 1985	207,000
1er novembre 1986	224,000
1er novembre 1987	242,000
1er novembre 1988	254,000
1er novembre 1989	274,000
1er novembre 1990	296,000
1er novembre 1991	321,000
1er novembre 1992	352,000

Redemption table — \$5,030,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1973	\$172,000
November 1, 1974	185,000
November 1, 1975	204,000
November 1, 1976	217,000
November 1, 1977	235,000
November 1, 1978	252,000
November 1, 1979	274,000
November 1, 1980	293,000
November 1, 1981	319,000
November 1, 1982	344,000
November 1, 1983	176,000
November 1, 1984	189,000
November 1, 1985	207,000
November 1, 1986	224,000
November 1, 1987	242,000
November 1, 1988	254,000
November 1, 1989	274,000
November 1, 1990	296,000
November 1, 1991	321,000
November 1, 1992	352,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$352,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er novembre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er novembre 1992 au montant de \$352,000 comprend un solde de \$4,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$352,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of November 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of November 1, 1992 in the amount of \$352,000 includes a balance of \$4,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Année	Capital	Year	Capital
1er novembre 1993	\$400	November 1, 1993	\$400
1er novembre 1994	400	November 1, 1994	400
1er novembre 1995	400	November 1, 1995	400
1er novembre 1996	400	November 1, 1996	400
1er novembre 1997	400	November 1, 1997	400
1er novembre 1998	500	November 1, 1998	500
1er novembre 1999	400	November 1, 1999	400
1er novembre 2000	400	November 1, 2000	400
1er novembre 2001	400	November 1, 2001	400
1er novembre 2002	400	November 1, 2002	400

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au par à Longueuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixé 20 ans pour un montant supérieur à \$352,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au par le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Longueuil s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er novembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 262 — \$333,000 — renouvellement d'emprunt; 276 — \$111,000 — renouvellement d'emprunt; 312 — \$296,000 — renouvellement d'emprunt; 316 — \$740,000 — renouvellement d'emprunt; 320 — \$222,000 — renouvellement d'emprunt; 321 — \$81,000 — renouvellement d'emprunt; 322 — \$333,000 — renouvellement d'emprunt; 74 — \$153,000 — aqueduc, égouts et voirie; 75 — \$38,000 — électricité; 100 — \$60,000 — aqueduc, égouts et voirie; 123 — \$215,000 — aqueduc, égouts et voirie; 126 — \$6,000 — aqueduc, égouts et voirie; 131 — \$114,000 — aqueduc, égouts et voirie; 136 — \$95,000 — aqueduc, égouts et voirie; 158 — \$450,000 — aqueduc, égouts et voirie; 160 — \$163,000 — voirie; 163 — \$148,000 — voirie et électricité; 165 — \$206,000 — aqueduc, égouts et voirie; 174 — \$400,000 — services récréatifs et communautaires; 177 — \$55,500 — voirie; 196 — \$36,000 — électricité; 223 — \$38,000 — voirie; 256 — \$36,000 — achat de terrains; 316 — \$73,000 — achat de terrains; 418 (168) — \$66,000 — achat de terrains; 617 — \$62,000 — aqueduc, égouts et voirie; 618 — \$312,000 — aqueduc, égouts et voirie; 652 — \$93,000 — aqueduc, égouts et voirie; 716 — \$38,000 — éclairage; 739 — \$5,000 — aqueduc, égouts et voirie; 742 — \$8,500 — aqueduc et égouts; 743 — \$10,500 — aqueduc, égouts et voirie; 744 — \$32,500 — aqueduc, égouts et voirie.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Longueuil.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$352,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required, to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Longueuil agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after November 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following bylaws: 262 — \$333,000 — loan renewal; 276 — \$111,000 — loan renewal; 312 — \$296,000 — loan renewal; 316 — \$740,000 — loan renewal; 320 — \$222,000 — loan renewal; 321 — \$81,000 — loan renewal; 322 — \$333,000 — loan renewal; 74 — \$153,000 — aqueduct, sewers and roads; 75 — \$38,000 — electricity; 100 — \$60,000 — aqueduct, sewers and roads; 123 — \$215,000 — aqueduct, sewers and roads; 126 — \$6,000 — aqueduct, sewers and roads; 131 — \$114,000 — aqueduct, sewers and roads; 136 — \$95,000 — aqueduct, sewers and roads; 158 — \$450,000 — aqueduct, sewers and roads; 160 — \$163,000 — roads; 163 — \$148,000 — roads and electricity; 165 — \$206,000 — aqueduct, sewers and roads; 174 — \$400,000 — recreational and community services; 177 — \$55,500 — roads; 196 — \$36,000 — electricity; 223 — \$38,000 — roads; 256 — \$36,000 — purchase of lands; 316 — \$73,000 — purchase of lands; 418 (168) — \$66,000 — purchase of land; 617 — \$62,000 — aqueduct, sewers and roads; 618 — \$312,000 — aqueduct, sewers and roads; 652 — \$93,000 — aqueduct, sewers and roads; 716 — \$38,000 — lighting; 739 — \$5,000 — aqueduct, sewers and roads; 742 — \$8,500 — aqueduct and sewers; 743 — \$10,500 — aqueduct, sewers and roads; 744 — \$32,500 — aqueduct, sewers and roads.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, lundi, le 16 octobre 1972, Hôtel de Ville, 100 ouest, rue St-Charles, Longueuil, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Longueuil (Comté de Chambly), ce 22 septembre 1972.

Le greffier,
CLAUDE GAUTHIER.

Hôtel de Ville, 100 ouest, rue St-Charles,
Longueuil (Chambly), P.Q.
Téléphone: 670-2220, code 514 48205-0

Ville de Greenfield Park
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. R. Dumas, greffier, Hôtel de Ville, 156, Boulevard Churchill, Greenfield Park, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 17 octobre 1972, pour l'achat de \$1,666,000 d'obligations de la ville de Greenfield Park, comté de Chambly, datées du 1er novembre 1972 et remboursables en série du 1er mai 1973 au 1er novembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1972.

Tableau d'amortissement — \$1,666,000 — 10 ans

Année	Capital
1er mai 1973.....	\$ 55,500
1er novembre 1973.....	97,500
1er mai 1974.....	59,000
1er novembre 1974.....	104,000
1er mai 1975.....	62,000
1er novembre 1975.....	110,500
1er mai 1976.....	66,000
1er novembre 1976.....	115,500
1er mai 1977.....	70,000
1er novembre 1977.....	178,000
1er mai 1978.....	74,500
1er novembre 1978.....	172,000
1er mai 1979.....	79,500
1er novembre 1979.....	77,500
1er mai 1980.....	83,000
1er novembre 1980.....	82,000
1er novembre 1981.....	87,000
1er novembre 1982.....	92,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock, p.m., on Monday, October 16, 1972, at the City Hall, 100 St. Charles Street West, Longueuil, County of Chambly, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Longueuil (County of Chambly), September 22, 1972.

CLAUDE GAUTHIER,
City Clerk.

City Hall, 100 St. Charles Street, West
Longueuil (Chambly), P.Q.
Telephone: 670-2220, code 514. 48205

Town of Greenfield Park
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, J. R. Dumas, Town Clerk, at the Town Hall, 156 Churchill Boulevard, Greenfield Park, County of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, October 17, 1972, for the purchase of a bond issue of \$1,666,000 for the Town of Greenfield Park, County of Chambly, dated November 1, 1972 and redeemable serially from May 1, 1973 to November 1, 1982 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from November 1, 1972.

Redemption table — \$1,666,000 — 10 years

Year	Capital
May 1, 1973.....	\$ 55,500
November 1, 1973.....	97,500
May 1, 1974.....	59,000
November 1, 1974.....	104,000
May 1, 1975.....	62,000
November 1, 1975.....	110,500
May 1, 1976.....	66,000
November 1, 1976.....	115,500
May 1, 1977.....	70,000
November 1, 1977.....	178,000
May 1, 1978.....	74,500
November 1, 1978.....	172,000
May 1, 1979.....	79,500
November 1, 1979.....	77,500
May 1, 1980.....	83,000
November 1, 1980.....	82,000
November 1, 1981.....	87,000
November 1, 1982.....	92,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers

tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Greenfield Park.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Greenfield Park s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er novembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 197 — \$53,000 — renouvellement d'emprunt; 198 — \$4,000 — renouvellement d'emprunt; 199 — \$10,000 — renouvellement d'emprunt; 201 — \$27,000 — renouvellement d'emprunt; 205 — \$12,500 — renouvellement d'emprunt; 207 — \$174,000 — renouvellement d'emprunt; 224 — \$142,500 — renouvellement d'emprunt; 225 — \$103,000 — renouvellement d'emprunt; 226 — \$149,000 — renouvellement d'emprunt; 227 — \$128,500 — renouvellement d'emprunt; 228 — \$26,500 — renouvellement d'emprunt; 237 — \$149,000 — renouvellement d'emprunt; 240 — \$471,500 — renouvellement d'emprunt; 242 — \$215,500 — renouvellement d'emprunt.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 17 octobre 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 156, Boulevard Churchill, Greenfield Park, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Greenfield Park (Comté de Chambly), ce 21 septembre 1972.

Le greffier,
J. R. DUMAS.

Hôtel de Ville, 156, Boulevard Churchill,
Greenfield Park (Chambly), P.Q.
Téléphone: 671-5955, code 514.

48186-0

Cité de Lachine
(Jacques-Cartier)

Avis de correction

Veillez prendre note que dans l'avis de demande de soumissions pour l'achat de \$1,437,000 d'obligations de la cité de Lachine, qui a paru dans la *Gazette officielle* du 23 septembre 1972, à la page 8767, le nom du greffier aurait dû se lire Paul Rémillard au lieu de Émile Daoust.

for short-term bonds will not be considered. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Greenfield Park.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Greenfield Park agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after November 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 197 — \$53,000 — loan renewal; 198 — \$4,000 — loan renewal; 199 — \$10,000 — loan renewal; 201 — \$27,000 — loan renewal; 205 — \$12,500 — loan renewal; 207 — \$174,000 — loan renewal; 224 — \$142,500 — loan renewal; 225 — \$103,000 — loan renewal; 226 — \$149,000 — loan renewal; 227 — \$128,500 — loan renewal; 228 — \$26,500 — loan renewal; 237 — \$149,000 — loan renewal; 240 — \$471,500 — loan renewal; 242 — \$215,500 — loan renewal.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, October 17, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 156 Churchill Boulevard, Greenfield Park, County of Chambly, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Greenfield Park, (County of Chambly), September 21, 1972.

J. R. DUMAS,
Town Clerk.

Town Hall, 156 Churchill Boulevard,
Greenfield Park (Chambly), P.Q.
Telephone: 671-5955, code 514.

48186

City of Lachine
(Jacques-Cartier)

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders for the purchase of \$1,437,000 of bonds of the City of Lachine, published in the *Québec Official Gazette* of September 23rd, 1972, on page 8767, the city clerk's name should have read Paul Rémillard instead of Émile Daoust.

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiqué ci-haut demeurent inchangés.

Lachine, ce 26 septembre 1972.

Le greffier,
PAUL RÉMILLARD.

1800, Boulevard St-Joseph,
Lachine, (Jacques-Cartier), P.Q. 48215-0

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

Lachine, September 26, 1972.

PAUL RÉMILLARD,
City Clerk.

1800, St-Joseph Boulevard,
Lachine, (Jacques-Cartier), P.Q. 48215-0

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (Statuts refondus du Québec, 1964 chapitre 320), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Bickerdike, comprenant les blocs C et D, située dans la division d'enregistrement de Québec, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton qui est signé par le ministre des terres et forêts est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Québec, à Québec;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Québec, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Bickerdike.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2562-72, du 30 août 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 320), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Bickerdike, comprising Blocks C and D, located in the Québec Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Québec Registration Division Office, in Québec, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Québec Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Bickerdike.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2562-72, dated August 30, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(a) to announce the deposit in the Québec Registration Division Office, in Québec, of the original plan and

terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Bourlamaque, comprenant les lots 1235 et 1236, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton qui est signé par le ministre des terres et forêts est dans les archives de son bureau;

ATTENDU qu'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaux dans la division d'enregistrement d'Abitibi, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Bourlamaque.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2557-72, du 30 août 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 320), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, des plan et livre de renvoi originaux d'une partie du canton de Bourlamaque, comprenant les lots 1235 et 1236, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi;

b) de fixer à la date de la publication de la proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Bourlamaque;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Bourlamaque, comprising lots 1235 and 1236, located in the Abitibi Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Abitibi Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Bourlamaque.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2557-72, dated August 30, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(a) to announce the deposit in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Bourlamaque, comprising lots 1235 and 1236, located in the Abitibi Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(b) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Township of Bourlamaque;

(c) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(d) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce trentième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

Libro: 501
Folio: 8

JEAN ALARIE.
48113-0

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 320), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du village de Val-Barrette, comprenant le bloc 1, située dans la division d'enregistrement de Labelle, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit village qui est signé par le ministre des terres et forêts est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Labelle, à Mont-Laurier;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt des plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Labelle, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du village de Val-Barrette.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2561-72, du 30 août 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 320), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirtieth day of August in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,

Libro: 501
Folio: 8

Assistant Deputy Attorney General.
48113

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Village of Val-Barrette, comprising Block 1, located in the Labelle Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Labelle Registration Division Office, in Mont-Laurier, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Labelle Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Village of Val-Barrette.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2561-72, dated August 30, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the

la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Labelle, à Mont-Laurier, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du village de Val-Barrette, comprenant le bloc 1, située dans la division d'enregistrement de Labelle;

b) de fixer à la date de la publication de la proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du village de Val-Barrette;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce trentième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

Libro: 501,
Folio: 10.

JEAN ALARIE.
48113-0

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.

SALUT.

title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(a) to announce the deposit in the Labelle Registration Division Office, in Mont-Laurier, of the original plan and book of reference of a part of the Village of Val-Barrette, comprising Block 1, located in the Labelle Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(b) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Village of Val-Barrette;

(c) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immovable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(d) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirtieth day of August in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,

Libro: 501,
Folio: 10.

Assistant Deputy Attorney General.
48113

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 320), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Potton, comprenant le lot 1142, située dans la division d'enregistrement de Brôme, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton qui est signé par le ministre des terres et forêts est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Brôme, à Knowlton;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaux dans la division d'enregistrement de Brôme, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Potton.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2559-72, du 30 août 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 320), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Brôme, à Knowlton, des plan et livre de renvoi originaux d'une partie du canton de Potton, comprenant le lot 1142, située dans la division d'enregistrement de Brôme;

b) de fixer à la date de la publication de la proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Potton;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Potton, comprising lot 1142, located in the Brôme Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Brôme Registration Division Office, in Knowlton, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Brôme Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Potton.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2559-72, dated August 30, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(a) to announce the deposit in the Brôme Registration Division Office, in Knowlton, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Potton, comprising lot 1142, located in the Brôme Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(b) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Township of Potton;

(c) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immovable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(d) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

DE TOUT CE QUE DESSOUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce trentième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

Libro: 501
Folio: 9 48113-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 321), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi révisés, dans le district électoral de Duplessis, pour le cadastre d'une partie du canton de Goynish, à savoir les lots 1, 2, 3a, 3b, 4a, 4b, 5, 6, 6a, 7, 8a, 8b, 8c, 9 à 15, 16a, 16b, 17 à 35, 36A, 36B et 38 à 71 du village d'Aguanish-Est, et les lots 1 à 4, 4a, 5a, 5b, 6a, 6b, 7, 8, 8A, 9, 10, 12 à 18, 18A, 19, 19A, 20a, 20b, et 21 à 29 de l'Île à Michon, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Îles;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer:

1° le 15 mars 1972, aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2° le 22 mars 1972, au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3° le 16 mars 1972, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale d'Aguanish, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirtieth day of August in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 501
Folio: 9 48113

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes of Québec 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral District of Duplessis, for the cadastre of a part of the Township of Goynish, namely lots 1, 2, 3a, 3b, 4a, 4b, 5, 6, 6a, 7, 8a, 8b, 8c, 9 to 15, 16a, 16b, 17 to 35, 36A, 36B and 38 to 71 of the Village of Aguanish East, and lots 1 to 4, 4a, 5a, 5b, 6a, 6b, 7, 8, 8A, 9, 10, 12 to 18, 18A, 19, 19A, 20a, 20b, and 21 to 29 of Michon Island, as well as their respective subdivisions, the whole located in the Sept-Îles Registration Division;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on March 15, 1972, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, the plan and book of reference;

2. on March 22, 1972, in the Sept-Îles Registration Division Office, in Sept-Îles, a certified copy of the said plan and book of reference;

3. on March 16, 1972, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Aguanish, a certified copy of the said plan and book of reference;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1777-72, du 21 juin 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains districts électoraux (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 321), il y a lieu:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi révisés, dans le district électoral de Duplessis, pour le cadastre d'une partie du canton de Goynish, à savoir les lots 1, 2, 3a, 3b, 4a, 4b, 5, 6, 6a, 7, 8a, 8b, 8c, 9 à 15, 16a, 16b, 17 à 35, 36A, 36B et 38 à 71 du village d'Aguanish-Est, et les lots 1 à 4, 4a, 5a, 5b, 6a, 6b, 7, 8, 8A, 9, 10, 12 à 18, 18A, 19, 19A, 20a, 20b et 21 à 29 de l'Île à Michon, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Îles;

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi révisés sont déposés aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi révisés au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale d'Aguanish;

c) d'informer le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi révisés;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et un livre de renvoi révisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1777-72, dated June 21, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and in conformity with sections 2, 3, 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes of Québec 1964), that it is expedient:

(a) to fix the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette* as the date of the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral District of Duplessis, for the cadastre of a part of the Township of Goynish, namely lots 1, 2, 3a, 3b, 4a, 4b, 5, 6, 6a, 7, 8a, 8b, 8c, 9 to 15, 16a, 16b, 17 to 35, 36A, 36B and 38 to 71 of the Village of Aguanish East, and lots 1 to 4, 4a, 5a, 5b, 6a, 6b, 7, 8, 8A, 9, 10, 12 to 18, 18A, 19, 19A, 20a, 20b and 21 to 29 of Michon Island, as well as their respective subdivisions, the whole located in the Sept-Îles Registration Division;

(b) to indicate that the said revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of the said revised plan and book of reference to be deposited in the Sept-Îles Registration Division Office, in Sept-Îles as well as in an office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Aguanish;

(c) to inform the public that during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested party may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(d) to give notice that upon the expiration of this period, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of written opposition by an interested party;

(e) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed, within the same period, in the manner prescribed by articles 2172 to 2172a of the Civil Code;

(f) to also inform the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are duly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt et unième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

Libro: 500
Folio: 247

JEAN ALARY.
48207-39-2-0

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 321), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi révisés, dans le district électoral de Gaspé-Sud, pour le cadastre d'une partie du canton de Douglas, soit tous les lots compris dans les 1er, 2e et 3e rangs Douglastown et la commune de Douglastown, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite Loi, le ministre des terres et forêts a fait déposer:

1. le 24 juillet 1972, aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2. le 1er août 1972, au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3. le 24 juillet 1972, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la ville de Gaspé, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

ATTENDU QU'IL y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite Loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2560-72, du 30 août 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriétés dans certains districts électoraux (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 321), il y a lieu:

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-first day of June in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARY,

Libro: 500
Folio: 247

Assistant Deputy Attorney General.
48207-39-2-0

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral District of Gaspé South, for the cadastre of a part of the Township of Douglas, namely all the lots included in the 1st, 2nd and 3rd Ranges of Douglastown and the Commune of Douglastown, the whole located in the Gaspé Registration Division;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on July 24, 1972, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, this plan and book of reference;

2. on August 1, 1972, in the Gaspé Registration Division Office, in Percé, a certified copy of said plan and book of reference;

3. on July 24, 1972, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the City of Gaspé, a certified copy of said plan and book of reference;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2560-72, dated August 30, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and in conformity with sections 2, 3, 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), that it is expedient:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi révisés, dans le district électoral de Gaspé-Sud, pour le cadastre d'une partie du canton de Douglas, soit tous les lots compris dans les 1er, 2e et 3e rangs Douglstown et la commune de Douglstown, le tout situé dans la division d'enregistrement de Gaspé;

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi révisés sont déposés aux archives du ministère des terres et forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des terres et forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi révisés au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la ville de Gaspé;

c) d'informer le public que, pendant les huit mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi révisés;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai, le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et un livre de renvoi révisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce trentième jour d'aout en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

JEAN ALARIE.

48220-39-2-o

Libro: 501
Folio: 16

(a) to fix the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette* as the date of the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral District of Gaspé South, for the cadastre of a part of the Township of Douglas, namely all the lots included in the 1st, 2nd and 3rd Ranges of Douglstown and the Commune of Douglstown, the whole located in the Gaspé Registration Division;

(b) to indicate that the said revised plan and book of reference have been deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests has caused a certified copy of said revised plan and book of reference to be deposited in the Gaspé Registration Division Office, in Percé, as well as in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the City of Gaspé;

(c) to inform the public that during the eight months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested party may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(d) to give notice that upon the expiration of this period, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an administrator or mere operator, except in cases of opposition by an interested party;

(e) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed, within the same period, in the manner prescribed by articles 2172 to 2172a of the Civil Code;

(f) to inform also the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are duly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Administrator of the Government of the Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirtieth day of August in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,

Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 501
Folio: 16

48220-39-2



Province de Québec

*Etat sommaire
des revenus et dépenses
pour l'année financière
terminée le 31 mars 1972*

*Etat de la dette publique
au 31 mars 1972*

REVENUS ET

pour l'année financière terminée

REVENUS

	\$	\$	\$
Revenus fiscaux:			
Corporations:			
Capital et places d'affaires.....	69,078,730		
Profits.....	<u>183,746,959</u>	252,825,689	
Profits d'exploitation minière.....		15,036,799	
Profits sur les opérations forestières.....		643,503	
Revenu des particuliers.....		1,076,133,451	
Successions.....		41,972,969	
Vente en détail.....		632,335,455	
Gazoline.....		319,445,386	
Tabac.....		68,941,505	
Repas et hôtellerie.....		56,154,297	
Courses.....		13,602,581	
Télécommunications.....		14,791,233	
Transferts de valeurs mobilières.....		<u>3,018,920</u>	2,494,901,788
Privilèges, licences et permis:			
Eaux.....	35,637,409		
Mines.....	<u>1,816,168</u>	37,453,577	
Terres et forêts.....		18,452,483	
Transports:			
Véhicules automobiles.....	107,043,497		
Régie des transports et divers.....	<u>4,284,686</u>	111,328,183	
Chasse et pêche.....	5,377,342		
Timbres judiciaires et d'enregistrement.....	9,987,020		
Boissons alcooliques.....	26,151,911		
Autres.....	<u>12,808,424</u>	53,824,697	221,058,940
Ventes et services.....			3,325,187
Intérêts.....			12,774,862
Amendes et confiscations.....			7,247,109
Recouvrements:			
Taxe de vente fédérale.....		6,660,790	
Dépenses des années antérieures.....		6,743,590	
Indemnités.....		571,442	
Congés pour activités syndicales et divers.....		<u>363,673</u>	14,339,495
Régie des alcools du Québec:			
Revenu net d'exploitation.....		27,544,933	
Permis et droits.....		<u>14,019,418</u>	41,564,351
Société des alcools du Québec:			
Dividendes.....			71,000,000
Société d'exploitation des loteries et courses du Québec:			
Revenu net d'exploitation.....			30,873,433
Gouvernement du Canada:			
Arrangements fiscaux de 1967.....		667,313,949	
Arrangements provisoires sur les programmes établis.....		280,748,589	
Programme d'immobilisations pour la formation professionnelle des adultes.....		28,501,890	
Programme de coopération sur le bilinguisme.....		18,845,400	
Autres.....		<u>15,742,986</u>	1,011,152,814
			<u>3,908,237,979</u>

DÉPENSES

le 31 mars 1972

DÉPENSES

	Dépenses totales y compris	
	Immobilisations	Immobilisations
	\$	\$
Affaires culturelles.....	2,920,929	17,310,992
Affaires intergouvernementales.....		5,831,975
Affaires municipales.....		55,536,839
Affaires sociales.....	1,228,849	1,565,181,637
Agriculture et colonisation.....	1,238,863	83,930,341
Assemblée nationale.....		11,086,747
Communications.....	304,624	20,234,028
Conseil du trésor.....		556,789
Conseil exécutif.....	12,739,764	33,148,725
Education.....	260,480	1,280,691,844
Finances.....		30,870,854
Fonction publique.....		4,058,802
Immigration.....		1,059,795
Industrie et commerce.....	4,295,811	35,108,321
Institutions financières, compagnies et coopératives.....		3,801,843
Justice.....		113,363,816
Revenu.....		182,242,112
Richesses naturelles.....	4,838,638	22,197,195
Terres et forêts.....	3,176,027	37,197,247
Tourisme, chasse et pêche.....	3,297,850	27,766,654
Transports.....	2,291,693	16,998,864
Travail et main-d'oeuvre.....		17,078,627
Travaux publics.....	55,114,385	97,213,682
Voirie.....	288,390,091	415,179,740
Service de la dette.....		168,598,223
Provision pour créances douteuses.....		10,977,526
	380,098,004	4,257,223,218
Déficit des opérations budgétaires.....		348,985,239

ÉTAT DE LA DETTE PUBLIQUE

au 31 mars 1972

	\$	\$	\$
Bons du trésor			7,000,000
Obligations:			
Négociables		2,400,428,843	
Fonds d'amortissement		56,420,551	
		<u>2,344,008,292</u>	
Non négociables:			
Obligations d'épargne du Québec	269,614,600		
Gouvernement du Canada	<u>91,690,505</u>	361,305,105	2,705,313,397
Autres emprunts			98,430,684
Dettes assumées			108,939,328
		Total	<u>2,919,683,409</u>
La dette publique est remboursable comme suit:			
En monnaie du Canada			2,477,873,145
En monnaies étrangères — équivalent canadien aux dates d'emprunts:			
En monnaie des États-Unis		397,290,733	
En monnaie de la république fédérale d'Allemagne		<u>100,940,082</u>	498,230,815
			2,976,103,960
Fonds d'amortissement			<u>56,420,551</u>
			<u>2,919,683,409</u>

Les états ci-dessus sont publiés conformément aux dispositions de l'article 11 du chapitre 17 des lois de 1970.

Le Contrôleur des Finances,
RHÉAL CHATELAIN, C.A.

Le Ministre des Finances,
RAYMOND GARNEAU.

Québec, le 30 septembre 1972.

48221-o



Province of Québec

*Abridged statement
of Revenue and
Expenditure
for the Fiscal Year ended
March 31, 1972*

*Statement of Public Debt
as at March 31, 1972*

REVENUE AND for the fiscal year

REVENUE

Fiscal Revenue:	\$	\$	\$
Corporations:			
Capital and places of business	69,078,730		
Profits	183,746,959	252,825,689	
Profits on mining operations		15,036,799	
Profits on logging operations		643,503	
Personal income		1,076,133,451	
Successions		41,972,969	
Retail sales		632,335,455	
Gasoline		319,445,386	
Tobacco		68,941,505	
Meals and hotels		56,154,297	
Races		13,602,581	
Telecommunications		14,791,233	
Security transfers		3,018,920	2,494,901,788
Privileges, Licenses and Permits:			
Water resources	35,637,409		
Mines	1,816,168	37,453,577	
Lands and Forests		18,452,483	
Transport:			
Motor vehicles	107,043,497		
Transportation Board and miscellaneous	4,284,686	111,328,183	
Fish and game	5,377,342		
Judicial and registration stamps	9,987,020		
Alcoholic beverages	26,151,911		
Other	12,308,424	53,824,697	221,058,940
Sales and Services			3,325,187
Interest			12,774,862
Fines and Confiscations			7,247,109
Refunds:			
Federal sales tax		6,660,790	
Previous years expenditures		6,743,590	
Indemnities		571,442	
Leaves for union activities and miscellaneous		363,673	14,339,495
Québec Liquor Board:			
Net operating income		27,544,933	
Permits and duties		14,019,418	41,564,351
Québec Liquor Corporation:			
Dividends			71,000,000
Société d'exploitation des loteries et courses du Québec:			
Net operating income			30,873,433
Government of Canada:			
1967 Fiscal arrangements		667,313,949	
Interim arrangements on established programs		280,748,589	
Capital expenditure program for adults vocational training		28,501,890	
Cooperative program on bilingualism		18,845,400	
Other		15,742,986	1,011,162,814
			<u>3,908,237,979</u>

EXPENDITURE

ended March 31, 1972

EXPENDITURE

	Capital Expenditure	Total including Capital Expenditure
	\$	\$
Agriculture and Colonization	1,238,863	83,930,341
Civil Service		4,058,802
Communications	304,624	20,234,028
Cultural Affairs	2,920,929	17,310,992
Education	260,480	1,280,691,844
Executive Council	12,739,764	33,148,725
Finance		30,870,854
Financial Institutions, Companies and Cooperatives		3,801,843
Immigration		1,059,795
Industry and Commerce	4,295,811	35,108,321
Intergovernmental Affairs		5,831,975
Justice		113,363,816
Labour and Manpower		17,078,627
Lands and Forests	3,176,027	37,197,247
Municipal Affairs		55,536,839
National Assembly		11,086,747
Natural Resources	4,838,638	22,197,195
Publics Works	55,114,385	97,213,682
Revenue		182,242,112
Roads	288,390,091	415,179,740
Social Affairs	1,228,849	1,565,181,637
Tourism, Fish and Game	3,297,850	27,766,654
Transport	2,291,693	16,998,864
Treasury Board		556,789
Debt Service		168,598,223
Allowance for doubtful accounts		10,977,526
	<u>380,098,004</u>	<u>4,257,223,218</u>
Deficit on Budgetary Transactions		<u>348,985,239</u>

STATEMENT OF PUBLIC DEBT

as at March 31, 1972

	\$	\$	\$
Treasury Bills			7,000,000
Bonds:			
Negotiable		2,400,428,843	
Sinking funds		56,420,551	
		<u>2,344,008,292</u>	
Not negotiable:			
Québec Savings bonds	269,614,600		
Government of Canada	<u>91,690,505</u>	<u>361,305,105</u>	2,705,313,397
Other loans			98,430,684
Assumed debts			108,939,328
		Total	<u>2,919,683,409</u>
The public debt is reimbursable as follows:			
In Canadian currency			2,477,873,145
In foreign currencies — Canadian equivalent at the date of borrowings:			
In United States currency		397,290,733	
In Federal Republic of Germany currency		<u>100,940,082</u>	498,230,815
			<u>2,976,103,960</u>
Sinking funds			56,420,551
			<u>2,919,683,409</u>

The above statements are published in accordance with section 11 of chapter 17 of the Statutes of 1970.

RHÉAL CHATELAIN, C.A.
Comptroller of Finance.

RAYMOND GARNEAU
Minister of Finance.

Québec, September 30, 1972.

48221-0

**Ministère des institutions
financières, compagnies et
coopératives
Assurances**

**Department of Financial
Institutions, Companies and
Cooperatives
Insurance**

The Waterloo Mutual Insurance Company

*Avis d'annulation de permis et de certificat
d'enregistrement*

Attendu que « The Waterloo Mutual Insurance Company » dont le siège social est situé à Waterloo, province d'Ontario, a cessé de faire affaires dans la province de Québec le 30 août 1972;

Attendu que « The Waterloo Mutual Insurance Company » a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que le 30 août 1972, elle ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif, ses contrats ayant été réassurés ou acquittés;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « The Waterloo Mutual Insurance Company » sont annulés à compter du 30 août 1972.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 31 août 1972.

*Pour le ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives de la province,
Le surintendant des assurances,*

48028-38-2-0

ROGER-A. CAMARAIRE.

The Waterloo Mutual Insurance Company

*Notice of Cancellation of License and Certificate
of Registration*

Whereas "The Waterloo Mutual Insurance Company" whose head office is situated at Waterloo, Province of Ontario, has ceased to do business in the Province of Québec on the 30th of August 1972;

Whereas "The Waterloo Mutual Insurance Company" has filed with the Insurance Branch a declaration to the effect that on the 30th of August 1972, it had no assets and no liabilities, all its contracts having been reinsured or having been discharged;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "The Waterloo Mutual Insurance Company" are cancelled as from the 30th of August 1972.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 31st of August 1972.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,*

48028-38-2-0

Superintendent of Insurance.

**La Compagnie d'Assurance Mutuelle Feu
de la Municipalité de Bonaventure,
Comté de Bonaventure**

*Avis d'annulation de permis et de certificat
d'enregistrement*

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle Feu de la Municipalité de Bonaventure, Comté de Bonaventure », a été formée par un règlement du Conseil Municipal adopté le 11 avril 1921;

Attendu que le Conseil Municipal a adopté à une séance spéciale tenue le 12 août 1971, un règlement abrogeant le règlement qui avait formé ladite compagnie, à laquelle les membres présents de la compagnie ont donné leur approbation;

Attendu que le maire et le secrétaire-trésorier de ladite municipalité ont produit au Service des assurances, le 12 septembre 1972, une déclaration assermentée à l'effet que la compagnie a annulé toutes ses polices et payé toutes ses dettes;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle Feu de la Municipalité de Bonaventure, Comté de Bonaventure », sont annulés à compter du 12 septembre 1972.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 12 septembre 1972.

*Pour le ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,*

48231-39-2-0

ROGER-A. CAMARAIRE.

**La Compagnie d'Assurance Mutuelle Feu
de la Municipalité de Bonaventure,
Comté de Bonaventure**

*Notice of Cancellation of License and Certificate
of Registration*

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle Feu de la Municipalité de Bonaventure, Comté de Bonaventure", has been incorporated by a Municipal Council By-Law on the 11th of April 1921;

Whereas the Municipal Council has adopted at a general meeting held on the 12th of August 1971, a By-Law to the effect of repealing the By-Law having incorporated the said company to which present members of the company have given their approbation;

Whereas the mayor and the secretary-treasurer on the said Municipality have filed with the Insurance Branch, on the 12th of September 1972, a sworn declaration to the effect that the company has cancelled all its policies and discharged all its debts;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle Feu de la Municipalité de Bonaventure, Comté de Bonaventure", are cancelled as from the 12th of September 1972.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 12th of September 1972.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,*

48231-39-2-0

Superintendent of Insurance.

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 1er décembre 1971.

M. Michael Cain, avocat et membre du Barreau du Québec, de Chicoutimi: conseil en loi de la Reine.

Québec, le 28 juin 1972.

M. Paul-A. Bélanger, avocat, membre du Barreau du Québec et conseil en loi de la Reine, 1810, boulevard Cournoyer, Tracy: juge des Sessions, avec juridiction dans toute la province mais tout particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire de Montréal, avec résidence dans la cité de Montréal ou le voisinage immédiat, ledit M. Paul-A. Bélanger, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge des Sessions, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 466 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 28 juin 1972.

Québec, le 26 juillet 1972.

M. Denys Aubé, avocat et membre du Barreau du Québec, 3450 Place Trianon, Sainte-Foy, Qué., nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20 et ses amendements) juge de la Cour provinciale pour exercer la juridiction prévue par l'article 126 de cette loi dans toute la province mais particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire de Québec, avec résidence dans la ville de Québec ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Denys Aubé, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 20 août 1972.

Québec, le 26 juillet 1972.

M. Robert Cliche, avocat et membre du Barreau du Québec, boulevard Vanier, Saint-Joseph de Beauce, Qué., nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20 et ses amendements) juge de la Cour provinciale pour exercer la juridiction prévue par l'article 126 de cette loi dans toute la province mais particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire de Québec, avec résidence dans la ville de Québec ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Robert Cliche, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 20 août 1972.

Appointments

Notice is given that it has pleased the Lieutenant-Governor in Council to make, by Commission under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Québec, December 1, 1971.

Mr. Michael Cain, lawyer and member of the Bar of Québec, of Chicoutimi: Queen's Counsel learned in the law.

Québec, June 28, 1972.

Mr. Paul-A. Bélanger, lawyer, member of the Bar of Québec and Queen's Counsel learned in the law, 1810 Cournoyer Boulevard, Tracy: Judge of the Sessions, with jurisdiction in the entire Province but particularly and without restriction in the judicial District of Montreal, with residence in the City of Montreal or the immediate vicinity, the said Mr. Paul-A. Bélanger, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Sessions, being authorized to exercise, under the authority of paragraph *(b)* of article 466 of the Criminal Code, the jurisdiction of a magistrate under Part XVI of said Criminal Code, the foregoing to take effect on June 28, 1972.

Québec, July 26, 1972.

Mr. Denys Aubé, lawyer and member of the Bar of Québec, 3450 Place Trianon, Ste. Foy, Québec, appointed pursuant to section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 20 and its amendments) Judge of the Provincial Court to exercise the jurisdiction provided for in section 126 of this Act in the entire Province but particularly and without restriction in the judicial District of Québec, with residence in the City of Québec or in the immediate vicinity, the said Mr. Denys Aubé, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, being authorized to exercise, under the authority of paragraph *(b)* of article 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of a Magistrate under Part XVI of said Criminal Code, the foregoing to take effect on August 20, 1972.

Québec, July 26, 1972.

Mr. Robert Cliche, lawyer and member of the Bar of Québec, Vanier Boulevard, St. Joseph-de-Beauce, Québec, appointed pursuant to section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 20 and its amendments) Judge of the Provincial Court to exercise the jurisdiction provided for by section 126 of this Act in the entire Province but particularly and without restriction in the judicial District of Québec, with residence in the City of Québec or in the immediate vicinity, the said Mr. Robert Cliche, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, being authorized to exercise, under the authority of paragraph *(b)* of article 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of a magistrate under Part XVI of said Criminal Code, the foregoing to take effect on August 20, 1972.

Québec, le 26 juillet 1972.

M. Robert Hamel, avocat et membre du Barreau du Québec, 12635, rue Lacordaire, Montréal 461, Qué., nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20 et ses amendements) juge de la Cour provinciale pour exercer la juridiction prévue par l'article 126 de cette loi dans toute la province mais particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire de Montréal, avec résidence dans la ville de Montréal ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Robert Hamel, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 28 août 1972.

Québec, le 26 juillet 1972.

M. Yvon Mercier, avocat et membre du Barreau du Québec, 70, 7e avenue, Montmagny, Qué., nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20 et ses amendements) juge de la Cour provinciale pour exercer la juridiction prévue par l'article 126 de cette loi dans toute la province mais particulièrement et sans restriction dans les districts judiciaires de Montmagny et de Beauce, avec résidence dans la cité de Montmagny ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Yvon Mercier, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 28 août 1972.

Québec, le 22 septembre 1972.

48113-o JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Québec, July 26, 1972.

Mr. Robert Hamel, lawyer and member of the Bar of Québec, 12635 Lacordaire Street, Montreal 461, Québec, appointed pursuant to section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 20 and its amendments) Judge of the Provincial Court to exercise the jurisdiction provided for by section 126 of this Act in the entire Province but particularly and without restriction in the judicial District of Montreal, with residence in the City of Montreal or in the immediate vicinity, the said Mr. Robert Hamel, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, being authorized to exercise, under the authority of paragraph (b) of article 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of a magistrate under Part XVI of said Criminal Code, the foregoing to take effect on August 28, 1972.

Québec, July 26, 1972.

Mr. Yvon Mercier, lawyer and member of the Bar of Québec, 70-7th Avenue, Montmagny, Québec, appointed pursuant to section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 20 and its amendments) Judge of the Provincial Court to exercise the jurisdiction provided for by section 126 of this Act in the entire Province but particularly and without restriction in the judicial Districts of Montmagny and Beauce, with residence in the City of Montmagny or in the immediate vicinity, the said Mr. Yvon Mercier, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, being authorized to exercise, under the authority of paragraph (b) of article 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of a magistrate under Part XVI of said Criminal Code, the foregoing to take effect on August 28, 1972.

Québec, September 22, 1972.

48113 JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Avis divers

Ville de Bagotville
Comté de Dubuc
Avis de correction
Tirage d'obligations

Veillez prendre note que le numéro du règlement en vertu duquel les obligations émises, ont été tirées au sort, devrait se lire 273 au lieu de 243, tel qu'il avait été mentionné dans l'avis qui a paru dans la *Gazette officielle du Québec* du 23 septembre 1972, à la page 8758.

Tous les autres détails contenus dans ledit avis demeurent inchangés.

Ce 25 septembre 1972.

48214-o Le secrétaire-trésorier,
J.-EUGÈNE TREMBLAY.

Miscellaneous Notices

Town of Bagotville
County of Dubuc
Notice of correction
Drawing of bonds

Please kindly note that the number of the by-law under which the bonds issued have been drawn by lots, shall be read 273 instead of 243 as mentioned in the *Québec Official Gazette* of September 23rd, 1972, on page 8758.

All the other details contained in the said notice remain unchanged.

September 25, 1972.

48214-o J.-EUGÈNE TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

Corporation municipale de Ste-Adèle

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, que la corporation municipale de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, à l'expiration des délais légaux, suivant la publication du présent avis, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et, pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des articles 12 et suivants de la Loi des cités et villes.

La municipalité de ville projetée portera le nom de « Ste-Adèle ».

Ledit territoire de la municipalité de la ville de Ste-Adèle sera compris dans les limites suivantes:

Partant du chemin de l'angle sud du lot vingt-quatre (lot 24), rang 1, canton de Morin, de là, en se référant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Adèle d'Abercrombie, successivement les lignes et démarcation suivantes:

La ligne sud-est des rangs 1, canton de Morin et XI du canton d'Abercrombie jusqu'à la ligne médiane du lot 4A du rang X du canton d'Abercrombie; puis, dans le canton d'Abercrombie la ligne médiane du lot 4A, dans une direction sud-est sur une distance de mille huit cent vingt-deux pieds et trois dixièmes de pied (1822.3'); une ligne dans le lot 4-A dans une direction N. 54° 41' E. sur une distance de quatre cent cinquante-six pieds et sept dixièmes de pied (456.7'); partie de la ligne sud-ouest du lot 5-A dans une direction N. 35° 19' O. sur une distance de cent quatre-vingt-deux pieds et deux dixièmes de pied (182.2'); une ligne dans ledit lot 5-A, dans une direction N. 0° 51' O. sur une distance de sept cent soixante-quatorze pieds (774.0'); une ligne dans les lots 5-A et 6-A, dans une direction N. 56° 38' E. sur une distance de huit cent soixante pieds (860.0') jusqu'à un point situé sur la ligne médiane du lot 6-A, ce point étant à une distance de neuf cent soixante pieds (960.0') au sud-est de la ligne de division entre les rangs X et XI; la ligne médiane du lot 6-A, dans une direction sud-est sur une distance de mille quatre cent soixante-neuf pieds et huit dixièmes de pied (1469.8'); une ligne à travers partie des lots 6-A et 7-A, dans une direction N. 34° 46' E. sur une distance de mille vingt et un pieds (1021.0'); une ligne dans le lot 7-A, dans une direction S. 26° 01' E. sur une distance de quatre-vingt pieds (80.0') et une autre ligne de direction N. 88° 37' E. sur une distance de trois cent quatre-vingt-huit pieds (388.0'); partie de la ligne sud-ouest du lot 8-A, dans une direction sud-est jusqu'à un point situé à quatre arpents (4 arpents) au nord-ouest d'un ancien chemin public localisé en partie sous les assiettes de la nouvelle route 11 et de l'autoroute des Laurentides; une ligne dans le lot 8A, dans une direction nord-est sur une distance de un arpent et demi (1½ arpent); une autre ligne dans une direction sud-est parallèle à la ligne de division entre les lots 7-A et 8-A jusqu'à un point situé à un arpent (1 arpent) au nord-ouest d'un ancien chemin public localisé en partie sous les assiettes de la nouvelle route 11 et de l'autoroute des Laurentides; une ligne dans une direction nord-est sur une distance de un arpent (1 arpent); une autre ligne dans une direction sud-est parallèle à ladite ligne de division entre

Municipal Corporation of St. Adèle

Public notice is hereby given by the undersigned that the municipal corporation of St. Adèle, county of Terrebonne, at the expiry of legal delays, following upon the publication of this notice, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to ask for the erection of its territory into a town municipality and to obtain letters patent for this purpose, under the authority of sections 12 and according to the Cities and Towns Act.

The proposed town municipality shall be known as "St. Adèle".

The said territory of the municipality of the town of St. Adèle shall be included within the following limits:

Starting from the road at the southern angle of lot twenty-four (lot 24), range 1, township of Morin, thence, relating to the official cadastre of the parish of St. Adèle d'Abercrombie by passing successively along the following lines and demarcations:

The southeast line of ranges 1, township of Morin and XI of the township of Abercrombie to the median line of lot 4-A of range X of the township of Abercrombie; then, in the township of Abercrombie, the median line of lot 4-A, in a southeasterly direction a distance of one thousand, eight hundred and twenty-two and three tenths feet (1822.3); a line on lot 4-A in a N. 54° 41' E. direction, a distance of four hundred and fifty-six and seven tenths feet (456.7); part of the southwest line of lot 5-A in a N. 35° 19' W. direction, a distance of one hundred and eighty-two and two tenths feet (182.2); a line on said lot 5-A, in a N. 0° 51' W. direction, a distance of seven hundred and seventy-four feet (774.0); a line on lots 5-A and 6-A, in a N. 56° 38' E. direction, a distance of eight hundred and sixty feet (860.0) to a point situated on the median line of lot 6-A, this point lying at a distance of nine hundred and sixty feet (960.0) southeast of the line of division between ranges X and XI; the median line of lot 6-A in a southeasterly direction, a distance of one thousand four hundred and sixty-nine and eight tenths feet (1469.8); a line across part of lots 6-A and 7-A, in a N. 34° 46' E. direction, a distance of one thousand twenty-one feet (1021.0); a line on lot 7-A, in a S. 26° 01' E. direction, a distance of eighty feet (80.0) and another line in a N. 88° 37' E. direction, a distance of three hundred and eighty-eight feet (388.0); part of the southwest line of lot 8-A, in a southeasterly direction to a point situated at four arpents (4 arpents) northwest of a former public road located in part under the foundation of new Highway 11 and the Laurentian Autoroute; a line on lot 8-A, in a northeasterly direction, a distance of one and one-half arpent (1½ arpent); another line in a southeasterly direction parallel to the line of division between lots 7-A and 8-A to a point situated at one arpent (1 arpent) northwest of a former public road located partly under the foundations of new Highway 11 and the Laurentian Autoroute; a line in a northeasterly direction, a distance of one arpent (1 arpent); another line in a southeasterly direction parallel to the said line of division between lots 7-A and 8-A and at a distance of two and one-half arpents (2½ arpents)

les lots 7-A et 8-A et à une distance de deux arpents et demi (2½ arpents) d'icelle jusqu'au côté nord-ouest d'un ancien chemin public localisé en partie sous les assiettes de la nouvelle route 11 et de l'autoroute des Laurentides; le côté nord-ouest dudit chemin public dans une direction nord-est jusqu'à la ligne séparative des lots 9-A et 10-A; partie de la ligne sud-ouest du lot 10-A, dans une direction sud-est jusqu'à la rive nord-ouest de la rivière du Nord; en remontant le cours de ladite rivière du Nord en suivant les rives nord-ouest puis ouest de ladite rivière jusqu'à la ligne séparative des lots 21-A et 22 du rang X; la ligne nord-est du lot 21-A du rang X, canton d'Abercrombie; partie de la ligne séparative des rangs X et XI du canton d'Abercrombie en allant vers le nord-est; partie de la ligne sud-ouest du lot 1, rang V, canton de Wexford; partie de la ligne séparative des rangs V et IV en allant vers le nord-est; la ligne nord-est du lot 10, dans chacun des rangs V, VI, VII et VIII; la ligne séparative des rangs VIII et IX, canton de Wexford en allant vers le sud-ouest; partie de la ligne sud-ouest du lot 1, rang VIII, canton de Wexford; la ligne nord-ouest du lot 11 dans chacun des rangs XI et X, du canton de Morin; la ligne sud-ouest du lot 11 et partie de la ligne sud-ouest du lot 10, rang X; la ligne sud-est du lot 1, du rang IV, canton de Morin; les lignes nord-est et nord-ouest du lot 2B, dudit rang IV; partie de la ligne nord-est du lot 3 en allant vers le nord-ouest; la ligne séparative des rangs IV et V en allant vers le sud-ouest; la ligne sud-ouest du lot 24 de chacun des rangs IV, III et II du canton de Morin; partie de la ligne sud-est du lot 24, du rang 11, canton de Morin; la ligne sud-ouest du lot 24, du rang 1, canton de Morin jusqu'au point de départ.

Contenant une superficie de dix-huit mille, sept cent soixante acres, mesures anglaises.
(Superficie: 18,760.0 acres).

Au répertoire des municipalités, édition 1972, la population pour la municipalité de Ste-Adèle était de 3,826 âmes.

Daté à Ste-Adèle, ce 25e jour de septembre 1972.

Le secrétaire-trésorier,

48228-39-2-0

GASTON DESCHAMPS.

Succession de Bernard Robert

Avis est par la présente donné que Dame Marie Tarte, ménagère, veuve non remariée de Bernard Robert, domiciliée à Ste-Sabine, agissant en sa qualité de tutrice de ses enfants mineurs, savoir: Raoul, âgé de dix-sept ans, Aline, âgée de quatorze ans, Madeleine, âgée de douze ans, Sylvie, âgée de neuf ans, et Normand, âgé de sept ans, tous nés de son mariage avec Bernard Robert, nommée par acte de tutelle homologué en Cour Supérieure, district de Bedford, le 11 août 1972 sous le numéro de dossier: 10969. Lesdits enfants mineurs étant héritiers de leur père, feu Bernard Robert, en son vivant cultivateur, domicilié à Ste-Sabine, où il est décédé, le 4 juillet 1972, sans laisser de testament, Dame Marie Tarte a accepté, pour et au nom desdits mineurs, la succession dudit Bernard Robert sous bénéfice d'inventaire aux termes d'un acte exécuté devant Me Pierre Robert, notaire, au 389 est, rue Principale, Farnham, daté le premier août, mil neuf cent soixante-

from the latter to the northwestern side of a former public road located partly under the foundations of new Highway 11 and the Laurentian Autoroute; the north-west side of the said public road in a northeasterly direction to the line separating lots 9-A and 10-A; part of the southwest line of lot 10-A, in a southeasterly direction to the northwest bank of Nord River; following the course of the said Nord River by following the northwest then west banks of the said river to the line separating lots 21-A and 22 of range X; the north-east line of lot 21-A of range X, township of Abercrombie; part of the line separating ranges X and XI of the township of Abercrombie running to the northeast; part of the southwest line of lot 1, range V, township of Wexford; part of the line separating ranges V and IV on the northeast; the northeast line of lot 10, in each range V, VI, VII and VIII; the line separating ranges VIII and IX, township of Wexford on the southwest; part of the southwest line of lot 1, range VIII, township of Wexford; the northwest line of lot 11 in each range XI and X, of the township of Morin; the southwest line of lot 11 and part of the southwest line of lot 10, range X; the southeast line of lot 1, range IV, township of Morin; the northeast and northwest lines of lot 2-B, of said range IV, part of the northeast line of lot 3 on the northwest; the line separating ranges IV and V on the southwest; the southwest line of lot 24 of each range IV, III and II of the township of Morin; part of the southeast line of lot 24, range 11, township of Morin; the southwest line of lot 24, range 1, township of Morin to the starting point.

Measuring eighteen thousand seven hundred and sixty acres, English measure, in area.
(Area: 18,760.0 acres).

In the register of the municipalities for 1972, the population of the municipality of St. Adèle consisted of 3,826 souls.

Dated at St. Adèle, this 25th day of September, 1972.

GASTON DESCHAMPS,

Secretary-Treasurer.

48228-39-2

Estate of Bernard Robert

Notice is hereby given that Mrs. Marie Tarte, housewife, unmarried widow of Bernard Robert, domiciled in Ste-Sabine, acting in her capacity as tutor of her minor children, to wit: Raoul, seventeen years old, Aline, fourteen years old, Madeleine, twelve years old, Sylvie, nine years old, and Normand, seven years old, all born from her marriage with Bernard Robert, appointed by acts of tutorship homologated in Superior Court, district of Bedford, on August 11, 1972, under File number: 10969. The said minor children heirs of their father, the late Bernard Robert, while living farmer, domiciled in St-Sabine, where he died on July 4, 1972 without leaving a will. Mrs. Marie Tarte accepted, for and in the name of the said minors. The estate of the said Bernard Robert under benefit of inventory according to the terms of a deed fulfilled before Me Pierre Robert, notary, at 389 Main Street East, Farnham, dated the first day of August, one thousand nine

douze et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Missisquoi le 7 septembre 1972, sous le numéro: 133794.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant le notaire Pierre Robert et peut être consulté à ses bureaux, à l'adresse ci-dessus.

Après deux mois du présent avis, la tutrice, pour et au nom desdits mineurs bénéficiaires, paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Donné à Farnham, ce 18^e jour de septembre 1972.

Le notaire,

48153-o

PIERRE ROBERT.

Pierre Bourgault vs Robert Bourassa et al.

Canada, province de Québec, Cour Provinciale, district de Montréal, No: 3681 *Ex-parte*, (Loi de la contestation des élections provinciales), PIERRE BOURGAULT, pétitionnaire; vs ROBERT BOURASSA, défendeur et PAUL OUELLET, CONRAD TOUCHETTE, CLÉMENT PATRY, mis en cause.

Avis

Le pétitionnaire a l'intention de discontinuer sa pétition conformément à 1964 S.R.Q. chapitre 8.

Montréal, le 5 septembre 1972.

L'avocat du pétitionnaire,

48179-o

POTHIER FERLAND.

Claude Grégoire vs André Marchand et al.

Canada, province de Québec, Cour Provinciale, district de Montréal, No: 3683 *Ex-parte*, (Loi de la contestation des élections provinciales), CLAUDE GRÉGOIRE, pétitionnaire; vs ANDRÉ MARCHAND, défendeur et RENÉ LEVESQUE, RAPHAËL ESPOSITO, JOSEPH ALFRED LEVESQUE, mis en cause.

Avis

Le pétitionnaire a l'intention de discontinuer sa pétition conformément à 1964 S.R.Q., chapitre 8.

Montréal, le 5 septembre 1972.

L'avocat du pétitionnaire,

48180-o

POTHIER FERLAND.

André Bouchard vs François Cloutier et al.

Canada, province de Québec, Cour Provinciale, district de Montréal, No: 3682 *Ex-parte*, (Loi de la contestation des élections provinciales), ANDRÉ BOUCHARD, pétitionnaire; vs FRANÇOIS CLOUTIER, défendeur et JACQUES PARIZEAU, mis en cause.

Avis

Le pétitionnaire a l'intention de discontinuer sa pétition conformément à 1964 S.R.Q., chapitre 8.

Montréal, le 5 septembre 1972.

L'avocat du pétitionnaire,

48181-o

POTHIER FERLAND.

hundred and seventy-two and registered at Missisquoi on September 7, 1972, under number 133794.

An inventory of the deceased's property was made before Pierre Robert, notary, and may be referred to at his offices, at the address hereabove.

Two months following this notice, the tutor, for and in the name of the said beneficiary minors, shall pay the creditors as they are made know, according to law.

Given in Farnham, this 18th day of September, 1972.

PIERRE ROBERT,

Notary.

48153-o

Pierre Bourgault vs Robert Bourassa et al.

Canada, Province of Québec, Provincial Court, District of Montreal, No.: 3681 *Ex-parte*, (Provincial Controverted Elections Act), PIERRE BOURGAULT, petitioner; vs ROBERT BOURASSA, defendant and PAUL OUELLET, CONRAD TOUCHETTE, CLÉMENT PATRY, mis en cause.

Notice

The petitioner intends to discontinue his petition in conformity with 1964 R.S.Q., chapter 8.

Montreal, this 5th of September 1972.

POTHIER FERLAND,

Attorney for petitioner.

48179-o

Claude Grégoire vs André Marchand et al.

Canada, Province of Québec, Provincial Court, District of Montreal, No.: 3683 *Ex-parte*, (Provincial Controverted Elections Act), CLAUDE GRÉGOIRE, petitioner, vs ANDRÉ MARCHAND, defendant and RENÉ LEVESQUE, RAPHAËL ESPOSITO, JOSEPH ALFRED LEVESQUE, mis en cause.

Notice

The petitioner intends to discontinue his petition in conformity with 1964 R.S.Q., chapter 8.

Montreal, this 5th of September 1972.

POTHIER FERLAND,

Attorney for petitioner.

48180-o

André Bouchard vs François Cloutier et al.

Canada, Province of Québec, Provincial Court, District of Montreal, No.: 3682 *Ex-parte*, (Provincial Controverted Elections Act), ANDRÉ BOUCHARD, petitioner; vs FRANÇOIS CLOUTIER, defendant and JACQUES PARIZEAU, mis en cause.

Notice

The petitioner intends to discontinue his petition in conformity with 1964 R.S.Q., chapter 8.

Montreal, this 5th of September 1972.

POTHIER FERLAND,

Attorney for petitioner.

48181-o

La cité de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie des États-Unis de l'émission désignée « 5% Sinking Fund Debentures for Public Works, due November 1, 1990 » (ci-après appelées « Obligations ») de la Ville de Montréal, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 1er novembre 1972, conformément aux dispositions des Obligations, les Obligations suivantes (ou partie de ces Obligations) de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100% de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations entièrement immatriculées portant le préfixe RE, rachetables le 1er novembre 1972 jusqu'à concurrence du montant en principal apparaissant vis-à-vis chacun des numéros suivants:

3126.....	\$282,000	3140.....	\$ 5,000	3182.....	\$ 7,000
3127.....	47,000	3142.....	47,000	3184.....	2,000
3128.....	118,000	3158.....	7,000	3185.....	14,000
3137.....	5,000	3171.....	10,000	3186.....	12,000
3138.....	42,000	3181.....	2,000		

Numéros des obligations à coupons, portant le préfixe E, rachetables le 1er novembre 1972: AUCUN NUMÉRO.

Les obligations (ou partie de ces obligations) devant être ainsi rachetées, deviendront échues et payables et seront payées en telles espèces ou monnaie des États-Unis d'Amérique qui, au moment du paiement, aura cours légal pour le paiement des dettes publiques et privées dans lesdits États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montreal Trust Company ou de The Royal Bank of Canada Trust Company, Borough of Manhattan, Cité et État de New-York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, et dans le cas d'obligations à coupons, avec tous les coupons échéant après le 1er novembre 1972 attachés.

Les obligations entièrement immatriculées et les obligations à coupons immatriculées quant au principal doivent être accompagnées de procuration pour leur transfert dûment exécutée en blanc.

Les obligations entièrement immatriculées représentant la partie non rachetée de toute obligation rachetée en partie seulement seront émises sans frais. Les obligations immatriculées seront immatriculées de la même manière que les obligations remises à moins d'instructions d'agir différemment.

Avis public est aussi par les présentes donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations (ou partie de ces obligations) présentement appelées pour paiement cessera de s'accroître le et après le 1 novembre 1972.

Daté à Montréal, ce huitième jour de septembre 1972.

Ville de Montréal,
ROGER BÉLANGER,
Directeur des finances.

48232-o

The City of Montreal

Notice of Redemption

To the holders of debentures payable in American Currency of the issue designated "5% Sinking Fund debentures for Public Works, due November 1, 1990" (herein called "Debentures") of the City of Montreal, Province of Québec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that the City of Montreal intends to and will redeem for SINKING FUND PURPOSES on November 1, 1972, pursuant to the provisions of the debentures, the following debentures (or portions thereof) as indicated, at 100% of principal amount plus accrued interest to the redemption date, namely:

Numbers of the fully registered debentures bearing the prefix RE, redeemable on November 1, 1972 to the extent of the principal amount shown against each of the following numbers:

	\$ 5,000	3182.....	\$ 7,000
	47,000	3184.....	2,000
	7,000	3185.....	14,000
	10,000	3186.....	12,000
	2,000		

Numbers of the coupon debentures bearing the prefix E, redeemable on November 1, 1972: NONE.

Debentures (or portions thereof) to be so redeemed, will become due and payable and will be paid in such coin or currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in said United States of America, at the office of Bank of Montreal Trust Company or of The Royal Bank of Canada Trust Company, in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America, upon presentation and surrender of debentures bearing the above numbers, and in the case of coupon debentures, with all coupons maturing after November 1, 1972 attached.

Fully registered debentures and coupon debentures registered as to principal must be accompanied by assignments for transfer powers duly executed in blank. Fully registered debentures representing the unredeemed portion of any debenture redeemed in part only will be issued without charge. Registered debentures will be registered in the same manner as the debentures surrendered in the absence of other instructions.

Public notice is also hereby given that all interest on the principal amount of the debentures (or portions thereof) presently called for payment will cease to accrue from and after November 1, 1972.

Dated at Montreal, this eighth day of September, 1972.

City of Montreal,
ROGER BÉLANGER,
Director of Finance.

48232-o

La cité de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie canadienne de l'émission désignée « Obligations 5½% à fonds d'amortissement pour travaux publics, échéant le 1er novembre 1977 » de la Cité de Montréal, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 1er novembre 1972, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes de l'émission ci-dessus mentionnée, à 100% de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations à coupons de \$1,000 chacune portant le préfixe A, rachetables le 1er novembre 1972:

230247	230257	230267	230440	230445	230554
230634	230641	230665	230694	230703	230713
230824	230828	230829	230838	231014	231015
231167	231168	231172	231176	231186	231196
231331	231421	231427	231478	231479	231485
231561	231568	231665	231671	231675	231701
231766	231771	231784	231798	231799	231804
232050	232052	232079	232090	232094	232096
232269	232326	232462	232482	232491	232501
232604	232605	232633	232671	232673	232676
232697	232698	232699	232702	232708	232709
232734	232739	232749	232759	232761	232764
232794	232810	232817	232823	232850	232863
232909	232919	232920	232948	232949	233109
233312	233362	233364	233366	233372	233374
233398	234383	234387	234607	234608	234609
235018	235019	235057	235067	235077	235095
235113	235115	235125	235126	235131	235132
235191	235192	235256	235257	235259	235269
235351	235355	235356	235371	235391	235440
235457	235458	235465	235468	235536	235538
235561	235584	235594	235667	235684	235690
236025	236202	236205	236207	236246	236261
236401	236410	236411	236412	236415	236416
236453	236496	236498	236502	236512	236516
236558	236559	236561	236562	236563	236564
236596	236606	236607	236613	236616	236623
236756	236812	236814	236815	236819	236823
237316	237317	237322	237336	237339	237341
237386	237388	237399	237411	237444	237480
237477	237480	237483	237484	237517	237536
237703	237706	237707	237713	237715	237716
237758	237796	237799	237800	237801	237802
238033	238157	238158	238210	238212	238225
238472	238475	238504	238505	238734	238748

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées, au choix du détenteur, en monnaie légale du Canada, au bureau principal de la Banque de Montréal, de la Banque Canadienne Nationale, de La Banque Royale du Canada ou de La Banque Provinciale du Canada, situé dans les villes de Montréal, Toronto, Halifax, Saint-John, N.B., Québec, Winnipeg ou Vancouver, Canada,

The City of Montreal

Notice of Redemption

To the holders of Debentures payable in Canadian Currency of the issue designated "5½% Sinking Fund Debentures for Public Works, due November 1, 1977" of the City of Montreal, Province of Québec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that the City of Montreal intends to and will redeem FOR SINKING FUND PURPOSES on November 1, 1972, pursuant to the provisions of the debentures, the following debentures of the above-mentioned issue at 100% of principal amount plus accrued interest to the redemption date, namely:

Numbers of the coupon debentures of \$1,000 each, bearing the prefix A, redeemable on November 1, 1972:

230570	230572	230573	230575	230594	230604
230714	230724	230733	230793	230797	230799
231076	231077	231081	231082	231083	231166
231206	231266	231268	231314	231316	231327
231486	231489	231511	231531	231538	231548
231721	231744	231745	231760	231761	231762
231809	231939	231957	231965	231967	231972
232097	232098	232099	232229	232240	232249
232504	232511	232512	232573	232577	232602
232687	232688	232689	232694	232695	232696
232711	232717	232718	232721	232726	232731
232767	232771	232773	232781	232784	232793
232880	232881	232882	232884	232901	232903
233275	233278	233280	233283	233286	233311
233377	233378	233389	233392	233393	233397
234781	234782	234783	235014	235016	235017
235096	235097	235106	235107	235109	235112
235157	235158	235161	235164	235166	235190
235281	235295	235296	235297	235301	235303
235445	235446	235447	235448	235449	235454
235539	235547	235548	235549	235555	235560
235800	235803	235804	236015	236022	236024
236290	236317	236318	236319	236326	236330
236426	236432	236436	236438	236440	236452
236526	236545	236554	236555	236556	236557
236565	236572	236573	236576	236577	236595
236624	236636	236639	236640	236657	236660
236837	236839	236859	237258	237271	237307
237344	237347	237348	237349	237382	237383
237461	237467	237468	237469	237472	237474
237537	237539	237632	237667	237668	237690
237717	237718	237739	237744	237745	237757
237905	237906	237907	237928	238020	238025
238226	238408	238410	238463	238465	238468
238758	238778				

The debentures to be so redeemed will become due and payable and will be paid, at the option of the holder, in lawful money of Canada, at the principal office of Bank of Montreal, Bank Canadian National, The Royal Bank of Canada or The Provincial Bank of Canada located in the cities of Montreal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Québec, Winnipeg or Vancouver, Canada, upon presentation and surrender of

sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er novembre 1972 attachés. Les obligations enregistrées quant au principal devront être accompagnées de procurations pour leur transfert dûment signée en blanc.

Avis public est aussi par les présentes donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations présentement appelées pour paiement cessera de s'accroître le et après le 1er novembre 1972.

Daté à Montréal, ce douzième jour de septembre 1972.

48232-o

Ville de Montréal,
ROGER BÉLANGER,
Directeur des finances.

debentures bearing the above mentioned numbers with all interest coupons maturing after November 1, 1972 attached. Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments for transfer powers duly executed in blank.

Public notice is also hereby given that all interest on the principal amount of the debentures presently called for payment will cease to accrue from and after November 1, 1972.

Dated at Montreal, this twelfth day of September, 1972.

48232-o

City of Montreal,
ROGER BÉLANGER,
Director of Finance.

La cité de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie canadienne des émissions ci-après désignées de la Cité de Montréal, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera le 1er novembre 1972 conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes comme mentionné ci-après, des émissions ci-dessous à 100 $\frac{1}{2}$ % de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

1 — *émission désignée*

* Émission de conversion de La Cité de Montréal 1946 * 3% échéant le 1er novembre 1973.

Numéros des obligations à coupons de \$1,000 chacune, portant le préfixe A, rachetables le 1er novembre 1972:

108346	108347	108415	108418	108425	108438
109089	109092	109098	109102	109103	109108
109581	109591	109593	109610	109611	109612
109749	109761	109762	109763	109766	109767
109806	109808	109814	109818	109824	109826
109869	109881	109882	109883	109884	109885
109925	109926	109927	109928	110022	110058
110119	110120	110124	110125	110126	110133
110248	110253	110277	110293	110297	110670
110775	110785	110789	110838	110851	110855
110903	110904	110908	110914	110931	110960
110996	110997	110998	111001	111007	111017
111166	111168	111284	111286	111394	111404
111507	111508	111509	111513	111520	111522
111562	111563	111568	111569	111576	111579
111711	111713	111714	111715	111716	111717
111756	111758	111759	111762	111766	111769
111857	111866	111884	111889	111907	111914
112051	112054	112072	112073	112076	112077
112100	112110	112119	112126	112127	112128
112148	112150	112152	112158	112159	112181
112251	112254	112268	112269	112311	112316

Numéros des obligations à coupons de \$500 chacune, portant le préfixe A, rachetables le 1er novembre 1972:

The City of Montreal

Notice of Redemption

To the holders of debentures payable in Canadian Currency of issues hereinafter designated of the City of Montreal, Province of Québec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that the City of Montreal intends to and will redeem on November, 1, 1972, pursuant to the provisions of the debentures, the debentures hereinafter November 1, 1972, pursuant to the provisions of the debentures, the debentures hereinafter mentioned, at 100 $\frac{1}{2}$ % of principal amount plus accrued interest to the redemption date, namely:

1 — *issue designated*

"City of Montreal 1946 Refunding issue" 3% due November 1, 1973.

Numbers of the coupon debentures of \$1,000 each, bearing the prefix A, redeemable on November 1, 1972:

108448	108478	108766	109025	109026	109027
109112	109113	109172	109173	109189	109329
109613	109646	109647	109673	109683	109695
109769	109776	109788	109796	109798	109804
109828	109832	109834	109840	109842	109863
109886	109887	109888	109886	109898	109924
110068	110069	110070	110071	110080	110086
110138	110163	110164	110233	110236	110238
110671	110679	110683	110751	110752	110765
110878	110881	110891	110900	110901	110902
110968	110978	110989	110993	110994	110995
111062	111077	111087	111102	111146	111156
111484	111488	111500	111502	111505	111506
111523	111530	111532	111533	111544	111549
111584	111586	111589	111696	111698	111699
111731	111732	111737	111738	111739	111752
111776	111826	111827	111846	111847	111856
111924	111927	111933	111934	111935	112047
112078	112079	112082	112088	112090	112094
112129	112133	112138	112140	112141	112142
112222	112240	112241	112242	112245	112250
112336	112342	112396	112397	112413	

Numbers of the coupon debentures of \$500 each, bearing the prefix A, redeemable on November 1, 1972:

10707	10763	10764	10767	10768	10771	10774	10775	10781	10783	10784	10788
10811	10821	10824	10825	10831	10833	10837	10840	10852	10853	10856	10889
10890	10906	10932	10948	10949	10952	10985	11051	11137	11163	11207	11249
11263	11303	11305	11307	11317	11335	11336	11337	11338	11343	11344	11345

2 — émission désignée

« Émission de conversion de La Cité de Montréal 1947 en monnaie canadienne » 3% échéant le 1er novembre 1973.

Numéros des obligations à coupons de \$1,000 chacune, portant le préfixe A, rachetables le 1er novembre 1972:

173491	173492	173493	173494	173495	173496	173497	173498	173499	173500	173501	173502
173503	173504	173505	173506	173507	173508	173509	173510	173511	173512	173513	173514
173515	173516	173517	173518	173519	173520	173521	173522	173523	173524	173525	173526
173527	173528	173529	173530	173531	173532	173533	173534	173535	173536	173537	173538
173539	173540	173541	173542	173543	173544	173545	173546	173547	173548	173549	173550
173551	173552	173553	173554	173555	173556	173557	173558	173559	173560	173561	173562
173563	173564	173565	173566	173567	173568	173569	173570	173571	173572	173573	173574
173575	173576	173577	173578	173579	173580	173581	173582	173583	173584	173585	173586
173587	173588	173589	173590	173591	173592	173593	173594	173595	173596	173597	173598
173599	173600	173601	173602	173603	173604	173605	173606	173607	173608	173609	173610
173611	173612	173613	173614	173615	173616	173617	173618	173619	173620	173621	173622
173623	173624	173625	173626	173627	173628	173629	173630	173631	173632	173633	173634
173635	173636	173637	173638	173639	173640	173641	173642	173643	173644	173645	173646
173647	173648	173649	173650	173651	173652	173653	173654	173655	173656	173657	173658
173659	173660	173661	173662	173663	173664	173665	173666	173667	173668	173669	173670
173671	173672	173673	173674	173675	173676	173677	173678	173679	173680	173681	173682
173683	173684	173685	173686	173687	173688	173689	173690	173691	173692	173693	173694
173695	173696	173697	173698	173699	173700	173701	173702	173703	173704	173705	173706
173707	173708	173709	173710	173711	173712	173713	173714	173715	173716	173717	173718
173719	173720	173721	173722	173723	173724	173725	173726	173727	173728	173729	173730
173731	173732	173733	173734	173735	173736	173737	173738	173739	173740	173741	173742
173743	173744	173745	173746	173747	173748	173749	173750	173751	173752	173753	173754
173755	173756	173757	173758	173759	173760	173761	173762	173763	173764	173765	173766
173767	173768	173769	173770	173771	173772	173773	173774	173775	173776	173777	173778
173779	173780	173781	173782	173783	173784	173785	173786	173787	173788	173789	173790
173791	173792	173793	173794	173795	173796	173797	173798	173799	173800	173801	173802
173803	173804	173805	173806	173807	173808	173809	173810	173811	173812	173813	173814
173815	173816	173817	173818	173819	173820	173821	173822	173823	173824	173825	173826
173827	173828	173829	173830	173831	173832	173833	173834	173835	173836	173837	173838
173839	173840	173841	173842	173843	173844	173845	173846	173847	173848	173849	173850
173851	173852	173853	173854	173855	173856	173857	173858	173859	173860	173861	173862
173863	173864	173865	173866	173867	173868	173869	173870	173871	173872	173873	173874
173875	173876	173877	173878	173879	173880	173881	173882	173883	173884	173885	173886
173887	173888	173889	173890	173891	173892	173893	173894	173895	173896	173897	173898
173899	173900	173901	173902	173903	173904	173905	173906	173907	173908	173909	173910
173911	173912	173913	173914	173915	173916	173917	173918	173919	173920	173921	173922
173923	173924	173925	173926	173927	173928	173929	173930	173931	173932	173933	173934
173935	173936	173937	173938	173939	173940	173941	173942	173943	173944	173945	173946
173947	173948	173949	173950	173951	173952	173953	173954	173955	173956	173957	173958
173959	173960	173961	173962	173963	173964	173965	173966	173967	173968	173969	173970
173971	173972	173973	173974	173975	173976	173977	173978	173979	173980	173981	173982
173983	173984	173985	173986	173987	173988	173989	173990	173991	173992	173993	173994
173995	173996	173997	173998	173999	174000	174001	174002	174003	174004	174005	174006
174007	174008	174009	174010	174011	174012	174013	174014	174015	174016	174017	174018
174019	174020	174021	174022	174023	174024	174025	174026	174027	174028	174029	174030
174031	174032	174033	174034	174035	174036	174037	174038	174039	174040	174041	174042
174043	174044	174045	174046	174047	174048	174049	174050	174051	174052	174053	174054
174055	174056	174057	174058	174059	174060	174061	174062	174063	174064	174065	174066
174067	174068	174069	174070	174071	174072	174073	174074	174075	174076	174077	174078
174079	174080	174081	174082	174083	174084	174085	174086	174087	174088	174089	174090
174091	174092	174093	174094	174095	174096	174097	174098	174099	174100	174101	174102
174103	174104	174105	174106	174107	174108	174109	174110	174111	174112	174113	174114
174115	174116	174117	174118	174119	174120	174121	174122	174123	174124	174125	174126
174127	174128	174129	174130	174131	174132	174133	174134	174135	174136	174137	174138
174139	174140	174141	174142	174143	174144	174145	174146	174147	174148	174149	174150
174151	174152	174153	174154	174155	174156	174157	174158	174159	174160	174161	174162
174163	174164	174165	174166	174167	174168	174169	174170	174171	174172	174173	174174
174175	174176	174177	174178	174179	174180	174181	174182	174183	174184	174185	174186
174187	174188	174189	174190	174191	174192	174193	174194	174195	174196	174197	174198
174199	174200	174201	174202	174203	174204	174205	174206	174207	174208	174209	174210
174211	174212	174213	174214	174215	174216	174217	174218	174219	174220	174221	174222
174223	174224	174225	174226	174227	174228	174229	174230	174231	174232	174233	174234
174235	174236	174237	174238	174239	174240	174241	174242	174243	174244	174245	174246
174247	174248	174249	174250	174251	174252	174253	174254	174255	174256	174257	174258
174259	174260	174261	174262	174263	174264	174265	174266	174267	174268	174269	174270
174271	174272	174273	174274	174275	174276	174277	174278	174279	174280	174281	174282
174283	174284	174285	174286	174287	174288	174289	174290	174291	174292	174293	174294
174295	174296	174297	174298	174299	174300	174301	174302	174303	174304	174305	174306
174307	174308	174309	174310	174311	174312	174313	174314	174315	174316	174317	174318
174319	174320	174321	174322	174323	174324	174325	174326	174327	174328	174329	174330
174331	174332	174333	174334	174335	174336	174337	174338	174339	174340	174341	174342
174343	174344	174345	174346	174347	174348	174349	174350	174351	174352	174353	174354
174355	174356	174357	174358	174359	174360	174361	174362	174363	174364	174365	174366
174367	174368	174369	174370	174371	174372	174373	174374	174375	174376	174377	174378
174379	174380	174381	174382	174383	174384	174385	174386	174387	174388	174389	174390
174391	174392	174393	174394	174395	174396	174397	174398	174399	174400	174401	174402
174403	174404	174405	174406	174407	174408	174409	174410	174411	174412	174413	174414
174415	174416	174417	174418	174419	174420	174421	174422	174423	174424	174425	174426
174427	174428	174429	174430	174431	174432	174433	174434	174435	174436	174437	174438
174439	174440	174441	174442	174443	174444	174445	174446	174447	174448	174449	174450
174451	174452	174453	174454	174455	174456	174457	174458	174459	174460	174461	174462
174463	174464	174465	174466	174467	174468	174469	174470	174471	174472	174473	174474
174475	174476	174477	174478	174479	174480	174481	174482	174483	174484	174485	174486
174487	174488	174489	174490	174491	174492	174493	174494	174495	174496	174497	174498
174499	1										

teur, en monnaie légale du Canada, au bureau principal de la Banque de Montréal, de la Banque Canadienne Nationale, de La Banque Royale du Canada, ou de La Banque Provinciale du Canada, situé dans les villes de Montréal, Toronto, Halifax, Saint-John, N.B., Québec, Winnipeg ou Vancouver, Canada, sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er novembre 1972 attachés.

Les obligations enregistrées quant au principal devront être accompagnées de procuration pour leur transfert dûment exécutée en blanc.

Avis public est aussi par les présentes donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations présentement appelées pour paiement cessera de s'accroître le et après le 1er novembre 1972.

Daté à Montréal, ce douzième jour de septembre 1972.

Ville de Montréal,
ROGER BÉLANGER,
Directeur des finances.

48232-o

La cité de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie des États-Unis de l'émission désignée « 5% Sinking Fund Debentures for Metro Lines Construction, due November 1, 2004 » (ci-après appelées « Obligations ») de la Ville de Montréal, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 1er novembre 1972, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes (ou partie de ces obligations) de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100% de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations entièrement immatriculées portant le préfixe RE, rachetables le 1er novembre 1972 jusqu'à concurrence du montant en principal apparaissant vis-à-vis chacun des numéros suivants:

0010	\$ 25,000	0012	\$ 12,000
0018	\$ 25,000	0019	\$360,000
0024	\$ 8,000	0025	\$ 2,000
0032	\$ 8,000	0033	\$ 5,000
0037	\$ 5,000	0038	\$ 2,000
0043	\$ 3,000	0044	\$ 9,000
0055	\$ 1,000	0056	\$ 5,000
0060	\$ 6,000	0062	\$ 2,000
0070	\$ 2,000	0073	\$ 8,000
0078	\$ 6,000	0079	\$ 6,000
0085	\$ 1,000	0086	\$ 1,000
0139	\$ 1,000	0140	\$ 1,000
0165	\$ 3,000	0182	\$ 2,000
0191	\$ 3,000	0192	\$ 15,000
0198	\$ 8,000	0217	\$ 1,000
0221	\$ 8,000	0226	\$ 4,000

Numéros des obligations à coupons de \$1,000 chacune, portant le préfixe E, rachetables le 1er novembre 1972:

375139 375185

in lawful money of Canada, at the principal office of Bank of Montreal, Bank Canadian National The Royal Bank of Canada or The Provincial Bank of Canada located in the cities of Montreal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Québec, Winnipeg or Vancouver, Canada, upon presentation and surrender of debentures bearing the above numbers, with all coupons maturing after November 1, 1972 attached.

Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments for transfer powers duly executed in blank.

Public notice is also hereby given that all interest on the principal amount of the debentures presently called for payment will cease to accrue from and after November 1, 1972.

Dated at Montreal, this twelfth day of September, 1972.

City of Montreal,
ROGER BÉLANGER,
Director of Finance.

48232-o

The City of Montreal

Notice of Redemption

To the holders of debentures payable in American Currency of the issue designated "5% Sinking Fund Debentures for Metro Lines Construction, due November 1, 2004" (herein called "Debentures") of the City of Montreal, Province of Québec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that the City of Montreal intends to and will redeem for SINKING FUND PURPOSES on November 1, 1972, pursuant to the provisions of the debentures, the following debentures (or portions thereof) as indicated, at 100% of principal amount plus accrued interest to the redemption date, namely:

Numbers of the fully registered debentures bearing the prefix RE, redeemable on November 1, 1972 to the extent of the principal amount shown against each of the following numbers:

0016	\$ 62,000	0017	\$ 62,000
0022	\$ 8,000	0023	\$ 4,000
0029	\$ 1,000	0031	\$ 5,000
0035	\$ 6,000	0036	\$ 10,000
0040	\$ 2,000	0042	\$ 8,000
0049	\$ 1,000	0054	\$ 3,000
0058	\$ 1,000	0059	\$ 50,000
0065	\$ 9,000	0068	\$ 2,000
0076	\$ 7,000	0077	\$ 6,000
0083	\$ 1,000	0084	\$ 2,000
0113	\$ 12,000	0138	\$ 1,000
0156	\$ 25,000	0162	\$ 1,000
0189	\$ 3,000	0190	\$ 3,000
0195	\$ 3,000	0196	\$ 5,000
0219	\$ 22,000	0220	\$ 22,000

Numbers of the coupon debentures of \$1,000 each, bearing the prefix E, redeemable on November 1, 1972:

375139 375185

Les obligations (ou partie de ces obligations) devant être ainsi rachetées, deviendront échues et payables et seront payées en telles espèces ou monnaie des États-Unis d'Amérique qui, au moment du paiement, aura cours légal pour le paiement des dettes publiques et privées dans lesdits États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montreal Trust Company ou de The Royal Bank of Canada Trust Company, Borough of Manhattan, Cité et État de New-York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, et dans le cas d'obligations à coupons, avec tous les coupons échéant après le 1er novembre 1972 attachés.

Les obligations entièrement immatriculées et les obligations à coupons immatriculées quant au principal doivent être accompagnées de procuration pour leur transfert dûment exécutée en blanc. Les obligations entièrement immatriculées représentant la partie non rachetée de toute obligation rachetée en partie seulement seront émises sans frais. Les obligations immatriculées seront immatriculées de la même manière que les obligations remises à moins d'instructions d'agir différemment.

Avis public est aussi par les présentes donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations (ou partie de ces obligations) présentement appelées pour paiement cessera de s'accroître le et après le 1er novembre 1972.

Daté à Montréal, ce huitième jour de septembre 1972.

Ville de Montréal,
ROGER BÉLANGER,
Directeur des finances.

48232-o

Debentures (or portions thereof) to be so redeemed, will become due and payable and will be paid in such coin or currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in said United States of America, at the office of Bank of Montreal Trust Company or of The Royal Bank of Canada Trust Company, in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America, upon presentation and surrender of debentures bearing the above numbers, and in the case of coupon debentures, with all coupons maturing after November 1, 1972 attached.

Fully registered debentures and coupon debentures registered as to principal must be accompanied by assignments for transfer powers duly executed in blank. Fully registered debentures representing the unredeemed portion of any debenture redeemed in part only will be issued without charge. Registered debentures will be registered in the same manner as the debentures surrendered in the absence of other instructions.

Public notice is also hereby given that all interest on the principal amount of the debentures (or portions thereof) presently called for payment will cease to accrue from and after November 1, 1972.

Dated at Montreal, this eighth day of September, 1972.

City of Montreal,
ROGER BÉLANGER,
Director of Finance.

48232-o

Ventes par Shérifs

Sheriff's Sales

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

De Terris

District of Beauharnois

Cour Supérieure, { LAZURE & FRÈRE INC.,
No 12 626. { corporation dûment constituée,
ayant sa principale place d'affaires
à Huntingdon, district de Beauharnois & FLORIAN
RICHER, ouvrier, domicilié et résidant à Saint-Anicet,
district de Beauharnois et ÉGIDE ROBIDOUX,
homme d'affaires domicilié et résidant à Cazaville,
district de Beauharnois et LAURENT TAILLEFER,
électricien, domicilié et résidant à Huntingdon, district
de Beauharnois, demandeurs, contre GILBERT CHÉ-
NIER, comédien, résidant au 3965 rue Balzac à Ville
Brossard, district de Montréal, et LE REGISTRA-
TEUR du bureau d'enregistrement de Huntingdon,
mis en cause.

De Terris

District of Beauharnois

Superior Court, { LAZURE & FRÈRE INC.,
No. 12 626. { a corporation duly incorpo-
rated, with its principal place of
business at Huntingdon, District of Beauharnois and
FLORIAN RICHER, labourer, domiciled and residing at
St. Anicet, District of Beauharnois and ÉGIDE
ROBIDOUX, businessman, domiciled and residing at
Cazaville, District of Beauharnois and LAURENT
TAILLEFER, electrician, domiciled and residing at
Huntingdon, district of Beauharnois, plaintiffs; versus
GILBERT CHÉNIER, actor, residing at 3965 Balzac
Street, in the Town of Brossard, District of Montreal,
and THE REGISTRAR for the Huntingdon Registry
Office, mis en cause.

Un terrain situé à Saint-Anicet, comté de Huntingdon, étant une partie du lot neuf cent cinq (ptie 905) du cadastre des paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, mesurant six cents pieds de largeur (600') sur le chemin public par quatorze cents pieds de profondeur (1400') mesure anglaise, et plus ou moins, et borné: au nord par le chemin public, à l'ouest par le chemin de côté, au sud et à l'est par la balance dudit lot appartenant au vendeur avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Huntingdon, à Huntingdon, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Salaberry de Valleyfield, THÉRÈSE LEBLANC.
le 20e jour de septembre 1972. 48189-0

A lot of land located in St. Anicet, County of Huntingdon, being a part of lot nine hundred and five (pt. 905) of the cadastre for the parishes of St. Anicet and Ste. Barbe, measuring six hundred feet in width (600') on the public road by fourteen hundred feet in depth (1400') English measure, and more or less, and bounded: on the north by the public road, on the west by the side road, on the south and east by the remainder of the said lot belonging to the vendor with buildings erected thereon.

To be sold in the Huntingdon Division Registry Office, in Huntingdon, on the NINTH day of NOVEMBER, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, THÉRÈSE LEBLANC,
Salaberry de Valleyfield, Assistant Sheriff.
September 20, 1972. 48189

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montmagny
No C.S.M., { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE
11-983. { DU QUÉBEC, corps politique,
ayant son siège social en l'Hôtel du
Gouvernement, à Québec, district de Québec, demandeur, vs FERNAND TALBOT, Armagh-Station, comté de Bellechasse, district de Montmagny, défendeur.

« Le lot de terre connu au cadastre officiel pour le canton d'Armagh, comté de Bellechasse, sous le numéro dix-sept du rang est de la Fourche nord-ouest (17 - r. e. F. n. o.), avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, le TRENTE ET UNIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif,*
Palais de Justice, JEAN-PAUL TREMBLAY.
Montmagny, 19 septembre 1972. 48190-0

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Superior Court — District of Montmagny
No. M.S.C., { THE QUÉBEC FARM CREDIT
11-983. { BUREAU, a body politic, having
its head office in the Parliament Buildings, in Québec, District of Québec, plaintiff, vs FERNAND TALBOT, Armagh-Station, County of Bellechasse, District of Montmagny, defendant.

“A lot of land known on the official cadastre for the Township of Armagh, County of Bellechasse, under number seventeen in east Range of the northwest Fork (E. R. 17 - N. W. F.), with the buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.”

To be sold at the Registry Office of St. Raphaël, County of Bellechasse, on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER, 1972, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, JEAN-PAUL TREMBLAY,
Court House, Sheriff.
Montmagny, September 19, 1972. 48190

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montréal

No 790067. { GOINEAU & BOUSQUET CIE
{ LTÉE, corporation légalement
constituée, ayant sa place d'affaires au
164, boul. des Laurentides à Ville de Laval, district judiciaire de Montréal, demanderesse; vs PAUL ÉMILE PAQUETTE, résidant et domicilié au 136 - 7e Avenue Est à Ville de Laval, district judiciaire, de Montréal, défendeur; et LE REGISTRATEUR DE LAVAL, du 155, Je Me Souviens à ville de Laval, district judiciaire de Montréal, mis en cause.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Superior Court — District of Montreal

No. 790067. { GOINEAU & BOUSQUET CIE
{ LTÉE, a corporation legally incor-
porated, having its place of business at
164 des Laurentides Boulevard, in the City of Laval, judicial District of Montreal, plaintiff, vs PAUL-ÉMILE PAQUETTE, residing and domiciled at 136 - 7th Avenue East, in the City of Laval, judicial District of Montreal, defendant, and THE REGISTRAR OF LAVAL, 155 Je Me Souviens, in the City of Laval, judicial District of Montreal, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur le boulevard des Laurentides dans le district de Vimont en la ville de Laval, connu et désigné comme étant la redivision numéro quatre-vingt-dix-sept du lot originaire numéro six cent cinquante-quatre (654-97) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Martin. Avec bâtisses ci-dessus érigées et notamment celle portant le numéro 1982 dudit boulevard des Laurentides. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boul. Je Me Souviens, à Laval, P.Q., le TRENTE ET UNIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 21 septembre 1972. 48193-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-02381-72. { THE MORGAN TRUST COMPANY, demanderesse, vs JOHANNES TER METZ ET AL, défendeurs.

« Un emplacement ayant front sur le boulevard Châteauneuf, dans ville d'Anjou, connu comme la subdivision trois cent quarante-quatre du lot quatre cent trente-quatre (434-344) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue-Pointe.

Avec la bâtisse y érigée et portant le numéro civique 7771, boulevard Châteauneuf et dont les deux murs latéraux sont mitoyens. »

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 10^e étage, chambre 56, le DEUXIÈME jour de NOVEMBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 21 septembre 1972. 48202

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada. — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Montréal

No 02-014025-72. { VILLE DE LAVAL, corporation Ex-partie tion légalement constituée et 18-00936-72. { ayant son siège social à Laval, district de Montréal, demanderesse; vs ALBERTO FREITAS, défendeur.

Un immeuble situé à Laval, connu et désigné comme étant la subdivision cinq cent trente-six du lot originaire trois cent trente-sept (337-536) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Martin.

Avec bâtisses y érigée portant le numéro civique 480 Valois à Chomedey, quartier Laval.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 Boul. Je Me Souviens à Laval, le TRENTE ET UNIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, P.Q., ce 21 septembre 1972. 48200-0

“An emplacement fronting on the Laurentides Boulevard in the District of Vimont, City of Laval, known and described as being redivision number ninety-seven of original lot number six hundred and fifty-four (654-97) in the official plan and book of reference of the Parish of St-Martin. With buildings erected thereon, notably the one bearing number 1982 of said des Laurentides Boulevard.”

To be sold in the County of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, P.Q., on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, September 21, 1972. 48193

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-02381-72. { THE MORGAN TRUST COMPANY, plaintiff, vs JOHANNES TER METZ ET AL, defendants.

“An emplacement fronting on Châteauneuf Boulevard in Ville d'Anjou, known as subdivision three hundred and forty-four of lot four hundred and thirty-four (434-344) on the official plan and book of reference for the Parish of Longue-Pointe.

With the building thereon bearing civic number 7771 Châteauneuf Boulevard, the two lateral walls whereof are mitoyen.”

To be sold at the Sheriff's Office, at the Montreal Court House, 10 Craig street East, 10th floor, Room No. 56 on the SECOND day of NOVEMBER 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, September 21, 1972. 48202-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Montreal

No. 02-014025-72. { CITY OF LAVAL, corporation Ex Parte tion legally incorporated and 18-00936-72. { having its head office in Laval, District of Montreal, plaintiff; vs ALBERTO FREITAS, defendant.

An immoveable located in Laval, known and described as being subdivision five hundred and thirty-six of original lot three hundred and thirty-seven (337-536) on the official plan and in the book of reference for the Parish of St. Martin.

With a building erected thereon bearing civic number 480 Valois, in Chomedey, Laval Ward.

To be sold at the County of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, P.Q., September 21, 1972. 48200

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-816221-71. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, demanderesse, vs CLÉMENT G. SHEPPARD, défenderesse, et LE REGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue Rousseau, en la cité de Lasalle, composé de la subdivision numéro six cent trente-neuf du lot originaire numéro neuf cent soixante-dix (970-639) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine.

Avec tous ses droits, membres et appartenances et la bâtisse y érigée et portant les numéros civiques 2391, 2393, 2395 et 2397 de ladite rue Rousseau, cité de Lasalle.

Sujet à une servitude en faveur de la Corporation du gaz naturel, enregistrée sous le numéro 2036796 et à la servitude usuelle en faveur de l'Hydro-Québec et de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada enregistrée sous le numéro 2060231.

Ainsi que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve d'aucune sorte de la part de l'emprunteur. »

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de justice, 10 est rue Craig, 10^e étage, chambre 56, en la ville de Montréal, le DEUXIÈME jour de NOVEMBRE 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 21 septembre 1972. 48201

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 02-392 312-71, { FERNAND THIBAUT, *Ex-Parte:* 18-000488-72. { domicilié au 386 rue Walnut à St-Lambert, district de Montréal, demandeur, vs GÉRARD CAMIRAND, de domicile inconnu, défendeur.

« Un emplacement constitué de deux lots situés à Laval Ouest, connus et désignés comme étant partie du lot No deux cent cinquante-six des subdivisions du lot originaire No cent soixante-quatorze (174-Pties. 255 et 256) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose, mesurant chacune desdites parties vingt pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-cinq pieds (20' x 85') mesure anglaise et plus ou moins, et bornées comme suit:

en front par la 14^e Rue, à l'est par le lot No 174-257, à l'ouest par le lot No 174-254 et en arrière par le résidu desdits lots 174-255 et 256.

Avec toutes les bâtisses dessus construites et notamment la maison portant le No 4733, 14^e Rue, Laval-Ouest, ville de Laval, comté de Laval.

Cesdits emplacements étant maintenant connus et désignés comme étant la resubdivision 1 de la subdivision numéro deux cent cinquante-six du lot originaire numéro cent soixante-quatorze (174-256-1) et la resubdivision un de la subdivision numéro deux cent cin-

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-816221-71. { THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, plaintiff, vs CLÉMENT G. SHEPPARD, defendant, and THE REGISTRAR of Montreal, mis en cause.

« An emplacement fronting on Rousseau Street, in the City of LaSalle, composed of subdivision number six hundred and thirty-nine of original lot number nine hundred and seventy (970-639) on the official cadastre of the Parish of Lachine.

With all its rights, members and appurtenances and the building thereon erected bearing civic numbers 2391, 2393, 2395 and 2397 in said Rousseau Street, City of LaSalle.

Subject to a servitude in favour of Corporation du Gaz Naturel registered under No. 2036796 and to the usual servitude in favour of Québec Hydro and The Bell Telephone Company of Canada registered under No. 2060231.

As the whole now subsists without exception or reserve of any kind on the part of the borrower. »

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, 10 Craig Street, East, 10th Floor, Room 56, in the City of Montreal, on the SECOND day of NOVEMBER, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, September 21, 1972. 48201-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 02-392 312-71, { FERNAND THIBAUT, *Ex-Parte:* 18-000488-72. { domicilié au 386 Walnut Street, in St. Lambert, District of Montreal, plaintiff, vs GÉRARD CAMIRAND, of unknown address, defendant.

« An emplacement made up of two lots located at Laval West, known and described as part of lot number two hundred and fifty-five and part of lot number two hundred and fifty-six of subdivisions of original lot number one hundred and seventy-four (174-Pt. 255 and 256) on the official cadastre for the Parish of Ste. Rose, each said parts measuring twenty feet in width by a depth of eighty-five feet (20' x 85'), English measures and more or less, and bounded as follows:

in front, by 14th Street, on the east by lot No. 174-257, on the west by lot No. 174-254 and in the rear by the remainder of said lots 174-255 and 256.

With all the buildings erected thereon and in particular the house numbered 4733-14th Street, Laval West, City of Laval, County of Laval.

The said emplacements now being known and described as resubdivision 1 of subdivision number two hundred and fifty-six of original lot number one hundred and seventy-four (174-256-1) and resubdivision one of subdivision number two hundred and fifty-five of

quante-cinq du lot originaire numéro cent soixante-quatorze (174-255-1) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose, division d'enregistrement de Laval.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du Comté de Laval, 155 Boul. Je Me Souviens, à Laval, le TRENTE ET UNIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, P.Q., ce 21 septembre 1972. 48203-0

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montréal

No 804926. { DAME RITA MESS, demanderesse,
requérante; vs ROBERT HENRI
LAPOINTE, défendeur intimé.

Conformément au jugement de l'honorable Juge Claude Prevost de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en date du 6^e jour de septembre 1972, ordonnant la licitation de l'immeuble ci-après décrit.

Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame en la ville de la Pointe-aux-Trembles, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184 ptie) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, mesurant environ quatre-vingt-cinq (85) pieds de largeur, mesure anglaise et plus ou moins, par la profondeur qui peut se trouver entre la rue Notre-Dame qui le borne en front et le terrain de la Commission des Ports Nationaux qui le borne en profondeur le long du fleuve St-Laurent, et borné en front par ladite rue Notre-Dame, en arrière par le susdit terrain de la Commission des Ports Nationaux, d'un côté au sud-ouest par partie dudit lot No 184, et de l'autre côté au nord-est par le lot No 185-1, le tout au cadastre susdit; avec toutes les bâtisses dessus érigées sans exception et notamment une maison à deux étages portant le No 12412 de la rue Notre-Dame à Pointe-aux-Trembles, avec les dépendances, maintenant incluant la rallonge contiguë d'un seul étage, comprenant trois pièces et une chambre de toilette; la superficie de l'emplacement est de 22,773 pieds carrés environ.

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice, 10 est rue Craig, en la ville de Montréal, 10^e étage, chambre 56, le TRENTE ET UNIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 21 septembre 1972 48206-0

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: { MONSIEUR ALBERT VER-
Cour Supérieure, ROEULST, syndic, 165,
No 9243. { Grande-Allée Est, Québec, és-qualité
subrogé à tous les droits de
Mutual Life, Compagnie d'Assurances du Canada,

original lot number one hundred and seventy-four (174-255-1) on the official cadastre for the Parish of Ste. Rose, Registration Division of Laval”.

To be sold at the County of Laval Registry Office, 155 Blvd. Je Me Souviens, in Laval, on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, P.Q., September 21, 1972. 48203-0

Canada — Province of Québec

Superior Court — District of Montreal

No. 804926. { MRS. RITA MESS, plaintiff; vs
ROBERT HENRI LAPOINTE,
defendant, respondent.

In conformity with a judgment of the Honourable Claude Prevost, Judge of the Superior Court for the District of Montreal, dated the 6th day of September 1972, ordering the licitation of the immoveable herein-after described.

An emplacement fronting on Notre-Dame Street, in the City of Pointe-aux-Trembles, known and described as forming part of lot number one hundred and eighty-four (184 Pt.) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Pointe-aux-Trembles, measuring approximately eighty-five feet (85) in length, English measure and more or less, by the depth that may be measured between Notre-Dame Street, which is its front boundary line, and the National Harbours Board's land, being its boundary along the St. Lawrence River, and bounded in front by the said Notre-Dame Street, in rear by the above-mentioned National Harbours Board's land, on one side on the southwest by a part of said lot number 184, and on the other side on the northeast by lot number 185-1, the whole as shown on the above-mentioned cadastre; with all buildings erected thereon without exception and more particularly a two-story house bearing number 12412 on Notre-Dame Street, in Pointe-aux-Trembles, with appurtenances, presently including an adjacent extension of one floor, comprising three rooms and a bathroom; the surface area of this emplacement is approximately 22,773 square feet.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, 10 Craig Street East, in the City of Montreal, 10th Floor, Room 56, on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER, 1972, at TWO THIRTY o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, September 21, 1972. 48206

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: { MR. ALBERT VERROEULST,
Superior Court, trustee, 165 Grande Allée
No. 9243. { East, Québec, in his capacity, sur-
rogated to all the rights of Mutual
Life Assurance Company of Canada, a corporation

corporation légalement constituée, ayant son siège social à Waterloo, province d'Ontario et une place d'affaires en les ville et district de Québec, contre LÉO W. BÉDARD, domicilié et résidant au 17, rue Gaulin, Beauport, Québec 5, district de Québec.

1° La subdivision cent douze du lot originaire numéro trois cent cinquante-sept (357-112) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport;

2° La subdivision treize du lot originaire numéro trois cent cinquante-quatre (354-13) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport;

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances notamment la maison située à Beauport, rue Gaulin, numéro 17.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10, Avenue Chauveau, Québec, le TROISIÈME jour de NOVEMBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, ME GEORGES GENDRON.
Québec, le 26 septembre 1972. 48229-0

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: } CORPORATION MUNICI-
Cour Provinciale. } PALE DE STE-BRIGITTE
No 86-853. } DE LAVAL, corporation léga-
ment constituée ayant son siège
social à Ste-Brigitte de Laval, comté Montmorency,
P.Q., vs Dame MARC ANDRÉ FORTIER et LYSE
DEMERS, domiciliées et résidentes au 1, rue Labran-
che, Ste-Brigitte de Laval, comté Montmorency, P.Q.

* Un terrain, de forme triangulaire, en la paroisse de Laval mesurant quatre-vingts pieds (80') dans sa ligne sud-est, en bordure de la route St-Louis, quatre-vingts pieds (80') dans sa ligne sud-ouest, en bordure de la route Labranche, et cent quinze pieds (115') dans sa ligne nord, et faisant partie du lot trois cent quarante-cinq du cadastre officiel de Laval, sans bâtisse.

Un autre morceau de terrain, au même lieu, immédiatement au nord au terrain susdésigné, mesurant cent soixante-huit pieds (168') dans ses lignes est et ouest, sur la profondeur de cent quinze pieds (115') dans ses lignes nord et sud, mesure anglaise; borné à l'ouest à la route Labranche, au nord à l'emplacement de Arthur Labonté, à l'est au reste du lot 345 et au sud au terrain susdésigné, et faisant partie du lot (345) trois cent quarante-cinq du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Brigitte de Laval, avec maison et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Montmorency, à 8032, Royale, Château-Richer, comté de Montmorency, le DEUXIÈME jour de NOVEMBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, ME GEORGES GENDRON.
Québec, le 26 septembre 1972. 48222-0

legally incorporated, having its head office in Waterloo Province of Ontario and a place of business in the City and District of Québec, versus LÉO W. BÉDARD, domiciled and residing at 17 Gaulin Street, in Beauport, Québec 5, District of Québec.

1. Subdivision one hundred and twelve of original lot number three hundred and fifty-seven (357-112) on the plan and in the book of reference of the official cadastre for the Parish of Beauport;

2. Subdivision thirteen of original lot number three hundred and fifty-four (354-13) on the plan and in the book of reference of the official cadastre for the Parish of Beauport;

With all the buildings erected thereon, appurtenances and dependencies, particularly the house located at 17 Gaulin Street, in Beauport.

To be sold at the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the THIRD day of NOVEMBER 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

ME GEORGES GENDRON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, September 26, 1972. 48229

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: } MUNICIPAL CORPORATION
Provincial Court. } OF STE. BRIGITTE DE
No. 86-853. } LAVAL, a corporation legally in-
corporated, having its head office in
Ste. Brigitte de Laval, County of Montmorency, P.Q.,
vs Mrs. MARC ANDRÉ FORTIER and LYSE
DEMERS, domiciled and residing at 1 Labranche
Street, Ste. Brigitte de Laval, County of Montmo-
rency, P.Q.

"A lot of land of triangular configuration, in the Parish of Laval, measuring eighty feet (80') on its southeast line, along St. Louis Road, eighty feet (80') on its southwest line along Labranche Road, and one hundred and fifteen feet (115') on its north line, and forming part of lot three hundred and forty-five on the official cadastre of Laval, without any buildings.

Another piece of land, in the same place, immediately north of the lot of land hereinabove described, measuring one hundred and sixty-eight feet (168') on its east and west lines, by a depth of one hundred and fifteen feet (115') on its north and south lines, English measure; bounded on the west by Labranche Road, on the north by the emplacement of Arthur Labonté, on the east by the remainder of lot 345 and on the south by the lot of land hereinabove described, and forming part of lot (345) three hundred and forty-five on the official cadastre for the Parish of Ste. Brigitte de Laval, with house and dependencies."

To be sold at the Montmorency Registry Office, at 8032 Royale, Château-Richer, County of Montmorency, on the SECOND day of NOVEMBER, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

ME GEORGES GENDRON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, September 26, 1972. 48222

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: } NATIONALE LIFE ASSU-
 Cour Supérieure, } RANCE COMPANY OF
 No 10-734. } CANADA, corps politique et incor-
 poré, ayant son siège social à To-
 ronto, et une place d'affaires à Québec, district de Qué-
 bec, *vs* RICHARD CABOT, domicilié à 1380 rue Gar-
 nier, Québec, district de Québec, et LE REGISTRAR-
 TEUR de la division d'enregistrement de Québec, mis
 en cause.

Un emplacement situé en la cité de Québec et désigné
 ainsi:

1° Une partie de la subdivision cinquante du lot ori-
 ginaire quarante et un (41-50 ptie) du cadastre officiel
 de Notre-Dame de Québec, banlieue, mesurant vingt-
 cinq pieds de largeur sur quarante-cinq pieds et un
 dixième de profondeur (25' x 45' 1"), plus ou moins,
 mesure anglaise; bornée au nord-est par le résidu de
 ladite partie 41-50 ptie, au sud-est par la rue Garnier, au
 sud-ouest par l'avenue Marguerite-Bourgeois et au
 nord-ouest par la subdivision cinquante et un du même
 lot originaire (41-50);

2° Une partie de la subdivision cinquante et un du lot
 originaire quarante et un (41-51 ptie) du cadastre officiel
 de Notre-Dame de Québec, banlieue, mesurant vingt-
 cinq pieds de largeur sur quarante-cinq pieds et un
 dixième de profondeur (25' x 45' 1") plus ou moins,
 mesure anglaise, bornée au nord-est par le résidu de ladite
 partie (41-51 ptie), au sud-est par la subdivision cin-
 quante du même lot originaire (41-50), au sud-ouest
 par l'avenue Marguerite-Bourgeois et au nord-ouest par
 la subdivision cinquante-deux du même lot originaire
 (41-52);

3° Une partie de la subdivision cinquante-deux du lot
 originaire quarante et un (41-52 ptie) du cadastre officiel
 de Notre-Dame de Québec, banlieue; mesurant vingt-
 cinq pieds de largeur sur quarante-cinq pieds et un
 dixième de profondeur (25' x 45' 1"), plus ou moins,
 mesure anglaise; bornée au nord-est par le résidu de ladite
 partie (41-52 ptie), au sud-est par la subdivision cin-
 quante et un du même lot originaire (41-51), au sud-
 ouest par l'avenue Marguerite-Bourgeois et au nord-
 ouest par la subdivision cinquante-trois du même lot
 originaire (41-53).

Avec la maison dessus construite portant le numéro
 civique 1380, rue Garnier, à Québec, circonstances et
 dépendances.

Avec droit réciproque de maintenir les ouvertures
 actuelles de la maison ci-dessus et de la maison voisine
 sur la subdivision cinquante-trois du lot originaire
 quarante et un (41-53) dudit cadastre, tel qu'établi par
 acte enregistré à Québec sous le numéro 592228.

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de
 justice, à Québec, le DEUXIÈME jour de NOVEM-
 BRE 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, ME GEORGES GENDRON,
 Québec, le 26 septembre 1972. 48226-0

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: } NATIONALE LIFE ASSU-
 Superior Court, } RANCE COMPANY OF CA-
 No. 10-734. } NADA, body politic and incorpo-
 rated, having its head office in To-
 ronto, and a place of business in Québec, District of
 Québec, *vs* RICHARD CABOT, domiciled at 1380 Gar-
 nier Street, Québec, District of Québec, and THE
 REGISTRAR for the Québec registration division,
 mis en cause.

An emplacement located in the City of Québec and
 described as follows:

1. A part of subdivision fifty of original lot forty-one
 (41-50 Pt.) of the official cadastre of Notre-Dame-de-
 Québec, suburb, measuring twenty-five feet in width by
 forty-five and one tenth feet in depth (25' x 45' 1"),
 more or less, English measure; bounded on the north-
 east by the remainder of said part 41-50 Pt., on the
 southeast by Garnier Street, on the southwest by Mar-
 guerite-Bourgeois Avenue and on the northwest by
 subdivision fifty-one of the said original lot (41-50);

2. A part of subdivision fifty-one of original lot forty-
 one (41-51 Pt.) of the official cadastre of Notre-Dame-
 de-Québec, suburb, measuring twenty-five feet in width
 by forty-five and one tenth feet in depth (25' x 45' 1")
 more or less, English measure, bounded on the northeast
 by the remainder of said part (41-51 Pt.), on the south-
 east by subdivision fifty of said original lot (41-50),
 on the southwest by Marguerite-Bourgeois Avenue and
 on the northwest by subdivision fifty-two of said original
 lot (41-52);

3. A part of subdivision fifty-two of original lot
 forty-one (41-52 Pt.) of the official cadastre of Notre-
 Dame-de-Québec, suburb; measuring twenty-five feet
 in width by forty-five and one tenth feet in depth (25' x
 45' 1"), more or less, English measure; bounded on the
 northeast by the remainder of said part (41-52 Pt.), on
 the southeast by subdivision fifty-one of said original lot
 (41-51), on the southwest by Marguerite-Bourgeois
 Avenue and on the northwest by subdivision fifty-three
 of said original lot (41-53).

With the house constructed thereon bearing civic
 number 1380 Garnier Street, in Québec, appurtenances
 and dependencies.

With reciprocal right to maintain the present openings
 of the aforesaid house and of the neighbouring house
 on subdivision fifty-three of original lot forty-one
 (41-53) of said cadastre, as established by deed reg-
 istered at Québec under number 592228.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House,
 Québec, on the SECOND day of NOVEMBER, 1972
 at TEN o'clock in the forenoon.

ME GEORGES GENDRON,
 Sheriff. 48226

Sheriff's Office,
 Québec, September 26, 1972.

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: (COMMISSION DE L'INDUS-
 Cour Provinciale,) TRIE DE LA CONSTRUC-
 No. 89-590.) TION, corps politique légalement
 constitué ayant une place d'affaires
 au 825, rue Ste-Thérèse, cité et district de Québec,
 contre JOSEPH GRAVEL, faisant affaires sous les
 nom et raison sociale de « Trottoirs & Chaînes Québec
 Enr., 32, rue Pichette, Château-Richer, district de
 Québec.

« Un terrain situé au premier rang borné en front
 au sud par le numéro 232 en profondeur au nord par
 la ligne entre le premier et le second rang à l'est par le
 numéro 210 et à l'ouest par le numéro 229, mesurant
 en front un arpent et cinq perches sur cent quatorze
 arpents quatre perches et six pieds de profondeur,
 contenant en superficie cent soixante et onze arpents
 et soixante-cinq perches, étant connu sous le lot numé-
 ro 228 du cadastre officiel de la paroisse de Château-
 Richer, comté de Montmorency, à distraire les terrains
 déjà vendus, avec la maison dessus construite, circons-
 tances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de
 Montmorency, 8032, Royale, Château-Richer, comté de
 Montmorency, le TROISIÈME jour du mois de
 NOVEMBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, ME GEORGES GENDRON.
 Québec, le 26 septembre 1972. 48230-0

SAINT-MAURICE

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District des Trois-Rivières

No 34-853. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICO-
 LE, corps politique ayant son
 siège social en l'Hôtel du gouvernement,
 Québec, district de Québec, demanderesse, vs VICTO-
 RIN PÉRIGNY, 570 rue St. Pierre, Hérouxville,
 comté de Laviolette, défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de St-Thimothée-
 d'Hérouxville, connue et désignée comme étant le lot
 numéro six cent trois (No 603) sur le plan et dans le
 livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Tite, con-
 tenant trois arpents et cinq pieds de front sur vingt ar-
 pents de profondeur, formant soixante arpents et
 cinquante-cinq perches en superficie; bornée comme
 suit: en front, vers le sud-ouest, par le chemin public,
 en profondeur, vers le nord-est, par le lot numéro 557,
 joignant d'un côté, vers le nord-ouest, le lot numéro 602
 et de l'autre côté, vers le sud-est, le lot numéro 604,
 sujette aux réserves en faveur de Price Brothers.

2. Une terre située en la paroisse de St-Thimothée-
 d'Hérouxville, connue et désignée comme étant le lot
 numéro six cent quarante-huit (No 648) sur le plan
 et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de
 St-Tite, contenant trois arpents et cinq pieds de front
 sur une profondeur de vingt arpents et deux perches,
 formant une superficie de soixante et un arpents et seize
 perches; bornée comme suit: en front, vers le nord-est,

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: (COMMISSION DE L'INDUS-
 Provincial Court,) TRIE DE LA CONSTRUC-
 No. 89-590.) TION, a body politic legally incor-
 porated, having a place of business
 at 825 Ste. Thérèse Street, in the City and District of
 Québec, vs JOSEPH GRAVEL, carrying on business
 under the name and style of "Trottoirs & Chaînes
 Québec Enr., at 32 Pichette Street, in Château-Richer,
 District of Québec.

"A piece of land located in the First Range, bounded
 in front on the south by number 232, in depth on the
 north by the dividing line between the First and Second
 Ranges, on the east by number 210 and on the west
 by number 229, measuring in front one arpent and five
 rods by one hundred and fourteen arpents, four rods
 and six feet in depth, containing a surface area of one
 hundred and seventy-one arpents and sixty-five rods,
 being known as lot number 228 on the official cadastre
 for the Parish of Châteauguay-Richer, county of
 Montmorency, less and to withdraw the plots of land
 already sold, with the house erected thereon, appur-
 tenances and dependencies.

To be sold at the Montmorency Registry Office, at
 8032 Royale, in Château-Richer, county of Montmo-
 rency, on the THIRD day of NOVEMBER, 1972, at
 TEN o'clock in the forenoon.

ME GEORGES GENDRON,

Sheriff's Office, Québec, September 26, 1972. 48230

SAINT-MAURICE

Canada — Province of Québec

Superior Court — District of Three Rivers

No. 34-853. { THE QUÉBEC FARM CREDIT
 BUREAU, body politic having its
 head office in the Parliament Buildings,
 in Québec, district of Québec, plaintiff, vs VICTORIN
 PÉRIGNY, 570 St. Pierre Street, Hérouxville, County
 of Laviolette, defendant.

1. A farm located in the Parish of St. Thimothée-
 d'Hérouxville, known and described as lot number six
 hundred and three (No. 603) on the official plan and
 book of reference for the Parish of St. Tite, containing
 three arpents and five feet in front by twenty arpents in
 depth, forming a surface area of sixty arpents and
 fifty-five rods; bounded as follows: in front, towards the
 southwest, by the public road, on its depth, towards the
 northeast, by lot number 557, adjoining on one side,
 towards the northwest, lot number 602 and on the other
 side, towards the southeast, lot number 604, subject to
 reservations in favor of Price Brothers.

2. A farm located in the Parish of St. Thimothée-
 d'Hérouxville, known and described as lot number six
 hundred and forty-eight (No. 648) on the official plan
 and book of reference for the Parish of St. Tite, con-
 taining three arpents and five feet in front by twenty
 arpents and two rods in depth, forming a surface area
 of sixty-one arpents and sixteen rods; bounded as
 follows: in front, towards the northeast, by the public

par le chemin public, en profondeur, vers le sud-ouest, par la ligne limitative de la paroisse, d'un côté, vers le sud-est, par le lot numéro 647, et de l'autre côté, vers le nord-ouest, par le lot numéro 649, sujette aux réserves en faveur de Price Brothers.

Sauf et à distraire de ladite terre les emplacements qui semblent appartenir à Monsieur Josaphat Pagé, à Madame Rosaire Ayotte, à Madame Aimé Ayotte, à Monsieur Fernand Mongrain, à Monsieur Wilfrid Bédard et à Monsieur Paul Lebel.

Le tout avec toutes les bâtisses construites sur lesdits immeubles.

Sujette ladite terre en deuxième lieu susdésignée à une servitude consentie par Monsieur Marcellin Périgny en faveur de The Shawinigan Water and Power Company pour l'établissement, le maintien et l'entretien d'une ligne pour le transport de l'électricité, suivant acte passé devant Me J.-Paul-Émile Tourigny, notaire, le 18 décembre 1957, dont copie a été enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Champlain, le 21 janvier 1958, sous le No 168518.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shawinigan, 795, 5e Rue, MARDI, le TRENTE ET UNIÈME jour d'OCTOBRE 1972 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, RENÉ BOISVERT.
Shawinigan, le 18 septembre 1972. 48191-0

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Saint-Maurice

No 2475. { HENRI MILETTE ENRG. *contre*
LES RÉALISATIONS J. C. GAGNON INC.

"a) Le lot numéro quatorze de la subdivision du lot originaire numéro quatre-vingt-seize (96-14) du cadastre révisé d'une partie de la paroisse de Ste-Flore;

b) Une partie du lot numéro huit de la subdivision du lot originaire numéro quatre-vingt-dix-sept (97-P. 8) du susdit cadastre, de forme irrégulière, mesurant mesure anglaise et plus ou moins, trente-sept pieds et trois dixièmes de pieds, (37.3') dans son côté nord-est, cent quatre-vingt-trois pieds (183') dans son côté sud-est, soixante-dix pieds (70') dans son côté sud-ouest, cent quatre-vingt-onze pieds et neuf dixièmes de pieds (191.9') dans son côté nord-ouest, bornée vers le nord-est par le résidu du lot 97-8, vers le sud-est par 197-9 et 10, vers le sud-ouest par P. 97-5 et P. 97-4 vers le nord-ouest par P. 97-2 dudit cadastre;

c) Le lot numéro neuf de la subdivision du lot originaire numéro quatre-vingt-dix-sept (97-9) du cadastre révisé d'une partie de la paroisse de Ste-Flore."

Avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shawinigan, MARDI, le TRENTE ET UNIÈME jour d'OCTOBRE, 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, RENÉ BOISVERT.
Shawinigan, le 18 septembre 1972. 48188-0

road, on its depth, towards the southwest, by the boundary line of the Parish, on one side, towards the southeast, by lot number 647, and on the other side, towards the northwest, by lot number 649, subject to reservations in favor of Price Brothers.

Less and to withdraw from the said farm the emplacements apparently belonging to Mr. Josaphat Pagé, Mrs. Rosaire Ayotte, Mrs. Aimé Ayotte, Mr. Fernand Mongrain, Mr. Wilfrid Bédard and Mr. Paul Lebel.

The whole with the buildings erected on the said immoveables.

Subject the said farm described hereinabove in the second paragraph, to a servitude granted by Mr. Marcellin Périgny in favor of The Shawinigan Water and Power Company for the installation, keeping up and maintenance of a power transmission line, pursuant to a deed executed before Me J.-Paul-Émile Tourigny, notary, on December 18, 1957, a copy of which was registered at the Champlain Registration Division Office, on January 21, 1958, under number 168518.

To be sold at the Shawinigan Registry Office, 795-5th Street, on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of OCTOBER, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENÉ BOISVERT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Shawinigan, September 18, 1972. 48191

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of St. Maurice

No. 2475. { HENRI MILETTE ENRG., *versus*
LES RÉALISATIONS J. C. GAGNON INC.

"(a) Lot number fourteen of the subdivision of original lot number ninety-six (96-14) of the revised cadastre for part of the Parish of Ste. Flore;

(b) A part of lot number eight of the subdivision of original lot number ninety-seven (97-Pt. 8) of the aforesaid cadastre, of irregular form, measuring, in English measure and more or less, thirty-seven and three tenths feet (37.3') on its northeast side, one hundred and eighty-three feet (183') on its southeast side, seventy feet (70') on its southwest side, one hundred and ninety-one and nine tenths feet (191.9') on its northwest side; bounded towards the northeast by the remainder of lot 97-8, towards the southeast by 197-9 and 10, towards the southwest by Pt. 97-5 and Pt. 97-4, towards the northwest by Pt. 97-2 of said cadastre;

(c) Lot number nine of the subdivision of original lot number ninety-seven (97-9) of the revised cadastre for part of the Parish of Ste. Flore.

With the buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold at the Shawinigan Registry Office, on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of OCTOBER, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

RENÉ BOISVERT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Shawinigan, September 18, 1972. 48188

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Cour Supérieure, { LES ARTISANS, SOCIÉTÉ
No 65,156. { COOPÉRATIVE D'ASSU-
RANCE-VIE, corporation légale-

ment constituée, ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, demandeur, vs NORMAND HÉBERT, demeurant au numéro 1138, rue Bouat, dans les ville et district de Terrebonne, défendeur, et Dame NICOLE HÉTU-HÉBERT, épouse commune en biens dudit Normand Hébert, des mêmes lieux, mise en cause.

L'immeuble ci-après désigné et appartenant au défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Bouat en la ville de Terrebonne, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-neuf de la subdivision du lot originaire numéro cent vingt-cinq (125-29) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Louis-de-Terrebonne.

Avec les bâtisses y érigées et notamment celle portant le numéro 1138, rue Bouat, Ville de Terrebonne.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans réserve de la part de l'emprunteur. »

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé Chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, Saint-Jérôme, MARDI, le TRENTE ET UNIÈME jour d'OCTOBRE 1972 à QUATORZE heures.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-LOUIS MUIR.
Saint-Jérôme, le 19 octobre 1972. 48194-o

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Cour Supérieure — District de Trois-Rivières

No 34,804. { GUY ROUX, hôtelier, résidant à
Loretteville, district de Québec,
demandeur, vs JEAN MARIE MONT-

PAS, résidant à Aston Jonction, district de Nicolet, défendeur, et LE REGISTRATEUR du comté de Nicolet, résidant à Nicolet, district de Trois-Rivières, mis en cause.

« Le lot numéro trente-quatre des subdivisions officielles du lot numéro deux cent onze (211-34) du cadastre officiel du comté de Nicolet, paroisse de St-Wenceslas, dans le dixième rang du canton d'Aston, au village d'Aston-Jonction, ayant cent soixante-deux pieds dans la ligne nord-ouest et cent trente-deux pieds et cinq pouces dans la ligne sud-ouest et cent cinq pieds dans la ligne sud-est et est borné au sud-est par Patrick Trottier, au sud-ouest par le chemin public, et au nord-ouest par Arthur Gagnon, avec une maison et un garage dessus construits. »

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, { LES ARTISANS, SOCIÉTÉ
No. 65,156. { COOPÉRATIVE D'ASSU-
RANCE-VIE, a corporation legally

incorporated, having its head office in the City and District of Montreal, plaintiff, vs NORMAND HÉBERT, residing at 1138 Bouat Street, in the Town and District of Terrebonne, defendant, and MRS. NICOLE HÉTU-HÉBERT, wife common as to property of the said Normand Hébert, of the same address, mis en cause.

The immoveable hereinafter described and belonging to the defendant.

« An emplacement fronting on Bouat Street, in the Town of Terrebonne, known and described as being lot number twenty-nine of the subdivision of original lot number one hundred and twenty-five (125-29) in the official plan and book of reference of the Parish of St. Louis-de-Terrebonne.

With buildings erected thereon, notably the one numbered 1138 Bouat Street, Town of Terrebonne.

As the whole now subsists, with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable, without reservation on the part of the borrower. »

To be sold in the County of Terrebonne Registry Office, located in Room 106, Court House, 400 Laviolette Street, St. Jérôme, on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of OCTOBER, 1972, at TWO o'clock, p.m.

JEAN-LOUIS MUIR,

Sheriff's Office, St. Jérôme, October 19, 1972. 48194

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Trois-Rivières

No. 34,804. { GUY ROUX, hotel-keeper, residing
at Loretteville, District of Québec,
plaintiff, vs JEAN MARIE MONTPAS,

residing at Aston Jonction, District of Nicolet, defendant, and THE REGISTRAR of Nicolet County, residing at Nicolet, District of Trois-Rivières, mis en cause.

« Lot number thirty-four of the official subdivisions of lot number two hundred and eleven (211-34) on the official cadastre for the County of Nicolet, Parish of St. Wenceslas, in the Tenth Range of Aston Township, in the Village of Aston-Jonction, having one hundred and sixty-two feet on the northwest line, and one hundred and thirty-two feet and five inches in the southwest line and one hundred and five feet on the southeast line and is bounded on the southeast by Patrick Trottier, on the southwest by the public road, and on the northwest by Arthur Gagnon, with a house and a garage constructed thereon. »

« Et aussi un autre emplacement adjacent à celui-ci dessus, du côté nord-est, et connu et désigné comme étant le lot numéro cinq des subdivisions officielles du lot numéro deux cent cinquante-deux (252-5) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de St-Wenceslas, ayant quarante et un pieds de largeur au bout sud-est pour se terminer en pointe au bout de quatre-vingt-neuf pieds le long de l'emplacement ci-dessus et est borné au nord-est par Roger Vandal au sud-est par Patrick Trottier. »

Tel et ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Nicolet, Division No 2, 395, Mgr Courchesne, Nicolet, comté de Nicolet, MERCREDI, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1972, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,

Trois-Rivières,
le 22 septembre 1972.

Le shérif adjoint,

FERNANDE TURGEON.
48219-0

"And also another emplacement adjoining to the aforesaid emplacement, on the northeast side, and known and described as being lot number five of the official subdivisions of lot number two hundred and fifty-two (252-5) on the official cadastre of the County of Nicolet, for the Parish of St. Wenceslas, having forty-one feet in width at the southeast end, tapering off to a point over a distance of eighty-nine feet along side the aforesaid emplacement and bounded on the northeast by Roger Vandal, on the southeast by Patrick Trottier."

As the whole now subsists, with all active and passive apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold at the Nicolet Registry Office, Division Number 2, 395 Mgr. Courchesne, Nicolet, County of Nicolet, on WEDNESDAY, the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER, 1972, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières,
September 22, 1972.

FERNANDE TURGEON,
Assistant Sheriff.
48219-0

Ventes pour taxes

Cité de Rouyn

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus aux enchères, à l'Hôtel de Ville de Rouyn, 205 rue du Portage, Rouyn, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à DEUX heures de l'après-midi, pour les taxes municipales et/ou scolaires et toute autre taxe, avec intérêts, tel que mentionné ci-après, à moins que lesdites taxes, intérêts, ainsi que les frais, ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère.

Les immeubles ci-après mentionnés sont du cadastre du Canton de Rouyn.

Lesdites ventes seront en outre faites avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes attachées aux immeubles.

Sales for taxes

City of Rouyn

Notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the said municipality, that the properties hereinafter described will be sold by auction at the office of the Council of the City of Rouyn, 205 Portage Street, Rouyn, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER 1972, at TWO o'clock in the afternoon, to satisfy the payment of the municipal and/or school taxes, and any other taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and cost, be paid before the sale.

The above immovables are to the official plan of Township of Rouyn.

The said sales will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the properties.

Noms des propriétaires Names of proprietors	No du cadastre Canton Rouyn No. of cadastre Rouyn Township	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes	Réparti. d'églises Church taxes	Total
Joseph Sévigny et/ou and-or ses ayants droit.	Lot 469 bloc 41	\$ 188.59	\$ 170.63	\$ 257.74	\$ 616.96
Frédéric Barrette	Lot 1114 bloc 41	221.67	349.14		570.81
Arnold Beauchamp & als	Lot 1536 bloc 41	97.55	313.57	123.27	534.39
Sylvio Parenteau	Lot 211 bloc 8	129.65	112.63		242.28
Donat Lemay	Lot 93-39 bloc 201	111.63	214.29		325.92
Jack McKinnon	Lot 58 bloc 125		37.98		37.98

Donné en la Cité de Rouyn, ce 5e jour de septembre 1972.

48100-38-2-0

Le secrétaire-trésorier,
TÉLESPHORE MOREAU.

Given at the City of Rouyn, this 5th day of September 1972.

48100-38-2-0

TÉLESPHORE MOREAU,
Secretary-Treasurer.

Ville de Cadillac

Avis public est par les présentes donné par la soussignée, secrétaire-trésorier de la Ville de Cadillac, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville de Cadillac, situé à 2, rue Dumont, LUNDI, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à TROIS heures de l'après-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, des rentes annuelles et des baux emphytéotiques, balances dues sur l'achat des terrains, avec intérêts plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, rentes, balances dues, intérêts, dépenses ne soient payés avant la vente:

Town of Cadillac

Public notice is hereby given that the properties below designated shall be sold by public auction at the Town Hall of the Town of Cadillac, situated at No. 2 Dumont Street, on MONDAY, the TWENTY-THIRD day of OCTOBER, 1972, at THREE o'clock in the afternoon to satisfy the payment of the municipal and school taxes, the annual rent of the emphyteotic lease, balance due on purchase of lot, interest plus the cost which shall subsequently be incurred, unless said taxes, annual rent, interest and cost be paid before the sale:

Noms/Names	No du/of bloc	Taxes Mun. Taxes & Int.	Taxes Scol. Taxes & Int.	Rente Ann.	Balance due sur/on lot	Total
Juteau, Pierre	46-35	\$ 44.39	\$ 12.53	\$ 9.00		\$ 65.92
Bruno Antonio	46-41	27.55	19.18	1.00		47.73
Vallières, Bruno	46-48	47.58	0.21	9.00		56.79
Dubé, André	46-69	25.01	8.23	6.00		39.24
Marcotte, Mme L.	46-73	286.75	162.37	9.00		458.12
Toy, Huen & Wong	46-141	168.62	174.68	5.00		348.30
Veilleux, Léon	46-186	40.39	24.81	5.00		70.20
Pinard, Paul	46-215	24.19	8.24	7.00		39.43
Wilmarie Entreprises	46-220	604.82	600.86	7.00		1212.68
Wilmarie Entreprises	46-221	18.06	18.20	5.00		41.26
Wilmarie Entreprises	46-222	7.73	8.23	5.00		20.96
Desrosiers, Sarto	46-252	24.50		11.00		35.50
Roy, Aristide	46-254	34.29	18.19	22.00		74.48
Arpin, J.P.	46-257	15.91		5.00		20.91
Lagrenade, Mme Jos	46-270	31.31	27.48	5.00		63.79
Loyer, Robert	46-274	76.64	20.89	10.00		107.53
Tremblay, Alphée	46-301	44.92	29.08	1.00		75.00
Germain, Léopold Succ.	46-376	38.57	15.50	5.00		59.07
Respichak, John	46-383	36.39	20.90	9.00		66.29
Kennedy, Andrew	46-452	8.16	8.04	17.00		33.20
Malenfant, Camille	46-460	25.06	75.12	24.00	\$ 53.33	177.51
Mailoux, Normand	46-493	51.97		7.00		58.97

Donné à Cadillac, Abitibi-Est, Province de Québec, ce 15e jour de septembre 1972.

Le secrétaire-trésorier,
Mme ROLANDE GIRARD.

48090-38-2-o

Given at Cadillac, Abitibi-East, Province of Québec, this 15th day of September, 1972.

Mrs. ROLANDE GIRARD,
Secretary-Treasurer.

48090-38-2-o

Ville de St-Jean

Avis public est par les présentes donné par la soussignée, Greffier de la Ville de Saint-Jean, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 188 rue Jacques-Cartier, dans ladite ville MERCREDI, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec par décision en date du 12 septembre 1972 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550 (R.S.Q. 1964, chapitre 193).

City of Saint-Jean

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk of Saint-Jean, that the hereinafter described immoveables will be sold by public auction, at the City Hall, 188 Jacques-Cartier Street, in the said town, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of OCTOBER 1972, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Québec Municipal Commission by a decision dated September 12, 1972, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of Article 550 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193).

Noms des propriétaires Names of proprietors	No de cadastre de la Ville ou No civique Cadastral No. of the Town or Civic No.	No de cadastre de la Paroisse ou No civique Cadastral No. of the Parish or Civic No.	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes
Bessette, Marcel.....		51-17.....	\$ 171.50	\$ 24.90
Bombardier, Alcide.....		89-5, 6, 7.....	511.25	833.48
Cadieux, Gérald.....		21-42.....	39.85	46.32
Choquette, Georges.....	997-6, 994-5.....		429.49	182.08
Choy, Jack G.....		80-P. 5, P. 6.....	909.74	353.19
Coletti, Mario.....		48-14, P. 15.....	176.49	90.69
		49-P. 164, 165.....	1,219.21	187.83
		P. 49.....	2,143.29	1,220.96
Cyr, André.....		P. 89.....	143.35	135.23
		Bâtisse-building-1054 Car. Baillargeon..	90.47	94.11
		Bâtisse-building-1052 Car. Baillargeon..	84.33	92.29
Poirier, Claude Defoy.....		Bâtisse-building rue Gaiété Française street.	33.19	13.40
Desautels, Roland.....		47-P. 12.....	147.92	107.68
Dionne, Roméo.....		P. 40, P. 41.....	60.20	38.33
Domaine sur le Golf Inc.....		48-155.....	52.89	13.07
		49-562.....	95.43	9.32
Doiron, Larry.....		46-74.....	144.94	70.77
		46-73.....	86.65	50.64
		46-72.....	86.65	50.64
		51-20.....	894.35	296.95
Doucet, Alex.....			1,363.41	1,572.10
Succession Robert Duval.....	310-A, 313.....	59-3.....	780.99	962.80
Faille, André.....		P. 59.....	1,250.37	224.60
Forcier, Armand.....		P. 89.....	637.62	352.69
Frégeau, Paul.....		50-7.....	36.63	41.86
		50-9.....	66.54	49.39
		50-8.....	36.63	49.39
		97-40.....	52.45	20.52
G. T. H. Inc.....		49-P. 147, P. 148.....	656.70	446.20
Gagnon, Hilaire.....		47-48.....	239.79	45.82
		47-49.....	133.10	45.82
Gélinas, Maurice Mme-Mrs... Guay, Gaston.....		P. 48.....	239.76	398.33
		109-124, P. 125.....	1,606.40	1,466.96
		109-149.....	2,754.80	2,919.21
		107-P. 74.....	1,459.43	1,696.90
Guay, Jean-Paul.....		46-16.....	185.18	65.12
Guay, Yvan Mme-Mrs.....		P. 47, 47-9.....	26.17	26.32
		P. 21.....	452.55	
		21-35.....	31.40	31.60
		P. 57.....	179.73	44.08
Kaempf, Adrien.....			9,724.59	9,645.70
Kurt, Harold.....	894, P. 893, P. 896, 895, 891.			
Lafaille, Conrad.....		22-P. 23.....	463.73	618.98
Lalonde, Henri.....		P. 41.....	131.90	
Lanoué, René.....		47-15.....	475.60	591.14
Markofsky, Louis Mme-Mrs... Myrka, M. Mme-Mrs.....		46-2, 45-4, 44-4, P. 47, 44-P. 3 95-58 à-to 70 incl., 73 à-to 82 incl., 84, 88 à-to 95 incl., 101 à-to 103 incl., 105, 106, 113, 115 à-to 120 incl., 124 à-to 128 incl.	9,742.05	7,460.91
			4,424.60	893.36
Plage de Liège Inc.....		59-50.....	119.52	27.21
		59-52.....	69.57	27.21
		59-32.....	120.40	27.22
		59-31.....	120.40	27.17
		59-30.....	120.40	27.21
		59-29.....	120.40	27.49
		59-28.....	120.40	63.08
		59-27.....	120.40	27.21
		59-P. 26.....	102.55	17.87
Pron-To Construction Ltée....		78-P. 94.....	289.25	258.83
		78-P. 93.....	310.37	260.08
		57-41.....	1,171.53	1,470.73
Racicot, Gilles.....			1,486.50	410.58
Rancourt, Gérard.....	P. 47.....		906.85	1,166.74
Raymond, Luc.....		84-P. 1, P. 2.....	1,083.83	1,109.82
		P. 84.....	52.36	70.54
		99-24.....	52.36	70.54
		99-57.....	21.88	38.55
Roy, Fernand.....		99-25.....	139.78	70.54

Noms des propriétaires Names of proprietors	No de cadastre de la Ville ou No civique Cadastral No. of the Town or Civic No.	No de cadastre de la Paroisse ou No civique Cadastral No. of the Parish or Civic No.	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes
Richelieu Développement Inc..	206-151, 156 à-to 167 incl., P. 202, 203, 204, 206 à-to 209 incl., 215 à-to 230 incl., 232 à-to 255 incl., P. 299, 300 à-to 305 incl., P. 306, 311 à-to 326 incl., 328 à-to 356 incl., 358, 359, 360, 379, 380, 381, 383 à-to 386 incl., 398 à-to 409 incl.		\$3,298.01	\$3,341.27
Roy, Gérard.....	25-60, 25-59, 25-58, 25-56, 25-57, 25-68, 26-67, 25-37, 25-38, 25-39, 25-40, 25- 41, 25-42, 25-46, 25-47, 25-48, 25-49, 25-50, 25-51, 25-52, 25-53, 25-66, 25- 65, 25-22, 25-21, 25-20, 25-3-4-6 à-to 16 incl., 25-61, 25-63, 25-62.		1,947.04	2,305.36

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse et de la Ville de Saint-Jean, division d'enregistrement de Saint-Jean, et situés dans la Ville de Saint-Jean.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné à Saint-Jean, Québec, ce 13e jour de septembre 1972.

48083-38-2-o

Le greffier,
C. MORAIS, O.M.A.

The above immoveables are all on the official plan and book of the Parish and the Town of Saint-Jean, Registry Division of Saint-Jean, and situated in the Town of Saint-Jean.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at Saint-Jean, Québec, this 13th day of September 1972.

48083-38-2-o

C. MORAIS, O.M.A.,
City Clerk.

INDEX No 39

Partie I: avis juridiques — Part I: Juridical notices

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES

COOPERATIVE ASSOCIATIONS

Association coopérative d'Aqueduc de St-Dominique-du-Rosaire (<i>Formation</i>)	8871
Association coopérative d'habitation de St-Félicien (<i>Dissolution</i>)	8871

AVIS DIVERS

MISCELLANEOUS NOTICES

Bagotville, ville-town (<i>Tirage d'obligation — Drawing of bonds</i>) (<i>Correction</i>)	8931
Bouchard vs Cloutier et al. (<i>Loi de la contestation des élections provinciales — Provincial Controverted Elections Act</i>)	8931
Bourgault vs Bourassa et al. (<i>Loi de la contestation des élections provinciales — Provincial Controverted Elections Act</i>)	8934
Estate of Bernard Robert (<i>Benefit of Inventory</i>)	8933
Grégoire vs Marchand et al. (<i>Loi de la contestation des élections provinciales — Provincial Controverted Elections Act</i>)	8934
Montréal, ville-city (<i>Rachat d'obligations — Redemption of Bonds (74-75-76-87)</i>)	8935
Sainte-Adèle, munic. (<i>Requête — Petition</i>)	8932
Succession de Bernard Robert (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	8933

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

CHANGE OF NAME ACT

Demandes:

Applications:

Artemiew, Eva Marie	8871
Avram, Arnold	8874
Beaudoin, Joseph Marius Rolland	8873
Bernard, Mario	8872
Brunelle, Marie Elmiere Laetitia	8873
Croteau, Joseph Rémi Constant	8872
Gauthier, Diane	8873
Leblanc, Napoléon	8872
Mendelovich, Louis	8873
Moffat, Georges	8872
Tonietto, Yvon	8871
Weigensberg, Norman Lawrence	8872

COMPAGNIES
ÉTRANGÈRESEXTRA-PROVINCIAL
COMPANIES

Permis:

Licenses:

Glen Copper Mines Limited	8888
Mandarin Mines Limited	8889
Probe Mines Limited	8888

Entreprises de l'Orme ltée (Les)	8875
Épicerie Coronet ltée (Les)	8876
Fortin (André) Station Service Inc.	8875
Franchel inc.	8876
Gainor Investment Corporation	8874
Garage F. & M. Fortin Inc.	8876
Green Valley Development Inc.	8878
Haas Machinery and Supplies Company Limited	8878
Industries Parick Inc. (Les)	8879
Lantic Petroleum Inc.	8875
Laurentian Realty Corporation	8876
Meriot Ltée	8875
Morin Fourrures Inc.	8878
Northern Gaspé Pulpwood Co. (The)	8878
Parick Industries Inc.	8879
Pétroles Lantic Inc (Les)	8875
Québec Store Inc.	8875
Sanders Holdings Ltd.	8877
Société Civique de Placements ltée (La)	8879
Sode-Aire 3 inc.	8877
Trans-National Filtration Industries Ltd.	8877
Uni-Vers Districution Inc.	8877
Virball Electric Co. Ltd.	8877

COMPAGNIES —
LOI DESCOMPANIES
ACTDemandes d'abandon
de charteApplications for
Surrender of Charter

Agences de Distribution de Québec Inc. (Les)	8879
All-Weather Sales Corporation	8874
Amusements Nap. Côté inc. (Les)	8876
Cholette (Adrien) Ltd.	8874
Cholette (Adrien) ltée	8874
Coronet Groceries Ltd.	8876
Développement Vallée Verte Inc.	8878
Dufault (Robert) ltée	8875
Dufour (Gratien) Inc.	8874
Eastern Slate Inc.	8878
Échos-Vedettes Inc.	8879

Divers	Miscellaneous		
A & W Restaurant (Trois-Rivières) Ltd. (Nom-Name ch.)	8883	Camping Unique Inc.	8882
Association des Étudiants en Médecine de l'Université de Montréal (Règl.-Bylaws)	8882	Construction Sweet Home Inc.	8882
C.I.D.D. ltée (Nom-Name ch.)	8883	Fanny Industries Inc.	8878
Capitol International Pictures Ltd. (Name ch.)	8884	Habitations Thibodo et associés inc.	8880
Cie Nationale d'Intercommunication (1966) ltée (La) (Dir.)	8885	Immeubles Mattan ltée (Les)	8880
Club Bois Verts de St-Hilarion inc. (Règl.-Bylaws)	8883	Industries Fanny Inc. (Les)	8878
Club Moto-Neige Aigle Noir d'East Angus inc. (Règl.-Bylaws)	8886	Marché d'Alimentation Éclair inc.	8881
Comité Péroissial de Cloutier inc. (Le) (Règl.-Bylaws)	8885	Mattan Realities Ltd.	8880
Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec (La) (Règl.-Bylaws)	8883	Mercerie Bouchard & Theroux Inc.	8882
Films Internationaux Capital ltée (Les) (Nom ch.)	8884	Rose Electric Ltd.	8880
Gestion Histart inc. (Dir.)	8883	Vacair Inc.	8881
Hubert Lake Ungava Nickel Mines Limited (Dir.)	8883	Viking Draperies Ltd.	8881
Lauzon (Michel) & Associés inc. (Nom-Name ch.)	8884		
Ligue des Citoyens de Lac St-Charles incorporée (Règl.-Bylaws)	8884	DEMANDE À LA LÉGISLATURE	APPLICATION TO LEGISLATURE
Litho Plate Service Inc. (Dir.)	8885	Séminaire de Sainte-Thérèse	8886
Maxwel (J.H.) Mfg. Inc. (Dir.)	8886	Seminary of St. Thérèse	8886
Mini Farm Developers Ltd. (Nom-Name ch.)	8885		
Mouvement National des Québécois (Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec) (Nom-Name ch.)	8885	LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la	WINDING-UP ACT
National Intercom (1966) Ltd. (Dir.)	8885	Cossette Entreprises Inc.	8887
Osisko Rouyn Exploration Company Limited (The) (Dir.)	8886	Entreprises Cossette inc.	8887
Projet de Loisirs « 80 » inc (Règl.)	8884	Syndicat coop agricole de beurrerie centrale de Petit Saguenay	8887
Rebico Investments Inc. (Dir.)	8885		
Recreation Project "80" Inc (Bylaws)	8884	MINISTÈRES	DEPARTMENTS
Service d'Accueil aux Voyageurs et aux Immigrants (Dir.)	8886	Affaires municipales	<i>Municipal Affairs</i>
Service des Loisirs St-Louis-de-Montford de Laval (Dir.)	8884	Farnham, cité-city (Mod.-Amend.)	8892
Unic-Pant Inc. (Dir.)	8886	Rivière-Pentecôte, munic. (L.P.)	8893
		Finances	<i>Finance</i>
Lettres patentes	Letters Patent	État financier de la province au 31 mars 1972	8921
Claude Mining Company Limited	8889	Financial statement of the Province ending March 31, 1972	8921
Compagnie minière Claude limitée (La)	8889		
Mines Mougeon	8889	Institutions financières compagnies et coopératives	Financial Institutions Companies and Cooperatives
Mougeon Mines	8889	Assurance:	<i>Insurance:</i>
		Compagnie d'Assurance Mutuelle Feu de la	
Lettres patentes annulées	Letters Patent Annulled	Municipalité de Bonaventure, Comté de Bonaventure (Annul.)	8929
Constantin Transport Inc.	8888	Waterloo Mutual Insurance Company (The) (Annul.)	8929
		Compagnies de fidéicommis:	Trust Companies:
Lettres patentes avis d'annulation	Letters Patent notice of annulment	Compagnie de fiducie Morguard (Enregistrement)	8896
Boutique Underfashions Inc.	8887	Morguard Trust Company (Registration)	8896
		Terres et forêts	Lands and Forests
Sièges sociaux	Head Offices	Cadastre:	<i>Cadastre:</i>
Baril & frère ltée	8879	Bassin de Chambly, village	8891
Braut Assurances Inc.	8881	Pointe-Claire, par.	8891
		St-Henri de Mascouche, par.	8891
		Saint-Sauveur, par.	8891
		Sainte-Thérèse de Blainville, par.	8891
		Warwick, canton-township	8892

NOMINATIONS

Conseil en loi
de la reine:

Cain, Michael 8930

Divers:

Aubé, Denys (*Juge de la Cour provinciale-
Judge of the Provincial Court*) 8930
 Bélanger, Paul-A. (*Juge des sessions-Judge
of the Sessions*) 8930
 Cliche, Robert (*Juge de la Cour provinciale-
Judge of the Provincial Court*) 8930
 Hamel, Robert (*Juge de la Cour provinciale-
Judge of the Provincial Court*) 8931
 Mercier, Yvon (*Juge de la Cour provinciale-
Judge of the Provincial Court*) 8931

PROCLAMATIONS

Coming into force of the official cadastre of a
part of the township of Bickerdike, situated
in the registration division of Québec 8911
 Coming into force of the official cadastre of a
part of the township of Bourlamaque, si-
tuated in the registration division of Abitibi 8912
 Coming into force of the official cadastre of a
part of the township of Potton, situated
in the registration division of Brôme 8915
 Coming into force of the official cadastre of a
part of the village of Val-Barrette, situated
in the registration division of Labelle 8914
 Land Titles Act in certain electoral districts
to the cadastre of a part of the township of
Douglas, electoral district of Gaspé-Sud
(R.S.Q. 1964, ch. 321) 8919
 Land Titles Act in certain electoral districts
to the cadastre of a part of the township of
Goynish, electoral district of Duplessis
(R.S.Q. 1964, ch. 321) 8917
 Mise en vigueur du cadastre officiel d'une
partie du canton de Bickerdike, située dans
la division d'enregistrement de Québec 8911
 Mise en vigueur du cadastre officiel d'une
partie du canton de Bourlamaque, située
dans la division d'enregistrement d'Abitibi 8912
 Mise en vigueur du cadastre officiel d'une
partie du canton de Potton, située dans la
division d'enregistrement de Brôme 8915
 Mise en vigueur du cadastre officiel d'une
partie du village de Val-Barrette, située
dans la division d'enregistrement de Labelle 8914
 Titres de propriété dans certains districts
électorales au cadastre d'une partie du
canton de Douglas, district électoral de
Gaspé-Sud (S.R.Q. 1964, ch. 321) 8919
 Titres de propriété dans certains districts
électorales au cadastre d'une partie du
canton de Goynish, district électoral de
Duplessis (S.R.Q. 1964, ch. 321) 8917

APPOINTMENTS

Queen's Counsel
learned in the law:

8930

Miscellaneous:

Régie de l'Électricité
et du Gaz

Gaz Métropolitain, Inc. (*Requête-Petition*) 8890
 Gaz du Québec, Inc. (*Requête-Petition*) 8890

Electricity
and Gas BoardRENSEIGNEMENTS SUR
LES COMPAGNIESCOMPANIES
INFORMATION ACT

Revocation de dissolution: Revocation of Dissolution:
 Arnold Farms Limited 8896
 Beauchamp (Marcel) Ltée 8896
 Bella Vista Development Corporation 8896
 Blue Ribbon Bedding Company (The) 8895
 Central Public Meat Market Inc. 8896
 Champeau (C. Roland) Ltée 8896
 Kroch (S.) & Sons Inc. 8896
 Machinery Equipment & Supply Co. Ltd. 8896
 Power Survey and Equipment Limited 8896
 South Shore Paper Box Company Limited. ... 8896

SOUMISSIONS —

TENDERS —

Bromptonville, ville-town 8903
 Contrecoeur, par. 8897
 Cuivre, c.s.r.-r.s.b. 8901
 Greenfield Park, ville-town 8909
 Lachine, cité-city (*Correction*) 8910
 Longueuil, ville-city 8906
 Murdochville, ville-town 8904
 Saint-Félix-du-Cap-Rouge, par. 8898

SYNDICATS
PROFESSIONNELSPROFESSIONAL
SYNDICATES

Syndicat des Professeurs de l'Université du
Québec à Chicoutimi (*Nom-Name ch.*) 8895

VENTES

SALES

Par Shérifs

By Sheriffs

Beauharnois

Beauharnois

Lazure & Frère inc. et al. vs Chénier 8940

Montmagny

Montmagny

Office du crédit agricole du Québec (L') vs Tal-
bot 8941
 Québec Farm Credit Bureau (The) vs Talbot 8941

Montréal

Montreal

Banque d'Épargne de la cité et du district de
Montréal (La) vs Sheppard 8943
 Goineau & Bousquet cie Ltée vs Paquette 8941
 Laval, ville-city vs Freitas 8942
 Mess vs Lapointe 8944
 Montreal City and District Savings Bank
(The) vs Sheppard 8943
 Morgan Trust Company vs Metz 8942
 Thibault vs Camirand 8943

Québec

Québec

Commission de l'Industrie de la Construction
vs Gravel 8947

Québec	Québec	Terrebonne	Terrebonne
(<i>suite</i>)	(<i>continued</i>)	Artisans, Société coopérative d'Assurance-vie	
National Life Assurance Company of Canada		(Les) vs Hébert et al	8949
vs Cabot	8946		
Ste-Brigitte de Laval, munic. vs Fortier et al	8945	Trois-Rivières	Trois-Rivières
Verroelst vs Bédard	8944	Roux vs Monpas et al	8949
Saint-Maurice	Saint-Maurice	Taxes	Taxes
Milette (Henri) Enrg. vs Réalisations J.C. Gagnon Inc.	8948	Cadillac, villó-town	8951
Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Périgny	8947	Rouyn, cité-city	8950
Québec Farm Credit Bureau (The) vs Perigny	8947	Saint-Jean, ville-city	8951



LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Arrêtés en conseil
Chambre du conseil exécutif

Orders in Council
Executive Council Chamber

A.C. 2721-72, du 20 septembre 1972

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE JAMES
(L.Q. 1971, ch. 34)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT l'ordonnance numéro 5 du Conseil de la
municipalité de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier mi-
nistre:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du déve-
loppement de la région de la Baie James (L.Q. 1971,
ch. 34), soit approuvée l'ordonnance numéro 5 adoptée
par le conseil d'administration de la société de dévelop-
pement de la Baie James siégeant à titre de substitut du
conseil municipal de la Baie James, et dont copie est an-
nexée aux présentes.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

*Extrait du procès-verbal de la quatrième assemblée
du conseil d'Administration, siégeant à titre
de substitut du conseil municipal de la municipalité
de la Baie James, tenue le 17 août 1972.*

ATTENDU QUE le ministère fédéral des transports juge
l'aéroport de Fort Georges à la limite des normes de sé-
curité acceptables;

ATTENDU QUE la Société de développement de la
Baie James défraie les coûts d'entretien de l'aéroport
de Fort Georges;

ATTENDU QUE les corridors de départ et d'arrivée du-
dit aéroport sont à proximité de l'école de Fort Georges;

ATTENDU QUE la piste dudit aéroport étant de sable
uniforme, devient presque « incompactable » et produit
des nuages de poussière sur le village de Fort Georges
à chaque départ et arrivée d'aéronef;

ATTENDU QUE la Société d'énergie de la Baie James,
le ministère des affaires indiennes et la Direction géné-
rale du Nouveau Québec considèrent l'aéroport de Fort
Georges comme étant le seul moyen efficace de trans-
port pour les passagers et le fret.

ATTENDU QUE le Conseil de Bande de Fort Georges
a résolu le 27 avril 1972 de demander au ministère fédé-

O.C. 2721-72, 20 September, 1972

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT
(S.Q. 1971, ch. 34)

Present: The Lieutenant-Governor in Council

RESPECTING Order No. 5 of the James Bay Municipal
Council.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime
Minister:

THAT Order No. 5, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Deve-
lopment Corporation substituting for the James Bay
Municipal Council, be approved under section 37 of the
James Bay Region Development Act.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

*Extract of the minutes of the fourth
meeting of the board of directors,
substituting for the James Bay municipal
council, held on August 17, 1972.*

WHEREAS the Federal Minister of Transport considers
Fort Georges Airport to have the minimum acceptable
safety standards;

WHEREAS the James Bay Development Corporation
defrays the maintenance costs for Fort Georges Airport;

WHEREAS the in-flight approach and take-off lanes
of the said airport are near Fort Georges School;

WHEREAS the runway of the said airport, which is of
uniform textured sand, is becoming almost "non-adhe-
rent" and forms clouds of dust over Fort Georges Villa-
ge at every take-off and landing of aircraft;

WHEREAS the James Bay Energy Corporation, the
Minister of Indian Affairs and the General Direction
of New Québec consider Fort Georges Airport the only
efficient means of transportation for passengers and
cargo;

WHEREAS the Fort Georges Band Council resolved on
April 27, 1972 to ask the Federal Minister of Transport

ral des transports de prendre tous les moyens nécessaires afin de relocaliser l'aéroport de Fort Georges.

Sur proposition de M. Boulva, dûment appuyée par M. Cliche, il est unanimement ordonné:

Ordonnance No. 5

QUE la municipalité de la Baie James soit autorisée à adresser au ministère fédéral des transports une requête relative à l'octroi d'une subvention à la municipalité de la Baie James pour la relocalisation de l'aéroport de Fort Georges.

QUE la présente ordonnance soit soumise à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

48223-o

to take all the necessary steps to relocate Fort Georges Airport.

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. Boulva, duly seconded by Mr. Cliche:

Order No. 5

THAT the James Bay municipality be authorized to forward to the Federal Minister of Transport a request relative to the granting of a subsidy to the James Bay municipality for the relocation of Fort Georges Airport.

THAT this Order be submitted for approval by the Lieutenant-Governor in Council.

48223-o

A.C. 2750-72, du 20 septembre 1972

LOI DE LA CONSERVATION DE LA FAUNE
(L.Q. 1969, ch. 58)

Réserve de chasse et de pêche (Dunière)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT la réserve de Dunière.

ATTENDU QUE la réserve de chasse et de pêche de Dunière a été créée par l'arrêté en conseil 1557-72, du 6 juin 1972;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire certaines modifications aux limites de cette réserve;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre responsable du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE le territoire de la réserve de chasse et de pêche de Dunière se décrive à l'avenir comme suit:

Un territoire d'environ 206.2 milles carrés, situé dans les cantons Dunière, Boutet, Lagrange, Catalogne, La Vérendrye, comtés de Matane et Matapédia dont la ligne périmétrique peut se décrire comme suit:

« Partant du coin nord du bloc « B » du canton Dunière, ce dit point étant situé sur la ligne de division des cantons Joffre et Dunière;

« De là, sud-est, la limite nord-est du bloc « B » du canton Dunière, vers le sud, la limite est du même bloc; et son prolongement jusqu'à la rive gauche du ruisseau Miner (Cascapédia);

« De là, dans une direction générale ouest la rive gauche dudit ruisseau jusqu'à la limite est du bloc « B » du canton Dunière;

« De là, sud, la limite est du bloc « B » du canton Dunière, la limite est du bloc « B » du canton Boutet (ligne

O.C. 2750-72, 20 September, 1972

WILD-LIFE CONSERVATION ACT
(S.Q. 1969, ch. 58)

Fish and Game Reserve (Dunière)

Present: The Lieutenant-Governor in Council

RESPECTING the Fish and Game Reserve of Dunière.

WHEREAS the Fish and Game Reserve of Dunière was created under Order in Council No 1557-72 dated 6 June, 1972;

WHEREAS it is expedient to modify the limits of this Reserve;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game;

THAT the territory of the Fish and Game Reserve of Dunière be henceforth described as follows:

A territory containing 206.2 square miles, more or less, situated in the townships of Dunière, Boutet, Lagrange, Catalogne, La Vérendrye in the Counties of Matane and Matapédia whose boundary line may be described as follows:

“Commencing from the north corner of Block “B” of the township of Dunière, the said point being situate on the division of the township of Joffre and Dunière;

thence south easterly, following the northeastern limit of Block “B” of the township of Dunière; thence southerly along the eastern limit of the same block; and its extension to the left bank of Miner stream (Cascapédia);

thence in a general westerly direction along the left bank of the said stream up to the eastern limit of Block “B” of the township of Dunière;

thence southerly along the eastern limit of Block “B” of the township of Dunière; thence along the eastern

J.F. Fafard 1928); vers le sud-ouest et le nord-ouest, la limite sud-ouest du bloc « B » du canton Boutet;

De là, sud la limite est du bloc « B » du canton Boutet, la limite est du bloc « C » du canton Lagrange;

De là, sud-est, la limite nord-est du bloc « C » du canton Lagrange, la limite nord-est du bloc « C » du canton Boutet;

De là, sud-ouest, la limite sud-est du bloc « C » du canton Boutet, la limite sud-est du bloc « C » du canton Lagrange;

De là, sud-ouest, la limite sud-est du bloc « B » du canton Lagrange; vers le sud-est, la limite nord-est du bloc « B » du canton Lagrange; la limite nord-est du bloc « A » du canton Catalogne; vers le sud-ouest, la limite sud-est du bloc « A » du canton Catalogne; vers le nord-ouest, la ligne de séparation des cantons Catalogne et La Vérendrye jusqu'à la limite sud-est du bloc « B » du canton La Vérendrye; vers le sud-ouest la limite sud-est du bloc « B » du canton La Vérendrye; vers le nord-est la limite nord-ouest du bloc « B » du même canton; vers le nord-ouest la limite sud-ouest du bloc « B » du canton La Vérendrye, la limite sud-ouest des blocs B, A et C du canton Lagrange jusqu'à l'intersection avec la ligne de hauteur des terres établie par l'arpenteur Fafard en 1928, canton 100; vers le nord-est, le sud-est et le nord, ladite ligne de hauteur jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière à la Truite; vers le nord-est, ladite rivière à la Truite jusqu'à la ligne de hauteur des terres établie par l'arpenteur Giroux en 1920, canton 41; vers le sud-est et le nord-est, ladite ligne de hauteur jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest du bloc « B » du canton Dunière; vers le nord, la limite ouest du bloc « B » du canton Dunière jusqu'au point de départ ».

QUE l'arrêté en conseil 1557-72, du 6 juin 1972, concernant la réserve de Dunière, soit modifié en conséquence.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

48225-o

limit of Block "B" of the township of Boutet (the J. F. Fafard line, 1928); thence southwesterly and northwesterly along the southwestern limit of Block "B" of the township of Boutet;

thence southerly along the eastern limit of Block "B" of the township of Boutet; thence along the eastern limit of Block "C" of the township of Lagrange;

thence southeasterly along the northeastern limit of Block "C" of the township of Lagrange; thence along the north eastern limit of Block "C" of the township of Boutet;

thence southwesterly along the southeastern limit of Block "C" of the township of Boutet; thence along the southeastern limit of Block "C" of the township of Lagrange;

thence southwesterly along the southeastern limit of Block "B" of the township of Lagrange; thence southeasterly along the northeastern limit of Block "B" of the township of Lagrange; thence along the northeastern limit of Block "A" of the township of Catalogne; thence southwesterly along the southeastern limit of Block "A" of the township of Catalogne; thence northwesterly along the separation line of the townships of Catalogne and La Vérendrye to the southeastern limit of Block "B" of the township of La Vérendrye; thence southwesterly along the southeastern limit of Block "B" of the township of La Vérendrye; thence northeasterly along the northwestern limit of Block "B" of the same township; thence northwesterly along the southwestern limit of Block "B" of the township of La Vérendrye; thence along the southwestern limit of Blocks "B", "A" and "C" of the township of Lagrange to the intersection with the line of the height of land established by land surveyor Fafard in 1928 township 100; thence northeasterly, southeasterly and northerly following the said line of the height of land to its meeting with the left bank of the Rivière à la Truite; thence northeasterly following the said Rivière à la Truite to the line of the height of land established by land surveyor Giroux in 1920, township 41; thence southeasterly and northeasterly along the line of the said height of land to its meeting with the western limit of Block "B" of the township of Dunière; thence northerly along the western limit of Block "B" of the township of Dunière to the point of commencement".

THAT Order in Council No 1557-72 dated June 6, 1972 respecting the Dunière Reserve be amended accordingly.

THAT this Order in Council come into force upon the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

48225-o

A.C. 2782-72, du 20 septembre 1972

LOI DE CRÉDIT AGRICOLE
(S.R.Q. 1964, ch. 108 et am.)

Règlement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement concernant la Loi du crédit agricole.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE le règlement concernant la Loi agricole (S.R.Q. 1964, ch. 108 et am.) adopté par l'Office du crédit agricole du Québec le 14 septembre 1972, aux fins d'abroger et de remplacer les règlements concernant la Loi du crédit agricole approuvés par l'arrêté en conseil 2475 du 27 août 1969, lequel règlement est reproduit en annexe au présent arrêté en conseil, soit approuvé conformément à l'article 9 de ladite loi et entre en vigueur le 1er octobre 1972 après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement concernant la Loi du crédit agricole

SECTION I

Définitions et interprétation

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient:

a) « *Loi* »: la Loi du crédit agricole (S.R.Q. 1964, ch. 108 et am.);

b) « *Office* »: l'Office du crédit agricole du Québec;

c) « *principale occupation* » et « *activité principale* »: le fait pour une personne de consacrer la majeure partie de son temps à l'exploitation d'une ferme, d'en tirer la plus grande part de son revenu, d'y contrôler l'emploi de son temps et l'ensemble de ses décisions et d'être reconnue dans son milieu comme s'adonnant principalement à l'agriculture;

d) « *culture du sol* »: l'exploitation du sol en vue de la production de récoltes devant être transformées sur la ferme ou vendues en nature, et accessoirement, l'exploitation des autres ressources du sol; l'exploitation exclusivement sylvicole n'est pas considérée comme « *culture du sol* » pour les fins de la Loi;

e) « *élevage d'animaux de ferme* »: l'élevage de bovins, de moutons, de porcs, de volailles et de visons, ou l'exploitation de telles espèces et de leurs productions; à

O.C. 2782-72, 20 September 1972

FARM CREDIT ACT
(S.R.Q. 1964, ch. 108 and am.)

Regulation

Present: The Lieutenant-Governor in Council

RESPECTING the regulation under the Farm Credit Act.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT the regulation under the Farm Credit Act (R.S.Q. 1964, ch. 108 and am.) made by the Québec Farm Credit Bureau on 14 September, 1972, in order to revoke and replace the regulation in respect of the Farm Credit Act approved by Order in Council 2475 dated 27 August, 1969, which is annexed to this Order in Council, be approved pursuant to section 9 of the Act and come into force on 1 October, 1972, after its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation in respect of the Farm Credit Act

DIVISION I

Definitions and Interpretation

1. In this regulation, unless the context indicates otherwise the following words and expressions mean:

(a) "Act": the Farm Credit Act (R.S.Q. 1964, ch. 108 and am.);

(b) "Bureau": the Québec Farm Credit Bureau;

(c) "principal occupation" and "principal activity": a person who devotes the major part of his time to the exploitation of a farm, who derives the greater part of his revenue therefrom, controls the use of his time and is acknowledged in his milieu to be principally engaged in farming;

(d) "cultivation of the soil": management of the soil for the production of crops, either for processing on the farm or for sale in their natural state and the development of other soil resources; sylvicultural exploitation exclusively shall not be considered as "cultivation of the soil" for purposes of the Act;

(e) "raising of livestock": the raising of cattle, sheep, swine, poultry and mink, or the exploitation of these species and their products; the breeding of any other

titre accessoire à l'entreprise principale, peut être considéré comme « élevage d'animaux de ferme » l'élevage de tous autres animaux ou l'exploitation de telles espèces et de leurs productions;

f) « programme d'améliorations foncières »: un exposé détaillé d'un projet de mise en valeur du fonds de terre ou d'un projet de construction ou d'amélioration de bâtiments de ferme ainsi que des étapes de leur réalisation;

g) « conversion d'exploitation »: le fait de substituer à la production principale d'une ferme un autre genre de production.

Toutes autres expressions et tous mots déjà définis à l'article 1 de la Loi, lorsqu'ils sont employés dans le présent règlement, ont les mêmes significations et désignent les mêmes choses qu'audit article 1.

SECTION II

Fins auxquelles doivent servir les sommes prêtées

2. Les prêts consentis en vertu de la Loi peuvent être faits pour les fins suivantes:

- a) achat de fermes ou de parties de ferme;
- b) achat d'animaux de ferme et d'instruments aratoires;
- c) construction ou réparations de bâtiments de ferme;
- d) défrichement, drainage ou toute autre amélioration permanente en vue d'accroître la productivité de la ferme;
- e) consolidation de dettes, sauf celles relatives aux automobiles, camions de plus de 3 tonnes, wagnettes, béliers mécaniques d'une puissance motrice supérieure à 60 C.V. et autres dettes exceptées par l'Office;
- f) toute autre fin qui, suivant le jugement de l'Office, peut rendre plus efficace l'exploitation de la ferme.

SECTION III

Contrat de société d'exploitation agricole

3. Le contrat de société d'exploitation agricole requis au paragraphe g de l'article 1 de la Loi doit notamment comporter, à la satisfaction de l'Office, des dispositions relativement aux questions suivantes:

- a) la nature des apports de chaque associé et la valeur proportionnelle que tels apports représentent pour chaque associé dans la société;
- b) la participation de chaque associé aux profits et aux pertes de la société à moins de partage égal.

animals or the exploitation of such species and their products may be considered "raising of livestock" as the secondary enterprise;

(f) "land improvement programme": a detailed account of a land improvement plan or of a plan for the construction or improvement of farm buildings, and the stages of the carrying out of such plans;

(g) "conversion of exploitation": the substitution of another form of production for the principal production.

All other words and expressions already defined in section 1 of the Act which are used in this regulation, have the same meaning and refer to the same objects as those in section 1.

DIVISION II

Purposes for which loans may be used

2. Loans granted under the Act may be used for the following purposes:

- (a) purchase of farms or parts of a farm;
- (b) purchase of livestock and farm implements;
- (c) construction or repair of farm buildings;
- (d) clearing, draining or any other lasting improvement for the purpose of increasing the farm's productivity;
- (e) consolidation of all debts except those related to cars, trucks weighing more than 3 tons, pick-ups and bull-dozers with a driving force exceeding 60 H.P., and all other debts excluded by the Bureau;
- (f) any other purpose which, in the opinion of the Bureau, may contribute to the efficiency of farm operations.

DIVISION III

Contract of Agricultural Exploitation Partnership

3. The contract of an agricultural exploitation partnership stipulated in paragraph g of section 1 of the Act shall, in particular, contain provisions relative to the following questions, to the satisfaction of the Minister:

- (a) the amount of each partner's contribution and the proportion that such contribution represents for each partner;
- (b) the amount of profits and losses apportioned to each partner, if the apportionment is not equal.

SECTION IV

Contribution au paiement des frais

4. La contribution de l'emprunteur aux frais d'évaluation des biens offerts en garantie est de \$5.

Cette contribution doit accompagner la demande d'emprunt à l'Office et elle n'est retenue par ce dernier que si l'évaluation est complétée.

5. L'emprunteur doit assumer tous les frais relatifs à la recherche, à l'obtention et à l'enregistrement des titres ainsi qu'à la radiation des privilèges, hypothèques et nantissements sauf la partie payable par l'Office telle que déterminée par les arrêtés en conseil 1140 et 423 des 14 avril 1937 et 1er février 1940 respectivement.

SECTION V

Programme d'améliorations foncières

6. Le programme d'améliorations foncières visé au paragraphe *d* de l'article 8 de la Loi doit être destiné de préférence à la mise en valeur du fonds de terre et ensuite à la construction ou à l'amélioration des bâtiments de ferme, à l'exception des frais d'entretien et des dépenses courantes.

Ce programme doit être soumis à l'Office et, à sa satisfaction, comporter entre autres:

a) pour le fonds de terre: la désignation de la superficie à améliorer, la nature et la description des améliorations à effectuer, le coût projeté des travaux ainsi qu'un calendrier de leur exécution;

b) pour les bâtiments de ferme: la nature des constructions ou améliorations à faire, leur description avec indication des dimensions, des structures et de la nature des matériaux, leur coût projeté ainsi qu'un calendrier de leur exécution.

SECTION VI

Programme de conversion d'exploitation

7. Le programme de conversion d'exploitation visé au paragraphe *d* de l'article 8 de la Loi doit être destiné à réaliser un changement de structure de la ferme, c'est-à-dire une modification majeure dans le programme d'élevage ou de culture et l'implantation d'une autre production c'est-à-dire l'apparition d'un élevage ou d'une culture qui ne s'y rencontrait pas auparavant, ou qui ne s'y trouvait qu'à titre accessoire. Ce programme doit être soumis à l'Office et, à sa satisfaction, comporter entre autres:

a) pour le fonds de terre: la désignation des superficies, la nature et la description des transformations à

DIVISION IV

Contribution to the Payment of Expenses

4. The borrowers' contribution to the cost of appraisal of property given as security shall be fixed at \$5.

This contribution must be sent with the loan application to the Bureau and shall be retained by the latter only if the appraisal is made.

5. The borrower must assume the costs relative to the search for, obtainment and registration of titles and to the radiation of privileges, hypothecs and pledges, with the exception of that part which is payable by the Bureau as determined by Orders in Council 1140 and 423 dated April 14, 1937 and February 1, 1940, respectively.

DIVISION V

Land Improvement Programme

6. The land improvement programme contemplated in paragraph *d* of section 8 of the Act shall first of all be aimed at land improvement and, secondarily, at the construction and improvement of farm buildings, with the exception of maintenance costs and current expenses.

This program must be submitted to the Bureau and include, to the latter's satisfaction, among other things:

(a) in the case of land: the description of the area to be improved, the nature and description of the improvements to be made, the estimated cost of the work to be done and a schedule for its carrying out;

(b) in the case of farm buildings: the nature of the construction or improvement work to be made and a description thereof, including size, structure and type of material, its estimated cost and a schedule for its carrying out.

DIVISION VI

Program of Conversion of Operation

7. The program for conversion of the operation contemplated in paragraph *d* of section 8 of the Act shall be aimed at achieving a transformation in the farm structure, namely, a major change in the breeding or cultivation programme, and in the setting up of a new form of production, that is, a form of breeding or cultivation which did not previously exist on such farm or which existed only as a secondary operation. This programme shall be submitted to the Bureau and include, to the latter's satisfaction, among other things:

(a) in the case of land: the description of the size and nature of the changes to be made, the estimated cost of

effectuer, le coût projeté des travaux ainsi qu'un calendrier de leur exécution;

b) pour les bâtiments de ferme: la nature des constructions ou réparations, leur description avec indication des dimensions, des structures et de la nature des matériaux, leur coût projeté ainsi qu'un calendrier de leur exécution;

c) pour les animaux: l'espèce et le nombre des animaux à acquérir, leur coût et la date prévisible de leur achat ainsi que les dépenses additionnelles nécessaires à leur exploitation;

d) pour les instruments et machineries agricoles: la description sommaire, le coût et la date prévisible d'achat des appareils, outils et machines requis pour la conversion.

Le programme de conversion d'exploitation doit être accompagné d'une attestation écrite de la part d'un agronome du ministère de l'agriculture et de la colonisation à l'effet que le projet de conversion est de nature à favoriser le développement de l'exploitation agricole tout en étant compatible avec les objectifs poursuivis par ledit ministère.

Dans le cas de conversion d'exploitation, nonobstant le paragraphe *c* de l'article 1, il est loisible à l'Office d'accorder à la personne qui réalise une telle conversion le délai qu'il juge nécessaire pour lui permettre de se conformer audit article.

SECTION VII

Bases générales d'évaluation des fermes et des biens nantis

8. Les bases générales d'évaluation des fermes pour les fins de la Loi reposent sur les données du marché dans le secteur concerné à la date de l'évaluation ainsi que sur la capacité de production agricole de la propriété offerte en garantie. La corrélation de la valeur indiquée par ladite capacité de production et de celle résultant d'une étude comparative des données dudit marché permet à l'Office d'établir la valeur de la ferme offerte en garantie.

Lorsque le produit de l'emprunt doit servir en tout ou en partie à la construction ou à la réparation de bâtiments, à l'agrandissement de la superficie en culture, à l'amélioration des conditions de drainage ou d'irrigation ou à toute autre amélioration permanente destinée à augmenter la valeur productive agricole de la ferme, la plus-value ainsi acquise est incluse dans la valeur estimative.

9. Les bases générales d'évaluation des biens nantis pour les fins de la Loi reposent sur les données du marché, dans le secteur concerné, lesquelles données doivent:

the work and a timetable for its carrying out;

(b) in the case of farm buildings: the nature of the construction or repair work and a description thereof, including size, structure and nature of the material, its estimated cost and a timetable for its carrying out;

(c) in the case of animals: the species and number of animals to be purchased, their cost and probable date of purchase, and also the necessary additional cost of their exploitation;

(d) farm implements and machinery: the summary description, cost and probable date for the purchase of appliances, equipment and machinery necessary for such conversion.

The program for conversion of an operation must be accompanied by a written attestation from an agronomist of the Department of Agriculture and Colonization attesting that the conversion plan is likely to favour the development of the farm operation and is compatible with the aims of the said Department.

In the case of conversion of an operation, notwithstanding paragraph *c* of section 1, it is permissible for the Bureau to grant persons affecting such conversion any period of time it considers necessary for compliance with the said section.

DIVISION VII

General Basis of Appraisal of Farms and Pledged Property

8. The general basis of appraisal of farms and pledged property for purposes of the Act shall depend on the marketing data for the sector in question on the date of appraisal, and on the agricultural production capacity of the property given as security. The correlation between the value indicated by the said production capacity and that resulting from a comparative study of the data of the said market enables the Bureau to establish the value of the farm given as security.

Where the loan is to be used in whole or in part for the construction or repair of buildings, for the increase in area for cultivation, for the improvement of draining or irrigation conditions or for any other lasting improvement aimed at increasing the production value of the farm, the plus-value thereby acquired shall be included in the estimated value.

9. The general bases of appraisal of farms and pledged property for purposes of the Act shall be established according to marketing data for the sector in question which:

a) pour les animaux, être basées sur les prix observés pendant une période de temps jugée raisonnable par l'Office;

b) pour les instruments aratoires et pour la machinerie agricole, tenir compte du prix d'achat moins la dépréciation.

(a) for animals, shall be based on the prices observed over a period of time judged reasonable by the Bureau;

(b) for farm implements and machinery, shall take into account the purchase price less depreciation.

SECTION VIII

Biens pouvant faire l'objet d'un nantissement agricole et biens pouvant constituer la base d'un prêt sur nantissement agricole

10. Pour les fins du paragraphe *fa'* de l'article 8 de la Loi, tous les biens mentionnés à l'article 1979a du Code civil peuvent faire l'objet d'un nantissement agricole en faveur de l'Office.

Cependant, parmi ces biens, seuls les suivants peuvent constituer la base d'un prêt garanti par nantissement agricole pour les fins du paragraphe *d'* de l'article 8 de la Loi, soit:

a) *les animaux reproducteurs*: d'espèce bovine, ovine, porcine, chevaline, leur croît naturel et ceux des mêmes espèces qui peuvent leur être substitués dans le cours normal des opérations agricoles;

b) *les instruments aratoires et la machinerie agricole*: les outils, instruments, appareils, machines d'une espèce non habituellement fixée aux biens fonds ou immeubles, destinés à être employés sur une ferme, ainsi que les véhicules utilisés dans les exploitations agricoles, y compris les tracteurs de ferme et les camions d'une capacité de 3 tonnes et moins, mais à l'exception de tout autre véhicule automobile au sens du Code de la route et du tracteur industriel.

SECTION IX

Taux d'intérêt et base d'amortissement progressif

11. Le taux d'intérêt payable à l'Office sur les quinze premiers mille dollars d'un prêt consenti par ce dernier, qu'il s'agisse de prêt hypothécaire ou de prêt sur nantissement, est de 2½% par année.

Le taux d'intérêt payable à l'Office sur la partie d'un prêt consenti par ce dernier qui excède \$15,000, qu'il s'agisse de prêt hypothécaire ou de prêt sur nantissement, est de 7% par année.

Pour déterminer la base d'amortissement progressif prévue à l'article 15 de la Loi et suivant laquelle sont remboursés les prêts consentis en vertu de cette dernière, l'Office établit le rapport entre les sommes prêtées, la durée des prêts et les taux d'intérêt, permettant ainsi d'établir le montant des versements semi-annuels égaux et consécutifs requis pour rembourser intégralement

DIVISION VIII

Property which may be the object of a pledge of agricultural property and property which may constitute the basis of a loan secured by pledge of agricultural property

10. For purposes of paragraph *fa'* of section 8 of the Act, all property mentioned in article 1979a of the Civil Code may form the object of a pledge of agricultural property in favour of the Bureau.

However, only the following property may constitute the basis for a loan secured by pledge of agricultural property for purposes of paragraph *d'* of section 8 of the Act, namely:

(a) *breeding stock*: of the bovine, ovine, porcine, equine species, their natural growth and that of the same species which may be substituted therefor in the normal course of agricultural operations;

(b) *farm implements and machinery*: equipment, implements, appliances and machinery of a kind not usually attached to real estate or immoveable property and intended for use on a farm; and also all vehicles used in farming, including farm tractors and trucks with a maximum capacity of 3 tons, but excluding any other motor vehicle within the meaning of the Highway Code as well as industrial tractors.

DIVISION IX

Rate of Interest and Basis of Progressive Amortization

11. The rate of interest payable to the Bureau on the first fifteen thousand dollars of a loan granted by the latter, whether it be a hypothecary loan or a loan secured by a pledge, shall be fixed at 2½% per annum.

The rate of interest payable to the Bureau on that part of a loan granted by the latter which exceeds \$15,000, whether it be a hypothecary loan or a loan secured by a pledge, shall be fixed at 7% per annum.

To determine the basis of progressive amortization prescribed in section 15 of the Act, which also provides for the repayment of loans granted under same, the Bureau shall establish the relation between the capital loaned, the term of such loans and their rate of interest, thereby permitting the establishment of the amount of semi-annual equal and consecutive payments required

chaque prêt, y compris l'intérêt simple calculé semi-annuellement et séparément sur le solde de la partie inférieure à \$15,000 et sur celui de la partie du prêt excédant \$15,000, respectivement; lesdits versements comprennent une portion d'intérêt décroissant proportionnellement avec l'augmentation de la portion affectée à la réduction du capital.

SECTION X

Assurance-vie

12. Tout emprunteur âgé d'au moins 18 ans et d'au plus 40 ans qui obtient un prêt dont le montant est de 75% et plus de la valeur foncière de la ferme offerte en garantie, telle qu'établie par l'Office, doit adhérer au plan d'assurance-vie choisi par l'Office ou transporter à ce dernier les bénéfices d'une police d'assurance sur sa vie, pour un montant égal au montant de son prêt, jusqu'à concurrence de \$25,000 et pour une période d'au moins 10 ans à compter de la date de la signature de l'acte de prêt, afin d'en garantir le remboursement au cas de son décès.

Tout emprunteur qui obtient un prêt sur nantissement agricole doit adhérer au plan d'assurance-vie choisi par l'Office ou transporter à ce dernier les bénéfices d'une police d'assurance sur sa vie, pour un montant égal au montant de son prêt et pour la durée de ce dernier.

Dans le cas d'emprunteurs conjoints, d'emprunteurs propriétaires par indivis, de corporations ou de sociétés d'exploitation agricole, l'Office désigne la personne qui devra assurer sa vie conformément aux alinéas précédents et détermine le montant d'assurance pour chaque personne lorsque l'assurance est requise de plusieurs d'entre elles.

48198-o

A.C. 2784-72, du 20 septembre 1972

LOI FAVORISANT LA MISE EN VALEUR
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
(S.L.Q. 1969, ch. 44)

Exploitations agricoles

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement concernant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE le règlement concernant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (L.Q. 1969,

to repay each loan in full, comprising the simple interest computed semi-annually and separately on the balance of that part of the loan which is less than \$15,000 and on the balance of that part exceeding \$15,000, respectively; the said payments shall comprise part of the interest decreasing proportionally with the increase of that part appropriated for the reduction of capital.

DIVISION X

Life Insurance

12. Every borrower who is at least 18 and not over 40 years of age who obtains a loan the amount of which represents 75% or more of the value of the farm given as security, as established by the Bureau, shall, in order to guarantee repayment thereof in case of death, accept the life insurance plan selected by the Bureau, or transfer to the latter the benefits of a life insurance policy for an amount equal to the amount of his loan, up to a maximum amount of \$25,000 and over a period of at least 10 years from the date of signing of the loan instrument.

Every borrower who obtains a loan secured by pledge of agricultural property must accept the life insurance plan chosen by the Bureau or transfer to the latter the benefits of a life insurance policy for an amount equal to the amount of his loan and for the term of such loan.

In the case of joint borrowers, joint-owner borrowers, agricultural exploitation corporations or partnerships, the Bureau shall appoint the person who must insure his life in accordance with the preceding paragraphs and determine the amount of insurance for each person where insurance is required of several persons.

48198-o

O.C. 2784-72, 20 septembre 1972

ACT TO PROMOTE THE DEVELOPMENT OF
AGRICULTURAL EXPLOITATIONS
(S.Q. 1969, ch. 44)

Agricultural exploitations

Present: The Lieutenant-Governor in Council

RESPECTING the regulation under the Act to promote the development of agricultural exploitations.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT the regulation annexed hereto, made by the Québec Farm Credit Bureau on 14 September, 1972

ch.44), édicté par l'Office du crédit agricole du Québec le 14 septembre 1972 conformément à l'article 22 de ladite loi, aux fins d'abroger et de remplacer les règlements concernant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles approuvés par l'arrêté en conseil 4198 du 20 décembre 1969, lequel règlement est reproduit en annexe au présent arrêté en conseil, soit approuvé et entre en vigueur le 1er octobre 1972 après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

*Règlement concernant
la Loi favorisant la mise en valeur
des exploitations agricoles*

SECTION I

Définitions et interprétation

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient:

- a) « Loi »: la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (L.Q. 1969, ch. 44);
- b) « Office »: l'Office du crédit agricole du Québec;
- c) « principale occupation » et « activité principale »: le fait pour une personne de consacrer la majeure partie de son temps à l'exploitation d'une ferme, d'en tirer la plus grande part de son revenu, d'y contrôler l'emploi de son temps et l'ensemble de ses décisions et d'être reconnue dans son milieu comme s'adonnant principalement à l'agriculture;
- d) « culture du sol »: l'exploitation du sol en vue de la production de récoltes devant être transformées sur la ferme ou vendues en nature et, accessoirement, l'exploitation des autres ressources du sol; l'exploitation exclusivement sylvicole n'est pas considérée comme « culture du sol » pour les fins de la Loi;
- e) « élevage d'animaux de ferme »: l'élevage de bovins, de moutons, de porcs, de volailles et de visons, ou l'exploitation de telles espèces et de leurs productions; à titre accessoire à l'entreprise principale, peut être considéré comme « élevage d'animaux de ferme » l'élevage de tous autres animaux ou l'exploitation de telles espèces et de leurs productions.

Toutes autres expressions et tous mots déjà faits définis à l'article 1 de la Loi, lorsqu'ils sont employés dans le présent règlement, ont les mêmes significations et désignent les mêmes choses qu'audit article 1.

pursuant to section 22 of the Act to promote the development of agricultural exploitations (S.Q. 1969, ch. 44), the object of which is to revoke and replace the regulation under the said Act which was approved under Order in Council 4198 dated 20 December, 1969, be approved and come into force on 1 October, 1972 after its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

*Regulation under the act
to promote the development
of agricultural exploitations*

DIVISION I

Definitions and Interpretation

1. In this regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

- (a) "Act": the Act to promote the development of agricultural exploitations (S.Q. 1969, ch. 44);
- (b) "Bureau": the Québec Farm Credit Bureau;
- (c) "principal occupation" and "principal activity": a person who devotes the greater part of his time to the exploitation of a farm, derives the greatest part of his revenue therefrom, orders his time thereat and makes his own decisions and is acknowledged in his milieu to be principally engaged in farming;
- (d) "cultivation of the soil": management of the soil for the production of crops, either for processing on the farm or for sale in their natural state, and secondarily, the development of other soil resources; sylvicultural operations shall not be considered "cultivation of the soil" for purposes of the Act;
- (e) "raising of livestock": the raising of cattle, sheep, swine, poultry and mink, or the exploitation of these classes of livestock and the products thereof; the breeding of all other classes of livestock or the exploitation thereof and their products may be considered "raising of livestock" as secondary to the main enterprise.

All other words and expressions already defined in section 1 of the Act which are used in this regulation, have the same meanings and refer to the same objects as those in section 1.

SECTION II

Programme d'améliorations générales

2. Le programme d'améliorations générales prévu à l'article 17 de la Loi signifie toute amélioration apportée à la ferme en tant qu'unité d'exploitation agricole et, sans limiter la généralité de ce qui précède, comprend les améliorations apportées au fonds de terre et aux bâtiments de ferme, ainsi que l'achat d'instruments aratoires, de machinerie agricole et de cheptel. Ce programme doit, à la satisfaction de l'Office, comporter une description et une estimation du coût des améliorations projetées ou des achats à effectuer ainsi que le calendrier de leur exécution.

SECTION III

Programme d'améliorations foncières

3. Le programme d'améliorations foncières visé aux articles 5 et 7 de la Loi doit être destiné prioritairement et dans la proportion d'au moins 50%, à moins que l'Office en décide autrement, à la mise en valeur du fonds de terre et ensuite à la construction ou à l'amélioration des bâtiments de ferme, à l'exception de la résidence de ferme ainsi que des frais d'entretien et des dépenses courantes. Ce programme doit être soumis à l'Office et, à sa satisfaction, comporter entre autres:

a) *pour le fonds de terre*: la désignation de la superficie à améliorer, la nature et la description des améliorations à effectuer, le coût projeté des travaux ainsi qu'un calendrier de leur exécution;

b) *pour les bâtiments de ferme*: la nature des constructions ou améliorations à faire, leur description avec indication des dimensions, des structures et de la nature des matériaux, leur coût projeté ainsi qu'un calendrier de leur exécution.

SECTION IV

Établissement de jeunes agriculteurs

4. N'est pas censé s'établir pour les fins de la Loi, l'agriculteur qui acquiert ou a acquis, dans les 3 années qui précèdent la date de réception de sa demande de subvention par l'Office, une ferme ou une partie de ferme en vue de constituer une ferme rentable, s'il était propriétaire avant ledit délai de 3 ans d'une ferme qui lui permettait alors de faire de l'agriculture sa principale occupation.

DIVISION II

General Improvement Programme

2. The general improvement programme prescribed in section 17 of the Act means any improvement made to the farm as an agricultural exploitation unit, and, without restricting the generality of the foregoing, shall include improvements made to the land and farm buildings, the purchase of farm implements, agricultural machinery and livestock. This programme shall, to the satisfaction of the Bureau, include a description and estimate of the cost of planned improvements or purchases to be made, and a schedule for their carrying out.

DIVISION III

Land Improvement Programme

3. The land improvement programme contemplated in sections 5 and 7 of the Act shall, primarily and in a proportion of at least 50% unless the Bureau decides otherwise, be aimed at land improvement, and, secondarily, at the construction or improvement of farm buildings, with the exception of the farm residence, maintenance costs and current expenses. This programme shall be submitted to the Bureau and contain, to the satisfaction of the latter, among other items:

(a) *in the case of land*: a description of the area to be improved, the nature and description of the improvements to be made, the estimated cost of the work and a timetable for its carrying out;

(b) *in the case of farm buildings*: the nature of the construction or repair work to be done and a description thereof, including size, structure and type of material, its estimated cost and a timetable for its carrying out.

DIVISION IV

Establishment of Young Farmers

4. The farmer who, within three years prior to the date on which the Bureau acknowledges his application for a grant, purchases or has purchased a farm or part of a farm in order to develop an economic farm, shall not be deemed to have established himself for purposes of the Act if he was owner of a farm before the said 3 year period, which at that time, made farming his principal occupation.

SECTION V

Agrandissement de ferme

DIVISION V

Enlargement of Farm

5. La subvention prévue à l'article 7 de la Loi doit servir exclusivement au paiement du coût des améliorations foncières réalisées conformément au programme soumis à l'Office suivant l'article 3 du présent règlement.

Ladite subvention ne peut dépasser \$50 l'acre en culture de la superficie augmentée, jusqu'à concurrence du maximum prévu de \$2,000, ou \$4,000 selon le cas, ni s'appliquer à la superficie agrandie ou partie de cette dernière qui porte la superficie globale en culture de la ferme à plus de 400 acres pour un individu et 700 acres pour une corporation d'exploitation agricole, une société d'exploitation agricole ou des agriculteurs qui exploitent conjointement une ferme rentable constituée de l'ensemble de leurs fermes ou dont ils sont propriétaires par indivis.

Les limites prévues à l'alinéa précédent s'appliquent également dans le cas d'un agriculteur, d'une corporation ou d'une société d'exploitation agricole qui, pour des motifs jugés valables par l'Office, dispose de sa ferme pour en acquérir une autre de plus grande étendue en culture, la partie de la superficie de la ferme de remplacement qui excède la superficie en culture de la première ferme étant considérée comme la superficie d'agrandissement. Dans ce cas toutefois, il ne doit pas s'écouler plus de deux années entre la date de l'acte d'aliénation de la première ferme et la date de l'acte d'acquisition de la seconde; ce délai pourra être étendu, dans les cas d'expropriations, lorsque sa prolongation, de l'avis de l'Office, n'est pas imputable à l'exproprié.

6. Pour les fins du premier alinéa de l'article 7 de la Loi, la superficie d'agrandissement ne doit en aucun cas être située à une distance de plus de six milles par voie ordinaire, de l'unité principale d'exploitation.

7. Pour apprécier l'étendue de la superficie d'agrandissement, aux fins de la subvention prévue à l'article 7 de la Loi, doivent être considérées toutes les aliénations de parcelles d'une ferme effectuées dans les 5 années qui précèdent la date de la réception par l'Office d'une demande de subvention, la superficie ainsi réduite sera alors soustraite de la superficie normalement accessible à telle subvention à moins qu'il n'en soit jugé autrement par l'Office.

SECTION VI

Contrat de société d'exploitation agricole

8. Le contrat de société d'exploitation agricole requis au paragraphe g de l'article 1 de la Loi doit notamment

5. The grant prescribed in section 7 of the Act, shall only be used to pay the cost of land improvements carried out in accordance with the programme submitted to the Bureau under section 3 of this regulation.

This grant shall not exceed \$50 per acre of cultivation of the enlarged area, up to the prescribed maximum amount of \$2000, or \$4000 as the case may be, nor apply to the enlarged area or the part thereof which increases the total area of the farm to more than 400 acres for an individual, and to 700 acres for a corporation for agricultural exploitation, an agricultural exploitation partnership or group of farmers jointly operating an economic farm consisting of all their farms, or which they hold in undivided ownership.

The limits prescribed in the preceding paragraph shall also apply in the case of farmers, corporations or partnerships for agricultural exploitation which, for reasons deemed sound by the Bureau, dispose of their farms in order to purchase another containing a larger area for cultivation; that part of the area of the new farm is greater than the area under cultivation on the original farm shall be considered the enlarged area. In such case, however, no more than 2 years may elapse before the date of signature of the deed of alienation of the first farm and the date of the deed of acquisition of the second, this time limit may be extended in case of expropriation if such extension, in the opinion of the Bureau, is not attributable to the person whose land is being expropriated.

6. For purposes of the first paragraph of section 7 of the Act, the enlarged area shall, under no circumstance, be situated at a distance of over 6 miles, in a direct line, from the main exploitation unit.

7. To determine the size of the enlarged area for purposes of the grant prescribed in section 7 of the Act, all transfers of farm parcels made within 5 years prior to the date on which the Bureau acknowledges a grant application shall be taken into consideration, the area thus reduced shall then be subtracted from the area which would normally qualify for such grant, unless the Bureau deems otherwise.

DIVISION VI

Contract of an Agricultural Exploitation Partnership

8. The contract of an agricultural exploitation partnership required by paragraph g of section 1 of the Act

comporter, à la satisfaction de l'Office, des dispositions relativement aux questions suivantes:

a) la nature des apports de chaque associé et la valeur proportionnelle que tels apports représentent pour chaque associé dans la société;

b) la participation de chaque associé aux profits et aux pertes de la société à moins de partage égal.

9. Pour les fins du deuxième alinéa de l'article 13 de la Loi, est considérée comme étant une modification au contrat par lequel une société d'exploitation agricole a été formée, la dissolution de telle société demandée par l'un ou plusieurs de ses membres tant que le dernier versement d'une subvention qui lui a été accordée en vertu de la Loi n'a pas été payé.

SECTION VII

Preuve que des agriculteurs exploitent conjointement leurs fermes

10. Lorsque plusieurs agriculteurs exploitent conjointement une ferme rentable constituée de l'ensemble de leurs fermes ils doivent, pour les fins de l'article 13f de la Loi, fournir la preuve de telle exploitation conjointe dans un document établissant:

a) leur convention d'exploiter en commun aussi longtemps que le dernier versement de la subvention demandée par ces agriculteurs n'aura pas été payé;

b) la nature des apports de chacun de ces agriculteurs;

c) la participation de chacun dans l'administration et le partage des revenus et des dépenses, à moins de partage égal;

d) l'obligation de tenir une comptabilité.

SECTION VIII

Valeur relative des intérêts d'un actionnaire ou d'un sociétaire

11. Pour établir la valeur relative des intérêts d'un actionnaire ou d'un sociétaire dans une corporation ou une société d'exploitation agricole pour les fins de l'article 12 de la Loi, l'Office doit déterminer la quote-part de cet actionnaire ou de ce sociétaire dans l'actif global de cette corporation ou de cette société.

SECTION IX

Demande de subvention et production de documents

12. Toute demande de subvention doit être faite sur une formule de demande approuvée par l'Office à laquelle doit être annexé l'acte d'acquisition de la ferme ou de la superficie d'agrandissement, selon le cas. Cette

shall, in particular and to the satisfaction of the Bureau, contain provisions in respect of the following:

(a) the amount of each partner's contribution and the share proportion that such contribution represents for each partner;

(b) the amount of profits and losses apportioned to each partner, if the apportionment is not equal.

9. For purposes of the second paragraph of section 13 of the Act, the request for dissolution of a partnership by one or several of its members shall be considered a modification to the contract by which an agricultural exploitation partnership was formed until the last instalment on a grant made to it under the Act has been paid.

DIVISION VII

Proof that Farmers Operate their Farms Jointly

10. Where several farmers operate an economic farm consisting of all their farms they must, for purposes of section 13f of the Act, furnish proof of such joint operations in a document establishing:

(a) their agreement to operate jointly as long as the last instalment on the loan requested by these farmers has not been paid;

(b) the amount of each farmer's contribution;

(c) the apportionment of each in the administration and sharing of revenues and expenses, if the apportionment is not equal;

(d) the obligation to keep an accounting system.

DIVISION VIII

Relative Value of Interest of a Shareholder or Partner

11. To establish the relative value of the interests of a shareholder or partner in a corporation or partnership for agricultural exploitation for purposes of section 12 of the Act, the Bureau shall determine the share of such shareholder or partner in the total assets of the corporation or partnership.

DIVISION IX

Application for Grant and Production of Documents

12. Every application for a grant shall be made on an application form approved by the Bureau to which must be annexed the deed of acquisition of the farm or of the enlarged area, as the case may be. This application form

demande doit en outre être accompagnée d'un programme d'améliorations générales ou foncières selon le cas, conforme aux articles 2 et 3 du présent règlement.

L'acte d'acquisition requis pour les fins des articles 2, 5 et 7 de la Loi doit être acceptable par l'Office: les lots sous billet de location ne peuvent être considérés pour fins de calcul de la superficie d'agrandissement.

13. L'Office peut également requérir d'une personne qui fait une demande de subvention tout document qu'il juge utile ou nécessaire à l'octroi de cette dernière et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, requérir la production des documents suivants:

a) pour la corporation d'exploitation agricole:

i) les lettres patentes et lettres patentes supplémentaires, s'il y a lieu;

ii) le registre des actionnaires;

iii) le livre des minutes;

iv) les états financiers, soit un bilan et l'état des profits et pertes pour le dernier exercice financier; et, dans le cas d'une nouvelle corporation, un bilan *pro forma* ainsi qu'une projection des opérations;

v) un certificat de régularité de la corporation récemment émis par le ministère des institutions financières, compagnies et coopératives;

b) pour la société d'exploitation agricole:

i) le contrat de formation de la société et toute convention subséquente, s'il y a lieu;

ii) la liste des sociétaires et participation de chacun de ces derniers;

iii) la déclaration de société;

iv) les états financiers, soit un bilan et l'état des profits et pertes pour le dernier exercice financier; et, dans le cas d'une nouvelle société, un bilan *pro forma* ainsi qu'une projection des opérations.

48198-o

shall also be accompanied by a general or land improvement programme, as the case may be, in accordance with sections 2 and 3 of this regulation.

The deed of acquisition required for purposes of sections 2, 5 and 7 of the Act shall be acceptable to the Bureau: the lots under a location ticket may not be included in calculating the enlarged area.

13. The Bureau may also require of a person applying for a grant any document that it considers useful or necessary thereto and, without restricting the generality of the foregoing, shall require the production of the following documents:

(a) in the case of a corporation for agricultural exploitation:

(i) letters patent and supplementary letters patent as the case may be;

(ii) register of shareholders;

(iii) minute-book;

(iv) financial statements, namely a balance sheet and statement of profit and loss for the last financial year and, in the case of a new corporation, a *pro forma* balance sheet and an operations estimate;

(v) a certificate of regularity of the corporation recently issued by the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives;

(b) in the case of an agricultural exploitation partnership:

(i) contract of incorporation of the partnership and any subsequent agreement, where applicable;

(ii) list of members and shares held by each;

(iii) declaration of partnership;

(iv) financial statements, namely a balance sheet and statement of profit and loss for the last financial year and, in the case of a new partnership, a *pro forma* balance sheet and an operations estimate.

48198-o

A.C. 2785-72, du 20 septembre 1972

LOI FAVORISANT LE CRÉDIT À LA PRODUCTION AGRICOLE
(L.Q. 1972 ch.)

Production agricole

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement concernant la Loi favorisant le crédit à la production agricole.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE le règlement concernant la loi favorisant le crédit à la production agricole (L.Q. 1972) sanctionnée le 30

LR-2192

O.C. 2785-72, 20 september 1972

ACT TO PROMOTE CREDIT TO FARM PRODUCERS
(S.Q. 1972, BILL 11)

Farm producers (credit)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the regulation under the Act to promote credit to farm producers.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT the regulation under the Act to promote credit to farm producers (S.Q. 1972, Bill 11, sanctioned on 30

juin 1972, et le formulaire s'y rapportant, adoptés par l'Office du crédit agricole du Québec le 14 septembre 1972, conformément à l'article 17 de ladite loi, et reproduits en annexe au présent arrêté en conseil, soient approuvés et entrent en vigueur le 1er octobre 1972, après leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD

*Règlement concernant la Loi favorisant
le crédit à la production agricole*

1. *Définitions et interprétation:* Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient:

a) « *Loi* »: la Loi favorisant le crédit à la production agricole (L.Q. 1972) sanctionnée le 30 juin 1972;

b) « *Office* »: l'Office du crédit agricole du Québec, chargé de l'exécution de la Loi;

c) « *personne* »: un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole;

d) « *principale occupation* » et « *activité principale* »: (Réf. article 1, paragraphes b, c, f et g de la Loi): le fait pour une personne:

i) de consacrer la majeure partie de son temps à son exploitation agricole compte tenu de la nature de cette dernière;

ii) d'en tirer la plus grande part de son revenu, sauf durant la période où cette personne transforme le type d'exploitation principale de sa ferme pour y adopter un autre genre de production et pour le temps seulement que requiert cette transformation;

iii) d'y contrôler l'emploi de son temps dans la mesure où le requièrent les opérations normales de sa dite exploitation; et

iv) d'être reconnu dans son milieu comme s'adonnant principalement à l'agriculture;

e) « *culture du sol* » (Réf. article 1, paragraphe a de la Loi): l'exploitation du sol en vue de la production de récoltes devant être transformées sur la ferme ou vendues en nature et, accessoirement, l'exploitation des autres ressources du sol; l'exploitation exclusivement sylvicole n'est pas considérée comme « culture du sol » pour les fins de la Loi;

f) « *élevage d'animaux de ferme* » (Réf. article 1, paragraphe a de la Loi): l'élevage de bovins, de moutons, de porcs, de chevaux, d'animaux à fourrure, de volailles et d'abeilles, ou l'exploitation de telles espèces et de leurs productions; à titre accessoire à l'entreprise principale, peut être considéré comme « élevage d'animaux de ferme » l'élevage de tous autres animaux ou l'exploitation de telles espèces et de leurs productions;

g) « *récoltes destinées à l'alimentation d'animaux de ferme* » (Réf. article 4 de la Loi et article 5 de la Loi, pa-

June, 1972) and the forms pertaining thereto, made by the Québec Farm Credit Bureau on 14 September, 1972, pursuant to section 17 of the said Act, and annexed to this Order in Council, be approved and come into force on 1 October, 1972 after their publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

*Regulation under the act to
promote credit to farm producers*

1. *Definitions and interpretation:* In this regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

(a) « *Act* »: the Act to promote credit to farm producers (S.Q. 1972, Bill 11, sanctioned on 30 June, 1972);

(b) « *Bureau* »: the Québec Farm Credit Bureau;

(c) « *person* »: a farmer, a corporation for agricultural exploitation, or an agricultural exploitation partnership;

(d) « *principal occupation* » and « *principal activity* » (Ref. sec. 1, paras. b, c, f and g on the Act): a person who:

(i) devotes the greater part of his time to his agricultural exploitation, account being taken of the nature of such exploitation;

(ii) derives the greater part of his revenue therefrom, except during the period when he converts the principal type of exploitation of his farm to other production and only for the transitional period entailed thereby;

(iii) orders his time thereat to the extent required for the normal operation of his exploitation; and

(iv) is acknowledged in his milieu to be principally engaged in agriculture;

(e) « *cultivation of the soil* »: (Ref. sec. 1, para. a of the Act): management of the soil for the production of crops, either for processing on the farm or for sale in their natural state, and, of secondary importance, the development of other soil resources; sylvicultural operations are not considered as being « culture of the soil » for the purposes of the Act;

(f) « *raising of livestock* »: (Ref. sec. 1, para a of the Act): the raising of cattle, sheep, swine, horses, fur-bearing animals, poultry and bees, or the exploitation of these classes of livestock and the products thereof; the raising of all other classes of livestock or the exploitation thereof and of their products may be considered under « raising of livestock » as secondary to the main enterprise;

(g) « *crops intended for feeding livestock* » (Ref. sec. 4 of the Act and sec. 5 subsec. 1 of the Act): all products

ragraphe 1°): tous produits destinés à alimenter des animaux de ferme et obtenus de la culture du sol sur un immeuble dont la superficie en culture affectée à cette fin est d'au moins 50 acres et est exploitée par la personne sollicitant un emprunt, conformément aux objectifs du ministère de l'agriculture et de la colonisation.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, les produits destinés à alimenter des animaux de ferme et obtenus de la culture du sol comprennent entre autres les variétés de céréales ou de grains de provende (blé, orge, maïs à grain, avoine), de foin et de pâturages cultivés de légumineuses et de graminées (luzerne, trèfle, lotier, mil etc.), d'ensilages, de colza et de soja, recommandées par le Conseil des productions végétales du Québec:

h) « animaux de ferme destinés exclusivement à la production de viande ou d'œufs » (Réf. article 5 de la Loi, paragraphe 2°): comprend les bovins, les porcs, les moutons, les lapins et les oiseaux de basse-cour achetés exclusivement en vue de la production de viande ou d'œufs, selon le cas.

Toutes autres expressions et tous mots déjà définis à l'article 1 de la Loi, lorsqu'ils sont employés dans le présent règlement, ont les mêmes significations et désignent les mêmes choses qu'audit article 1.

2. Lorsqu'une personne sollicite un prêt dont l'objet a pour effet d'augmenter une production agricole contrôlée par un quota de mise en marché, elle doit fournir la preuve à son prêteur, pour que celui-ci lui consente un prêt, qu'elle détient un quota assez élevé de mise en marché pour lui permettre d'écouler l'ensemble de sa production à un prix suffisant pour que cette personne soit en mesure de remplir ses obligations.

3. *Conditions du bail* (Réf. article 2 de la Loi): Le bail d'un locataire de ferme doit être constaté par écrit et dûment enregistré; le laps de temps à courir, compte tenu de la période de renouvellement qui peut y être stipulée, doit être au moins égal à la durée du prêt. Une copie du bail portant le certificat d'enregistrement doit être produite au prêteur qui la retiendra pour la durée du prêt.

4. *Production de documents*: Le prêteur doit requérir d'une personne demandant un prêt ou d'un emprunteur tout document lui permettant de s'assurer que cette personne ou cet emprunteur remplit ou continue de remplir les dispositions de la Loi et du règlement, et sans restreindre la généralité de ce qui précède, requérir la production, pour vérification, des documents suivants:

a) pour la corporation d'exploitation agricole:

i) les lettres patentes et les lettres patentes supplémentaires, s'il y a lieu;

ii) le registre des actionnaires;

iii) le livre des minutes;

iv) les états financiers, soit un bilan et l'état des profits et pertes pour le dernier exercice financier; et, dans le

intended for feeding livestock and obtained from the cultivation of the soil on an immoveable whose area of cultivation for such purpose is at least 50 acres and that is operated by the applicant for a loan, in accordance with the objectives of the Department of Agriculture and Colonization.

Without restricting the generalities of the foregoing, the products intended for feeding livestock and which are obtained from the cultivation of the soil include, among others, the varieties of grain or feed grain recommended by the Québec Plant Production Council (wheat, barley, corn grain, oats), hay and leguminous and graminaceous pastures (alfalfa, clover, birds-foot trefoil, timothy, etc...) ensilage, rape and soya-beans;

(h) "livestock intended exclusively to produce meat or eggs" (Ref. sec. 5, subsec. 2 of the Act): includes cattle, swine, sheep, rabbits and domestic fowl purchased solely for meat production or egg production, as the case may be.

All other words and expressions already defined in section 1 of the Act, where used in this regulation, have the same meaning and refer to the same things as the said section 1.

2. When a person applies for a loan the object of which is to increase production of an agricultural commodity controlled by a marketing quota, he must furnish the lender proof, in order that the latter may agree to the loan, that he is the holder of a sufficiently high marketing quota to permit him to dispose of the whole of his production at a price that will enable him to settle his obligations.

3. *Conditions governing leases* (Ref. sec. 2 of the Act): The lease of a farm tenant must be made out in writing and duly registered; the unexpired term, taking into account the renewal period which may be stipulated therein, must be at least equal to the term of the loan. A copy of the lease bearing the registration certificate must be delivered to the lender who shall retain it for the term of the loan.

4. *Production of documents*: The lender shall require of a person applying for a loan or from a borrower any document which assures him that such person or such borrower fulfills or shall continue to fulfill the provisions of the Act and the regulation, and without restricting the generality of the foregoing, shall require the production of the following documents for purposes of verification:

(a) from a corporation for agricultural exploitation:

(i) letters patent and supplementary letters patent, as the case may be;

(ii) register of shareholders;

(iii) minute-book

(iv) financial statements, namely a balance sheet and statement of profit and loss for the last financial year,

cas d'une nouvelle corporation, un bilan *pro forma* ainsi qu'une projection des opérations;

v) un certificat de régularité de la corporation récemment émis par le ministère des institutions financières, compagnies et coopératives;

b) pour la société d'exploitation agricole:

i) le contrat de formation de la société et toute convention subséquente, s'il y a lieu;

ii) la liste des membres et la participation de chacun d'eux;

iii) la déclaration de société;

iv) les états financiers, soit un bilan et l'état des profits et pertes pour le dernier exercice financier; et, dans le cas d'une nouvelle société, un bilan *pro forma* ainsi qu'une projection des opérations.

5. *Contrat de société d'exploitation agricole*: Le contrat d'exploitation agricole requis au paragraphe g de l'article 1 de la Loi doit notamment comporter, à la satisfaction du prêteur, des dispositions relativement aux questions suivantes:

a) *la durée de la société*: le laps de temps à courir ne doit pas être inférieur à la durée du prêt, à moins que le prêteur, avec l'approbation de l'Office, n'accepte un délai plus court;

b) *la nature des apports de chaque associé* et la valeur proportionnelle que tels apports représentent pour chaque associé dans la société;

c) *la participation de chaque associé aux profits et aux pertes* de la société à moins de partage égal.

6. *Formules officielles*: Les formules mentionnées dans le présent règlement en constituent des annexes et sont identifiées par les lettres CP suivies d'un numéro. Ces formules sont officielles et leur emploi est obligatoire pour l'application de la Loi; seul l'Office peut en changer la forme et la teneur avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

7. *Demande de prêt*:

1) Tout agriculteur (personne physique, propriétaire ou locataire d'une ferme) qui demande un prêt doit présenter une demande de prêt conforme à la formule CP-1; la formule CP-1A doit être utilisée dans le cas d'une corporation ou d'une société d'exploitation agricole.

La demande de prêt visée à l'alinéa précédent doit être accompagnée d'une attestation écrite sur la formule CP-12 de la part d'un agronome du ministère de l'agriculture et de la colonisation à l'effet que le programme de culture de l'emprunteur est de nature à favoriser le développement de son exploitation agricole tout en étant compatible avec les objectifs poursuivis par ledit ministère dans la région concernée.

Une telle attestation ne constitue toutefois pas une recommandation de prêt; il appartient au prêteur de procéder à l'examen de la situation financière de l'emprunteur et de sa capacité de remboursement.

and, in the case of a new corporation, a *pro forma* balance sheet and also an operations estimate;

(v) a certificate of regularity of the corporation recently issued by the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives;

(b) *from an agricultural exploitation partnership*:

(i) contract of formation of the partnership and any subsequent agreement, where applicable;

(ii) list of members and shares held by each;

(iii) declaration of partnership;

(iv) financial statements, namely a balance sheet and statement of profit and loss for the last financial year and, in the case of a new partnership, a *pro forma* balance sheet and an operations estimate.

5. *Agricultural exploitation partnership contract*: The Agricultural exploitation partnership contract required under paragraph g of section 1 of the Act shall, in particular, contain provisions relating to the following questions, to the satisfaction of the lender:

(a) *term of partnership*: the unexpired term must not be less than the term of the loan, unless the lender, with the approval of the Bureau, accepts a shorter term;

(b) *capital stock held by each partner* and the percentage of the total partnership capital constituted thereby;

(c) *profit and loss share by each partner* if such share be unequal.

6. *Official forms*: The forms mentioned in this regulation, which are annexed hereto, are identified by the letters CP followed by a number. These forms are official and their use is obligatory in the application of the Act; only the Bureau has the right to alter the form and tender thereof, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

7. *Application for a loan*:

(1) Every farmer (physical person, owner or tenant of a farm) who applies for a loan shall make his application in Form CP-1; CP-1A shall be used in the case of a corporation or partnership for agricultural exploitation.

The application for a loan referred to in the preceding paragraph must be accompanied by a written attestation in Form CP-12 by an agronomist from the Department of Agriculture and Colonization to the effect that the requested loan shall promote the development of the borrower's agricultural exploitation and is compatible with the objectives of the said Department.

Such an attestation does not, however, constitute a loan recommendation; it is the responsibility of the lender to examine the financial situation of the borrower and his capability of repaying the loan.

2) La demande de prêt prévue au paragraphe a du présent article doit être soumise au prêteur avant ou dans les 30 jours de la date

a) des dépenses courantes se rapportant à la production de récoltes destinées à l'alimentation d'animaux de ferme;

b) de l'achat d'animaux de ferme destinés exclusivement à la production de viande ou d'oeufs;

c) des dépenses courantes se rapportant à l'élevage d'animaux de ferme.

3) Toute demande de prêt doit être examinée et vérifiée par un fonctionnaire responsable du prêteur, avec le soin que son employeur exige de lui dans la conduite de ses opérations ordinaires et si le prêt est consenti, ledit fonctionnaire doit attester qu'au meilleur de sa connaissance les conditions et les fins du prêt sont de nature à justifier la garantie du gouvernement en faveur du prêteur; en particulier il doit s'assurer que la personne qui demande un prêt est un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole qui répond aux exigences de la Loi.

4) Le prêteur, s'il le juge à propos, peut exiger du requérant-emprunteur qu'il lui fournisse, en plus de la formule CP-1 ou CP-1A, selon le cas, un bilan détaillé des opérations de sa ferme pour la dernière année complète et un état des prévisions pour l'année en cours, ainsi que tous autres renseignements et documents jugés nécessaires.

5) Lorsqu'une personne transforme le type d'exploitation principale de sa ferme pour y adopter un autre genre de production, elle doit produire au prêteur en plus de sa demande de prêt, une formule CP-11 dûment signée par un agronome du ministère de l'agriculture et de la colonisation

a) contenant un exposé sommaire de la conversion d'exploitation projetée.

b) énonçant le temps requis pour réaliser cette conversion, et

c) établissant le fait qu'elle est compatible avec les objectifs dudit ministère dans la région concernée et qu'elle est en accord avec la gestion rationnelle de l'exploitation de cette personne.

8. *Preuve de dépenses*: L'emprunteur doit fournir au prêteur des reçus, factures ou chèques encaissés ou autres pièces justificatives attestant le paiement complet des dépenses encourues par l'emprunteur pour l'achat de biens et la prestation de services, prévus à l'article 5 de la Loi, et pour lesquelles il a été contracté un emprunt.

9. *Déclaration des vendeurs*: L'emprunteur doit fournir au prêteur une déclaration du vendeur conforme à la formule CP-9 ou CP-9A, selon le cas, pour toute dépense de \$300 ou plus payée ou à payer à même le pro-

(2) The loan application prescribed in subsection 1 of this section shall be submitted to the lender before or within 30 days of the date of:

(a) the current expenses relating to the production of crops intended for feeding livestock;

(b) the purchase of livestock intended exclusively to produce meat or eggs;

(c) the current expenses relating to the raising of livestock.

(3) Every application for a loan shall be examined and verified by a responsible officer the lender with the care required of him by his employer of in the conduct of his normal duties, and if the loan is agreed to, the said officer shall attest that, to the best of his knowledge, the conditions and the purpose of the loan are such as to justify the government guarantee to the lender; he shall in particular, ensure that the person applying for a loan is either a farmer, a corporation for agricultural exploitation or an agricultural exploitation partnership complying with the requirements of the Act.

(4) The lender, where he deems it expedient, may require of the applicant-borrower that he furnish, in addition to Forms CP-1 or CP-1A, as the case may be, a detailed balance sheet of his farming operations for the last complete year and a statement of estimates for the current year, and any other information and documents considered necessary.

(5) Where a person converts the principal type of exploitation of his farm to other production and where, due to such conversion, he no longer derives the greater part of his revenue from his agricultural exploitation, he shall produce to the lender, in addition to his application for a loan, Form CP-11 duly signed by an agronomist from the Department of Agriculture and Colonization:

(a) containing a summary description of the planned exploitation conversion.

(b) stating the time required to complete such conversion, and

(c) proving that it is compatible with the objectives of the said Department for the region concerned.

8. *Proof of expenses*: The borrower shall furnish to the lender receipts, invoices or cashed cheques, or any other supporting document, attesting to the complete payment of expenses incurred by the borrower for the purchase of goods and the furnishing of the services prescribed in section 5 of the Act, and for which he has contracted a loan.

9. *Declaration by vendors*: The borrower shall furnish the lender a declaration in Form CP-9 or CP-9A, as the case may be, for every expense of \$300 or more paid or to be paid out of the proceeds of the loan for

duit du prêt pour chacune des fins ou item suivants: l'achat d'aliments, de litières, d'amendements, de fertilisants, de semences, de pesticides, d'herbicides et d'animaux de ferme destinés exclusivement à la production de viande ou d'oeufs.

10. *Billets ou reconnaissances de dette*: Le billet doit être conforme à la formule CP-3 et la reconnaissance de dette doit être conforme à la formule CP-4.

11. *Taux d'intérêt* (Réf. article 8 de la Loi): Le taux d'intérêt sur tout emprunt est le taux courant chargé par les prêteurs dans le cours ordinaire de leurs opérations; cependant, dans les cas de prêts assortis d'une assurance sur la vie de l'emprunteur ou d'une assurance-invalidité, ce taux d'intérêt pourra s'accroître du coût réel de la prime de telle assurance lorsque le prêteur paie cette prime.

Nuls honoraires, frais de service, d'administration de commission ou de rétribution de quelque sorte autres que l'intérêt simple ne sont payables au prêteur relativement à un prêt tant que l'emprunteur n'est pas en défaut. Tout procédé visant à augmenter indirectement le taux d'intérêt est interdit.

12. *Garantie des prêts* (Réf. article 10 de la Loi, deuxième et troisième alinéas): Pour l'application des deuxième et troisième alinéas de l'article 10 de la Loi, la personne qui demande un prêt doit fournir les garanties mobilières ou immobilières jugées satisfaisantes par le prêteur pour tout excédent de \$2,000. Pour déterminer ce montant de \$2,000, tout solde de prêt antérieur consenti en vertu de la Loi est réputé inclus dans le prêt et doit être pris en considération.

13. *Expédition des demandes et des rapports*:

1) Les prêteurs doivent expédier à l'Office un exemplaire de chaque formulé de demande d'emprunt (formule CP-1 ou CP-1A) dans le cours du mois suivant celui où le prêt a été consenti, qu'il soit déboursé en entier ou non. Ces formulés doivent être transmis avec un rapport mensuel sur la formule CP-5.

Avant l'expiration du sixième mois suivant la date d'un prêt, le solde non déboursé d'un tel prêt doit être porté en réduction du principal comme s'il s'agissait d'un remboursement fait par anticipation et ce prêt doit être considéré comme déboursé en entier. Dans ce cas, le prêteur doit faire apparaître la réalisation de telle opération sur l'état mentionné au paragraphe 2.

2) L'Office fera parvenir à chaque prêteur, deux fois par année, un état de chaque prêt consenti par ce prêteur pour être vérifié, corrigé s'il y a lieu, daté et signé par un fonctionnaire responsable de ce prêteur et ré-expédié à l'Office dans les 30 jours suivant sa réception.

3) Au cours des mois d'avril et d'octobre de chaque année, le prêteur doit faire parvenir à l'Office un rapport des prêts en défaut arrêté au 31 mars et 30 septembre respectivement en utilisant la formule CP-6.

each of the following purposes; the purchase of feed, stable litter, ameliorators, fertilizers, seeds, pesticides, herbicides and livestock intended exclusively for the production of meat and eggs.

10. *Notes and acknowledgement of debts*: The note shall be in accordance with Form CP-3, and the acknowledgement of debt in accordance with Form CP-4.

11. *Interest rate*: (Ref. sec. 8 of the Act): The interest rate on any loan shall be the current rate charged by lenders in the ordinary course of their operations; however, in cases of loans with which are conjointly issued life or invalidity insurance policies on the borrower, increased by the actual cost of the premium of such insurance when the lender pays the said premium.

No fees, service or administration charges, commission or remuneration of any kind other than simple interest shall be payable to the lender for a loan as long as the borrower is not in default. Any procedure intended, to indirectly increase the interest rate is prohibited.

12. *Loan guarantee* (Ref. sec. 10, second and third paras. of the Act): For the application of the second and third paragraphs of section 10 of the Act, the person who applies for a loan shall furnish securities on moveables or immoveables considered adequate by the lender for any excess of \$2,000. To determine this amount of \$2,000, any outstanding balance of a loan previously made pursuant to the act is deemed to be included in the loan and must be taken into consideration.

13. *Forwarding of applications and reports*:

(1) Lenders must forward to the Bureau a copy of each loan application (Form CP-1 or CP-1A) during the month following that of granting of the loan whether or not it has been entirely disbursed. These forms must be forwarded with a monthly report in Form CP-5.

Before the expiry of the sixth month following the date of a loan, the balance of such loan not yet disbursed must be applied as a reduction of the principal as though it were an advance repayment and such loan shall be considered as having been entirely disbursed. In such case, the lender shall show that this has been done on the statement mentioned in subsection 2.

(2) The Bureau shall send to each lender twice a year a statement of each loan granted by such lender for verification, correction where necessary, dating and signature by a responsible officer of the lender and it shall be re-forwarded to the Bureau within 30 days of its receipt.

(3) During the months of April and October of each year the lender must send to the Bureau a report of the loans in default up to 31 March and 30 September respectively in Form-CP-6.

4) Lorsqu'un prêt est remboursé en entier, le prêteur doit en informer immédiatement l'Office suivant la formule CP-10.

14. *Transport à une tierce personne* (Réf. article 13 de la Loi, deuxième alinéa): Lorsqu'une tierce personne prend à sa charge les obligations d'un emprunteur, elle doit obtenir l'approbation du prêteur intéressé pour le transport de tel prêt et, à cette fin, remplir en duplicata et fournir à ce prêteur la formule CP-2 établissant qu'elle est ou deviendra prochainement un agriculteur, une corporation ou une société d'exploitation agricole au sens de la Loi. Le prêteur est tenu de transmettre à l'Office un exemplaire de cette formule CP-2 dans les 30 jours qui en suivent la signature.

Pour les fins de l'alinéa précédent, le terme « emprunteur » aussi la tierce personne qui prend à sa charge les obligations de l'emprunteur.

15. *Infractions*: Lorsqu'un prêteur découvre qu'une déclaration dans une demande de prêt est fautive sur un point essentiel, ou qu'un emprunteur a affecté le produit d'un prêt à une fin autre que celle qui est spécifiée dans la demande ou a abandonné sa ferme, a cessé de remplir les conditions requises pour bénéficier de la Loi ou s'est départi des biens constituant la garantie, le prêteur peut prendre toute action qu'il juge appropriée dans les circonstances, et il doit immédiatement faire un rapport complet à l'Office qui peut demander au prêteur de prendre toute mesure nouvelle ou supplémentaire qu'il peut prescrire.

16. *Garantie du gouvernement*:

1) La garantie du gouvernement envers le prêteur lui est acquise par le seul effet de la Loi.

2) Lorsque, en dépit du fait qu'une demande a été examinée et vérifiée par un fonctionnaire responsable du prêteur avec le soin que celui-ci exige de lui dans la conduite de ses opérations ordinaires, il est découvert qu'un prêt a été obtenu au moyen d'une fautive déclaration sur un point essentiel ou que le produit du prêt a été affecté ou est affecté à une fin autre que celle spécifiée dans la demande de prêt, la responsabilité du gouvernement envers le prêteur sous régime de la Loi ne sera point déchargée pour cette raison.

17. *Revision des termes du prêt*:

1) Lorsqu'un emprunteur se déclare incapable de remplir ses obligations à échéance, le prêteur peut conclure avec lui de nouvelles conventions pour faciliter le remboursement de l'emprunt contracté. Dans ce cas, le délai accordé ne doit pas prolonger la durée de l'emprunt au-delà du terme fixé par l'article 7 de la Loi; le prêteur doit alors indiquer au dossier de l'emprunteur concerné ces nouvelles conventions et en aviser l'Office par lettre ordinaire transmise dans un délai d'un mois.

2) Lorsqu'à l'expiration du terme prévu à l'article 7 de la Loi, un emprunteur n'a pas acquitté en entier ses obligations et que le prêteur lui accorde terme pour l'ac-

(4) When a loan has been entirely repaid the lender must immediately inform the Bureau thereof in Form CP-10.

14. *Transfer to a third person*—(Ref. sec. 13, second para. of the Act): Where a third person assumes the obligations of borrower, he shall obtain the approval of the interested lender for the transfer of such loan and for such purpose, complete and furnish the lender Form CP-2 in duplicate establishing that he is or is about to become a farmer, or a partnership or corporation for agricultural exploitation within the meaning of the Act. The lender shall be responsible for forwarding a copy of Form CP-2 to the Bureau within 30 days after signing.

For the purposes of the preceding paragraph, the term "borrower" shall also include the third person who assumes the obligations of the borrower.

15. *Offences*: Where a lender discovers that any declaration in a loan application is false in any essential point, or that a borrower has used the proceeds of a loan other than as provided for in the application, or has abandoned his farm, ceased to fulfill the conditions required to benefit from the Act, or has alienated the property constituting the guarantee, the lender may take any action he considers appropriate in the circumstances and he shall immediately send a complete report to the Bureau which may request the lender to take any new or supplementary measure it prescribes.

16. *Government guarantee*:

(1) The guarantee by the government to the lender is acquired due solely to the Act.

(2) Where, in spite of the fact that an application has been examined and verified by a responsible officer of the lender with the care required by the latter of such officer in the conduct of his normal duties, it is discovered that the loan has been obtained through a false declaration in an essential point, or that the proceeds of the loan have been or are being used for a purpose other as provided for in the loan application, the government shall continue to be responsible to the lender under the Act for the loan.

17. *Revision of loan terms*:

(1) Where a borrower declares that he cannot meet his obligations at maturity, the lender may conclude new agreements with him in order to facilitate repayment of the contracted loan. In such case, the time limit granted shall not prolong the term of the loan beyond the term fixed by section 7 of the Act; the lender must then record these new agreements in the file of the borrower concerned and advise the Bureau by ordinary mail transmitted no later than one month therefrom.

(2) Where, upon the expiry of the term prescribed in section 7 of the Act, a borrower has not entirely discharged his obligations and the lender grants him an

quittement du solde du prêt, le prêteur continue de bénéficier de la garantie du gouvernement, mais il doit notifier l'Office par lettre ordinaire transmise dans un délai d'un mois, de ce nouveau terme qu'il vient d'accorder à l'emprunteur.

18. *Procédure en cas de défaut*: Lorsqu'un emprunteur est en défaut à l'égard d'un versement et que le solde du prêt devient exigible, le prêteur peut prendre les moyens qu'il juge opportuns en vue

- a) d'effectuer le recouvrement du prêt;
- b) d'obtenir toute garantie supplémentaire;
- c) de réaliser sa garantie; ou
- d) d'en venir à un compromis avec un tiers ou de lui faire quelque concession;

le tout sans préjudice de la responsabilité du gouvernement envers le prêteur en vertu de la Loi.

19. *Conditions de réclamation*: Une réclamation pour perte subie par un prêteur en conséquence d'un prêt garanti en vertu de la Loi peut être présentée à l'Office pourvu que:

- a) le prêteur ait réalisé sa garantie, à moins que lui-même et l'Office en conviennent autrement;
- b) le prêteur ait pris tous autres moyens de recouvrement qu'il aurait jugés nécessaires dans la conduite de ses opérations ordinaires ou que l'Office pourrait recommander.

20. *Formule de réclamation*: Toute réclamation présentée par un prêteur en vertu de l'article 19 du présent règlement doit être expédiée ou remise à l'Office au moyen de la formule CP-7.

21. *Approbation des réclamations et paiement des pertes*:

1) L'Office doit, dans les 60 jours qui suivent la réception d'une réclamation, en approuver le paiement et l'effectuer dans le plus bref délai, pourvu que le prêt et la réclamation aient été effectués en conformité de la Loi et du règlement.

2) Le paiement d'une perte subie par le prêteur et la réclamation présentée par lui pour ce paiement doivent comprendre:

- a) le montant impayé du prêt;
- b) l'intérêt couru mais non perçu jusqu'à la date où le paiement de la réclamation est approuvé;
- c) tous frais taxés ou taxables non recouverts ainsi que tous déboursés non recouverts relatifs ou accessoires à toutes procédures judiciaires ou autres se rapportant au prêt, et

d) les honoraires, dépens et déboursés judiciaires, taxables ou non, que le prêteur a réellement effectués et dont il n'a pas été remboursé, qu'il y ait eu litige ou non, en recouvrant ou en tentant de recouvrer le prêt en souffrance ou en protégeant les droits du gouvernement, mais seulement dans la mesure du montant que permettent les tarifs établis.

extension for repayment of the balance of the loan, the lender shall continue to benefit from the government guarantee, but he shall notify the Bureau of such extension granted the borrower by ordinary mail transmitted within one month therefrom.

18. *Procedure in case of default*: Where a borrower defaults in respect of an instalment and the balance of the loan becomes due, the lender may take the means he considers appropriate in order to:

- (a) recover the loan;
- (b) obtain any supplementary guarantee;
- (c) realize his security; or
- (d) come to an arrangement with a third person or make some concession to him;

the whole without prejudice to the responsibility of the government to the lender under the Act.

19. *Conditions for claim*: A claim for loss suffered by a lender resulting from a guaranteed loan under the Act may be presented to the Bureau provided that:

- (a) the lender has realized his security, unless he and the Bureau agree otherwise;
- (b) the lender has taken all other means of recovery that he would have considered necessary in the normal conduct of his business or that the Bureau may recommend.

20. *Claim form*: Every claim presented by a lender under section 19 of this regulation must be forwarded or remitted to the Bureau in Form CP-7.

21. *Approval of claims and payment of losses*:

(1) The Bureau must, within 60 days of receipt of a claim, approve payment thereof and make the remittance as soon as possible, provided that the loan or claim has been made in accordance with the Act and regulation.

(2) The payment of a loss suffered by the lender and the claim presented by him for payment thereof shall include:

- (a) the unpaid amount of the loan;
- (b) the unpaid accrued interest up to the date when the payment of the claim is approved;
- (c) all non-recovered taxed or taxable costs and also any non-recovered disbursements relative or ancillary to all legal proceedings or others in connection with the loan; and

(d) the legal fees, expenses and disbursements, taxable or untaxable, that the lender has actually made and for which he has not been repaid, whether or not there has been litigation, in recovering or attempting to recover the overdue loan or in safeguarding the rights of the government, but only according to the amount permitted under the established tariff.

3) Lors du paiement d'une perte relative à un prêt garanti par la Loi, le prêteur doit émettre un reçu selon la formule CP-8 et l'expédier à l'Office avec le billet ou la reconnaissance de dette signé par l'emprunteur, ce billet devant être endossé par le prêteur au gouvernement, sans recours, et la reconnaissance de dette devant être transportée au gouvernement, sans garantie; et le prêteur devra transporter au gouvernement, aux frais de ce dernier, toute garantie détenue pour le paiement du prêt.

22. *Droit d'enquête*: L'Office peut effectuer toute enquête auprès de l'emprunteur ou du prêteur relativement au prêt et à l'utilisation de la somme empruntée et, pour les fins de telle enquête, exiger d'eux tous renseignements et documents jugés nécessaires. L'Office peut également procéder à une enquête auprès de l'emprunteur pour s'assurer qu'il continue de remplir les conditions requises pour bénéficier de la Loi. Le prêteur peut aussi procéder auprès de l'emprunteur à toute enquête que l'Office peut effectuer lui-même et requérir de l'emprunteur les mêmes renseignements et documents.

Pour les fins de l'alinéa précédent, l'Office ou le prêteur peut en tout temps procéder à une visite ou à une inspection de l'exploitation de l'emprunteur, exiger qu'il se conforme à la Loi et aux règlements et qu'il prenne toutes mesures de conservation, de protection et d'entretien jugés appropriées relativement aux biens constituant la garantie fournie au prêteur.
48198-o

(3) Upon payment of a loss in respect of a loan guaranteed by the Act, the lender shall issue a receipt in Form CP-8 and forward it to the Bureau together with the note or the acknowledgement of debt signed by the borrower, the said note being endorsed by the lender to the government without recourse, and the acknowledgement of debt transferred to the government without guarantee. The lender must transfer to the government, at the expense of the latter, all guarantees held for payment of the loan.

22. *Right of Inquiry*: The Bureau may make any inquiry in respect of the borrower or the lender in regard to the loan and the utilization of the amount loaned and, for the purposes of such inquiry, require from them all the information and documents deemed to be necessary. The Bureau may also conduct an inquiry in respect of the borrower in order to ensure that he continues to fulfill the conditions required to benefit from the Act. The lender may also conduct any inquiry in respect of the borrower that the Bureau may itself conduct and require the same information and documents from the borrower.

For purposes of the preceding paragraph, the Bureau or the lender may at any time visit or inspect the exploitation of the borrower, require that he comply with the Act and the regulations and that he take all conservation, protecting and maintenance measures deemed appropriate in respect of the goods constituting the guarantee furnished to the lender.
48198-o

A.C. 2786-72, du 20 septembre 1972

LOI DE L'AMÉLIORATION DES FERMES
(S.R.Q. 1964, ch. 109 et am.)

Amélioration des fermes

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement concernant la Loi de l'amélioration des fermes.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE les règlements concernant la Loi de l'amélioration des fermes (S.R.Q. 1964, ch. 109 et am.) et le formulaire s'y rapportant, édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'arrêté en conseil 435 du 4 février 1970, soient modifiés par le règlement et le formulaire reproduits en annexe au présent arrêté en conseil, lesquels entreront en vigueur le 1er octobre 1972 après leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

O.C. 2786, 20 septembre 1972

FARM IMPROVEMENT ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 109 and am.)

Farm Improvement

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the regulation under the Farm Improvement Act.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT the regulation under the Farm Improvement Act (R.S.Q. 1964, ch. 109 and am.) and the forms appended thereto, enacted under Order in Council No. 435 dated February 4, 1970, be amended by the regulation and forms annexed to this Order in Council, and that they come into force on 1 October, 1972 after their publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

*Règlement modifiant les règlements concernant
la Loi de l'amélioration des fermes*

1. L'article 1 des règlements concernant la Loi de l'amélioration des fermes est modifié en remplaçant le paragraphe *c* par le suivant:

« *c* *Principale occupation et activité principale* (Réf. article 2 paragraphes *b*, *c*, *f* et *g* de la Loi): le fait pour une personne:

i) de consacrer la majeure partie de son temps à son exploitation agricole compte tenu de la nature de cette dernière;

ii) d'en tirer la plus grande part de son revenu, sauf durant la période où cette personne transforme le type d'exploitation principale de sa ferme pour y adopter un autre genre de production et pour le temps seulement que requiert cette transformation;

iii) d'y contrôler l'emploi de son temps dans la mesure où le requièrent les opérations normales de sadite exploitation, et

iv) d'être reconnu dans son milieu comme s'adonnant principalement à l'agriculture; ».

2. L'article 1 desdits règlements est modifié en remplaçant dans la dernière ligne du paragraphe *g* le nombre « 40 » par le nombre « 60 ».

3. L'article 1 desdits règlements est modifié en ajoutant après le paragraphe *h* le paragraphe et l'alinéa suivants:

« *i* *personne*: un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole.

Toutes autres expressions et tous mots déjà définis à l'article 1 de la Loi, lorsqu'ils sont employés dans le présent règlement, ont les mêmes significations et désignent les mêmes choses qu'audit article 1. ».

4. L'article 4 desdits règlements est remplacé par le suivant:

« 4. *Contrat de société d'exploitation agricole*: Le contrat de société d'exploitation agricole requis au paragraphe *g* de l'article 2 de la Loi doit notamment comporter, à la satisfaction du prêteur, des dispositions relativement aux questions suivantes:

a) *la durée de la société*: le laps de temps à courir ne doit pas être inférieur à la durée du prêt, à moins que le prêteur, avec l'approbation de l'Office, n'accepte un délai plus court;

b) *la nature des apports de chaque associé* et la valeur proportionnelle que tels apports représentent pour chaque associé dans la société;

c) *la participation de chaque associé aux profits et aux pertes* de la société à moins de partage égal. ».

5. L'article 5 desdits règlements est remplacé par le suivant:

« 5. *Contingents et quotas* (Réf. article 4, paragraphe 8° de la Loi):

a) Lorsqu'une personne sollicite un prêt dont l'objet a pour effet d'augmenter une production agricole con-

*Regulation amending the regulation
under the farm improvement Act*

1. Section 1 of the regulation respecting the farm improvement Act is amended by replacing subparagraph *c* by the following:

“(c) *Principal occupation and principal activity* (Ref. section 2, paras. *b*, *c*, *f* and *g* of the Act): a person who:

(i) devotes the greater part of his time to his agricultural exploitation, account being taken of the nature of such exploitation;

(ii) derives the greater part of his revenue therefrom, except during the period when he converts the principal type of exploitation of his farm to another type of production, and only for the transitional period entailed thereby;

(iii) orders his time thereat to the extent required in the normal operation of his exploitation; and

(iv) is acknowledged in his milieu to be principally engaged in agriculture;”.

2. Section 1 of the said regulation is amended by replacing the figure “40” in the last line of subparagraph *g* by the figure “60”.

3. Section 1 of the said regulation is amended by adding after subparagraph *h* the following subparagraph and paragraph:

(i) *person*: a farmer, a corporation for agricultural exploitation, or an agricultural exploitation partnership.

All other words and expressions already defined in section 1 of the Act, where used in this regulation, have the same meaning and refer to the same things as the said section 1.”

4. Section 4 of the said regulation is replaced by the following:

“4. *Agricultural exploitation partnership contract*: The agricultural exploitation partnership contract required under subparagraph *g* of section 2 of the Act shall, in particular, contain provisions relating to the following questions, to the satisfaction of the lender:

(a) *term of the partnership*: the unexpired term shall not be less than the term of the loan, unless the lender, with the approval of the Bureau, accepts a shorter term;

(b) *capital stock held by each partner* and the percentage of the total partnership capital constituted thereby;

(c) *profit and loss share by each partner* if such share, by unequal.”

5. Section 5 of the said regulation is replaced by the following:

“5. *Subsidy quotas and quotas* (Ref. sec. 4, paragraph 8 of the Act):

(a) When a person applies for a loan the object of which is to increase production of an agricultural com-

trôlée par un quota de mise en marché, elle doit fournir la preuve à son prêteur, pour que celui-ci lui consente un prêt, qu'elle détient un quota assez élevé de mise en marché pour lui permettre d'écouler l'ensemble de sa production à un prix suffisant pour que cette personne soit en mesure de remplir ses obligations.

b) Pour l'application du paragraphe 8° de l'article 4 de la Loi, seul l'achat de contingents et de quotas de lait industriel ou de lait de consommation peut faire l'objet d'un emprunt.

c) Si un emprunteur vend ou cède autrement un contingent ou un quota visé au paragraphe b du présent article et pour l'achat duquel il a obtenu un emprunt, il doit immédiatement rembourser au prêteur la portion du solde dû sur cet emprunt correspondant à la partie de l'emprunt qui a été obtenue pour ledit achat, à moins que la vente ou la cession ne soit faite à un tiers-agriculteur, une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole conformément à l'article 13 des règlements ou à moins que l'Office n'en décide autrement. »

6. L'article 6 desdits règlements est remplacé par le suivant:

« 6. *Mise de fonds requise*: Le montant prêté ne doit pas dépasser 80% du prix d'achat ou du coût des travaux, sauf lorsqu'une personne achète directement d'un prêteur des biens mobiliers qui constituaient la garantie d'un prêt antérieur et dont le prêteur a repris possession par suite du défaut d'un emprunteur. Sauf avec autorisation de l'Office, le prix d'une telle vente ne doit pas dépasser le solde du prêt antérieur et les frais encourus pour la prise de possession desdits biens mobiliers, tels que déterminés par l'article 20 des règlements. Le coût des travaux peut être basé sur une estimation quand le montant exact est indéterminé. »

7. L'article 8 desdits règlements est remplacé par le suivant:

« 8. *Garantie des prêts* (Réf. article 5 de la Loi, deuxième alinéa): Pour l'application du second alinéa de l'article 5 de la Loi, la personne qui demande un prêt doit fournir les garanties mobilières ou immobilières jugées satisfaisantes par le prêteur pour tout excédent de \$2.000. Pour déterminer ce montant de \$2.000, tout solde de prêt antérieur consenti pour les mêmes fins est réputé inclus dans le prêt et doit être pris en considération. »

8. L'article 9 desdits règlements est remplacé par le suivant:

« 9. *Déclaration du vendeur*: Lorsque des chevaux de trait, des animaux reproducteurs, des instruments aratoires, de l'outillage ou de la machinerie agricole, du matériel agricole et des contingents ou des quotas sont achetés avec le produit du prêt, l'emprunteur doit fournir au prêteur une déclaration du vendeur conforme à la formule MT-9 ou MT-9A, selon le cas. »

modity controlled by a marketing quota, he shall, in order that the lender grant him the loan, furnish the latter the proof that he is the holder of a sufficiently high marketing quota to permit him to dispose of the whole of his production at a price that will enable him to discharge his obligations.

(b) For the application of paragraph 8 of section 4 of the Act, only the purchase of subsidy quotas and quotas for industrial milk shall be the object of a loan.

(c) If a borrower sells or otherwise surrenders a subsidy quota or a quota referred to in paragraph b of this section which be purchased by means of a loan, he shall immediately reimburse the lender the outstanding balance of the said loan relative to that part of the loan obtained for such purchase, unless the sale or surrender is made to a third party who is a farmer, or a corporation for agricultural exploitation or an agricultural exploitation partnership, pursuant to section 13 of this regulation, or unless the Bureau decides otherwise".

6. Section 6 of the said regulation is replaced by the following:

"6. *Equity required*: The amount of the loan shall not exceed 80% of the purchase price or cost of work, except when a person purchases moveable property directly from a lender which constituted the security of a former loan and was repossessed by the lender consequent upon default of a borrower. Unless the Bureau authorizes otherwise, such sale price shall not exceed the outstanding balance of the former loan and the repossession charges incurred therefor, as determined under section 20 of the regulation. The cost of work may be based on an estimate when the exact cost is undetermined."

7. Section 8 of the said regulation is replaced by the following:

"8. *Security for loans* (Ref. sec. 5 of the Act, second paragraph): To comply with the second paragraph of section 5 of the Act, the applicant for a loan shall furnish moveable or immoveable security for any amount in excess of \$2,000, to the satisfaction of the lender. To determine the amount of \$2,000, any outstanding balance of a former loan granted for the same objects shall be considered as included in the loan and shall be taken into consideration therefor."

8. Section 9 of the said regulation is replaced by the following:

"9. *Vendor's declaration*: When draught horses, breeding stock, farm implements, agricultural equipment and machinery, farm equipment, subsidy quotas and quotas, are purchased with the proceeds of a loan, the borrower shall furnish the lender a vendor's declaration in Form MT-9 or MT-9A, as the case may be."

9. L'article 10 desdits règlements est remplacé par le suivant:

« 10. *Taux d'intérêt sur les prêts* (Réf. article 10 de la Loi): Les prêteurs ne pourront exiger un taux d'intérêt supérieur à 8% l'an sur le principal impayé, sauf dans les cas de prêts assortis d'une assurance sur la vie de l'emprunteur ou d'une assurance-invalidité, où ce taux pourra s'accroître du coût réel de la prime de telle assurance lorsque le prêteur paie cette prime.

Nuls honoraires, frais de service, d'administration, de commission ou de rétribution de quelque sorte autres que l'intérêt simple au taux prescrit ne sont payables au prêteurs relativement à un prêt tant que l'emprunteur n'est pas en défaut. Tout procédé visant à augmenter indirectement le taux d'intérêt est interdit. Le prêteur qui enfreint ce règlement perd la garantie du gouvernement du prêt concerné. ».

10. L'article 11 desdits règlements est modifié en remplaçant le paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) La demande de prêt prévue au paragraphe *a* du présent article doit être soumise au prêteur avant ou dans les 90 jours de la date de l'achat de chevaux de trait, d'animaux reproducteurs, d'instruments aratoires, d'outillage ou de machinerie agricole (y compris le refroidisseur à lait), de matériel agricole, de contingents ou de quotas. ».

11. L'article 11 desdits règlements est modifié en ajoutant après le paragraphe *c* le suivant:

« *d*) Lorsqu'une personne transforme le type d'exploitation principale de sa ferme pour y adopter un autre genre de production, elle doit produire au prêteur en plus de sa demande de prêt, une formule MT-11 dûment signée par un agronome du ministère de l'agriculture et de la colonisation

i) contenant un exposé sommaire de la conversion d'exploitation projetée;

ii) énonçant le temps requis pour réaliser cette conversion; et

iii) établissant le fait qu'elle est compatible avec les objectifs dudit ministère dans la région concernée et qu'elle est en accord avec la gestion rationnelle de l'exploitation de cette personne. ».

12. L'article 12 desdits règlements est modifié en remplaçant le paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) L'emprunteur doit fournir au prêteur des reçus, factures ou chèques encaissés ou autres pièces justificatives attestant que le prix d'achat de chevaux de trait, d'animaux reproducteurs, d'instruments aratoires, d'outillage ou de machinerie agricole (y compris le refroidisseur à lait), de matériel agricole, de contingents ou de quotas, a été payé au fournisseur. ».

13. L'article 12 desdits règlements est modifié en ajoutant, après le paragraphe *b*, le suivant:

« *c*) Si un emprunt a été obtenu pour l'achat d'un contingent ou d'un quota de lait industriel, l'emprunteur

9. Section 10 of the said regulation is replaced by the following:

“10. *Rate of interest on loans* (Ref. sec. 10 of the Act): Lenders may not charge interest in excess of 8% per annum on the unpaid principal, except in the case of loans with which are conjointly issued life or invalidity insurance policies on the borrower and for which the said rate is increased by the actual cost of the premium of such insurance when such premium is paid by the lender.

No fees, service or administration charges, commission or remuneration of any kind other than simple interest at the prescribed rate shall be payable to the lender for a loan as long as the borrower is not in default. Any procedure intended to increase the interest rate is prohibited. The lender who thereby violates the regulation shall suffer the loss of the government guarantee in respect of the loan.”

10. Section 11 of the said regulation is amended by replacing paragraph *b* by the following:

“(b) The application for a loan referred to in paragraph *a* of this section shall be submitted to the lender before the date of purchase of draught-horses, breeding stock, farm implements, agricultural equipment and machinery (including milk coolers), farm equipment or the purchase of subsidy quotas or quotas, or within 90 days from the said date.”

11. Section 11 of the said regulation is amended by adding after paragraph *c* the following:

“(d) Where a person converts the principal type of exploitation of his farm to another kind of production, he shall submit to the lender, in addition to his loan application, Form MT-11 duly signed by an agronomist form the Department of Agriculture and Colonization

(i) containing a summary description of the proposed exploitation conversion;

(ii) stating the time required to complete such conversion; and

(iii) proving that it is compatible with the objectives of the said Department for the region concerned and that it accords with the rational management of such person's exploitation.”

12. Section 12 of the said regulation is amended by replacing paragraph *b* by the following:

“(b) The borrower shall furnish the lender receipts, invoices or cashed cheques, or other supporting documents attesting that the purchase price of draught-horses, breeding stock, farm implements, agricultural equipment and machinery (including milk coolers), farm equipment, or subsidy quotas or quotas, has been paid to suppliers.”

13. Section 12 of the said regulation is amended by adding, after paragraph *b* the following:

“(c) If a loan is obtained for the purchase of a subsidy quota or quota for industrial milk, the borrower shall

doit fournir au prêteur un document de la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec à l'effet que cet organisme a accepté le transfert en faveur de l'emprunteur du contingent ou du quota de mise en marché acheté par lui.

Si un emprunt a été obtenu pour l'achat d'un quota de lait de consommation, l'emprunteur doit fournir au prêteur un document de la Fédération des producteurs de lait du Québec à l'effet que cet organisme a accepté le transfert en faveur de l'emprunteur de quota acheté par lui. D'autre part, dans le cas où cet emprunteur a un surplus de lait dont il dispose à titre de lait de transformation, il doit fournir en outre au prêteur un document de la Fédération des producteurs de lait du Québec à l'effet qu'il détient un contingent ou un quota de mise en marché pour ce surplus. »

14. L'article 13 desdits règlements est modifié en le remplaçant par le suivant:

« 13. *Transport à un tiers-agriculteur, à une corporation ou à une société d'exploitation agricole* (Réf. article 13 de la Loi): Lorsqu'un tiers-agriculteur, une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole prend à sa charge les obligations d'un emprunteur, il doit obtenir l'approbation du prêteur intéressé pour le transport de tel prêt et à cette fin remplir, en duplicata, et fournir à ce prêteur la formule MT-2 établissant qu'il est ou deviendra prochainement un agriculteur, une corporation ou une société d'exploitation agricole au sens de la Loi. Le prêteur est tenu de transmettre à l'Office un exemplaire de cette formule MT-2 dans les 30 jours qui en suivent la signature.

Pour les fins de l'alinéa précédent, le terme « emprunteur » comprend aussi le tiers-agriculteur, la corporation ou la société d'exploitation agricole qui prend à sa charge les obligations de l'emprunteur ».

15. L'article 15 desdits règlements est remplacé par le suivant:

« 15. *Expédition des demandes et des rapports:*

a) Les prêteurs doivent expédier à l'Office un exemplaire de chaque formule de demande d'emprunt et de remboursement d'intérêt (formule MT-1 ou MT-1A) dans le cours du mois suivant celui où le déboursement final du prêt a été effectué. Ces exemplaires doivent être transmis avec un rapport mensuel sur la formule MT-5.

b) L'Office fera parvenir à chaque prêteur, deux fois par année, un état de chaque prêt consenti par ce prêteur indiquant entre autres la portion d'intérêt susceptible d'être remboursée pour le bénéfice de l'emprunteur. Cet état devra être vérifié, corrigé s'il y a lieu, daté et signé par un fonctionnaire responsable de ce prêteur et ré-expédié à l'Office dans les 30 jours suivants sa réception.

c) Au cours des mois d'avril et d'octobre de chaque année, le prêteur doit faire parvenir à l'Office un rapport

furnish the lender a document from the Québec Federation of Industrial Milk Producers certifying that such body agrees to the assignment to the borrower of the subsidy quota or marketing quota purchased by him.

If a loan is obtained for the purchase of a consumer milk quota, the borrower shall furnish the lender a document from the Québec Federation of Milk Producers certifying that such body agrees to the assignment to the borrower of the quota purchased by him. On the other hand, should such borrower have a milk surplus which he makes use of for processed milk, he shall also furnish the lender a document from the Québec Federation of Industrial Milk Producers certifying that he holds a subsidy quota or a marketing quota for the said surplus."

14. Section 13 of the said regulation is amended in replacing it by the following:

"13. *Transfer to a farmer who is a third party, or to a corporation for agricultural exploitation or an agricultural exploitation partnership* (Ref. section 13 of the Act): Where a farmer who is a third party, or a corporation for agricultural exploitation or an agricultural exploitation partnership, assumes the obligations of a borrower, he or it shall obtain the approval of the interested lender for the transfer of such loan and for such purpose complete and furnish the said lender Form MT-2 in duplicate establishing that he or it is or is about to become a farmer, a corporation or partnership for agricultural exploitation, within the meaning of the Act. The lender shall be responsible for forwarding a copy of Form MT-2 to the Bureau within 30 days after signing.

For the purposes of the preceding paragraph, the term "borrower" also includes a third party farmer, or corporation or partnership for agricultural exploitation who assumes the obligations of the borrower.

15. Section 15 of the said regulation is replaced by the following:

"15. *Forwarding of applications and reports:*

(a) Lenders shall forward to the Bureau a copy of each loan application and interest repayment form (Form MT-1 or MT-1A) during the month following that of final disbursement of the loan. These forms shall be forwarded with a monthly report in Form MT-5.

(b) The Bureau shall send twice a year to each lender a statement of each loan granted by such lender indicating, in addition to other items, the estimated interest to be repaid by the borrower.

This statement shall be verified, corrected where necessary, dated and signed by a responsible officer of the lender and re-forwarded to the Bureau within 30 days of its receipt.

(c) During the months of April and October of each year, the lender shall send to the Bureau a report in

des prêts en défaut arrêté au 31 mars et 30 septembre respectivement en utilisant la formule MT-6.

d) Lorsqu'un prêt est remboursé en entier, le prêteur doit en informer immédiatement l'Office suivant la formule MT-10. ».

16. L'article 19 desdits règlements est modifié en remplaçant le paragraphe *d* par le suivant:

« *d*) en vue d'en venir à un compromis avec un tiers ou de lui faire quelque concession; ».

48198-o

Form MT-10 of the loans in default as at 31 March and 30 September respectively.

(d) When a loan has been entirely repaid the lender shall immediately inform the Bureau thereof in Form MT-10."

16. Section 19 of the said regulation is amended in replacing paragraph *d* by the following:

"*(d)* to affect any compromise with a third party or to make him any concession;"

47198-o

A.C. 2809-72, du 20 septembre 1972

LOI DES LICENCES
(S.R.Q. 1964, ch. 79)

Hippodromes (Réduction des droits)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT une réduction du droit exigible, en vertu de l'article 35 de la Loi des licences, à l'égard de certains hippodromes où fonctionne le pari mutuel à l'occasion de courses de chevaux.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 35 de la Loi des licences, (S.R.Q. 1964, ch. 79) le droit exigible pour toute licence permettant de tenir une réunion de courses de chevaux sur un hippodrome généralement reconnu comme rond de courses d'un demi-mille est de \$300 par jour;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 38 de ladite Loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier le tarif établi par l'article 35;

ATTENDU QUE dans l'intérêt du public qui assiste aux courses de chevaux, il convient que les recettes des associations de courses soient suffisantes pour leur permettre d'offrir de bons spectacles;

ATTENDU QUE le montant des bourses versées aux propriétaires de chevaux et l'échelle des salaires payés aux employés de telles associations influent sur la qualité et la conduite des courses;

ATTENDU QUE pour ces motifs c'est la coutume depuis plusieurs années de réduire les droits exigibles, en vertu de l'article 35 de la Loi des licences;

ATTENDU QU'il convient de continuer cette réduction pour tout hippodrome généralement reconnu comme rond de courses d'un demi-mille, situé ailleurs que dans la ville de Montréal ou dans le territoire qui l'environne dans un rayon de trente milles, à la condition que la vente et l'enregistrement des paris sur cet hippodrome se fassent automatiquement et avec des appareils approuvés par le ministère du revenu du Québec.

O.C. 2809-72, 20 September, 1972

LICENSES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 79)

Race Tracks (Reduction of Duties)

Present: The Lieutenant-Governor in Council

RESPECTING a reduction of the duty exigible under section 35 of the Licenses Act, in respect of certain race tracks where the pari-mutuel system is in operation during horse races.

WHEREAS under section 35 of the Licenses Act (R.S.Q. 1964, ch. 79), the duty exigible for a license to hold a horse-race meeting on a race track generally known as a one-half mile track is \$300 per day;

WHEREAS under section 38 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may alter the tariff established by section 35;

WHEREAS in the interest of the public who attend horse races, it is expedient that the receipts of racing associations be sufficient to permit the said associations to offer good entertainment;

WHEREAS the amount of the purses paid to horse owners, and the wage scales of the employees of such associations, influence the quality and conduct of races;

WHEREAS for such reasons it has, for several years, been customary to reduce the duties exigible under section 35 of the Licenses Act;

WHEREAS it is expedient to continue to apply such reductions to any race track generally known as a one-half mile track, situate other than in the city of Montreal or in the surrounding territory lying within a 30-mile radius, upon the condition that the sale and recording of bets at such race track be made automatically and by means of machines approved by the Department of Revenue of Québec.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé:

« Règlement concernant une réduction du droit exigible, en vertu de l'article 35 de la Loi des licences, à l'égard de certains hippodromes où fonctionne le pari mutuel à l'occasion de courses de chevaux ».

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement concernant une réduction du droit exigible, en vertu de l'article 35 de la Loi des licences, à l'égard de certains hippodromes où fonctionne le pari mutuel à l'occasion de courses de chevaux.

1. Le droit exigible, en vertu du paragraphe *b* de l'article 35 de la Loi des licences (S.R.Q. 1964, ch. 79) pour tout hippodrome situé ailleurs que dans la ville de Montréal ou dans le territoire qui l'environne dans un rayon de 30 milles est réduit comme suit:

a) à la somme de \$200 pour chaque jour de courses, si l'hippodrome est situé dans la ville de Québec ou dans le territoire qui l'environne dans un rayon de 30 milles;

b) à la somme de \$75 par jour si l'hippodrome est situé ailleurs que dans les endroits susdits.

2. La réduction s'applique à la période du 1^{er} mai 1972 au 30 avril 1973, à la condition que les paris sur ces hippodromes soient vendus et enregistrés automatiquement avec des appareils approuvés par le ministère du revenu du Québec.

3. Le présent règlement deviendra nul à compter du jour de l'entrée en vigueur, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, de l'article 79 de la Loi sur les loteries et courses, (L.Q. 1969, ch. 28).

48224-o

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the regulation appended hereto be adopted, the title of which is:

"Regulation concerning a reduction of the duty exigible under section 35 of the Licenses Act, in respect of certain race tracks where the pari-mutuel system is in operation during horse races".

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning a reduction of the duty exigible under section 35 of the Licenses Act, in respect of certain race tracks where the pari-mutuel system is in operation during horse races.

1. The duty exigible under paragraph *b* of section 35 of the Licenses Act (R.S.Q. 1964, ch. 79) for each track situate other than in the city of Montreal or in the surrounding territory lying within a 30-mile radius is reduced as follows:

(a) to the amount of \$200 for each day of racing, if the track is situate in the city of Québec or in the surrounding territory lying within a 30-mile radius;

(b) to the amount of \$75 per day if the track is situate other than in the above stipulated regions.

2. The reduction applies to the period commencing on May 1, 1972 and ending on April 30, 1973, upon the condition that the bets at such tracks be sold and recorded automatically by means of machines approved by the department of Revenue of Québec.

3. This regulation shall become null and void upon the date of the coming into force of section 79 of the Lotteries and Races Act (S.Q. 1969, ch. 28) by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

48224-o

A.C. 2810-72, du 20 septembre 1972

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE

(S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.)

Industrie du camionnage (Montréal)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie du camionnage de la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.), les parties contractantes à la convention collective de

O.C. 2810-72, September 20, 1972

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT

(R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.)

Cartage Industry (Montreal)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Cartage Industry in the Montreal region.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.), the contracting parties to the collective labour agreement

travail relative à l'industrie du camionnage de la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret 913 du 16 juin 1948 et modifications, ont présenté au ministre du travail et de la main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, du 10 juin 1972 (p. 4813);

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le décret 913, soit modifié de la façon suivante:

Le nouvel article 1.03 est ajouté à la troisième partie (dispositions concernant les boueurs):

« 1.03 *Champ d'application territorial*: Le champ d'application territorial de la présente partie comprend:

a) la ville de Montréal et toutes les municipalités situées sur l'Île de Montréal;

b) toutes les municipalités situées dans un rayon de 30 milles de l'Île de Montréal. »

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

48199-o

A.C. 2862-72, du 27 septembre 1972

LOI DE LA PROTECTION
DU CONSOMMATEUR
(L.Q. 1971, ch. 74)

Règlement général (modifications)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certaines modifications au règlement général adopté sous l'autorité de la Loi de la protection du consommateur (A.C. 1408-72).

ATTENDU QUE, par l'arrêté en conseil No. 1408-72 du 24 mai 1972, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 10 juin 1972, le lieutenant-gouverneur en conseil a édicté un règlement général sous l'autorité de la Loi de la protection du consommateur (chapitre 74 des lois de 1971);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement en adoptant le règlement annexé au présent arrêté en conseil;

ATTENDU QUE les exceptions contenues dans ce règlement ont été soumises, conformément à l'avant-dernier paragraphe de l'article 102 de la Loi de la protection du consommateur, au Conseil de la protection du con-

respecting the Cartage Industry in the Montréal region, rendered obligatory by Decree 913 of June 16, 1948 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision, an amendment to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of June 10, 1972 (p. 4813);

WHEREAS, no objection has been brought forward against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree No. 913, be amended as follows:

The new section 1.03 is added to the third part (provisions respecting employees engaged in garbage removal):

"1.03 *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of this part includes:

(a) the city of Montreal and all the municipalities located of the Island of Montreal;

(b) all municipalities located within a radius of thirty (30) miles of the Island of Montreal."

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

48199-o

O.C. 2862-72, 27 September, 1972

CONSUMER
PROTECTION ACT
(S.Q. 1971, ch. 74)

General Regulation (Amendments)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING certain amendments to the General Regulation made under the Consumer Protection Act (O.C. 1408-72)

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council enacted a general regulation under the Consumer Protection Act (S.Q. 1971, ch. 74) under Order in Council No. 1408-72 dated May 24, 1972 which was published in the *Québec Official Gazette* on June 10, 1972;

WHEREAS it is expedient to amend this regulation by making the regulation annexed to this Order in Council;

WHEREAS the exceptions contained in this regulation were submitted, in accordance with the second paragraph of section 102 of the Consumer Protection Act, to the Consumer Protection Council for study at its meet-

sommateur qui les a examinées au cours de sa séance du 19 septembre 1972;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives:

QUE le règlement annexé au présent arrêté en conseil soit adopté;

QUE le règlement ainsi adopté entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Règlement modifiant le Règlement
général adopté sous l'autorité de
la Loi de la protection du consommateur.*

1. Le Règlement général adopté sous l'autorité de la Loi de la protection du consommateur est modifié en insérant après l'article 2.05, le suivant:

« 2.05 A. Sont exemptées, jusqu'au 1^{er} janvier 1973, de l'application de la Loi de la protection du consommateur (L.Q. 1971, ch. 74) les personnes visées dans l'article 124 de cette Loi ainsi que les banques régies par la Loi concernant les banques et les opérations bancaires (S.R.C. 1970, ch. B-1) ou la Loi concernant les banques d'épargne de Québec (S.R.C. 1970, ch. B-4). »

2. Ledit règlement est modifié en insérant, après l'article 2.08, le suivant:

« 2.08 A. Est exempté de l'application de la section III de la loi le contrat où un crédit consenti à un consommateur est ou doit être garanti par une hypothèque de premier rang, quelle que soit la fin pour laquelle ce crédit est consenti. »

3. Le paragraphe 1 de l'article 13.01 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« 1. règlement No. 1 adopté par arrêté en conseil No 3345 du 29 septembre 1971 et publié dans la *Gazette officielle* le 9 octobre 1971; »

48111-0

A.C. 2685-72, du 7 septembre 1972

LOI DES DÉCRETS
DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.)

Coiffeurs (Rouyn-Noranda)

Abrogation de constitution et règlements

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes:

1. QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.) la cons-

ing held on September 19, 1972;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives:

THAT the regulation annexed to this Order in Council be approved and come into force upon the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

*Regulation to amend the General Regulation
made under the Consumer Protection Act.*

1. The General Regulation made under the Consumer Protection Act is amended by inserting after section 2.05, the following:

“2.05A. Those persons contemplated in section 124 of this Act and the banks governed by the Act respecting banks and banking (R.S.C. 1970, ch. B-1) or the Act respecting savings banks in the Province of Québec (R.S.C. 1970, ch. B-4) are exempt from the application of the Consumer Protection Act (S.Q. 1971, ch. 74) up to January 1, 1973.”

2. The said regulation is amended by inserting, after section 2.08 the following:

“2.08A A contract in which credit extended to a consumer is or must be secured by privilege or hypothec ranking first is exempt from the application of Division III of the Act, irrespective of the purpose for which such credit is extended.”

3. Paragraph 1 of section 13.01 of the said regulation is replaced by the following:

“1 Regulation No. 1 enacted under Order in Council No. 3345 dated September 29, 1971 and published in the *Québec Official Gazette* on October 9, 1971;”

48111-0

O.C. 2685-72, September 7, 1972

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREE ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.)

Hairdressers (Rouyn-Noranda)

Abrogation of constitution and general regulations

The Minister of Labour and Manpower, Jean Cournoyer, hereby gives notice:

1. THAT, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.), the constitu-

titution et les règlements généraux du Comité paritaire des coiffeurs du Nord-Ouest du Québec, chargé d'assurer l'observance du décret 1574 du 19 septembre 1962 et modifications, approuvés par l'arrêté en conseil 1820-A du 24 octobre 1962 et subséquemment modifiés par les arrêtés en conseil 2157-F du 11 novembre 1964 et 1060 du 14 avril 1967, sont annulés et abrogés à toute fin que de droit à compter du 2 octobre 1972, par l'arrêté en conseil 2685-72 du 7 septembre 1972.

2. QUE les règlements spéciaux dudit comité paritaire, relatifs à la tenue du registre, au rapport mensuel, au certificat de qualification et aux jetons de présence, approuvés par l'arrêté en conseil 1872-C du 31 octobre 1962, sont annulés et abrogés à toute fin que de droit à compter du 2 octobre 1972, par l'arrêté en conseil 2685 du 7 septembre 1972.

3. QUE le règlement de prélèvement dudit Comité paritaire, approuvé par l'arrêté en conseil 2633 du 10 septembre 1969, prolongé par l'arrêté en conseil 4400 du 22 décembre 1971, est annulé et abrogé à compter du 2 octobre 1972, par l'arrêté en conseil 2685-72 du 7 septembre 1972.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

48199-o

A.C. 2783-72 du 20 septembre 1972

LOI DU PRÊT AGRICOLE
(S.R.Q. 1964, ch. 111 et am.)

Subvention d'intérêt

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le paiement d'une subvention d'intérêt et d'une portion de la dette de certains emprunteurs conformément à la Loi du prêt agricole.

ATTENDU QUE la Loi du prêt agricole (S.R.Q. 1964, ch. 111 et am.) a été modifiée par la Loi modifiant la Loi du prêt agricole (L.Q. 1972) sanctionnée le 30 juin 1972;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3 de ladite Loi du prêt agricole, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser l'Office du crédit agricole du Québec à payer, à compter du 1er mai 1962 sur les prêts hypothécaires consentis par la Société du crédit agricole ou la Commission du prêt agricole canadien à des cultivateurs du Québec, après le 8 novembre 1950 mais avant le 1er octobre 1972, la différence entre l'intérêt annuel de 2½% et celui dû à la Société;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 3 de ladite Loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut,

tion and general regulations of the Hairdressers' Parity Committee for North-Western Québec, commissioned to ensure the observance of Decree 1574 of September 19, 1962 and amendments, approved by Order in Council 1820-A of October 24, 1962, and subsequently amended by Orders in Council 2157-F of November 11, 1964, and 1060 of April 14, 1967, are cancelled and abrogated for all legal purposes as of October 2, 1972, by Order in Council 2685-72 of September 7, 1972.

2. THAT, the special regulations of the said Parity Committee, concerning the keeping of the register, the annual report, the qualification certificate, and attendance fees, approved by Order in Council 1872-C of October 31, 1962, are cancelled and abrogated for all legal purposes as of October 2, 1972, by Order in Council 2685 of September 7, 1972.

3. THAT, the levy regulation of the said Parity Committee, approved by Order in Council 2633 of September 10, 1969, and extended by Order in Council 4400 of December 22, 1971 is cancelled and abrogated as of October 2, 1972, by Order in Council 2685-72 of September 7, 1972.

RÉAL MIREAULT, C.I.R.,
Deputy Minister.

48199-o

O.C. 2783-72, 20 September, 1972

FARM LOAN ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 111 and am.)

Interest subsidy

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the payment of an interest subsidy and of part of the debt of certain borrowers, pursuant to the Farm Loan Act.

WHEREAS the Farm Loan Act (R.S.Q. 1964, ch. 111 and am.) was amended by the Act to amend the Farm Loan Act (S.Q. 1972) sanctioned on 30 June, 1972;

WHEREAS under the first paragraph of section 3 of the said Farm Loan Act, the Lieutenant-Governor in Council may, on such conditions as he determines, authorize the Québec Farm Credit Bureau to pay, as from the 1st of May 1962, on hypothecary loans made by the Farm Credit Corporation or the Canadian Farm Loan Board to Québec farmers, after the 8th of November 1950 but before the 1st of October 1972, the difference between the annual interest of 2½% and that of the Corporation;

WHEREAS under the second paragraph of section 3 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may,

aux conditions qu'il détermine, autoriser l'Office à payer pour le compte de tout cultivateur du Québec qui obtient un prêt hypothécaire de la Société à compter du 1er octobre 1972, la différence entre l'intérêt annuel qu'il doit à la Société et l'intérêt annuel calculé sur le capital équivalent d'un prêt hypothécaire que l'Office peut consentir au taux fixé en vertu de l'article 15 de la Loi du crédit agricole (S.R.Q. 1964, ch. 108 et am.); toute modification du taux d'intérêt annuel fixé en vertu dudit article 15 devant affecter pour autant cette différence relativement aux prêts de la Société subséquents à l'entrée en vigueur d'une telle modification;

ATTENDU QUE cette différence visée aux deux premiers alinéas de l'article 3 de ladite Loi n'est payée que sur un prêt n'excédant pas \$15,000 et que, si le prêt excède ce montant, elle n'est payée que sur une partie de l'intérêt proportionnelle à la fraction du prêt correspondant à \$15,000;

ATTENDU QUE pour l'application du troisième alinéa de l'article 3 de ladite Loi aux prêts consentis avant le 1er mai 1962, le solde du principal à cette date est considérée comme le montant du prêt;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 4 de la même Loi le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser l'Office à assumer, avant le 1er janvier 1970, jusqu'à concurrence de \$3,000, un tiers de la dette envers la Société du crédit agricole d'un emprunteur ayant obtenu d'elle après le 1er mai 1962 un prêt semblable à un prêt d'établissement de l'Office du crédit agricole du Québec;

ATTENDU QUE, pour avoir droit à cet avantage, l'emprunteur doit prouver à la satisfaction de l'Office qu'il a demeuré sur sa ferme et l'a cultivée, sans interruption, pendant les 10 ans suivant la date de la signature de l'acte d'obligation;

ATTENDU QUE cet avantage n'est accordé qu'une seule fois à la même personne;

ATTENDU QU'en cas de décès avant l'expiration des 10 ans susmentionnés, l'avantage peut être accordé à toute personne que l'Office reconnaît comme ayant continué à remplir les obligations de l'emprunteur;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 5 de la même Loi le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser l'Office à payer, à compter du 1er mai 1964, sur les prêts consentis à des anciens combattants à titre de cultivateurs à plein temps du Québec, après le 26 juin 1954 mais avant le 1er octobre 1972, sous le régime de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants (S.R.C. 1970, ch. V-4), la différence entre l'intérêt annuel de 2½% et celui dû sur ces prêts;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 5 de ladite Loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser l'Office à payer sur tout prêt consenti après la date du 1er octobre

on such conditions as he determines, authorize the Bureau to pay on the account of any farmer of Québec who obtains a hypothecary loan from the Corporation as from the 1st October 1972, the difference between the annual interest he owes the Corporation and the annual interest computed on the equivalent capital of a hypothecary loan which the Bureau may grant at the rate fixed under section 15 of the Farm Credit Act (R.S.Q. 1964, ch. 108 and am.); any change in the annual interest rate fixed under the said section 15 similarly affecting such difference in respect of Corporation loans subsequent to the coming into force of the change;

WHEREAS the difference referred to in the first two paragraphs of section 3 of the said Act is only payable on loans not exceeding \$15,000 and, if the loan exceeds that amount, it is only payable on a part of the interest proportionate to the fraction of the loan in relation to \$15,000;

WHEREAS, in applying the third paragraph of section 3 of the said Act to loans granted before the 1st May, 1962, the balance of the principal on that date shall be considered as being the amount of the loan;

WHEREAS under section 4 of the same Act, the Lieutenant-Governor in Council may, on such conditions as he determines, authorize the Bureau to assume before the 1st January, 1970, up to the amount of \$3,000, one-third of the debt owed to the Farm Credit Corporation by a borrower who has obtained from it, after the 1st of May 1972, a loan similar to a settlement loan from the Québec Farm Credit Bureau;

WHEREAS, to be entitled to such privilege, the borrower must prove to the satisfaction of the Bureau that he has resided on his farm and has cultivated it without interruption for 10 years following the date of signing of the instrument of obligation.

WHEREAS this privilege is only granted once to the same person;

WHEREAS in case of death before the expiry of the 10 years above mentioned, the privilege may be granted to any other person recognized by the Bureau as continuing to discharge the obligation of the borrower;

WHEREAS under the first paragraph of section 5 of the same Act, the Lieutenant-Governor in Council may, on such conditions as he determines, authorize the Bureau to pay, from the 1st of May 1964, on every loan made to veterans as full-time Québec farmers after the 26th of June 1954 but before the 1st of October 1972, under Part III of the Veterans' Land Act (R.S.C. 1970, ch. V-4), the difference between the annual interest rate of 2½% and that owing on such loans;

WHEREAS under the second paragraph of section 5 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may, on such conditions as he determines, authorize the Bureau to pay on every loan made after the 1st of October

1972 à un ancien combattant à titre de cultivateur à plein temps du Québec, en vertu de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, la différence entre l'intérêt annuel qu'il doit sur un tel prêt et l'intérêt annuel calculé sur le capital équivalent d'un prêt hypothécaire que l'Office peut consentir au taux fixé en vertu de l'article 15 de la Loi du crédit agricole; toute modification du taux d'intérêt annuel fixé en vertu dudit article 15 devant affecter pour autant cette différence relativement aux prêts accordés en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants à compter de l'entrée en vigueur d'une telle modification;

ATTENDU QUE cette différence visée aux deux premiers alinéas de l'article 5 de ladite Loi n'est payée que sur un prêt n'excédant pas \$15,000 et, que si le prêt excède ce montant, elle n'est payée que sur une partie de l'intérêt proportionnelle à la fraction du prêt correspondant à \$15,000;

ATTENDU QUE pour l'application du troisième alinéa de l'article 5 de ladite Loi aux prêts consentis avant le 1er mai 1964, le solde du principal à cette date est considéré comme le montant du prêt;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE l'Office du crédit agricole du Québec soit autorisé à payer, à compter du 1er mai 1962, sur les prêts hypothécaires consentis après le 8 novembre 1950 mais avant le 1er octobre 1972, par la Société du crédit agricole ou la Commission du prêt agricole canadien à des cultivateurs du Québec et, à compter du 1er mai 1964, sur les prêts consentis après le 26 juin 1954 mais avant le 1er octobre 1972, sous le régime de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants à des anciens combattants à titre de cultivateurs à plein temps du Québec, la différence entre l'intérêt annuel de 2½% et celui dû sur ces prêts, et ce suivant la Loi du prêt agricole et selon les conditions ci-après déterminées;

QUE l'Office soit autorisé à payer, sur les prêts hypothécaires consentis à compter du 1er octobre 1972 par la Société du crédit agricole à des cultivateurs du Québec et sur les prêts consentis, après la même date, sous le régime de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants à des anciens combattants à titre de cultivateurs à plein temps du Québec, la différence entre l'intérêt annuel dû sur ces prêts et l'intérêt annuel calculé sur le capital équivalent d'un prêt hypothécaire que l'Office peut consentir au taux fixé en vertu de l'article 15 de la Loi du crédit agricole; toute modification du taux d'intérêt annuel fixé en vertu dudit article 15 devant affecter pour autant cette différence relativement aux prêts consentis par la Société subséquentement à l'entrée en vigueur d'une telle modification et aux prêts consentis sous le régime de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, à compter de l'entrée en vigueur d'une telle modification; le tout selon les conditions ci-après déterminées:

1972 to a veteran as a full-time Québec farmer under Part III of the Veterans' Land Act, the difference between the annual interest which he owes on such loan and the annual interest computed on the equivalent capital of a hypothecary loan which the Bureau may make at the rate fixed under section 15 of the Farm Credit Act; any change in the annual interest rate fixed under the said section 15 affecting the said difference in relation to the loans made under the Veterans' Land Act as from the coming into force of such change;

WHEREAS the difference referred to in the first two paragraphs of section 5 of the said Act is only payable on a loan not exceeding \$15,000 and, if the loan exceeds that amount, it is only payable on a part of the interest proportionate to the fraction of the loan in relation to \$15,000;

WHEREAS to apply the third paragraph of section 5 of the said Act to loans made before the 1st of May 1964, the balance of the principal on that rate shall be considered as being the amount of the loan;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT the Québec Farm Credit Bureau be authorized to pay from the 1st of May 1962, on hypothecary loans made after the 8th of November 1950 but before the 1st of October 1972 by the Farm Credit Corporation or Canadian Farm Loan Board to Québec farmers and, effective the 1st of May 1964 on loans made after the 26th of June 1954 but before the 1st of October 1972 under Part III of the Veterans' Land Act to veterans as full-time Québec farmers, the difference between the annual interest of 2½% and that owing on such loans, pursuant to the Farm Loan Act and according to the conditions hereinafter stipulated;

THAT the Bureau be authorized to pay, on hypothecary loans made from the 1st of October 1972 by the Farm Credit Corporation to Québec farmers and on the loans made, after the same date, under Part III of the Veterans' Land Act to veterans as full-time Québec farmers, the difference between the annual interest due on such loans and the annual interest computed on the equivalent capital of a hypothecary loan made by the Bureau at the rate fixed under section 15 of the Farm Credit Act; any change in the annual interest rate fixed under section 15 similarly affecting such difference in respect of Corporation loans subsequent to the coming into force of such change and to the loans made under Part III of the Veterans' Land Act from the coming into force of such change; the whole in accordance with the conditions determined hereinafter:

a) que, pour les fins de déterminer le montant de \$15,000 mentionné aux articles 3 et 5 de ladite Loi, soit considéré:

1) l'ensemble des prêts hypothécaires obtenus par une même personne tant de la Société du crédit agricole que de la Commission du prêt agricole canadien ou l'ensemble des prêts consentis sous l'empire de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants de même que l'ensemble des prêts hypothécaires dont une personne assume le paiement du solde par voie de transfert ou autrement;

2) tout solde de prêt consenti par l'Office du crédit agricole du Québec qu'assume un débiteur de la Société du crédit agricole ou de la Commission du prêt agricole canadien ou encore un ancien combattant sous le régime de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants comme si ce prêt avait été consenti par ladite Société, ladite Commission ou sous l'empire de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants;

3) tout solde de prêt consenti par l'Office du crédit agricole du Québec à une personne qui assume le paiement du solde d'un prêt hypothécaire consenti par la Société du crédit agricole ou par la Commission du prêt agricole canadien ou d'un prêt consenti sous l'empire de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants;

4) tout prêt consenti à une personne ou solde de prêt dont cette dernière assume le paiement dans les cas précités tant individuellement qu'en sa qualité d'actionnaire ou de sociétaire dans une corporation ou une société d'exploitation agricole, selon le cas, et suivant la valeur relative de ses intérêts dans telle corporation ou société.

b) que la différence entre, d'une part, l'intérêt annuel au taux de 2½% ou l'intérêt annuel au taux fixé par règlement de l'Office en vertu de l'article 15 de la Loi du crédit agricole, selon le cas, et, d'autre part, celui dû sur lesdits prêts hypothécaires consentis par la Société du crédit agricole ou la Commission du prêt agricole canadien soit payées sur présentation de comptes provenant de ladite Société; et

c) que la différence entre, d'une part, l'intérêt annuel au taux de 2½% ou l'intérêt annuel au taux fixé par règlement de l'Office en vertu de l'article 15 de la Loi du crédit agricole, selon le cas, et, d'autre part, celui dû sur les prêts consentis sous le régime de la partie III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants soit payées sur présentation de comptes provenant du Bureau du Contrôleur du Trésor du Canada;

QUE l'Office du crédit agricole du Québec soit également autorisé à assumer avant le 1^{er} janvier 1970, selon les conditions déterminées par la Loi du prêt agricole, jusqu'à concurrence de \$3,000 le tiers de la dette envers la Société du crédit agricole des emprunteurs ayant obtenu

(a) that, for the purposes of determining the amount of \$15,000 mentioned in sections 3 and 5 of the said Act, the following be considered:

(1) all the hypothecary loans obtained by the same person from both the Farm Credit Corporation and the Canadian Farm Loan Board, or all the loans made under Part III of the Veterans' Land Act, as well as all the hypothecary loans for which a person assumes payment of the balance through conveyance or otherwise;

(2) any balance of the loan made by the Québec Farm Credit Bureau assumed by a debtor of the Farm Credit Corporation or the Canadian Farm Loan Board, or by a veteran under Part III of the Veterans' Land Act, as if such loan had been made by the said Corporation, the said Board, or under Part III of the Veterans' Land Act;

(3) any balance of a loan made by the Québec Farm Credit Bureau to a person who assumes payment of the balance of a hypothecary loan made by the Farm Credit Corporation or by the Canadian Farm Credit Board or of a loan made under Part III of the Veterans' Land Act;

(4) any loan made to person or the balance of a loan of which payment is assumed by the latter in the aforementioned cases both individually and in his capacity as shareholder or partner in a corporation or partnership for agricultural exploitation as the case may be, and in accordance with the relative valuation of his interests in such corporation or partnership.

(b) that the difference between, on the one hand, the annual interest rate of 2½% or the annual interest rate fixed by regulation of the Bureau under section 15 of the Farm Credit Act, as the case may be, and, on the other hand, that owing on the said hypothecary loan made by the Farm Credit Corporation of the Canadian Farm Credit Board, be paid upon presentation of the accounts from the said Corporation; and

(c) that the difference between, on the one hand, the annual interest rate of 2½% or the annual interest rate fixed by regulation of the Bureau under section 15 of the Farm Credit Act, as the case may be, and, on the other hand, that owing on loans made under Part III of the Veterans' Land Act, be paid upon presentation of accounts from the Office of the Controller of the Treasury of Canada;

THAT the Québec Farm Credit Bureau also be authorized to assume before the 1st of January 1970, in accordance with the conditions determined under the Farm Credit Act, up to the amount of \$3,000, one third of the debt owing to the Farm Credit Corporation by borrow-

nu de cette dernière, après le 1er mai 1962, un prêt semblable à un prêt d'établissement de l'Office du crédit agricole du Québec;

QUE le présent arrêté en conseil remplace l'arrêté en conseil 40 en date du 8 janvier 1970 et prenne effet à compter du 1er octobre 1972.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

48198-o

ers having obtained from the latter a loan similar to a settlement loan from the Québec Farm Credit Bureau after the 1st of May 1962;

THAT this Order in Council replace Order in Council 40 dated 8 January, 1970 and come into force on 1 October, 1972.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

48198-o

Ministère (s)

Department (s)

Industrie et Commerce

Industry and Commerce

A.M., du 7 septembre 1972

M.O., 7 September, 1972

LOI SUR LES PÊCHERIES

(S.R.C. 1970, ch. F-14)

Règlement de pêche du Québec

FISHERIES ACT

(R.S.C. 1970, ch. F-14)

Québec Fishery Regulations

Pêche aux coquillages

Shellfishing

VU la décision du ministre de la santé nationale et du bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

N-11.1.2 région s'étendant de la Division des cantons Cannon et Fitzpatrick — Pont de la route 15 — Rivière Pentecôte,

N-11.1.2 the area extending from the boundary line between Cannon and Fitzpatrick townships at the bridge on Highway 15 to the Pentecôte River,

N-11.1.4 région s'étendant de Crooked Island (Baie aux Outardes) — Pointe Sproule,

N-11.1.4 the area extending from Crooked Island (Baie des Outardes) to Sproule Point,

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

are no longer toxic to a degree which renders them dangerous in their raw state.

À CES CAUSES et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

THEREFORE, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby open the said areas to fishing and to permit whomsoever to fish for, take or possess shellfish from the said areas.

Le ministre de l'industrie et du commerce
par intérim,

JEAN-PAUL L'ALLIER.

JEAN-PAUL L'ALLIER,
Acting Minister
of Industry and Commerce.

48208-o

48208-o

Affaires municipales

Municipal Affairs

A.M., du 6 septembre 1972

LOI DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE
(S.R.Q. 1964, ch. 161)

Déchets chimiques

Arrêté concernant la disposition des déchets chimiques de nature combustible pour les régions de Montréal, de l'Outaouais et parties des régions de l'Estrie et de la Mauricie

Le ministre responsable de la qualité de l'environnement donne avis, qu'en vertu du Règlement concernant la disposition des déchets chimiques de nature combustible adopté par l'arrêté en conseil 1967-72, en date du 4 juillet 1972, et publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 22 juillet 1972, (p. 6074) il a approuvé en date du 6 septembre 1972 une usine de traitement des déchets chimiques. Cette usine, propriété de Goodfellow Combustion (Québec) Inc. dont le siège social est à 18A, ouest, Boul. Ste-Marguerite, Ville Mercier, Comté de Châteauguay, est située sur les lots P-253 et P-254 du cadastre officiel de Ste-Philomène, Ville de Mercier, Comté de Châteauguay. Ladite usine sera exploitée par le propriétaire, Goodfellow Combustion (Québec) Inc. et traitera les catégories de déchets suivantes:

Catégorie A — Produits résiduels liquides organiques et combustibles.

Huiles, hydrocarbures, boues, solvants, polymères et autres produits chimiques organiques soient à l'état pur ou mélange entre eux ou avec de l'eau. Ces mélanges peuvent être pompés et ont une valeur calorifique supérieure à 5000 BTU par livre.

Catégorie B — Produits résiduels liquides organiques et pouvant être incinérés.

Ces produits sont de même nature que ceux énumérés sous la Catégorie A mais sont dilués à un point tel que leur valeur calorifique se situe au-dessous de 5000 BTU par livre.

Catégorie C — Produits chimiques organiques visqueux et boueux.

Produits organiques combustibles ou pouvant être incinérés mais qui sont trop épais pour être pompés. Ce genre de produit provient du nettoyage de réservoirs d'entreposage d'usine pétrochimiques ou de peintures ou encore provenant de système de traitement d'eaux usées.

Cette usine de traitement a, de plus, été approuvée pour desservir cette partie du territoire du Québec située

M.O. September 6, 1972

PUBLIC HEALTH ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 161)

Chemical Waste

Order respecting the disposal of combustible chemical waste material in the regions of Montreal and Outaouais and parts of the regions of the Eastern Townships and the St. Maurice Valley

Notice is given by the Minister Responsible for the Quality of the Environment that, by virtue of a Regulation respecting the disposal of combustible chemical waste material passed by Order in Council 1967-72 dated July 4, 1972 and published in the *Québec Official Gazette* on July 22, 1972 (p. 6074), he approved the construction of a chemical waste treatment plant on September 6, 1972. This plant, property of Goodfellow Combustion (Québec) Inc., having its head office at 18A Ste. Marguerite Boulevard West, Ville Mercier, County of Châteauguay, is located on lots P-253 and P-254 of the official cadastre of Ste. Philomène, Ville de Mercier, County of Châteauguay. The said plant will be operated by the owner, Goodfellow Combustion (Québec) Inc. and will treat the following categories of wastes:

Category A — Organic and combustible residual liquid products.

Oils, hydrocarbons, sludge, solvents, polymers and other organic chemical products in their natural state, combined or mixed with water. These mixtures can be pumped and have a heat value higher than 5000 BTU per pound.

Category B — Organic residual liquid products which can be incinerated.

These products are of the same nature as those listed in Category A but are diluted to such an extent that their heat value is lower than 5000 BTU per pound.

Category C — Sludge and viscous organic chemical products.

Combustible organic products which can be incinerated but are too thick to be pumped. This type of product comes from the cleaning of storage tanks in paint and petrochemical plants or from waste water treatment systems.

This plant also received approval to serve that part of Québec within a radius of approximately 125 miles from

dans un rayon approximatif de 125 milles de l'usine et comprenant les territoires suivants:

- a) Communauté Urbaine de Montréal;
- b) Ville de Laval;
- c) Les districts électoraux d'Argenteuil - Bagot - Beauharnois - Brome - Chambly - Châteauguay - Deux-Montagnes - Drummond - Hull - Huntingdon - Iberville - Laprairie - l'Assomption - Missisquoi - Napierville - Papineau - Richelieu - Richmond - Rouville - St-Hyacinthe - St-Jean - Shefford - Sherbrooke - Stanstead - Soulanges - Vaudreuil - Verchères - Yamaska.

d) Une partie des districts électoraux de Berthier - Joliette - Maskinongé - Montcalm - St-Maurice - Terrebonne tel qu'indiqué sur le plan ci-annexé.

Le ministre donne, de plus, avis qu'en conformité de l'article 4 dudit règlement, il prescrit que tout déchet chimique de la nature de ceux décrits ci-dessus et provenant du territoire décrit plus haut, doit être envoyé, délivré ou déposé à cette usine de traitement.

Le présent arrêté entre en vigueur à compter du 1er octobre 1972.

VICTOR C. GOLDBLOOM, M.D.,
*Ministre responsable de la qualité
de l'environnement.*

48157-o

Institutions financières, compagnies et coopératives

A.M., 26 septembre 1972

LOI DES COMPAGNIES
(S.R.Q. 1964, ch. 271 et am.)

Formule

Conformément à l'article 23a de la Loi des compagnies (S.R.Q. 1964, ch. 271 mod., L.Q. 1972, ch. Projet de loi 56) il plaît au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives d'édicter le règlement suivant:

Règlement établissant les formules nécessaires à l'application de la Loi des compagnies.

the plant and comprising the following areas:

- (a) Montréal Urban Community;
- (b) Ville de Laval;
- (c) The electoral districts of Argenteuil - Bagot - Beauharnois - Brome - Chambly - Châteauguay - Deux-Montagnes - Drummond - Hull - Huntingdon - Iberville - Laprairie - l'Assomption - Missisquoi - Napierville - Papineau - Richelieu - Richmond - Rouville - St. Hyacinthe - St. Jean - Shefford - Sherbrooke - Stanstead - Soulanges - Vaudreuil - Verchères - Yamaska.

(d) Part of the electoral districts of Berthier - Joliette - Maskinongé - Montcalm - St. Maurice - Terrebonne.

as shown on the attached map.

The Minister also hereby gives notice that, in accordance with section 4 of the said regulation, all chemical wastes of the nature described above and coming from the above mentioned territories, must be sent, delivered or deposited at this treatment plant.

This order comes into force on October 1, 1972.

VICTOR C. GOLDBLOOM, M.D.
*Minister Responsible for the Quality
of the Environment.*

48157-o

Financial Institutions, Companies and Cooperatives

M.O., september 26, 1972

COMPANIES ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 271 and am.)

Form

Pursuant to section 23a of the Companies Act (R.S.Q. 1964, ch. 271 am., S.Q. 1972, ch. Bill 56), the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives is pleased to adopt the following regulation:

Regulation establishing forms for the application of the Companies Act.



Ministère des institutions financières,
compagnies et coopératives
Service des compagnies

I. FORMULE II

LETTRES PATENTES
(Loi des compagnies 1re partie)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies, accorde aux requérants ci-après désignés les présentes lettres patentes les constituant en corporation sous le nom de

Données et scellées à _____

le _____

et enregistrées ce même jour au

libro _____

folio _____

Le Sous-ministre associé,





Department of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives
Companies Service

1. FORM 11

LETTERS PATENT

Part I of the Companies Act

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, by virtue of Part I of the Companies Act, grants to the applicants hereinafter designated these letters patent constituting them a corporation under the name of

Given and sealed in _____

on _____

and registered this same day at

libro _____

folio _____



Associate Deputy Minister



Ministère des institutions financières,
compagnies et coopératives
Service des compagnies

2. FORMULE 12

LETTRES PATENTES
(Loi des compagnies 1re partie)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies, accorde aux requérants ci-après désignés les présentes lettres patentes les constituant en corporation sous le nom de

Données et scellées à _____

le _____

et enregistrées ce même jour au

libro _____

folio _____

Le directeur du service des compagnies.



Department of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives
Companies Service

2. FORM 12

LETTERS PATENT

Part I of the Companies Act

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, by virtue of Part I of the Companies Act, grants to the applicants hereinafter designated these letters patent constituting them a corporation under the name of

Given and sealed in _____

on _____

and registered this same day at

libro _____

folio _____



Director of the Companies Service



Ministère des institutions financières,
compagnies et coopératives
Service des compagnies

3. FORMULE 13

LETTRES PATENTES
(Loi des compagnies 3^e partie)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, sous l'autorité de la troisième partie de la Loi des compagnies, accorde aux requérants ci-après désignés les présentes lettres patentes les constituant en corporation sous le nom de

Données et scellées à _____

le _____

et enregistrées ce même jour au

libro _____

folio _____

Le Sous-ministre associé,



Department of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives
Companies Service

3. FORM 13

LETTERS PATENT

Part III of the Companies Act

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, by virtue of Part III of the Companies Act, grants to the applicants hereinafter designated these letters patent constituting them a corporation under the name of

Given and sealed in _____

on _____

and registered this same day at

libro _____

folio _____



Associate Deputy Minister



Ministère des institutions financières,
compagnies et coopératives
Service des compagnies

4. FORMULE 14

LETTRES PATENTES
(Loi des compagnies 3e partie)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, sous l'autorité de la troisième partie de la Loi des compagnies, accorde aux requérants ci-après désignés les présentes lettres patentes les constituant en corporation sous le nom de

Données et scellées à _____

le _____

et enregistrées ce même jour au

libro _____

folio _____

Le directeur du service des compagnies.



Department of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives
Companies Service

4. FORM 14

LETTERS PATENT

Part III of the Companies Act

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, by virtue of Part III of the Companies Act, grants to the applicants hereinafter designated these letters patent constituting them a corporation under the name of

Given and sealed in _____

on _____

and registered this same day at

libro _____

folio _____



Director of the Companies Service



Ministère des institutions financières,
compagnies et coopératives
Service des compagnies

5. FORMULE 15

**LETTRES PATENTES
SUPPLÉMENTAIRES**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives accorde les présentes lettres patentes supplémentaires confirmant la résolution ou le règlement ci-joint, à ce document, à

en vertu de

Données et scellées à _____

le _____

et enregistrées ce même jour au

libro _____

folio _____

Le Sous-ministre associé,



Department of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives
Companies Service

5. FORM 15

**SUPPLEMENTARY
LETTERS PATENT**

The Minister of Financial Institutions, Companies and
Cooperatives grants the present supplementary letters patent
confirming the attached by-law or resolution to

in pursuance of

Given and sealed in _____

on _____

and registered this same day at

libro _____

folio _____



Associate Deputy Minister



Ministère des institutions financières,
compagnies et coopératives
Service des compagnies

6. FORMULE 16

**LETTRES PATENTES
SUPPLÉMENTAIRES**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives accorde les présentes lettres patentes supplémentaires confirmant la résolution ou le règlement ci-joint, à ce document, à

en vertu de

Données et scellées à _____

le _____

et enregistrées ce même jour au

libro _____

folio _____

Le directeur du service des compagnies .





Department of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives
Companies Service

6. FORM 16

**SUPPLEMENTARY
LETTERS PATENT**

The Minister of Financial Institutions, Companies and
Cooperatives grants the present supplementary letters patent
confirming the attached by-law or resolution to

in pursuance of

Given and sealed in _____

on _____

and registered this same day at

libro _____

folio _____

6

Director of the Companies Service



Ministère des institutions financières,
compagnies et coopératives
Service des compagnies

7. FORMULE 17

LETTRES PATENTES

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives accorde les présentes lettres patentes à

en vertu de

Données et scellées à _____

le _____

et enregistrées ce même jour au

libro _____

folio _____

Le Sous-ministre associé,



Department of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives
Companies Service

7. FORM 17

LETTERS PATENT

The Minister of Financial Institutions, Companies and
Cooperatives grants the present letters patent to

in pursuance of

Given and sealed in _____

on _____

and registered this same day at

libro _____

folio _____



Associate Deputy Minister



Ministère des institutions financières,
compagnies et coopératives
Service des compagnies

8. FORMULE 18

LETTRES PATENTES

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives accorde les présentes lettres patentes à

en vertu de

Données et scellées à _____

le _____

et enregistrées ce même jour au

libro _____

folio _____

Le directeur du service des compagnies,



Department of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives
Companies Service

8. FORM 18

LETTERS PATENT

The Minister of Financial Institutions, Companies and
Cooperatives grants the present letters patent to

in pursuance of

Given and sealed in _____

on _____

and registered this same day at

libro _____

folio _____

Director of the Companies Service



Ministère des institutions financières,
compagnies et coopératives
Service des compagnies

9. FORMULE 19

LETTRES PATENTES

Le ministre des institutions financières compagnies et coopératives, sous l'autorité de l'article 18 de la Loi des compagnies, accorde les présentes lettres patentes confirmant l'acte d'accord ci-joint, fusionnant en une seule corporation sous le nom de

Données et scellées à _____

le _____

et enregistrées ce même jour au

libro _____

folio _____

Le Sous-ministre associé,



Department of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives
Companies Service

9. FORM 19

LETTERS PATENT

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, in virtue of Section 18 of the Companies Act, grants the present letters patent confirming the agreement amalgamating them into one corporation under the name of

Given and sealed in _____

on _____

and registered this same day at

libro _____

folio _____

Associate Deputy Minister



Ministère des institutions financières,
compagnies et coopératives
Service des compagnies

10. FORMULE 20

LETTRES PATENTES

Le ministre des institutions financières compagnies et coopératives, sous l'autorité de l'article 18 de la Loi des compagnies, accorde les présentes lettres patentes confirmant l'acte d'accord ci-joint, fusionnant en une seule corporation sous le nom de

Données et scellées à _____

le _____

et enregistrées ce même jour au

libro _____

folio _____

Le directeur du service des compagnies .



Department of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives
Companies Service

10. FORM 20

LETTERS PATENT

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, in virtue of Section 18 of the Companies Act, grants the present letters patent confirming the agreement amalgamating them into one corporation under the name of

Given and sealed in _____

on _____

and registered this same day at

libro _____

folio _____

Director of the Companies Service

11. Ces formules entrent en vigueur le 15 octobre 1972.
48111-o

11. These forms come into effect on October 15, 1972.
48111-o

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Québec Agricultural Marketing Board

R.M.A., 28 septembre 1972

A.M.B., 28 September, 1972

LOI DES PRODUCTEURS AGRICOLES
(L.Q. 1972, ch. (Projet de la loi 64))

FARM PRODUCERS ACT
(S.Q. 1972, ch. (Bill 64))

Accréditation (UPA)

Certification (UPA)

Accréditation de l'Union des producteurs agricoles

Certification of the Union des producteurs agricoles

Prenez avis que lors de sa séance du 28 septembre 1972, la Régie des marchés agricoles a conféré à l'Union des producteurs agricoles l'accréditation prévue à la section III de la Loi des producteurs agricoles (L.Q. 1972) aux fins de représenter les producteurs du Québec.

Notice is hereby given that the Agricultural Marketing Board, at its meeting held on September 28, 1972, and pursuant to Division III of the Farm Producers Act (S.Q. 1972), granted certification to the *Union des producteurs agricoles* (Farm Producers' Union) for the purpose of representing Québec producers.

Régie des marchés agricoles,
Par: GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

Agricultural Marketing Board,
Per: GILLES LE BLANC,
Secretary.

48209-o

48209-o

R.M.A., 20 septembre 1972

A.M.B., 20 September, 1972

LOI DES PRODUCTEURS AGRICOLES
(L.Q. 1972 ch. (Projet de loi 64))

FARM PRODUCERS ACT
(S.Q. 1972, ch. (Bill 64))

Règlement de l'UPA

By-laws governing the UPA

Règlements de l'Union des producteurs agricoles

By-laws governing the Union des producteurs agricoles

Prenez avis que lors de sa séance du 20 septembre 1972, la Régie des marchés agricoles a approuvé les règlements de l'Union des producteurs agricoles en vertu de l'article 10 de la Loi des producteurs agricoles. (L.Q. 1972).

Notice is hereby given that the Agricultural Marketing Board, at its meeting held on September 20, 1972, approved the by-laws governing the *Union des producteurs agricoles* (Farm Producers' Union) under section 10 of the Farm Producers Act (S.Q. 1972).

Régie des marchés agricoles,
Par: (Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

Agricultural Marketing Board,
Per: GILLES LE BLANC,
Secretary.

48209-o

48209-o

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de
Québec
[L.S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'en vertu de l'article 18 de la Loi modifiant la Loi du crédit agricole (projet de loi 4 de 1972) sanctionnée le 30 juin 1972, cette loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de la Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes (projet de loi 6 de 1972) sanctionnée le 30 juin 1972, cette loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 8 de la Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles (projet de loi 7 de 1972) sanctionnée le 30 juin 1972, cette loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 20 de la Loi favorisant le crédit à la production agricole (projet de loi 11 de 1972) sanctionnée le 30 juin 1972, cette loi entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il est opportun pour le lieutenant-gouverneur en conseil de proclamer la date du 1er octobre 1972 comme étant la date d'entrée en vigueur des quatre lois ci-dessus mentionnées;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2781-72, du 20 septembre 1972, nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE la date du 1er octobre 1972 soit fixée comme étant la date d'entrée en vigueur des quatre lois suivantes sanctionnées le 30 juin 1972, soit: la Loi modifiant la Loi du crédit agricole, la Loi modifiant la Loi de l'amé-

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

Whereas pursuant to section 18 of the Act to amend the Farm Credit Act (Bill 4 of 1972) assented to on June 30, 1972, this Act will come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS pursuant to section 7 of the Act to amend the Farm Improvement Act (Bill 6 of 1972) assented to on June 30, 1972, this Act will come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS pursuant to section 8 of the Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations (Bill 7 of 1972) assented to on June 30, 1972, this Act will come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS pursuant to section 20 of the Act to promote credit to farm producers (Bill 11 of 1972) assented to on June 30, 1972, this Act will come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient that the Lieutenant-Governor in Council proclaim the 1st day of October, 1972, as the date of the coming into force of the four Acts hereinabove mentioned;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2781-72, dated September 20, 1972, We have decreed and ordered and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT October 1, 1972, be fixed as the date of the coming into force of the four following Acts assented to on June 30, 1972, namely: the Act to amend the Farm Credit Act, the Act to amend the Farm Improvement

lioration des fermes, la Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles et la Loi favorisant le crédit à la production agricole.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingtième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

Libro: 501
Folio: 18
48113-o

Canada,
Province de
Québec
[L.S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi de la protection du malade mental (projet de loi 46 de 1972) a été sanctionnée le 30 juin 1972;

ATTENDU QUE conformément à son article 70, ladite loi doit entrer en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des articles 30 à 45, qui entrent en vigueur trente jours après la date de la sanction de ladite loi;

ATTENDU que les articles 30 à 45 de ladite loi sont entrés en vigueur le 31 juillet 1972;

Act, the Act to amend the Act to promote the development of agricultural exploitations and the Act to promote credit to farm producers.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Administrator of the Government of the Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twentieth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 501
Folio: 18
48113-o

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Mental Patients Protection Act (Bill 46 of 1972) was assented to on June 30, 1972;

WHEREAS in conformity with section 70, the said Act will come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, with the exception of sections 30 to 45, which will come into force 30 days after the date of sanction of the said Act;

WHEREAS sections 30 to 45 of the said Act came into force on July 31, 1972;

ATTENDU QU'il y a lieu que l'entrée en vigueur de ladite loi soit fixée au 1er octobre 1972;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2738-72, du 20 septembre 1972. Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des affaires sociales:

QUE l'entrée en vigueur de la Loi de la protection du malade mental (projet de Loi 46 de 1972) soit fixée au 1er octobre 1972, à l'exception de ses articles 30 à 45 lesquels sont entrés en vigueur le 31 juillet 1972, conformément à l'article 70 de ladite loi.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingtième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère Chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

Libro : 501
Folio : 19
48113-o

WHEREAS it is expedient that the coming into force of the said Act be fixed on October 1, 1972;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2738-72 of September 20, 1972, We have decreed and ordered and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the coming into force of the Mental Patients Protection Act (Bill 46 of 1972) be fixed on October 1, 1972, with the exception of sections 30 to 45 which came into force on July 31, 1972, in conformity with section 70 of the said Act.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Administrator of the Government of the Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twentieth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 501
Folio: 19
48113-o

INDEX No 39

Partie II: lois et règlements — Part II: Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL

ORDERS IN COUNCIL

2685 — Coiffeur, Rouyn-Noranda (<i>Abrogation</i>)	8988
2685 — Hairdressers, Rouyn-Noranda (<i>Abrogation</i>)	8988
2721 — Baie James, ordonnance No 5 du Conseil de la municipalité de la Baie James	8959
2721 — James Bay Municipal Council (Order No. 5)	8959
2721 — James Bay Region Development Act (S.Q. 1971, ch. 34) Order No. 5 of the James Bay Municipal Council	8959
2721 — Développement de la région de la baie James (L.Q. 1971, ch. 34) ordonnance No 5 du Conseil de la municipalité de la Baie James	8959
2750 — Conservation de la faune (L.Q. 1969, ch. 58) réserve de chasse et de pêche Dunière	8960
2750 — Wild-Life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58) Fish and Game Reserve of Dunière	8960
2750 — Réserve de Dunière	8960
2750 — Fish and Game Reserve of Dunière	8960
2782 — Crédit agricole (S.R.Q. 1964 ch. 108 et am.) (<i>règlement</i>)	8962
2782 — Farm Credit Act (R.S.Q. 1964, ch. 108 and am.) (<i>Regulation</i>)	8962
2783 — Prêt agricole (S.R.Q. 1964, ch. 111 et am.) <i>subvention d'intérêt</i>	8989
2783 — Farm Loan Act (R.S.Q. 1964, ch. 111 and am.) <i>Interest subsidy</i>	8989
2784 — Mise en valeur des exploitations agricoles (L.Q. 1969, ch. 44) <i>règlement</i>	8967
2784 — Agricultural exploitations, development of (S.Q. 1969, ch. 44) <i>Regulation</i>	8967
2785 — Crédit à la production agricole (L.Q. 1972) (Bill 11) <i>règlement favorisant le crédit à la production agricole</i>	8972
2785 — Credit to farm producers, Act to promote, Bill 11 of 1972, <i>regulation to promote credit to farm producers</i>	8972
2786 — Amélioration des fermes (S.R.Q. 1964, ch. 109 et am.) <i>règlement</i>	8980
2786 — Farm Improvement Act (R.S.Q. 1964, ch. 109 and am.) <i>Regulation</i>	8980
2809 — Licences, Loi des (S.R.Q. 1964, ch. 79) <i>hippodromes</i> (réduction des droits)	8995
2809 — Licenses, Act (R.S.Q. 1964, ch. 79) <i>Race Tracks</i> (Reduction of Duties)	8995
2809 — Hippodromes, réduction du droit exigible en vertu de l'article 35 de la Loi des Licences	8995
2809 — Race tracks, reduction of the duty exigible under section 35 of the Licences Act	8995
2810 — Camionnage, région de Montréal	8986
2810 — Cartage, Montreal Region	8986
2810 — Décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.) <i>camionnage (Montréal)</i>	8986
2810 — Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.) <i>cartage Industry (Montreal)</i>	8986
2862 — Protection du consommateur (L.Q. 1971, ch. 74) modifications au règlement général (A.C. 1408-72)	8987
2862 — Consumer Protection Act (S.Q. 1971, ch. 74) amendments to the General Regulation (O.C. 1408-72)	8987

PROCLAMATIONS

PROCLAMATIONS

Amélioration des fermes (Bill 6 de 1972) <i>entrée en vigueur de la Loi le 1-10-72</i>	9017
Crédit à la production agricole, Loi favorisant le, (Bill 11 de 1972) <i>entrée en vigueur de la Loi le 1-10-72</i>	9017
Crédit agricole (Bill 4 de 1972) <i>entrée en vigueur de la Loi le 1-10-72</i>	9017
Credit to farm producers, Act to promote (Bill 11 of 1972) <i>coming into force of the Act on October 1, 1972</i>	9017
Development of agricultural exploitation (Bill 7 of 1972) <i>coming into force of the Act on October 1, 1972</i>	9017
Farm Credit Act (Bill 4 of 1972) <i>coming into force of the Act on October 1, 1972</i>	9017
Farm Improvement Act (Bill 6 of 1972) <i>coming into force of the Act on October 1, 1972</i>	9017

Mise en valeur des exploitations agricoles (Bill 7 de 1972) <i>entrée en vigueur de la Loi le 1-10-72</i>	9017
Mental Patients Protection Act (Bill 46 of 1972) <i>coming into force of the sections which were not yet in force on October 1, 1972</i>	9018
Protection du malade mental (Bill 46 de 1972) <i>entrée en vigueur des articles qui n'étaient pas en vigueur le 1-10-72</i>	9018

MINISTÈRES

DEPARTMENTS

Affaires municipales	<i>Municipal Affairs</i>
Qualité de l'environnement	<i>Quality of Environment</i>
Chemical Waste	8994
Déchets chimiques	8994

Industrie et commerce	Industry and Commerce	Régie des marchés agricoles du Québec	Québec Agricultural Marketing Board
Avis de pêche aux coquillages.....	8993	Union des producteurs agricoles (<i>Accréditation- certification</i>)	9016
Shellfishing notice.....	8993	Union des producteurs agricoles (<i>Règl. — By- laws</i>)	9016
Institutions financières compagnies et coopératives	Financial Institutions Companies and Cooperatives		
Compagnies, Loi des (<i>Nouvelles formules</i>)....	8995		
Companies Act (<i>New forms</i>).....	8995		

SOMMAIRE

ARRÊTÉS EN CONSEIL.....	8959
ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES.....	8871
AVIS DIVERS.....	8931
CHANGEMENT DE NOM.....	8871
COMPAGNIES:	
Demandes d'abandon de charte.....	8874
Divers.....	8882
Lettres patentes.....	8889
Lettres patentes annulées.....	8888
Lettres patentes, avis d'annulation.....	8887
Sièges sociaux.....	8879
CIES ÉTRANGÈRES.....	8888
DEMANDE À LA LÉGISLATURE.....	8886
LIQUIDATION DES COMPAGNIES — LOI DE LA	8887
MINISTÈRES:	
Affaires municipales.....	8892-8994
Finances.....	8921
Industrie et Commerce.....	8993
Institutions financières, compagnies et coopé-	
ratives.....	8896-8929-8995
Terres et Forêts.....	8891
NOMINATIONS.....	8930
PROCLAMATIONS.....	8911-9017
RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ.....	8890
RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC..	9016
RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES.....	8895
SOUMISSIONS.....	8897
SYNDICATS PROFESSIONNELS.....	8895
VENTES PAR SHÉRIFS.....	8940
VENTES POUR TAXES.....	8950

SUMMARY

APPLICATION TO LEGISLATURE.....	8886
APPOINTMENTS.....	8930
CHANGE OF NAME ACT.....	8871
COMPANIES ACT:	
Applications for surrender of charter.....	8874
Head offices.....	8879
Letters patent.....	8889
Letters patent annulled.....	8888
Letters patent, notice of annulment.....	8887
Miscellaneous.....	8882
COMPANIES INFORMATION ACT.....	8895
COOPERATIVE ASSOCIATIONS.....	8871
DEPARTMENTS:	
Finance.....	8921
Financial Institutions, Companies and Co-	
peratives.....	8896-8929-8995
Industry and Commerce.....	8993
Lands and Forests.....	8891
Municipal Affairs.....	8892-8994
ELECTRICITY AND GAS BOARD.....	8890
EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES.....	8888
MISCELLANEOUS NOTICES.....	8931
ORDERS IN COUNCIL.....	8959
PROCLAMATIONS.....	8911-9017
PROFESSIONAL SYNDICATES.....	8895
QUÉBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD	9016
SALES BY SHERIFFS.....	8940
SALES FOR TAXES.....	8950
TENDERS.....	8897
WINDING-UP ACT.....	8887

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.



**ÉTUDE
SUR L'INDUSTRIE
DES VALEURS
MOBILIÈRES
AU QUÉBEC**

**RAPPORT
FINAL
VOLUME 1**

JUIN 1972

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES, COMPAGNIES ET COOPÉRATIVES



**STUDY ON THE
SECURITIES INDUSTRY
IN QUÉBEC**

**FINAL
REPORT
VOLUME 1**

JUNE 1972

DEPARTMENT OF FINANCIAL INSTITUTIONS, COMPANIES AND COOPERATIVES

\$3

Comptoirs de vente

QUÉBEC:

L'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean
Tél.: 643-8035

Librairie Garneau Ltée
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTREAL:

L'Éditeur officiel du Québec
310 ouest, rue Sainte-Catherine
Tél.: 873-6101

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Ltée
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE:

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

HULL:

L'Éditeur officiel du Québec
662, boulevard Saint-Joseph
Tél.: 770-6910

NICOLET:

L'Éditeur officiel du Québec
460, boulevard Louis-Fréchette
Tél.: 293-2161